

LES COLLECTIVITÉS
EN CHIFFRES

LOCALES



2011

L'édition 2011 de l'ouvrage les *Collectivités locales en chiffres* a été élaborée par le Département des études et des statistiques locales de la Direction générale des collectivités locales.
Ont contribué à cette édition : Brigitte Belloc, David Cochu, Marie-Christine Floury, Malika Krouri, Michèle Lavigne, Guillaume Leforestier, Angéline Mahen, Sabine Meunier, Karine Soguet.

Présentation

Cet ouvrage constitue la vingt-et-unième édition des *Collectivités locales en chiffres*. Son objectif est de fournir annuellement les informations statistiques essentielles sur les collectivités locales.

Les principaux chapitres sur les structures, les finances, les personnels des collectivités locales donnent à côté des chiffres, un commentaire succinct et surtout des définitions et des références. Ils retiennent en général les données disponibles sur les cinq dernières années. Les séries longues sur les divers sujets sont reprises dans un seul chapitre en fin d'ouvrage. Un chapitre introductif présente les chiffres clés des collectivités locales. Des données du contexte dans lequel elles se situent sont aussi livrées.

- Les données sont celles traitées par le Département des études et des statistiques locales de la Direction générale des collectivités locales (DGCL), celles issues d'autres composantes du service statistique public, notamment l'Insee, ou encore fournies par des administrations comme la Direction générale des finances publiques (DGFiP), ou des données d'Eurostat.
- Les chiffres figurant dans cet ouvrage sont ceux qui étaient disponibles mi février 2011. Les données des structures communales et intercommunales et de leur population sont établies au 1^{er} janvier 2011, d'autres peuvent porter sur des années antérieures en fonction de leur cycle de production.
- Le champ couvert dans son acception la plus large est celui des administrations publiques locales qui comprennent les collectivités locales et les organismes divers d'administration locale. On désigne couramment dans cet ouvrage par l'expression « collectivités locales » l'ensemble formé par les collectivités territoriales (terme consacré par la Constitution pour les communes, départements et régions) et les groupements de communes à fiscalité propre (communautés urbaines, communautés d'agglomération et communautés de communes, syndicats d'agglomération nouvelle). Certaines données portent sur un champ élargi aux syndicats et aux établissements publics locaux (comme les centres communaux d'action sociale, les caisses des écoles, les services départementaux d'incendie et de secours).
- Dans la diffusion des statistiques, on distingue plusieurs ensembles géographiques de la France. La France métropolitaine comprend les 96 départements d'Europe. S'y ajoutent les 4 départements d'outre-mer (Dom) : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion. C'est le territoire économique intérieur de référence pour la comptabilité nationale et celui qui fait partie de l'Union européenne. Comme le font couramment les publications statistiques en référence à la définition utilisée par les organismes internationaux, *Collectivités locales en chiffres* emploie l'expression « France » pour cet ensemble comprenant la France métropolitaine et les Dom, auquel s'applique la quasi-totalité des données présentées. Le territoire de la République française comprend également la Nouvelle-Calédonie, la Polynésie française, les îles Wallis et Futuna, les Terres australes et antarctiques françaises, les îles éparses de l'Océan indien ainsi que les collectivités à statut particulier, Saint-Barthélemy, Saint-Martin, Saint-Pierre-et-Miquelon et Mayotte qui deviendra un département le 1^{er} avril 2011. Ces territoires sont mentionnés dans certains tableaux.



Des informations complémentaires sont disponibles sur le site Internet de la DGCL : www.dgcl.interieur.gouv.fr, rubrique « Statistiques »

Sommaire

| | | |
|----------|--|----------|
| 1 | Les chiffres clés des collectivités locales | 7 |
| 2 | Les collectivités locales et leur population | |
| 2.1 | Nombre de collectivités locales | 14 |
| 2.2 | Population des régions | 16 |
| 2.3 | Population des départements | 18 |
| 2.4 | Les groupements de communes à fiscalité propre | 20 |
| 2.5 | Les groupements de communes à fiscalité propre par taille | 22 |
| 2.6 | Les groupements de communes à fiscalité propre par région | 24 |
| 2.7 | Les principaux groupements de communes à fiscalité propre | 26 |
| 2.8 | Les communes par taille | 30 |
| 2.9 | Les communes par région | 32 |
| 2.10 | Les villes de plus de 100 000 habitants | 34 |
| 2.11 | Les syndicats de communes | 36 |
| 2.12 | Les aires urbaines de plus de 100 000 habitants | 38 |
| 3 | Les finances des administrations publiques locales | |
| 3.1 | Les administrations publiques locales dans les comptes de la Nation | 42 |
| 3.2 | Les comptes des administrations publiques locales | 44 |
| 3.3 | La formation brute de capital fixe des administrations publiques | 46 |
| 3.4 | Les prélèvements obligatoires | 48 |
| 3.5 | Les capacités ou besoins de financement des administrations publiques | 50 |
| 4 | Les finances des collectivités locales | |
| 4.1 | Les comptes des collectivités territoriales et de leurs groupements à fiscalité propre | 54 |
| 4.2 | Les comptes des communes | 56 |
| 4.3 | Les comptes des groupements de communes à fiscalité propre | 58 |
| 4.4 | Les comptes du secteur communal | 60 |
| 4.5 | Les comptes des départements | 62 |
| 4.6 | Les comptes des régions | 64 |
| 4.7 | Les budgets primitifs | 66 |
| 4.8 | Les ratios financiers obligatoires du secteur communal | 68 |
| 4.9 | Les ratios financiers obligatoires des départements et régions | 70 |
| 5 | La fiscalité locale | |
| 5.1 | Vue d'ensemble de la fiscalité locale | 74 |
| 5.2 | Évolution de la fiscalité directe locale | 76 |
| 5.3 | Les taux d'imposition des 3 taxes « ménages » | 78 |
| 5.4 | Évolution des produits votés des 3 taxes « ménages » | 80 |
| 5.5 | Taxe et redevance pour l'enlèvement des ordures ménagères | 82 |
| 5.6 | Les contributions de l'État à la fiscalité directe locale | 84 |
| 6 | Les concours financiers de l'État | |
| 6.1 | Vue d'ensemble des concours financiers de l'État aux collectivités locales | 88 |
| 6.2 | Les dotations et subventions de fonctionnement | 90 |
| 6.3 | Les autres concours financiers de l'État | 92 |

7 Les élus locaux

| | |
|---------------------|----|
| 7.1 Les élus locaux | 96 |
|---------------------|----|

8 La fonction publique territoriale

| | |
|---|-----|
| 8.1 La fonction publique territoriale au sein de la fonction publique | 100 |
| 8.2 Les effectifs des collectivités locales au 31 décembre 2008 | 102 |
| 8.3 Les effectifs des collectivités locales par catégorie et statut | 104 |
| 8.4 Les effectifs des collectivités locales par filière | 106 |
| 8.5 La dispersion géographique des effectifs de la fonction publique territoriale | 108 |
| 8.6 Le nombre d'agents selon la taille de la collectivité | 110 |
| 8.7 Les dépenses de personnel des collectivités locales | 112 |
| 8.8 Les élections professionnelles dans la fonction publique territoriale | 114 |

9 Éléments de contexte

| | |
|-------------------------------|-----|
| 9.1 Le contexte européen | 118 |
| 9.2 Le contexte régional | 122 |
| 9.3 Le contexte départemental | 126 |

10 Les séries longues

| | |
|---|-----|
| 10.1 Les groupements de collectivités territoriales | 132 |
| 10.2 Les comptes des administrations publiques locales | 133 |
| 10.3 Les dépenses des administrations publiques locales ventilées par fonction | 134 |
| 10.4 Les comptes des communes | 135 |
| 10.5 Les comptes des groupements de communes à fiscalité propre | 136 |
| 10.6 Les comptes des communes et de leurs groupements à fiscalité propre | 137 |
| 10.7 Les comptes des départements | 138 |
| 10.8 Les comptes des régions | 139 |
| 10.9 Les comptes des collectivités territoriales et de leurs groupements à fiscalité propre | 140 |
| 10.10 Les dépenses des collectivités locales dans les principaux domaines transférés | 141 |
| 10.11 L'endettement des collectivités locales | 142 |
| 10.12 Les taux de fiscalité locale | 143 |
| 10.13 Les produits de fiscalité locale | 144 |
| 10.14 Les compensations et dégrèvements de fiscalité directe locale | 145 |
| 10.15 Les effectifs des collectivités locales | 146 |
| 10.16 Les dépenses de personnel des collectivités locales | 147 |



LES COLLECTIVITÉS **LOCALES**
EN CHIFFRES 2011

1

LES CHIFFRES CLÉS
DES COLLECTIVITÉS
LOCALES



1 Les chiffres clés des collectivités locales

● 64 millions d'habitants répartis dans 26 régions, 100 départements et 36 680 communes.

Répartition des communes selon leur taille

| Taille de la commune | Nombre de communes | Part de la population | Taille de la commune | Nombre de communes | Part de la population |
|------------------------------|--------------------|-----------------------|----------------------------|--------------------|-----------------------|
| de 0 à 499 habitants | 20 236 | 7,2 % | moins de 500 habitants | 20 236 | 7,2 % |
| de 500 à 1 999 habitants | 11 427 | 17,4 % | moins de 2 000 habitants | 31 663 | 24,6 % |
| de 2 000 à 3 499 habitants | 2 134 | 8,8 % | moins de 3 500 habitants | 33 797 | 33,3 % |
| de 3 500 à 4 999 habitants | 876 | 5,7 % | moins de 5 000 habitants | 34 673 | 39,0 % |
| de 5 000 à 9 999 habitants | 1 073 | 11,6 % | moins de 10 000 habitants | 35 746 | 50,6 % |
| de 10 000 à 19 999 habitants | 492 | 10,7 % | moins de 20 000 habitants | 36 238 | 61,3 % |
| de 20 000 à 49 999 habitants | 318 | 15,0 % | moins de 50 000 habitants | 36 556 | 76,3 % |
| de 50 000 à 99 999 habitants | 83 | 8,4 % | moins de 100 000 habitants | 36 639 | 84,7 % |
| 100 000 habitants et plus | 41 | 15,3 % | toutes tailles confondues | 36 680 | 100,0 % |

Source : Insee, Recensement de la population, population municipale en vigueur en 2011 (millésimée 2008)

Répartition des départements selon leur taille

| Taille du département | Nombre de départements | Part de la population | Taille du département | Nombre de départements | Part de la population |
|--------------------------------|------------------------|-----------------------|------------------------------|------------------------|-----------------------|
| moins de 250 000 habitants | 21 | 6,0 % | moins de 250 000 habitants | 21 | 6,0 % |
| de 250 000 à 499 999 habitants | 28 | 15,8 % | moins de 500 000 habitants | 49 | 21,8 % |
| de 500 000 à 999 999 habitants | 29 | 29,9 % | moins de 1 000 000 habitants | 78 | 51,7 % |
| 1 000 000 d'habitants ou plus | 22 | 48,3 % | toutes tailles confondues | 100 | 100,0 % |

Source : Insee, Recensement de la population, population municipale en vigueur en 2011 (millésimée 2008)

Répartition des régions selon leur taille

| Taille de la région | Nombre de régions | Part de la population | Taille de la région | Nombre de régions | Part de la population |
|------------------------------------|-------------------|-----------------------|------------------------------|-------------------|-----------------------|
| moins de 1 000 000 habitants | 6 | 4,5 % | moins de 1 000 000 habitants | 6 | 4,5 % |
| de 1 000 000 à 1 999 999 habitants | 9 | 22,3 % | moins de 2 000 000 habitants | 15 | 26,8 % |
| de 2 000 000 à 3 999 999 habitants | 7 | 31,5 % | moins de 4 000 000 habitants | 22 | 58,3 % |
| 4 000 000 d'habitants ou plus | 4 | 41,7 % | toutes tailles confondues | 26 | 100,0 % |

Source : Insee, Recensement de la population, population municipale en vigueur en 2011 (millésimée 2008)

● 95,5 % des communes et 89,9 % de la population appartiennent à un groupement à fiscalité propre.

L'intercommunalité à fiscalité propre au 01/01/2011

| | Nombre de groupements à fiscalité propre | Nombre de communes regroupées | Population (en millions d'habitants) |
|---|--|-------------------------------|--------------------------------------|
| Communauté urbaine | 16 | 424 | 7,7 |
| Communauté d'agglomération | 191 | 3 290 | 23,4 |
| Communauté de communes | 2 387 | 31 298 | 27,4 |
| Syndicat d'agglomération nouvelle | 5 | 29 | 0,3 |
| Ensemble des groupements à fiscalité propre | 2 599 | 35 041 | 58,8 |
| dont groupements à fiscalité professionnelle unique | 1 320 | 18 212 | 47,6 |

Sources : DGCL ; Insee, Recensement de la population, population totale en vigueur en 2011 (millésimée 2008)

● 11 831 syndicats intercommunaux et 3 268 syndicats mixtes en plus des 2 599 groupements à fiscalité propre, début 2011.

- **Les administrations publiques locales en 2009**
 - effectuent 21 % de la dépense publique
 - réalisent 70 % de l'investissement public
 - détiennent 10,5 % de la dette publique.
- **Les prélèvements obligatoires perçus par les administrations publiques locales représentent 6,1 % du PIB.**
- **214 Md€ de dépenses en 2009.**

Les finances des collectivités locales en 2009

(en milliards d'euros)

| | Communes | Groupements à fiscalité propre | Secteur communal : communes et groupements | Départements | Régions | Ensemble |
|---|-------------|--------------------------------------|---|--------------|-------------|--------------|
| Dépenses totales | 91,8 | 34,1 | 117,4 | 68,4 | 28,0 | 213,8 |
| Dépenses de fonctionnement | 62,0 | 24,6 | 78,2 | 50,9 | 16,0 | 145,2 |
| dont dépenses de personnel | 31,9 | 4,9 | 36,9 | 10,7 | 2,7 | 50,2 |
| dont intérêts de dette | 2,2 | 0,6 | 2,8 | 0,8 | 0,5 | 4,1 |
| Recettes de fonctionnement | 72,7 | 28,6 | 93,0 | 57,3 | 21,5 | 171,7 |
| dont concours financiers de l'État | 19,4 | 7,2 | 26,5 | 13,4 | 8,5 | 48,5 |
| dont impôts locaux | 28,8 | 14,5 | 43,3 | 22,2 | 5,0 | 70,5 |
| dont autres impôts et taxes | 5,5 | 4,0 | 9,6 | 15,4 | 7,3 | 32,1 |
| Épargne brute : excédent de fonctionnement | 10,7 | 4,0 | 14,7 | 6,3 | 5,5 | 26,5 |
| Dépenses d'investissement | 29,7 | 9,5 | 39,2 | 17,4 | 12,0 | 68,6 |
| dont dépenses d'équipement brut | 21,4 | 6,0 | 27,4 | 8,6 | 3,8 | 39,8 |
| dont subventions versées | 1,4 | 1,2 | 2,6 | 5,5 | 5,7 | 13,8 |
| dont remboursements de dette | 5,6 | 1,5 | 7,1 | 2,9 | 2,0 | 12,0 |
| Recettes d'investissement | 19,8 | 5,9 | 25,7 | 9,7 | 6,3 | 41,8 |
| dont emprunt | 6,8 | 2,5 | 9,2 | 5,1 | 3,6 | 18,0 |
| dette au 31/12 | 58,6 | 17,1 | 75,7 | 27,0 | 15,7 | 118,3 |

Source : DGFIP

Les données figurant dans la colonne secteur communal ne correspondent pas à la somme des opérations « communes » et « groupements à fiscalité propre » : les reversements fiscaux des groupements vers les communes ont été neutralisés en dépenses comme en recettes de fonctionnement.

1 Les chiffres clés des collectivités locales

- La taxe d'habitation, les taxes foncières sur les propriétés bâties et non bâties et la compensation relais rapportent 74 Md€ aux collectivités locales.

Les produits votés par les collectivités locales et la compensation relais en 2010

(en milliards d'euros)

| | Secteur communal | Départements | Régions | Toutes collectivités |
|---|------------------|--------------|-------------|----------------------|
| Taxe d'habitation | 11,51 | 5,73 | s.o. | 17,24 |
| Taxe foncière sur les propriétés bâties | 14,33 | 7,28 | 1,92 | 23,52 |
| Taxe foncière sur les propriétés non bâties | 0,83 | 0,06 | 0,01 | 0,90 |
| Compensation relais | 19,13 | 9,98 | 3,38 | 32,48 |
| Total 3 taxes et compensation relais | 45,79 | 23,04 | 5,31 | 74,14 |
| Taxe d'enlèvement des ordures ménagères | 5,68 | s.o. | s.o. | 5,68 |
| Total | 51,48 | 23,04 | 5,31 | 79,83 |

Sources : DGFIP, DGCL

Autres taxes perçues par les collectivités locales hors taxes liées à l'urbanisme

Montants perçus en 2009

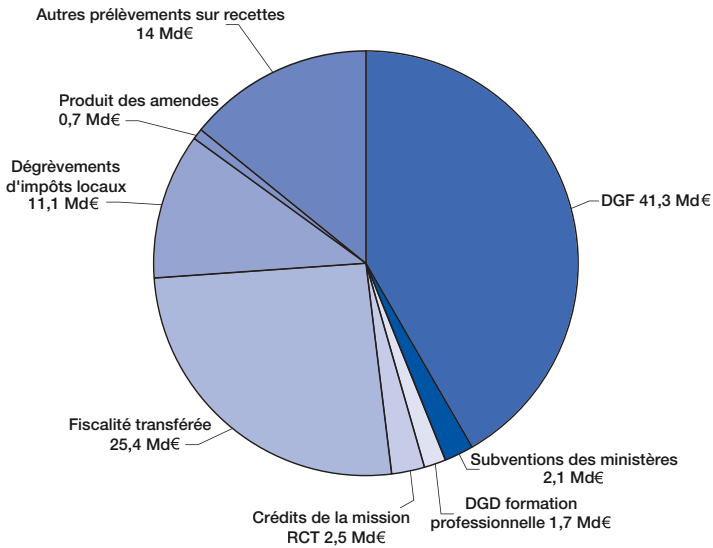
(en milliards d'euros)

| | Secteur communal | Départements | Régions | Toutes collectivités |
|---|------------------|--------------|-------------|----------------------|
| Droits de mutation à titre onéreux (DMTO) | 1,69 | 5,22 | | 6,91 |
| Taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) | | 5,78 | 3,86 | 9,65 |
| Versement destiné aux transports en commun | 5,95 | | | 5,95 |
| Taxe spéciale sur les conventions d'assurance | | 3,13 | | 3,13 |
| Taxe sur les cartes grises | | | 1,92 | 1,92 |
| Taxe sur l'électricité | 0,99 | 0,57 | | 1,56 |
| Impôts et taxes d'outre mer | 0,74 | 0,17 | 0,49 | 1,40 |
| Autres taxes | 1,67 | 0,25 | 1,00 | 2,91 |
| Total taxes (hors taxes liées à l'urbanisme) | 11,04 | 15,12 | 7,27 | 33,43 |

Sources : DGFIP, DGCL

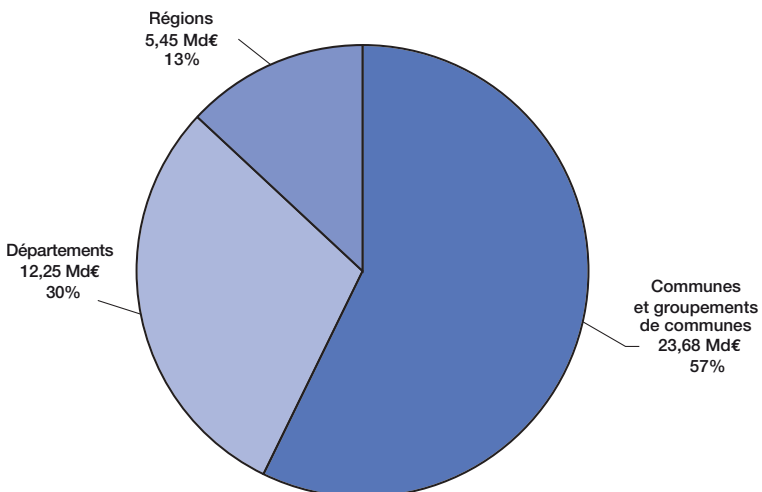
- **Les principaux transferts de l'État aux collectivités locales :**
 - **Dotation globale de fonctionnement** 41,3 Md€
 - **Fiscalité transférée** 25,4 Md€
 - **Dégrèvements d'impôts locaux et subventions spécifiques versées par les ministères** 13,3 Md€

Transferts financiers de l'État aux collectivités territoriales (99 Md €)



Sources : *Projet de loi de finances, effort financier de l'État en faveur des collectivités locales ; loi de finances initiale pour 2011*

Répartition de la DGF entre catégories de collectivités en 2011

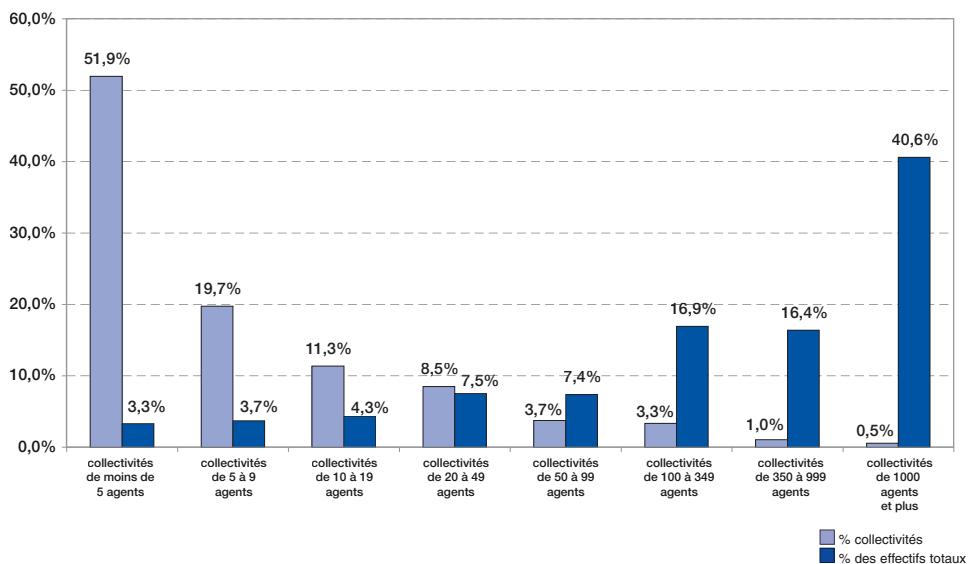


Source : DGCL, bureau des concours financiers de l'État

1 Les chiffres clés des collectivités locales

- 519 417 conseillers municipaux,
 - 4 042 conseillers généraux,
 - 1 880 conseillers régionaux.
- La fonction publique territoriale compte plus de 2 millions d'agents relevant de 57 445 employeurs.

Répartition des employeurs par taille



Source : Insee, Enquête sur les personnels des collectivités territoriales et des établissements publics locaux données au 31 décembre 2008

- 71,4 % des agents sont titulaires.
- 76 % des agents en catégorie C
- 14 % des agents en catégorie B
- 9 % des agents en catégorie A

LES COLLECTIVITÉS LOCALES

EN CHIFFRES 2011

2

LES COLLECTIVITÉS LOCALES ET LEUR POPULATION



| | | |
|------|---|----|
| 2-1 | Nombre de collectivités locales | 14 |
| 2-2 | Population des régions | 16 |
| 2-3 | Population des départements | 18 |
| 2-4 | Les groupements de communes à fiscalité propre | 20 |
| 2-5 | Les groupements de communes à fiscalité propre par taille | 22 |
| 2-6 | Les groupements de communes à fiscalité propre par région | 24 |
| 2-7 | Les principaux groupements de communes à fiscalité propre | 26 |
| 2-8 | Les communes par taille | 30 |
| 2-9 | Les communes par région | 32 |
| 2-10 | Les villes de plus de 100 000 habitants | 34 |
| 2-11 | Les syndicats de communes | 36 |
| 2-12 | Les aires urbaines de plus de 100 000 habitants | 38 |

2-1 Nombre de collectivités locales

DÉFINITION

► Depuis la révision constitutionnelle du 28 mars 2003, sont définies comme « **collectivités territoriales de la République** » à l'article 72 de la Constitution :

- les communes ;
- les départements y compris les quatre départements d'outre-mer (DOM) ;
- les régions y compris les quatre régions d'outre-mer ;
- les collectivités à statut particulier ;
- les collectivités d'outre-mer (COM).

La Nouvelle-Calédonie est une collectivité publique dite sui generis (« de son propre genre ») et non une collectivité territoriale.

► La **commune** est la plus petite subdivision administrative française. Les communes ont été créées le 14 décembre 1789. Certaines ont acquis un statut particulier. C'est le cas de Paris, Marseille, Lyon depuis la loi dite « PML » du 31 décembre 1982.

► Le **département**, créé par loi du 22 décembre 1789, devient une collectivité territoriale par la loi du 10 août 1871. Les départements d'outre-mer (DOM) ont, quant à eux, été créés par la loi du 19 mars 1946.

► La **région** a été créée par la loi de décentralisation du 2 mars 1982. La première élection des conseillers régionaux au suffrage universel direct a eu lieu le 16 mars 1986. Leur existence a été consacrée par la révision constitutionnelle du 28 mars 2003. La collectivité territoriale de Corse, qui est le plus souvent assimilée à une région, est dotée d'un statut particulier.

► Les **collectivités d'outre-mer (COM)** sont, aux termes de la révision constitutionnelle du 28 mars 2003, des territoires de la République française dont le statut est régi par l'article 74 de la Constitution. Ces territoires, au nombre de six, ont des statuts et une organisation interne très divers par la loi organique. Mayotte, l'une des six COM, va devenir le cinquième DOM et le 101^e département français à compter du renouvellement du conseil général en 2011.

► Le **canton** est une circonscription électorale dans le cadre de laquelle est élu un conseiller général.

► Les **établissements publics de coopération intercommunale (EPCI)** désignent les différentes formes de coopération existant entre les communes. On distingue deux types d'EPCI :

- la forme fédérative dite à fiscalité propre, caractérisée par une fiscalité directe locale et par l'existence de compétences obligatoires : les communautés urbaines, les communautés d'agglomération, les syndicats d'agglomération nouvelle et les communautés de communes et les métropoles créées par la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales ;

- la forme associative dite sans fiscalité propre, financée par les contributions des communes qui en sont membres : dont les syndicats à vocation unique et les syndicats à vocation multiple regroupés sous la dénomination syndicats de communes.

PRÉSENTATION

La France compte, au 1^{er} janvier 2011, 36 680 communes dont 112 dans les départements d'outre-mer. Les collectivités d'outre-mer (COM) rassemblent 111 communes supplémentaires. Le nombre de communes en France a évolué depuis le 1^{er} janvier 2010 en raison d'une fusion-association.

On compte 100 départements dont 4 d'outre-mer et 25 régions dont 4 d'outre-mer. La collectivité territoriale de Corse, qui est une collectivité à statut particulier, est le plus souvent assimilée à une région, ce qui porte le nombre de régions à 26.

Au 1^{er} janvier 2011, on recense 14 430 établissements publics de coopération intercommunale : 2 599 à fiscalité propre et 11 831 à contributions communales.

●●● POUR EN SAVOIR PLUS

Le code officiel géographique, établi par l'Insee, rassemble les codes et libellés des communes, des cantons, des arrondissements, des départements, des régions au 1^{er} janvier 2011.

Les données figurant dans ce chapitre sont issues du code officiel géographique mis à jour annuellement par l'Insee.

Les données détaillées du code officiel géographique sont disponibles sur le site de l'Insee : www.insee.fr.

Les collectivités territoriales de la République

| (en nombre de collectivités) | 2011 |
|---|---------------|
| Communes | 36 791 |
| dont : Métropole | 36 568 |
| DOM | 112 |
| COM et Nouvelle-Calédonie | 111 |
| Départements | 100 |
| dont : Métropole | 96 |
| DOM | 4 |
| Régions | 26 |
| dont : Métropole | 21 |
| ROM | 4 |
| Collectivité territoriale de Corse | 1 |
| Collectivités d'outre-mer | 6 |
| Polynésie française, Wallis et Futuna, Mayotte, Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Barthélemy, Saint-Martin | |
| Collectivité à statut particulier | 1 |
| Nouvelle-Calédonie | |

Source : Insee, Code officiel géographique

Les Établissements publics de coopération intercommunale et autres syndicats mixtes

| (en nombre de groupements) | 2011 |
|---|---------------|
| EPCI à fiscalité propre | 2 599 |
| dont : communautés urbaines | 16 |
| communautés d'agglomération | 191 |
| syndicats d'agglomération nouvelle | 5 |
| communautés de communes | 2 387 |
| Syndicats* | 15 099 |
| dont : syndicats intercommunaux à vocation unique | 10 473 |
| syndicats intercommunaux à vocation multiple | 1 358 |
| syndicats mixtes | 3 268 |

Source : DGCL

* Le recensement des syndicats a été réalisé le 1^{er} février 2011.

Découpage administratif en cantons

| (en nombre de cantons) | 2011 |
|------------------------|--------------|
| Cantons | 4 056 |
| dont : Métropole | 3 883 |
| DOM | 153 |
| Mayotte | 20 |

Source : Insee, Code officiel géographique

2-2 Population des régions

DÉFINITIONS

► La population municipale comprend les personnes ayant leur résidence habituelle sur le territoire de la commune, dans un logement ou une communauté, les personnes détenues dans les établissements pénitentiaires de la commune, les personnes sans-abri recensées sur le territoire de la commune et les personnes résidant habituellement dans une habitation mobile recensée sur le territoire de la commune.

La population municipale d'un ensemble de communes est égale à la somme des populations municipales des communes qui le composent.

► Le recensement de la population a pour objectifs le dénombrement des logements et de la population résidant en France et la connaissance de leurs principales caractéristiques : sexe, âge, activité, professions exercées, caractéristiques des ménages, taille et type de logement, modes de transport, déplacements quotidiens.

La loi du 27 février 2002, relative à la démocratie de proximité, a modifié en profondeur les méthodes de recensement. Depuis janvier 2004, le comptage traditionnel est remplacé par des enquêtes de recensement annuelles.

La nouvelle méthode repose sur deux principes :

* Les communes de moins de 10 000 habitants réalisent désormais une enquête de recensement exhaustive tous les cinq ans, à raison d'un cinquième des communes chaque année.

* Les communes de 10 000 habitants ou plus réalisent tous les ans une enquête par sondage auprès d'un échantillon de 8 % des logements.

► Le recensement de la population des COM et de la Nouvelle-Calédonie relève, selon les cas, des articles 156 ou 157 du titre V de la loi n° 2002-276 du 27 février 2002. Les populations légales de Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon, dont le recensement est réalisé dans le cadre général du recensement rénové (article 156), sont actualisées chaque année. Les autres COM ainsi que la Nouvelle-Calédonie procèdent, par dérogation [article 157], à des recensements généraux de la population tous les cinq ans.

PRÉSENTATION

Au 1^{er} janvier 2008, près de 64 millions de personnes résident en France, soit une population en progression de 3,8 millions par rapport au recensement de 1999.

35 % de la population est regroupée dans trois régions : Île-de-France, Rhône-Alpes et Provence-Alpes-Côte d'Azur.

L'Île-de-France concentre à elle seule 18 % de la population dans 4 % des communes. L'évolution démographique est soutenue dans les communes en périphérie de Paris, tandis que la croissance de la population en grande couronne ralentit par rapport à celle des années 1990.

La très grande majorité des régions enregistre une nette croissance démographique entre 1999 et 2008. Seules deux régions affichent une évolution faible (Nord-Pas-de-Calais) voire une très légère décroissance (Champagne-Ardenne).

Dans dix régions, la croissance, portée aussi bien par les espaces urbains que par les zones rurales, est supérieure à la moyenne métropolitaine (+ 0,7 %).

Onze régions ont une croissance intermédiaire (de + 0,2 % à + 0,5 %). Le Limousin et l'Auvergne retrouvent une croissance qu'ils avaient perdue à la fin des années 1990.

Les régions d'outre-mer ont une croissance relativement élevée, due en grande partie à un accroissement naturel (naissances – décès) important. Cette dynamique naturelle se conjugue avec un fort solde migratoire apparent pour la Guyane.

●●● POUR EN SAVOIR PLUS

Les données figurant dans ce chapitre sont issues du recensement de la population réalisé par l'Insee.

Les données détaillées sont disponibles sur le site de l'Insee : www.insee.fr

Population municipale en vigueur en 2011 (millésimée 2008)

(en nombre d'habitants)

| | Population municipale |
|--|-----------------------|
| Alsace | 1 837 087 |
| Aquitaine | 3 177 625 |
| Auvergne | 1 341 863 |
| Bourgogne | 1 638 588 |
| Bretagne | 3 149 701 |
| Centre | 2 531 588 |
| Champagne-Ardenne | 1 338 004 |
| Corse | 302 966 |
| Franche-Comté | 1 163 931 |
| Île-de-France | 11 659 260 |
| Languedoc-Roussillon | 2 581 718 |
| Limousin | 740 743 |
| Lorraine | 2 346 361 |
| Midi-Pyrénées | 2 838 228 |
| Nord-Pas-de-Calais | 4 024 490 |
| Basse-Normandie | 1 467 522 |
| Haute-Normandie | 1 825 667 |
| Pays de la Loire | 3 510 170 |
| Picardie | 1 906 601 |
| Poitou-Charentes | 1 752 708 |
| Provence-Alpes-Côte d'Azur | 4 882 913 |
| Rhône-Alpes | 6 117 229 |
| Guadeloupe | 401 784 |
| Guyane | 219 266 |
| La Réunion | 808 250 |
| Martinique | 397 693 |
| France | 63 961 956 |
| dont Métropole | 62 134 963 |
| ROM | 1 826 993 |
| Collectivités d'outre-mer et Nouvelle-Calédonie | |
| <i>Saint-Pierre-et-Miquelon</i> | 6 072 |
| <i>Saint-Barthélemy</i> | 8 673 |
| <i>Saint-Martin</i> | 36 661 |
| <i>Mayotte (recensement 2007)</i> | 186 452 |
| <i>Polynésie française (recensement 2007)</i> | 259 596 |
| <i>Wallis-et-Futuna (recensement 2008)</i> | 13 484 |
| <i>Nouvelle-Calédonie (recensement 2009)</i> | 245 580 |
| Ensemble République française | 64 472 894 |

Source : Insee, Recensement de la population

2-3 Population des départements

DÉFINITIONS

- ▶ La population municipale : cf. 2.2.
- ▶ Le recensement de la population : cf. 2.2.

PRÉSENTATION

Au 1^{er} janvier 2008, près de 64 millions de personnes résident en France, soit une population en progression de 3,8 millions par rapport au recensement de 1999.

Alors que durant les années 1980 et 1990 le dynamisme démographique de la France métropolitaine était porté surtout par les périphéries urbaines, désormais ce sont tous les types de territoires qui en bénéficient. En 2008, la population reste concentrée autour du pôle parisien et des grandes agglomérations. Mais certains territoires éloignés des villes se densifient fortement. La population des espaces ruraux augmente au même rythme que celle de l'ensemble du territoire français (+ 0,7 % par an). En parallèle, de nouvelles zones de densification urbaine apparaissent le long des infrastructures et de certaines frontières.

À l'intérieur des pôles urbains, les villes-centres connaissent un regain démographique, particulièrement dans les plus grandes agglomérations. Dans le Nord, l'Est et les grandes villes, où la population est plus jeune qu'ailleurs, le dynamisme démographique vient essentiellement d'un nombre de naissances très supérieur à celui des décès. L'attrait du Sud et de l'Ouest est toujours très fort, tandis que le grand bassin parisien marque le pas.

En 2008, la population reste concentrée autour du pôle parisien et des grandes agglomérations. Toutefois, elle se déploie également le long de couloirs de peuplement : la vallée de la Seine-Aval, les sillons alpin et rhodanien, le littoral méditerranéen, etc.

●●● POUR EN SAVOIR PLUS

Les données figurant dans ce chapitre sont issues du recensement de la population réalisé par l'Insee.

Les données détaillées sont disponibles sur le site de l'Insee : www.insee.fr

Population municipale en vigueur en 2011 (millésimée 2008)

| <i>(en nombre d'habitants)</i> | Population municipale | <i>(en nombre d'habitants)</i> | Population municipale |
|--------------------------------|------------------------------|--------------------------------|------------------------------|
| 01 Ain | 581 355 | 52 Haute-Marne | 186 470 |
| 02 Aisne | 538 790 | 53 Mayenne | 302 983 |
| 03 Allier | 342 807 | 54 Meurthe-et-Moselle | 729 768 |
| 04 Alpes-de-Haute-Provence | 157 965 | 55 Meuse | 194 218 |
| 05 Hautes-Alpes | 134 205 | 56 Morbihan | 710 034 |
| 06 Alpes-Maritimes | 1 084 428 | 57 Moselle | 1 042 230 |
| 07 Ardèche | 311 452 | 58 Nièvre | 220 653 |
| 08 Ardennes | 284 197 | 59 Nord | 2 564 959 |
| 09 Ariège | 150 201 | 60 Oise | 799 725 |
| 10 Aube | 301 327 | 61 Orne | 292 282 |
| 11 Aude | 349 237 | 62 Pas-de-Calais | 1 459 531 |
| 12 Aveyron | 275 889 | 63 Puy-de-Dôme | 628 485 |
| 13 Bouches-du-Rhône | 1 966 005 | 64 Pyrénées-Atlantiques | 647 420 |
| 14 Calvados | 678 303 | 65 Hautes-Pyrénées | 229 079 |
| 15 Cantal | 148 737 | 66 Pyrénées-Orientales | 441 387 |
| 16 Charente | 351 581 | 67 Bas-Rhin | 1 091 015 |
| 17 Charente-Maritime | 611 714 | 68 Haut-Rhin | 746 072 |
| 18 Cher | 313 251 | 69 Rhône | 1 690 498 |
| 19 Corrèze | 242 896 | 70 Haute-Saône | 238 548 |
| 2A Corse-du-Sud | 140 953 | 71 Saône-et-Loire | 553 968 |
| 2B Haute-Corse | 162 013 | 72 Sarthe | 559 587 |
| 21 Côte-d'Or | 521 608 | 73 Savoie | 408 842 |
| 22 Côtes-d'Armor | 581 570 | 74 Haute-Savoie | 716 277 |
| 23 Creuse | 123 907 | 75 Paris | 2 211 297 |
| 24 Dordogne | 409 388 | 76 Seine-Maritime | 1 248 580 |
| 25 Doubs | 522 685 | 77 Seine-et-Marne | 1 303 702 |
| 26 Drôme | 478 069 | 78 Yvelines | 1 406 053 |
| 27 Eure | 577 087 | 79 Deux-Sèvres | 365 059 |
| 28 Eure-et-Loir | 423 559 | 80 Somme | 568 086 |
| 29 Finistère | 890 509 | 81 Tarn | 371 738 |
| 30 Gard | 694 323 | 82 Tarn-et-Garonne | 235 915 |
| 31 Haute-Garonne | 1 217 344 | 83 Var | 1 001 408 |
| 32 Gers | 185 266 | 84 Vaucluse | 538 902 |
| 33 Gironde | 1 421 276 | 85 Vendée | 616 906 |
| 34 Hérault | 1 019 798 | 86 Vienne | 424 354 |
| 35 Ille-et-Vilaine | 967 588 | 87 Haute-Vienne | 373 940 |
| 36 Indre | 232 004 | 88 Vosges | 380 145 |
| 37 Indre-et-Loire | 585 406 | 89 Yonne | 342 359 |
| 38 Isère | 1 188 660 | 90 Territoire de Belfort | 141 958 |
| 39 Jura | 260 740 | 91 Essonne | 1 205 850 |
| 40 Landes | 373 142 | 92 Hauts-de-Seine | 1 549 619 |
| 41 Loir-et-Cher | 326 599 | 93 Seine-Saint-Denis | 1 506 466 |
| 42 Loire | 742 076 | 94 Val-de-Marne | 1 310 876 |
| 43 Haute-Loire | 221 834 | 95 Val-d'Oise | 1 165 397 |
| 44 Loire-Atlantique | 1 255 871 | 971 Guadeloupe | 401 784 |
| 45 Loiret | 650 769 | 972 Martinique | 397 693 |
| 46 Lot | 172 796 | 973 Guyane | 219 266 |
| 47 Lot-et-Garonne | 326 399 | 974 La Réunion | 808 250 |
| 48 Lozère | 76 973 | | |
| 49 Maine-et-Loire | 774 823 | France | 63 961 956 |
| 50 Manche | 496 937 | dont Métropole | 62 134 963 |
| 51 Marne | 566 010 | DOM | 1 826 993 |

Source : Insee, Recensement de la population

2-4 Les groupements de communes à fiscalité propre

DÉFINITIONS

- ▶ Les établissements publics de coopération intercommunale : cf. 2.1.
- ▶ La population totale d'un EPCI est égale à la somme des populations totales des communes qui le composent.

▶ La population totale (légal) d'une commune est égale à la somme de la population municipale et de la population comptée à part de la commune.

▶ La population municipale comprend les personnes ayant leur résidence habituelle (au sens du décret) sur le territoire de la commune, dans un logement ou une communauté, les personnes détenues dans les établissements pénitentiaires de la commune, les personnes sans-abri recensées sur le territoire de la commune et les personnes résidant habituellement dans une habitation mobile recensée sur le territoire de la commune.

Le concept de population comptée à part est défini par le décret n° 2003-485 publié au Journal officiel du 8 juin 2003, relatif au recensement de la population. La population comptée à part comprend certaines personnes dont la résidence habituelle (au sens du décret) est dans une autre commune mais qui ont conservé une résidence sur le territoire de la commune :

1. Les mineurs dont la résidence familiale est dans une autre commune mais qui résident, du fait de leurs études, dans la commune, 2. Les personnes ayant une résidence familiale sur le territoire de la commune et résidant dans une communauté d'une autre commune, dès lors que la communauté relève de l'une des catégories suivantes : - services de moyen ou de long séjour des établissements publics ou privés de santé, établissements sociaux de moyen ou de long séjour, maisons de retraite, foyers et résidences sociales ; - communautés religieuses ; - casernes ou établissements militaires, 3. Les personnes majeures âgées de moins de 25 ans ayant leur résidence familiale sur le territoire de la commune et qui résident dans une autre commune pour leurs études, 4. Les personnes sans domicile fixe rattachées à la commune au sens de la loi du 3 janvier 1969 et non recensées dans la commune.

▶ Fiscalité propre (établissements publics) : Intercommunalité dont le financement est assuré par le recours à la fiscalité directe locale. Il s'agit des communautés de communes, des communautés d'agglomération, des communautés urbaines et des syndicats d'agglomération nouvelle.

Définitions CU, CA et CC, cf. 2-5.

Définition SAN cf. 2-6.

PRÉSENTATION

Au 1^{er} janvier 2011, la France compte 35 041 communes regroupées dans les EPCI à fiscalité propre, soit 267 communes de plus qu'un an auparavant (34 774). Au cours de l'année, ce sont 125 communes isolées qui ont adhéré à des groupements existants.

Le nombre d'EPCI à fiscalité propre s'élève à 2 599 au 1^{er} janvier 2011 contre 2 611 au 1^{er} janvier 2010.

Ainsi, 95,5 % des communes et 89,9 % de la population appartiennent à un des quatre types de groupements à fiscalité propre.

Et l'année 2010 a vu la création de la 1^{re} intercommunalité à fiscalité propre dans une collectivité d'outre mer : la communauté de communes (CC) des Îles Marquises en Polynésie française.

La coopération intercommunale permet aux communes qui se regroupent de gérer en commun des équipements ou des services publics, d'élaborer des projets de développement économique d'aménagement ou d'urbanisme à l'échelle d'un territoire plus vaste que la commune.

Les communes transfèrent aux groupements des compétences. Cette délégation d'activités confère aux établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) le pouvoir décisionnel et exécutif au lieu et place des communes adhérentes.

La forme fédérative dont le financement provient de la fiscalité directe locale regroupe les communautés urbaines (CU), les communautés d'agglomération (CA), les syndicats d'agglomération nouvelle (SAN) et les communautés de communes (CC).

En application de la loi de réforme des collectivités territoriales du 16 décembre 2010, l'année 2011 sera consacrée à l'élaboration des schémas départementaux de coopération intercommunale. Ceux-ci permettront une recomposition de la carte intercommunale, visant notamment le rattachement des dernières communes isolées à des EPCI à fiscalité propre et la rationalisation du périmètre des EPCI existants.

●●● POUR EN SAVOIR PLUS

Les données figurant dans ce chapitre sont issues de la base des EPCI à fiscalité propre mise à jour annuellement par la DGCL.

Les données détaillées des EPCI à fiscalité propre sont disponibles sur les sites de la DGCL :

www.dgcl.interieur.gouv.fr et www.banatic.interieur.gouv.fr

Les données de population figurant dans ce chapitre sont issues du recensement de la population réalisé par l'Insee. Les données détaillées du recensement sont disponibles sur le site de l'Insee : www.insee.fr

Évolution du nombre de groupements de communes à fiscalité propre depuis 2007

| Au 1 ^{er} janvier | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 |
|---|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Communauté urbaine | 14 | 14 | 16 | 16 | 16 |
| Communauté d'agglomération | 169 | 171 | 174 | 181 | 191 |
| Syndicat d'agglomération nouvelle | 5 | 5 | 5 | 5 | 5 |
| Communauté de communes | 2 400 | 2 393 | 2 406 | 2 387 | 2 387 |
| Nombre d'EPCI à fiscalité propre | 2 588 | 2 583 | 2 601 | 2 589 | 2 599 |
| Nombre total de communes | 33 413 | 33 636 | 34 166 | 34 774 | 35 041 |
| Population totale* regroupée (en millions d'habitants) | 54,2 | 54,6 | 56,4 | 57,9 | 58,8 |
| <i>dont à fiscalité propre unique :</i> | | | | | |
| <i>Nombre de groupements</i> | 1 200 | 1 224 | 1 263 | 1 302 | 1 320 |
| <i>Nombre total de communes</i> | 15 859 | 16 970 | 16 964 | 17 732 | 18 212 |
| <i>Population totale* (en millions d'hab.)</i> | 41,8 | 42,4 | 44,3 | 46,4 | 47,6 |

Source : DGCL, Insee Recensements de la population

* Population totale, en vigueur au 1^{er} janvier de chaque année, des communes composant les groupements.

2-5 Les groupements de communes à fiscalité propre par taille

DÉFINITIONS

► **Communauté urbaine (CU) :** La communauté urbaine regroupe depuis la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales plusieurs communes formant un ensemble de plus de 450 000 habitants, d'un seul tenant et sans enclave. Les communautés existantes antérieurement à la loi de 1999 ont des effectifs inférieurs à ce seuil et peuvent ne pas avoir adopté le régime de la TPU.

Forme de coopération plus intégrée que la communauté d'agglomération, elle dispose de compétences plus larges que celle-ci. Elle est ainsi compétente, à titre obligatoire, dans les mêmes domaines que la CA, mais également en matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel, de gestion des services collectifs et en matière d'environnement.

► **Communauté d'agglomération (CA) :** Créée par la loi du 12 juillet 1999 et modifiée par la loi du 16 décembre 2010, la communauté d'agglomération est un EPCI regroupant plusieurs communes formant, à la date de sa création, un ensemble de plus de 50 000 habitants d'un seul tenant et sans enclave, autour d'une ou plusieurs communes centre de plus de 15 000 habitants. Le seuil démographique de 15 000 habitants ne s'applique pas lorsque la communauté d'agglomération comprend le chef-lieu du département ou la commune la plus importante du département. Le seuil démographique de 50 000 habitants est réduit à 30 000 habitants lorsque la communauté d'agglomération comprend le chef-lieu du département. Le seuil démographique de 50 000 habitants peut également être apprécié en prenant en compte la population telle que définie à l'article L. 2334-2, à la double condition que cette dernière excède ce seuil d'au moins 20 % et qu'elle excède la population totale de plus de 50 %. Elle a pour objet d'associer des communes au sein d'un espace de solidarité, en vue de bâtir un projet commun de développement urbain. Elle exerce pour cela des compétences obligatoires en matière de développement économique, d'aménagement de l'espace, d'équilibre social de l'habitat et de politique de la ville...

► **Communauté de communes (CC) :** Créée par la loi du 6 février 1992 et renforcée par la loi du 12 juillet 1999, la communauté de communes est un établissement public de coopération intercommunale regroupant plusieurs communes, associées au sein d'un espace de solidarité, autour d'un projet commun de développement économique et d'aménagement de l'espace.

Elle est dotée de deux compétences obligatoires : aménagement de l'espace et développement économique, et d'au moins un groupe de compétences optionnelles. À ce titre, elle peut exercer au lieu et place des communes des compétences de voirie communautaire, de logement social, de collecte, de traitement des déchets ménagers, d'équipements culturels et sportifs.

► **Syndicat d'agglomération nouvelle (SAN)** cf. 2-6.

► **Métropole** cf. 2-6.

PRÉSENTATION

En 2010, le mouvement d'extension de la couverture du territoire s'est accompagné d'une diminution du nombre de groupements, signe de la poursuite de la rationalisation des périmètres. La population moyenne des groupements (en termes de population totale légale) augmente et s'élève à plus de 22 600 habitants. La taille moyenne en nombre de communes croît de façon plus modérée pour atteindre 13,5 communes.

La population moyenne des EPCI à fiscalité propre, toutes catégories confondues, a sensiblement augmenté de près de 2 000 habitants par EPCI entre 2005 et 2011.

La majorité des CU formant un ensemble de moins de 500 000 habitants ont été créées avant la loi du n° 99-596 du 12 juillet 1999 qui a réaménagé le seuil de création en le portant de 20 000 à 500 000 habitants. Ce seuil fixé pour la création d'une CU a été abaissé par la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales. Il est désormais de 450 000 habitants.

Cette loi a également créé la métropole : 11 des 16 CU pourraient éventuellement obtenir le statut de métropole. 7 d'entre elles forment un ensemble de plus de 500 000 habitants au 1^{er} janvier 2011. Les 4 autres ont été créées par la loi relative aux communautés urbaines : Bordeaux, Lille, Lyon et Strasbourg.

Parmi les 191 CA, 4 rassemblent moins de 50 000 habitants. 3 d'entre elles, créées à la suite d'une transformation de CC fin 2010, comprennent le chef-lieu de département. 105 CA comprennent entre 50 000 et moins de 100 000 habitants (55 % des CA) et 10 dépassent 300 000 habitants. 1 dépasse le seuil des 450 000 habitants fixé pour les CU.

Les structures de gestion des agglomérations nouvelles, toujours au nombre de 5, ont vocation à se transformer en CA une fois les opérations de construction et d'aménagement terminées.

Parmi les 2 387 CC, 646 forment un ensemble de moins de 5 000 habitants dont 10 de moins de 700 habitants. Une CC compte en moyenne 11 500 habitants. La taille des CC se distingue en fonction du type de fiscalité adopté : les CC à fiscalité propre unique sont en moyenne plus peuplées avec 14 880 habitants contre 8 521 habitants pour les CC à fiscalité additionnelle.

●●● POUR EN SAVOIR PLUS

Les données figurant dans ce chapitre sont issues de la base des EPCI à fiscalité propre mise à jour annuellement par la DGCL.

Les données détaillées des groupements de communes à fiscalité propre sont disponibles sur les sites de la DGCL : www.dgcl.interieur.gouv.fr et www.banatic.interieur.gouv.fr

Les données de population figurant dans ce chapitre sont issues du recensement de la population réalisé par l'Insee. Les données détaillées du recensement sont disponibles sur le site de l'Insee : www.insee.fr

Répartition des groupements de communes à fiscalité propre par taille démographique au 1^{er} janvier 2011

| en nombre de groupements comportant ⁽¹⁾ : | CU | | CA | SAN | CC | | EPCI à FP | |
|---|------------|------------|--------------|------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| | FPU | FA | | | FPU | FA | Total | dont FPU |
| moins de 700 habitants | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 10 | 10 | 0 |
| de 700 à 999 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 14 | 15 | 1 |
| de 1 000 à 1 999 | 0 | 0 | 0 | 0 | 15 | 104 | 119 | 15 |
| de 2 000 à 4 999 | 0 | 0 | 0 | 0 | 137 | 365 | 502 | 137 |
| de 5 000 à 9 999 | 0 | 0 | 0 | 0 | 332 | 455 | 787 | 332 |
| de 10 000 à 19 999 | 0 | 0 | 0 | 1 | 364 | 241 | 606 | 365 |
| de 20 000 à 49 999 | 0 | 0 | 4 | 1 | 243 | 77 | 325 | 248 |
| de 50 000 à 99 999 | 2 | 2 | 105 | 3 | 18 | 8 | 138 | 128 |
| de 100 000 à 299 999 | 3 | 1 | 72 | 0 | 1 | 2 | 79 | 76 |
| plus de 300 000 habitants | 8 | 0 | 10 | 0 | 0 | 0 | 18 | 18 |
| Total | 13 | 3 | 191 | 5 | 1 111 | 1 276 | 2 599 | 1 320 |
| Nombre de communes regroupées | 391 | 33 | 3 290 | 29 | 14 502 | 16 796 | 35 041 | 18 212 |
| Pop. totale (en millions d'hab.)⁽¹⁾ | 7,4 | 0,3 | 23,4 | 0,3 | 16,5 | 10,9 | 58,8 | 47,6 |

Source : DGCL

⁽¹⁾ Population totale en vigueur en 2011 (millésimée 2008)

FPU : fiscalité professionnelle unique

FA : fiscalité additionnelle

2-6 Les groupements de communes à fiscalité propre par région

DÉFINITIONS

► **Métropole** : Créée par la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales, la métropole est un établissement public de coopération intercommunale (EPCI) regroupant des communes, formant à la date de sa création un ensemble de plus de 500 000 habitants. Peuvent également obtenir le statut de métropole les communautés urbaines instituées par la loi n° 66-1069 du 31 décembre 1966 au nombre de 4.

► **Syndicat d'agglomération nouvelle (SAN)** : Le syndicat d'agglomération nouvelle est une structure de coopération intercommunale mise en place pour organiser les villes nouvelles.

Définitions CU, CA et CC, cf. 2-5.

PRÉSENTATION

Les dynamiques intercommunales s'avèrent différentes selon les régions.

Dans 20 des 22 régions métropolitaines, plus de 90 % de la population est regroupée au sein d'un EPCI à fiscalité propre, cette proportion dépasse même la barre des 95 % dans 19 d'entre elles. La couverture en intercommunalités à fiscalité propre est intégrale dans 3 des 4 régions d'outre-mer. Les régions Nord-Pas-de-Calais, Bretagne et Pays de la Loire, l'axe Limoges - Clermont-Ferrand - Lyon, ainsi que les côtes atlantiques et méditerranéennes se distinguent par une très forte couverture en EPCI à fiscalité propre unique.

Les dynamiques de création les plus importantes en 2010 se rencontrent en Île-de-France avec 3 créations *ex nihilo* dont 1 de CA, en Champagne-Ardenne et en Rhône-Alpes (2 créations *ex nihilo*).

La région Île-de-France comble peu à peu son retard en matière d'intercommunalité.

Bien que la région Île-de-France détienne toujours le plus faible taux de couverture en intercommunalités, la carte intercommunale a progressé significativement en 2010 : l'Île-de-France compte désormais 112 EPCI à fiscalité propre contre 93 au 1^{er} janvier 2005. La région Île-de-France regroupe à elle seule 39 CA et enregistre 2 créations de CA, la 1^{re} *ex nihilo* et la 2^e issue d'une transformation de CC.

●●● POUR EN SAVOIR PLUS

Les données figurant dans ce chapitre sont issues de la base des EPCI à fiscalité propre mise à jour annuellement par la DGCL.

Les données détaillées des groupements de communes à fiscalité propre sont disponibles sur les sites de la DGCL : www.dgcl.interieur.gouv.fr et www.banatic.interieur.gouv.fr

Les données de population figurant dans ce chapitre sont issues du recensement de la population réalisé par l'Insee. Les données détaillées du recensement sont disponibles sur le site de l'Insee : www.insee.fr

Répartition des groupements de communes à fiscalité propre par région au 1^{er} janvier 2011 (en nombre de groupements)

| | CU | | CA | SAN | CC | | EPCI à FP | |
|----------------------------|-----------|----------|------------|----------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| | à FPU | à FA | | | à FPU | à FA | Total | dont FPU |
| Alsace | 1 | - | 2 | - | 19 | 52 | 74 | 22 |
| Aquitaine | 1 | - | 8 | - | 83 | 84 | 176 | 92 |
| Auvergne | - | - | 6 | - | 65 | 33 | 104 | 71 |
| Bourgogne | 1 | - | 6 | - | 29 | 98 | 134 | 36 |
| Bretagne | 1 | - | 9 | - | 96 | 12 | 118 | 106 |
| Centre | - | - | 8 | - | 90 | 44 | 142 | 98 |
| Champagne-Ardenne | - | - | 4 | - | 18 | 100 | 122 | 22 |
| Corse | - | - | 2 | - | 7 | 11 | 20 | 9 |
| Franche-Comté | - | - | 4 | - | 32 | 56 | 92 | 36 |
| Île-de-France | - | - | 39 | 4 | 35 | 34 | 112 | 78 |
| Languedoc-Roussillon | - | - | 9 | - | 70 | 49 | 128 | 79 |
| Limousin | - | - | 2 | - | 41 | 23 | 66 | 43 |
| Lorraine | 1 | - | 6 | - | 35 | 103 | 145 | 42 |
| Midi-Pyrénées | 1 | - | 8 | - | 90 | 115 | 214 | 99 |
| Nord-Pas-de-Calais | 3 | - | 11 | - | 56 | 21 | 91 | 70 |
| Basse-Normandie | - | 2 | 3 | - | 33 | 90 | 128 | 36 |
| Haute-Normandie | - | - | 6 | - | 15 | 50 | 71 | 21 |
| Pays de la Loire | 1 | 1 | 7 | - | 74 | 48 | 131 | 82 |
| Picardie | - | - | 6 | - | 23 | 55 | 84 | 29 |
| Poitou-Charentes | - | - | 7 | - | 44 | 46 | 97 | 51 |
| Provence-Alpes-Côte d'Azur | 2 | - | 13 | 1 | 39 | 43 | 98 | 55 |
| Rhône-Alpes | 1 | - | 16 | - | 111 | 107 | 235 | 128 |
| Guadeloupe | - | - | 2 | - | 3 | - | 5 | 5 |
| Martinique | - | - | 2 | - | - | 1 | 3 | 2 |
| Guyane | - | - | - | - | 3 | 1 | 4 | 3 |
| La Réunion | - | - | 5 | - | - | - | 5 | 5 |
| Total | 13 | 3 | 191 | 5 | 1 111 | 1 276 | 2 599 | 1 320 |

Source : DGCL

Population des groupements de communes à fiscalité propre par région au 1^{er} janvier 2011 (en milliers d'habitants⁽¹⁾)

| | CU | | CA | SAN | CC | | EPCI | |
|----------------------------|----------------|--------------|-----------------|--------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|
| | à FPU | à FA | | | à FPU | à FA | Total | dont FPU |
| Alsace | 475,4 | 0,0 | 353,2 | 0,0 | 337,6 | 674,4 | 1 840,6 | 1 166,2 |
| Aquitaine | 719,2 | 0,0 | 646,2 | 0,0 | 1 248,34 | 605,8 | 3 219,6 | 2 613,8 |
| Auvergne | 0,0 | 0,0 | 600,4 | 0,0 | 559,7 | 210,3 | 1 370,4 | 1 160,1 |
| Bourgogne | 93,3 | 0,0 | 610,1 | 0,0 | 252,2 | 671,2 | 1 626,9 | 955,7 |
| Bretagne | 214,2 | 0,0 | 1 212,3 | 0,0 | 1 672,1 | 117,0 | 3 215,7 | 3 098,7 |
| Centre | 0,0 | 0,0 | 1 059,6 | 0,0 | 1 050,1 | 389,2 | 2 498,9 | 2 109,7 |
| Champagne-Ardenne | 0,0 | 0,0 | 480,5 | 0,0 | 164,8 | 688,1 | 1 333,5 | 645,4 |
| Corse | 0,0 | 0,0 | 136,7 | 0,0 | 44,8 | 57,6 | 239,0 | 181,5 |
| Franche-Comté | 0,0 | 0,0 | 453,8 | 0,0 | 392,0 | 337,3 | 1 183,2 | 845,9 |
| Île-de-France | 0,0 | 0,0 | 5 016,6 | 227,6 | 1 009,2 | 618,6 | 6 872,0 | 6 253,4 |
| Languedoc-Roussillon | 0,0 | 0,0 | 1 464,4 | 0,0 | 966,1 | 169,1 | 2 599,6 | 2 430,5 |
| Limousin | 0,0 | 0,0 | 283,9 | 0,0 | 366,2 | 99,5 | 749,5 | 650,0 |
| Lorraine | 262,9 | 0,0 | 552,2 | 0,0 | 598,3 | 924,4 | 2 337,8 | 1 413,4 |
| Midi-Pyrénées | 707,3 | 0,0 | 541,7 | 0,0 | 952,3 | 601,6 | 2 802,9 | 2 201,3 |
| Nord-Pas-de-Calais | 1 418,9 | 0,0 | 1 531,5 | 0,0 | 862,4 | 248,6 | 4 061,5 | 3 812,9 |
| Basse-Normandie | 0,0 | 132,1 | 283,8 | 0,0 | 432,9 | 636,0 | 1 484,8 | 716,6 |
| Haute-Normandie | 0,0 | 0,0 | 1 001,4 | 0,0 | 272,6 | 583,1 | 1 857,1 | 1 274,0 |
| Pays de la Loire | 596,6 | 195,4 | 797,8 | 0,0 | 1 443,6 | 546,8 | 3 580,2 | 2 838,0 |
| Picardie | 0,0 | 0,0 | 537,1 | 0,0 | 555,5 | 819,4 | 1 911,9 | 1 092,5 |
| Poitou-Charentes | 0,0 | 0,0 | 697,1 | 0,0 | 618,1 | 469,6 | 1 784,8 | 1 315,2 |
| Provence-Alpes-Côte d'Azur | 1 582,1 | 0,0 | 1 915,0 | 99,5 | 759,3 | 221,4 | 4 577,2 | 4 355,8 |
| Rhône-Alpes | 1 289,2 | 0,0 | 1 947,2 | 0,0 | 1 808,8 | 955,7 | 6 001,0 | 5 045,2 |
| Guadeloupe | 0,0 | 0,0 | 147,4 | 0,0 | 59,8 | 0,0 | 207,2 | 207,2 |
| Martinique | 0,0 | 0,0 | 292,2 | 0,0 | 0,0 | 111,6 | 403,8 | 292,2 |
| Guyane | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 104,6 | 116,6 | 221,1 | 104,6 |
| La Réunion | 0,0 | 0,0 | 817,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 817,0 | 817,0 |
| Total | 7 359,2 | 327,5 | 23 379,0 | 327,0 | 16 531,5 | 10 872,9 | 58 797,1 | 47 596,7 |

Source : DGCL - Insee, Recensement de la population

(1) Population totale en vigueur en 2011 (millésimée 2008)

FPU : fiscalité professionnelle unique - FA : fiscalité additionnelle

2-7 Les principaux groupements de communes à fiscalité propre

DÉFINITIONS

► La **population totale** d'une commune est égale à la somme de la population municipale et de la population comptée à part de la commune.

► La **population municipale** comprend les personnes ayant leur résidence habituelle (au sens du décret) sur le territoire de la commune, dans un logement ou une communauté, les personnes détenues dans les établissements pénitentiaires de la commune, les personnes sans-abri recensées sur le territoire de la commune et les personnes résidant habituellement dans une habitation mobile recensée sur le territoire de la commune.

Le concept de **population comptée à part** est défini par le décret n° 2003-485 publié au Journal officiel du 8 juin 2003, relatif au recensement de la population. La population comptée à part comprend certaines personnes dont la résidence habituelle (au sens du décret) est dans une autre commune mais qui ont conservé une résidence sur le territoire de la commune :

1. Les mineurs dont la résidence familiale est dans une autre commune mais qui résident, du fait de leurs études, dans la commune, **2.** Les personnes ayant une résidence familiale sur le territoire de la commune et résidant dans une communauté d'une autre commune, dès lors que la communauté relève de l'une des catégories suivantes : - services de moyen ou de long séjour des établissements publics ou privés de santé, établissements sociaux de moyen ou de long séjour, maisons de retraite, foyers et résidences sociales ; - communautés religieuses ; - casernes ou établissements militaires, **3.** Les personnes majeures âgées de moins de 25 ans ayant leur résidence familiale sur le territoire de la commune et qui résident dans une autre commune pour leurs études, **4.** Les personnes sans domicile fixe rattachées à la commune au sens de la loi du 3 janvier 1969 et non recensées dans la commune.

Définitions

Fiscalité propre, fiscalité professionnelle unique, cf. 2-4.

Communauté urbaine (CU), Communauté d'agglomération (CA), Communauté de communes (CC) cf. 2.5.

Syndicat d'agglomération nouvelle (SAN) cf. 2.6.

PRÉSENTATION

Les 16 communautés urbaines rassemblent, au 1^{er} janvier 2011, 424 communes et plus de 7,7 millions d'habitants. Deux d'entre elles se sont étendues au cours de 2010 : la CU du Grand Toulouse et la CU de Lyon. Sur les 16 CU, 13 sont à fiscalité professionnelle unique et 3 à fiscalité additionnelle.

Les communautés d'agglomération sont 191 au 1^{er} janvier 2011, soit 10 de plus en un an. Les mouvements de création *ex-nihilo*, de transformation et de fusion expliquent cette évolution. Les CA regroupent au total 3 290 communes et 23,4 millions d'habitants.

Parmi les 2 387 communautés de communes, 138 forment un ensemble de plus de 30 000 habitants dont 29 plus de 50 000 habitants. Certaines d'entre-elles pourront à terme se transformer en CA si elles remplissent les conditions liées à la taille. Courant 2010, ce sont 9 CC qui se sont transformées en CA.

Les 29 CC de plus de 50 000 habitants regroupent 717 communes, et 2 millions d'habitants soit 7,3 % de la population totale regroupée dans des CC. Parmi elles, 3 dépassent 100 000 habitants. Ces 29 CC ont davantage opté pour la fiscalité propre unique : 19 sont à fiscalité professionnelle unique et 10 à fiscalité additionnelle.

Les syndicats d'agglomération nouvelle, toujours au nombre de 5, rassemblent 29 communes et plus de 327 000 habitants.

●●● POUR EN SAVOIR PLUS

Les données figurant dans ce chapitre sont issues de la base des EPCI à fiscalité propre mise à jour annuellement par la DGCL.

Les données détaillées des groupements de communes à fiscalité propre sont disponibles sur les sites de la DGCL : www.dgcl.interieur.gouv.fr et www.banatic.interieur.gouv.fr

Les données de population figurant dans ce chapitre sont issues du recensement de la population réalisé par l'Insee. Les données détaillées du recensement sont disponibles sur le site de l'Insee : www.insee.fr

Les 16 communes urbaines au 1^{er} janvier 2011

| N° du département | Dénomination | Régime fiscal | Nb total de communes | Population totale ⁽¹⁾ |
|-------------------|------------------------------------|---------------|----------------------|----------------------------------|
| 69 | CU de Lyon (Grand Lyon) | FPU | 58 | 1 289 216 |
| 59 | CU de Lille Métropole | FPU | 85 | 1 121 748 |
| 13 | CU Marseille Provence Métropole | FPU | 18 | 1 050 155 |
| 33 | CU de Bordeaux | FPU | 27 | 719 223 |
| 31 | CU du Grand Toulouse | FPU | 37 | 707 295 |
| 44 | CU Nantes Métropole | FPU | 24 | 596 640 |
| 06 | CU Nice - Côte d'Azur | FPU | 27 | 531 897 |
| 67 | CU de Strasbourg | FPU | 28 | 475 358 |
| 54 | CU du Grand Nancy | FPU | 20 | 262 906 |
| 29 | CU de Brest Métropole Océane | FPU | 8 | 214 253 |
| 59 | CU de Dunkerque Grand Littoral | FPU | 16 | 201 716 |
| 72 | CU Le Mans Métropole | FA | 9 | 189 351 |
| 62 | CU d'Arras | FPU | 24 | 95 447 |
| 71 | CU Le Creusot - Montceau les Mines | FPU | 19 | 93 347 |
| 50 | CU de Cherbourg | FA | 5 | 86 948 |
| 61 | CU d'Alençon | FA | 19 | 51 210 |
| Total | | | 424 | 7 686 710 |

⁽¹⁾ Population totale en vigueur en 2011 (millésimée 2008)

Source : DGCL - Insee, Recensement de la population

Les 5 syndicats d'agglomération nouvelle au 1^{er} janvier 2011

| N° du département | Dénomination | Nb total de communes | Population totale ⁽¹⁾ |
|-------------------|--------------------------------------|----------------------|----------------------------------|
| 77 | SAN de Sénart Ville Nouvelle | 8 | 99 594 |
| 13 | SAN Ouest Provence | 6 | 99 457 |
| 77 | SAN de Marne la Vallée - Val Maubuée | 6 | 86 838 |
| 77 | SAN du Val d'Europe | 5 | 25 023 |
| 91 | SAN de Sénart en Essonne | 4 | 16 100 |
| Total | | 29 | 327 012 |

⁽¹⁾ Population totale en vigueur en 2011 (millésimée 2008)

Source : DGCL - Insee, Recensement de la population

Les 29 communautés de communes de plus de 50 000 habitants au 1^{er} janvier 2011

| N° du département | Dénomination | Régime fiscal | Nb total de communes | Population totale ⁽¹⁾ |
|-------------------|---|---------------|----------------------|----------------------------------|
| 78 | CC de la Boucle de la Seine | FPU | 7 | 171 727 |
| 973 | CC du Centre Littoral | FA | 6 | 116 586 |
| 972 | CC du Nord Martinique | FA | 18 | 111 632 |
| 38 | CC du Pays du Grésivaudan | FPU | 47 | 99 528 |
| 92 | CC de Châtillon - Montrouge | FA | 2 | 79 836 |
| 01 | CC du Pays de Gex | FA | 26 | 73 642 |
| 59 | CC Cœur d'Ostrevent | FPU | 21 | 73 531 |
| 76 | CC Caux Vallée de Seine | FPU | 47 | 68 639 |
| 973 | CC de l'Ouest Guyanais | FPU | 8 | 66 267 |
| 33 | CC du Nord Libournais | FPU | 32 | 66 070 |
| 91 | CC de l'Arpajonnais | FPU | 14 | 63 765 |
| 64 | CC du Sud Pays Basque | FPU | 12 | 62 634 |
| 01 | CC de la plaine de l'Ain | FPU | 33 | 62 417 |
| 17 | CC de la Haute Saintonge | FA | 123 | 60 123 |
| 44 | CC du Pays d'Anceins | FPU | 29 | 59 273 |
| 91 | CC du Val d'Essonne | FPU | 21 | 57 881 |
| 54 | CC de l'agglomération de Longwy | FA | 18 | 56 551 |
| 40 | CC Marenne Adour Côte Sud | FPU | 23 | 56 349 |
| 33 | CC du Bassin d'Arcachon Nord Atlantique | FA | 8 | 56 262 |
| 35 | CC du Pays de Redon | FPU | 24 | 56 059 |
| 59 | CC du Caudrésis et du Catésis | FPU | 36 | 55 803 |
| 95 | CC Roissy Porte de France | FPU | 18 | 54 908 |
| 29 | CC du Pays de Quimperlé | FPU | 16 | 54 177 |
| 57 | CC du Pays Orne Moselle | FA | 13 | 53 673 |
| 44 | CC d'Erdre et Gesvres | FPU | 12 | 53 566 |
| 60 | CC du pays de Valois | FA | 62 | 52 991 |
| 68 | CC des Trois-Frontières | FA | 10 | 51 224 |
| 29 | CC de Concarneau Cornouaille | FPU | 9 | 51 199 |
| 38 | CC du Pays Roussillonnais | FPU | 22 | 50 120 |
| Total | | | 717 | 1 996 433 |

⁽¹⁾ Population totale en vigueur en 2011 (millésimée 2008)

Source : DGCL - Insee, Recensement de la population



Les 191 communautés d'agglomération au 1^{er} janvier 2011

| N° du département | Dénomination | Nb total de communes | Population totale ⁽¹⁾ |
|-------------------|--|----------------------|----------------------------------|
| 76 | CA Rouen-Elbeuf-Austreberthe (CREA) | 71 | 495 230 |
| 83 | CA Toulon Provence Méditerranée | 12 | 431 234 |
| 34 | CA Montpellier Agglomération | 31 | 415 173 |
| 38 | CA Grenoble Alpes Métropole | 27 | 404 196 |
| 35 | CA Rennes Métropole | 37 | 400 756 |
| 93 | CA Est Ensemble | 9 | 396 819 |
| 42 | CA de Saint Etienne Métropole | 43 | 381 690 |
| 13 | CA du Pays d'Aix-en-Provence | 34 | 364 364 |
| 93 | CA Plaine Commune | 8 | 353 791 |
| 92 | CA Grand Paris Seine Ouest | 7 | 302 452 |
| 63 | CA Clermont Communauté | 21 | 287 009 |
| 37 | CA Tour(s) Plus | 19 | 284 326 |
| 45 | CA d'Orléans - Val de Loire | 22 | 273 272 |
| 49 | CA Angers Loire Métropole | 31 | 270 887 |
| 68 | CA Mulhouse Alsace Agglomération | 32 | 255 651 |
| 66 | CA Perpignan Méditerranée | 36 | 253 229 |
| 21 | CA Grand Dijon | 22 | 250 619 |
| 62 | CA de Lens - Liévin | 36 | 248 786 |
| 76 | CA Havraise- CODH | 17 | 246 084 |
| 30 | CA Nîmes Métropole | 27 | 233 946 |
| 57 | CA de Metz Métropole (CA 2M) | 40 | 225 157 |
| 14 | CA Caen la Mer | 29 | 223 224 |
| 92 | CA Mont-Valérien | 3 | 216 933 |
| 51 | CA de Reims | 6 | 213 787 |
| 62 | CA de l'Artois | 59 | 209 543 |
| 974 | CA Territoire de la Côte Ouest (TCO) | 5 | 209 421 |
| 87 | CA de Limoges Métropole | 18 | 202 851 |
| 94 | CA Val de Bièvre | 7 | 200 410 |
| 974 | CA Intercommunale du Nord de la Réunion (CINOR) | 3 | 193 581 |
| 59 | CA de Valenciennes Métropole | 35 | 194 280 |
| 95 | CA de Cergy-Pontoise | 12 | 192 038 |
| 56 | CA du Pays de Lorient | 19 | 191 716 |
| 78 | CA Versailles Grand Parc | 14 | 187 138 |
| 25 | CA du Grand Besançon | 59 | 182 397 |
| 92 | CA des Hauts de Bièvre | 7 | 180 748 |
| 84 | CA du Grand Avignon | 13 | 179 854 |
| 06 | CA de Sophia Antipolis | 16 | 179 431 |
| 80 | CA Amiens Métropole | 33 | 179 333 |
| 974 | CA CIVIS (Communauté Villes Solidaires) | 6 | 170 173 |
| 972 | CA du Centre de la Martinique | 4 | 169 908 |
| 59 | CA du Douaisis | 35 | 154 700 |
| 94 | CA Plaine Centrale du Val de Marne | 3 | 154 026 |
| 64 | CA de Pau - Pyrénées | 14 | 153 700 |
| 17 | CA de La Rochelle | 18 | 150 612 |
| 59 | CA de la Porte du Hainaut | 39 | 149 243 |
| 78 | CA de Saint-Quentin-en-Yvelines | 7 | 148 080 |
| 92 | CA Sud de Seine | 4 | 146 340 |
| 95 | CA Val de France | 4 | 140 397 |
| 74 | CA Annécienne | 13 | 139 858 |
| 86 | CA Grand Poitiers | 12 | 139 759 |
| 13 | CA Salon-Étang de Berre-Durance | 17 | 137 262 |
| 56 | CA du Pays de Vannes Agglomération | 24 | 133 992 |
| 95 | CA Argenteuil - Bezons | 2 | 133 173 |
| 91 | CA Europ'Essonne | 10 | 131 522 |
| 92 | CA Seine-Défense | 2 | 130 575 |
| 10 | CA Grand Troyes | 14 | 129 693 |
| 91 | CA du Val d'Orge | 9 | 127 038 |
| 73 | CA Chambéry Métropole | 24 | 125 872 |
| 64 | CA Agglomération Côte Basque Adour | 5 | 125 851 |
| 62 | CA d'Hénin Carvin | 14 | 124 841 |
| 93 | CA Plaine de France | 3 | 122 875 |
| 972 | CA de l'Espace Sud de la Martinique | 12 | 122 255 |
| 62 | CA du Boulonnais | 22 | 122 068 |
| 26 | CA Valence Agglo - Sud Rhône-Alpes | 11 | 122 050 |
| 44 | CA Région Nazairienne et de l'Estuaire (la CARENE) | 10 | 120 172 |
| 25 | CA du Pays de Montbéliard | 29 | 120 014 |
| 974 | CA du Sud | 4 | 119 702 |
| 974 | CA Intercommunale de la Réunion Est (CIREST)) | 6 | 118 124 |
| 22 | CA Saint-Brieuc Agglomération Baie d'Armor | 14 | 116 918 |
| 91 | CA d'Évry Centre Essonne | 6 | 116 125 |
| 28 | CA de Chartres Métropole | 32 | 112 047 |
| 16 | CA du Grand Angoulême | 15 | 110 755 |
| 34 | CA Béziers Méditerranée | 13 | 110 451 |
| 95 | CA de la Vallée de Montmorency | 8 | 110 068 |
| 77 | CA Chalon - Val de Bourgogne | 39 | 109 590 |
| 77 | CA Melun Val de Seine | 14 | 109 507 |
| 11 | CA le Grand Narbonne | 29 | 106 533 |
| 79 | CA de Niort | 29 | 105 741 |
| 94 | CA le Haut Val de Marne | 7 | 104 744 |
| 13 | CA du Pays d'Aubagne et de l'Étoile | 12 | 104 206 |
| 18 | CA Bourges Plus | 14 | 100 907 |
| 59 | CA Maubeuge Val de la Sambre | 22 | 100 286 |
| 91 | CA du Plateau de Saclay | 10 | 98 903 |
| 38 | CA Porte de l'Isère | 21 | 98 116 |
| 62 | CA du Calaisis | 5 | 98 088 |
| 53 | CA Laval Agglomération | 20 | 98 016 |
| 68 | CA de Colmar | 9 | 96 916 |
| 90 | CA Belfortaine | 30 | 96 814 |
| 83 | CA Dracénoise | 16 | 95 919 |
| 34 | CA du Bassin de Thau | 8 | 94 831 |
| 38 | CA du Pays Voironnais | 34 | 92 969 |
| 85 | CA La Roche sur Yon Agglomération | 15 | 92 690 |
| 91 | CA du Val d'Yerres | 6 | 91 363 |
| 93 | CA de l'Aéroport du Bourget | 2 | 91 063 |
| 41 | CA de Blois « Agglopolys » | 26 | 90 902 |
| 29 | CA Quimper Communauté | 8 | 90 501 |
| 95 | CA le Parisis | 6 | 89 685 |

CHAPITRE 2-7

| N° du département | Dénomination | Nb total de communes | Population totale ⁽¹⁾ |
|-------------------|---|----------------------|----------------------------------|
| 83 | CA de Fréjus - Saint-Raphaël | 2 | 88 126 |
| 78 | CA de Mantes en Yvelines (CAMY) | 17 | 86 918 |
| 27 | CA d'Evreux | 37 | 85 138 |
| 95 | CA Val et Forêt | 6 | 84 848 |
| 35 | CA de Saint-Malo Agglomération | 18 | 84 210 |
| 77 | CA du Pays de Meaux | 18 | 83 567 |
| 81 | CA de Castres Mazamet | 16 | 82 850 |
| 81 | CA de l'Albigeois | 17 | 82 844 |
| 49 | CA du Choletais | 13 | 82 819 |
| 57 | CA de Forbach - Porte de France | 21 | 81 743 |
| 60 | CA du Beauvaisis | 31 | 81 350 |
| 19 | CA de Brive | 15 | 81 007 |
| 57 | CA Portes de France-Thionville | 13 | 80 641 |
| 13 | CA Arles - Crau - Camargue - Montagnette | 5 | 80 304 |
| 2A | CA du Pays Ajaccien | 10 | 79 597 |
| 91 | CA Sénart Val de Seine | 3 | 79 210 |
| 74 | CA Annemasse - Les Voirons - Agglomération | 12 | 78 930 |
| 65 | CA du Grand Tarbes (CAGT) | 12 | 78 493 |
| 42 | CA Loire-Foréz | 45 | 77 915 |
| 06 | CA du Moyen Pays Provençal - Pôle Azur Provence | 5 | 77 677 |
| 03 | CA de Vichy Val d'Allier | 23 | 77 367 |
| 971 | CA CAP Excellence | 2 | 77 359 |
| 36 | CA Castelroussine | 12 | 76 455 |
| 30 | CA du Grand Alès en Cévennes | 16 | 76 364 |
| 17 | CA Royan Atlantique | 31 | 75 868 |
| 77 | CA Marne et Chantereine | 4 | 75 644 |
| 02 | CA de Saint-Quentin | 20 | 75 418 |
| 11 | CA du Carcassonnais | 23 | 74 777 |
| 60 | CA de la Région de Compiègne | 15 | 74 064 |
| 44 | CA de la Presqu'île de Guérande - Atlantique (CAP Atlantique) | 15 | 73 857 |
| 60 | CA Creilloise | 4 | 73 645 |
| 01 | CA de Bourg-en-Bresse | 15 | 73 580 |
| 47 | CA d'Agen | 12 | 72 099 |
| 31 | CA du Muretain | 14 | 71 869 |
| 08 | CA de Charleville-Mézières Cœur d'Ardenne | 9 | 70 835 |
| 82 | CA du Pays de Montauban et des Trois Rivières | 8 | 70 570 |
| 42 | CA le Grand Roanne | 6 | 70 440 |
| 971 | CA du Nord Basse Terre | 5 | 70 062 |
| 13 | CA du Pays de Martiques | 3 | 70 009 |
| 38 | CA du Pays Viennois | 18 | 69 378 |
| 84 | CA Ventoux Comtat Venaissin | 25 | 69 124 |
| 57 | CA du Val de Fensch | 10 | 68 947 |
| 58 | CA de Nevers | 11 | 68 818 |
| 34 | CA Hérault Méditerranée | 19 | 68 484 |
| 24 | CA Périgourdine | 13 | 68 104 |
| 06 | CA de la Riviera Française | 10 | 68 070 |
| 29 | CA Morlaix-Communauté | 28 | 67 769 |
| 31 | CA Sicoval | 36 | 67 270 |
| 62 | CA de Saint-Omer | 19 | 66 254 |
| 51 | CA de Châlons-en-Champagne | 13 | 66 216 |
| 78 | CA des deux Rives de la Seine | 6 | 65 585 |
| 89 | CA de l'Auxerrois | 19 | 65 246 |
| 49 | CA Saumur Loire Développement | 32 | 64 901 |
| 35 | CA Vitré communauté | 36 | 64 859 |
| 91 | CA de Seine-Essonne | 5 | 64 478 |
| 71 | CA du Mâconnais - Val de Saône | 26 | 63 993 |
| 94 | CA de la Vallée de la Marne | 2 | 63 724 |
| 59 | CA de Cambrai | 24 | 63 439 |
| 03 | CA Montluçonnaise | 10 | 62 745 |
| 33 | CA du Bassin d'Arcachon Sud - Pôle Atlantique | 4 | 62 460 |
| 27 | CA Seine - Eure | 29 | 61 286 |
| 43 | CA du Puy-en-Velay | 28 | 60 716 |
| 27 | CA des Portes de l'Eure | 41 | 60 180 |
| 45 | CA Montargoise et des Rives du Loings | 10 | 59 463 |
| 91 | CA Les Lacs de l'Essonne | 2 | 59 376 |
| 17 | CA du Pays Rochefortais | 18 | 58 361 |
| 92 | CA Cœur de Seine | 3 | 57 613 |
| 77 | CA Brie Francilienne | 2 | 57 465 |
| 2B | CA de Bastia | 5 | 57 067 |
| 15 | CA du Bassin d'Aurillac | 24 | 56 691 |
| 28 | CA Dreux Agglomération | 19 | 56 205 |
| 77 | CA de Marne et Gondoire | 15 | 56 084 |
| 22 | CA Lannion - Trégor - Agglomération | 12 | 56 013 |
| 86 | CA du Pays Châtelleraudais | 20 | 56 009 |
| 03 | CA de Moulins | 26 | 55 853 |
| 12 | CA du Grand Rodez | 8 | 55 765 |
| 40 | CA du Grand Dax | 20 | 55 160 |
| 73 | CA du Lac du Bourget | 18 | 55 088 |
| 47 | CA Val de Garonne Agglomération | 33 | 54 982 |
| 39 | CA du Grand Dôle | 41 | 54 616 |
| 93 | CA de Clichy-sous-Bois - Montfermeil | 2 | 53 974 |
| 40 | CA le Marsan Agglomération | 18 | 53 856 |
| 21 | CA Beaune, Côte et Sud - Communauté Beaune-Chagny-Nolay | 54 | 53 631 |
| 76 | CA de la Région Dieppoise | 16 | 53 491 |
| 02 | CA du Soissonnais | 28 | 53 241 |
| 26 | CA du Pays de Romans | 21 | 53 233 |
| 57 | CA de Sarreguemines Confluences | 26 | 53 160 |
| 91 | CA les Portes de l'Essonne | 3 | 52 821 |
| 26 | CA Montélimar-Sésame | 15 | 51 668 |
| 69 | CA de Villefranche-sur-Saône | 4 | 50 437 |
| 88 | CA d'Épinal Golbey | 2 | 43 194 |
| 32 | CA du Grand Auch Agglomération | 15 | 32 022 |
| 50 | CA Saint-Lô Agglomération | 11 | 31 568 |
| 61 | CA du Pays de Flers | 14 | 28 996 |
| Total | | 3 290 | 23 379 003 |

Source : DGCL - Insee, Recensement de la population

⁽¹⁾ Population totale en vigueur en 2011 (millésimée 2008)

2-8 Les communes par taille

DÉFINITIONS

► La commune est la plus petite subdivision administrative française mais c'est aussi la plus ancienne, puisqu'elle a succédé aux villes et paroisses du Moyen-Âge. Elle a été instituée en 1789 avant de connaître un début d'autonomie avec la loi du 5 avril 1884, véritable charte communale.

► La population totale d'une commune est égale à la somme de la population municipale et de la population comptée à part de la commune.

► La population municipale comprend les personnes ayant leur résidence habituelle (au sens du décret) sur le territoire de la commune, dans un logement ou une communauté, les personnes détenues dans les établissements pénitentiaires de la commune, les personnes sans-abri recensées sur le territoire de la commune et les personnes résidant habituellement dans une habitation mobile recensée sur le territoire de la commune.

Le concept de population comptée à part est défini par le décret n° 2003-485 publié au Journal officiel du 8 juin 2003, relatif au recensement de la population. La population comptée à part comprend certaines personnes dont la résidence habituelle (au sens du décret) est dans une autre commune mais qui ont conservé une résidence sur le territoire de la commune :

1. Les mineurs dont la résidence familiale est dans une autre commune mais qui résident, du fait de leurs études, dans la commune, 2. Les personnes ayant une résidence familiale sur le territoire de la commune et résidant dans une communauté d'une autre commune, dès lors que la communauté relève de l'une des catégories suivantes : - services de moyen ou de long séjour des établissements publics ou privés de santé, établissements sociaux de moyen ou de long séjour, maisons de retraite, foyers et résidences sociales ; - communautés religieuses ; - casernes ou établissements militaires, 3. Les personnes majeures âgées de moins de 25 ans ayant leur résidence familiale sur le territoire de la commune et qui résident dans une autre commune pour leurs études, 4. Les personnes sans domicile fixe rattachées à la commune au sens de la loi du 3 janvier 1969 et non recensées dans la commune.

PRÉSENTATION

Les 36 680 communes françaises sont de taille très diverse : 926 communes ont moins de 50 habitants, 934 comptent 10 000 habitants et plus, et Paris, la plus peuplée, plus de deux millions. La plupart des communes sont de petite taille : près d'une commune sur deux compte moins de 400 habitants et environ une sur quatre moins de 200 habitants.

Les petites communes sont les plus nombreuses, mais elles ne regroupent qu'une faible partie de la population. Les 27 198 communes de moins de 1 000 habitants, représentant 74 % des communes, ne comptabilisent pourtant que 15 % de la population, quasiment autant que les 41 communes de plus de 100 000 habitants. Les communes des DOM sont en moyenne beaucoup plus peuplées que celles de métropole : 16 300 habitants en moyenne (de 10 000 en Guyane à 33 700 à la Réunion) contre 1 700 en métropole.

Entre 1999 et 2008, la population augmente dans trois communes sur quatre. Plus que la taille de la commune, c'est sa localisation sur le territoire national ou sa « fonction » (ville-centre, banlieue, couronne périurbaine, rural éloigné) qui joue sur son dynamisme démographique. De nombreuses communes franchissent des seuils importants, le plus souvent à la hausse : 877 communes passent la barre des 1 000 habitants (et 62 à la baisse) ; 243 celle des 3 500 (29 à la baisse) ; 54 celle des 10 000 (15 à la baisse) ; 4 celle des 100 000.

●●● POUR EN SAVOIR PLUS

Les données figurant dans ce chapitre sont établies par l'Insee.

Les données détaillées sont disponibles sur le site de l'Insee : www.insee.fr

Population municipale en vigueur en 2011 (millésimée 2008)

Répartition des communes par taille

(en nombre de communes)

| Strates démographiques | Métropole | DOM |
|------------------------|---------------|------------|
| 0 à 49 | 926 | 0 |
| 50 à 99 | 2 682 | 1 |
| 100 à 199 | 6 047 | 1 |
| 200 à 299 | 4 696 | 0 |
| 300 à 399 | 3 410 | 0 |
| 400 à 499 | 2 472 | 1 |
| 500 à 699 | 3 697 | 0 |
| 700 à 999 | 3 262 | 3 |
| 1 000 à 1 499 | 2 912 | 4 |
| 1 500 à 1 999 | 1 542 | 7 |
| 2 000 à 2 499 | 969 | 2 |
| 2 500 à 2 999 | 649 | 2 |
| 3 000 à 3 499 | 509 | 3 |
| 3 500 à 3 999 | 360 | 6 |
| 4 000 à 4 999 | 504 | 6 |
| 5 000 à 5 999 | 360 | 7 |
| 6 000 à 8 999 | 577 | 19 |
| 9 000 à 9 999 | 108 | 2 |
| 10 000 à 19 999 | 471 | 21 |
| 20 000 à 29 999 | 173 | 12 |
| 30 000 à 49 999 | 127 | 6 |
| 50 000 à 79 999 | 62 | 6 |
| 80 000 à 99 999 | 14 | 1 |
| 100 000 à 199 999 | 28 | 2 |
| 200 000 à 299 999 | 6 | 0 |
| 300 000 et plus | 5 | 0 |
| Total | 36 568 | 112 |

Source : Insee, Recensement de la population

Répartition de la population selon la taille des communes

(en nombre d'habitants)

| Strates démographiques | Métropole | DOM |
|------------------------|-------------------|------------------|
| 0 à 49 | 31 935 | 0 |
| 50 à 99 | 203 934 | 84 |
| 100 à 199 | 892 674 | 158 |
| 200 à 299 | 1 157 922 | 0 |
| 300 à 399 | 1 180 837 | 0 |
| 400 à 499 | 1 105 661 | 476 |
| 500 à 699 | 2 185 384 | 0 |
| 700 à 999 | 2 721 852 | 2 458 |
| 1 000 à 1 499 | 3 548 206 | 5 074 |
| 1 500 à 1 999 | 2 663 584 | 11 971 |
| 2 000 à 2 499 | 2 160 688 | 4 099 |
| 2 500 à 2 999 | 1 775 383 | 5 497 |
| 3 000 à 3 499 | 1 644 652 | 9 729 |
| 3 500 à 3 999 | 1 346 327 | 22 889 |
| 4 000 à 4 999 | 2 242 637 | 27 817 |
| 5 000 à 5 999 | 1 962 145 | 38 787 |
| 6 000 à 8 999 | 4 199 623 | 145 572 |
| 9 000 à 9 999 | 1 026 704 | 18 469 |
| 10 000 à 19 999 | 6 529 888 | 314 099 |
| 20 000 à 29 999 | 4 231 894 | 301 710 |
| 30 000 à 49 999 | 4 863 790 | 212 999 |
| 50 000 à 79 999 | 3 688 241 | 368 859 |
| 80 000 à 99 999 | 1 227 792 | 89 000 |
| 100 000 à 199 999 | 3 744 387 | 247 246 |
| 200 000 à 299 999 | 1 476 732 | 0 |
| 300 000 et plus | 4 322 091 | 0 |
| Total | 62 134 963 | 1 826 993 |

Source : Insee, Recensement de la population

2-9 Les communes par région

DÉFINITIONS

► La commune est la plus petite subdivision administrative française mais c'est aussi la plus ancienne, puisqu'elle a succédé aux villes et paroisses du Moyen Âge. Elle a été instituée en 1789 avant de connaître un début d'autonomie avec la loi du 5 avril 1884, véritable charte communale.

► La région, structure la plus récente de l'administration locale française, est devenue collectivité territoriale à la suite des lois de décentralisation, le 16 mars 1986, date de la première élection des conseillers régionaux au suffrage universel ; son existence a été consacrée par la révision constitutionnelle du 28 mars 2003.

► La population municipale comprend les personnes ayant leur résidence habituelle (au sens du décret) sur le territoire de la commune, dans un logement ou une communauté, les personnes détenues dans les établissements pénitentiaires de la commune, les personnes sans-abri recensées sur le territoire de la commune et les personnes résidant habituellement dans une habitation mobile recensée sur le territoire de la commune.

La population municipale d'un ensemble de communes est égale à la somme des populations municipales des communes qui le composent.

PRÉSENTATION

La région Midi-Pyrénées comptabilise le plus grand nombre de communes avec 3 020 communes. Suivent les régions Rhône-Alpes avec 2 879 communes, puis Lorraine avec 2 339 communes et Aquitaine avec 2 296 communes.

8 régions comptent moins de 1 000 communes : les régions d'outre-mer, la Corse, le Limousin, l'Alsace, la Provence-Alpes-Côte d'Azur. La région Poitou-Charentes et la Corse sont les seules régions métropolitaines à ne compter aucune commune de plus de 100 000 habitants.

Sur les 26 régions, 21 comptent plus de 90 % de leurs communes ayant moins de 10 000 habitants, cette proportion dépasse même les 97 % dans 19 régions. La proportion de communes ayant moins de 10 000 habitants est inférieure à 85 % dans 5 régions : l'Île-de-France et les 4 régions d'outre-mer.

Près des deux tiers des communes ont moins de 700 habitants : les régions de l'ouest (Bretagne et Pays de la Loire) ont la particularité d'en compter beaucoup moins, respectivement 29 % et 38 %.

●●● POUR EN SAVOIR PLUS

Les données figurant dans ce chapitre sont issues du recensement de la population réalisé par l'Insee.

Les données détaillées sont disponibles sur le site de l'Insee : www.insee.fr

Population municipale en vigueur en 2011 (millésimée 2008)

Répartition des communes par taille au 1^{er} janvier 2011

| | Moins de 10 000 hab. | de 10 000 à moins de 20 000 | de 20 000 à moins de 50 000 | de 50 000 à moins de 100 000 | 100 000 et plus | Total |
|----------------------------|-------------------------|--------------------------------|--------------------------------|---------------------------------|--------------------|---------------|
| Alsace | 880 | 18 | 3 | 1 | 2 | 904 |
| Aquitaine | 2 254 | 20 | 18 | 3 | 1 | 2 296 |
| Auvergne | 1 294 | 12 | 3 | 0 | 1 | 1 310 |
| Bourgogne | 2 032 | 6 | 7 | 0 | 1 | 2 046 |
| Bretagne | 1 235 | 25 | 5 | 3 | 2 | 1 270 |
| Centre | 1 807 | 24 | 8 | 1 | 2 | 1 842 |
| Champagne-Ardenne | 1 935 | 7 | 4 | 2 | 1 | 1 949 |
| Corse | 357 | 1 | 1 | 1 | 0 | 360 |
| Franche-Comté | 1 774 | 7 | 2 | 1 | 1 | 1 785 |
| Île-de-France | 1 034 | 86 | 122 | 34 | 5 | 1 281 |
| Languedoc-Roussillon | 1 518 | 16 | 6 | 2 | 3 | 1 545 |
| Limousin | 740 | 5 | 1 | 0 | 1 | 747 |
| Lorraine | 2 309 | 20 | 8 | 0 | 2 | 2 339 |
| Midi-Pyrénées | 2 988 | 19 | 11 | 1 | 1 | 3 020 |
| Nord-Pas-de-Calais | 1 470 | 46 | 23 | 5 | 1 | 1 545 |
| Basse-Normandie | 1 798 | 9 | 4 | 0 | 1 | 1 812 |
| Haute-Normandie | 1 395 | 15 | 7 | 1 | 2 | 1 420 |
| Pays de la Loire | 1 463 | 26 | 6 | 4 | 3 | 1 502 |
| Picardie | 2 270 | 13 | 5 | 2 | 1 | 2 291 |
| Poitou-Charentes | 1 450 | 5 | 4 | 3 | 0 | 1 462 |
| Provence-Alpes-Côte d'Azur | 879 | 46 | 26 | 8 | 4 | 963 |
| Rhône-Alpes | 2 800 | 45 | 26 | 4 | 4 | 2 879 |
| Guadeloupe | 18 | 8 | 5 | 1 | 0 | 32 |
| Martinique | 22 | 8 | 3 | 1 | 0 | 34 |
| Guyane | 17 | 1 | 3 | 1 | 0 | 22 |
| La Réunion | 7 | 4 | 7 | 4 | 2 | 24 |
| France | 35 746 | 492 | 318 | 83 | 41 | 36 680 |

Source : Insee, Recensement de la population

Répartition des communes de moins de 10 000 habitants par taille au 1^{er} janvier 2011

| | Moins de 700 hab. | de 700 à moins de 2 000 | de 2 000 à moins de 5 000 | de 5 000 à moins de 10 000 | Total |
|----------------------------|----------------------|----------------------------|------------------------------|-------------------------------|---------------|
| Alsace | 434 | 310 | 108 | 28 | 880 |
| Aquitaine | 1 531 | 501 | 162 | 60 | 2 254 |
| Auvergne | 943 | 255 | 76 | 20 | 1 294 |
| Bourgogne | 1 616 | 322 | 62 | 32 | 2 032 |
| Bretagne | 360 | 527 | 273 | 75 | 1 235 |
| Centre | 1 144 | 477 | 150 | 36 | 1 807 |
| Champagne-Ardenne | 1 666 | 203 | 52 | 14 | 1 935 |
| Corse | 294 | 41 | 18 | 4 | 357 |
| Franche-Comté | 1 497 | 207 | 58 | 12 | 1 774 |
| Île-de-France | 436 | 314 | 172 | 112 | 1 034 |
| Languedoc-Roussillon | 984 | 311 | 159 | 64 | 1 518 |
| Limousin | 541 | 156 | 34 | 9 | 740 |
| Lorraine | 1 787 | 322 | 146 | 54 | 2 309 |
| Midi-Pyrénées | 2 389 | 409 | 143 | 47 | 2 988 |
| Nord-Pas-de-Calais | 793 | 367 | 205 | 105 | 1 470 |
| Basse-Normandie | 1 389 | 307 | 86 | 16 | 1 798 |
| Haute-Normandie | 978 | 317 | 71 | 29 | 1 395 |
| Pays de la Loire | 560 | 552 | 289 | 62 | 1 463 |
| Picardie | 1 787 | 358 | 105 | 20 | 2 270 |
| Poitou-Charentes | 913 | 387 | 115 | 35 | 1 450 |
| Provence-Alpes-Côte d'Azur | 469 | 173 | 158 | 79 | 879 |
| Rhône-Alpes | 1 420 | 900 | 349 | 132 | 2 800 |
| Guadeloupe | 0 | 4 | 4 | 10 | 18 |
| Martinique | 0 | 7 | 7 | 8 | 22 |
| Guyane | 3 | 3 | 7 | 4 | 17 |
| La Réunion | 0 | 0 | 1 | 6 | 7 |
| France | 23 933 | 7 730 | 3 010 | 1 073 | 35 746 |

Source : Insee, Recensement de la population

2-10 Les villes de plus de 100 000 habitants

DÉFINITIONS

► La notion d'unité urbaine repose sur la continuité de l'habitat : est considérée comme telle un ensemble d'une ou plusieurs communes présentant une continuité du tissu bâti (pas de coupure de plus de 200 mètres entre deux constructions) et comptant au moins 2 000 habitants. La condition est que chaque commune de l'unité urbaine possède plus de la moitié de sa population dans cette zone bâtie.

► Une aire urbaine est un ensemble de communes, d'un seul tenant et sans enclave, constitué par un pôle urbain, et par des communes rurales ou unités urbaines (couronne périurbaine) dont au moins 40 % de la population résidente ayant un emploi travaille dans le pôle ou dans des communes attirées par celui-ci.

► Le pôle urbain est une unité urbaine offrant au moins 5 000 emplois et qui n'est pas située dans la couronne périurbaine d'un autre pôle urbain.

► La couronne périurbaine recouvre l'ensemble des communes de l'aire urbaine à l'exclusion de son pôle urbain.

► L'espace urbain est l'ensemble, d'un seul tenant, de plusieurs aires urbaines et des communes multipolarisées qui s'y rattachent. Dans l'espace urbain multipolaire, les aires urbaines sont soit contiguës, soit reliées entre elles par des communes multipolarisées. Cet espace forme un ensemble connexe. Un espace urbain composé d'une seule aire urbaine est dit monopolaire.

► La population totale, la population municipale : cf. 2.4.

PRÉSENTATION

Parmi les 400 000 habitants supplémentaires chaque année, l'espace urbain en accueille près de 325 000.

Même s'il n'était pas systématique, le modèle dominant de développement urbain des trente dernières années reposait souvent sur un schéma allant du centre vers la périphérie : croissance faible au centre (ou décroissance), accentuée en banlieue, forte à très forte dans le périurbain.

Ce développement sous forme d'ondes concentriques est en mutation : des villes-centres renaissent, certaines banlieues et couronnes périurbaines marquent le pas.

Après une longue stagnation, la croissance de la population des villes-centres reprend : 0,3 % l'an.

Au-delà du cas emblématique de la population de Paris, qui déclinait depuis la première guerre mondiale et qui connaît depuis 1999 une croissance annuelle moyenne de 0,4 %, ce rééquilibrage, sans être général, concerne un grand nombre de pôles urbains. Dans la moitié des cinquante premiers pôles urbains, la ville-centre croît plus vite que la banlieue (six seulement étaient dans ce cas entre 1982 et 1999).

Parmi les douze pôles urbains de plus de 400 000 habitants en 2008, les sept premiers accélèrent leur croissance globale, et en particulier celle de leur ville-centre. Dans les pôles urbains de moindre importance d'une moitié nord de la France la population décroît.

Par ailleurs, la progression des couronnes périurbaines reste forte, au même rythme depuis 1982 : 1,2 % à 1,3 %. Mais elle ralentit significativement depuis 1999 autour des cinq plus grands pôles urbains : Paris, Marseille - Aix-en-Provence, Lyon, Grenoble et Nice.

Enfin, des axes urbains de densification de la population émergent, essentiellement le long des infrastructures de transport ou de certaines frontières (Luxembourg, Pays basque) : Narbonne - Montpellier - Nîmes, Nice - Toulon - Marseille, Toulouse - Montauban, sillon alpin Chambéry - Genève, Nantes - Saint-Nazaire - Vannes, Nancy - Metz - Thionville, Bayonne - Pau - Tarbes. Sur la période précédente, la densification était essentiellement concentrique autour des grands pôles urbains.

●●● POUR EN SAVOIR PLUS

Les données figurant dans ce chapitre sont issues du recensement de la population réalisé par l'Insee.

Les données détaillées sont disponibles sur le site de l'Insee : www.insee.fr

Populations totale et municipale en vigueur en 2011 (millésimée 2008)

Liste des 41 communes de plus de 100 000 habitants

| Rang | Ville (n° du département) | Population totale | Population municipale |
|------|---------------------------|-------------------|-----------------------|
| 1 | Paris (75) | 2 233 818 | 2 211 297 |
| 2 | Marseille (13) | 859 543 | 851 420 |
| 3 | Lyon (69) | 483 181 | 474 946 |
| 4 | Toulouse (31) | 446 340 | 439 553 |
| 5 | Nice (06) | 348 556 | 344 875 |
| 6 | Nantes (44) | 291 504 | 283 288 |
| 7 | Strasbourg (67) | 276 194 | 272 116 |
| 8 | Montpellier (34) | 256 344 | 252 998 |
| 9 | Bordeaux (33) | 239 642 | 235 891 |
| 10 | Lille (59) | 232 082 | 225 784 |
| 11 | Rennes (35) | 211 778 | 206 655 |
| 12 | Reims (51) | 185 541 | 181 468 |
| 13 | Le Havre (76) | 181 332 | 178 769 |
| 14 | Saint-Étienne (42) | 175 940 | 172 696 |
| 15 | Toulon (83) | 169 010 | 166 733 |
| 16 | Grenoble (38) | 159 307 | 156 659 |
| 17 | Dijon (21) | 155 460 | 151 576 |
| 18 | Angers (49) | 152 969 | 148 405 |
| 19 | Saint-Denis (974) | 145 776 | 144 238 |
| 20 | Le Mans (72) | 147 739 | 143 547 |
| 21 | Aix-en-Provence (13) | 146 050 | 142 743 |
| 22 | Brest (29) | 146 143 | 142 097 |
| 23 | Villeurbanne (69) | 142 552 | 141 106 |
| 24 | Nîmes (30) | 143 199 | 140 267 |
| 25 | Limoges (87) | 142 425 | 140 138 |
| 26 | Clermont-Ferrand (63) | 142 407 | 139 006 |
| 27 | Tours (37) | 138 783 | 135 480 |
| 28 | Amiens (80) | 137 375 | 134 381 |
| 29 | Metz (57) | 124 961 | 122 838 |
| 30 | Besançon (25) | 121 671 | 117 599 |
| 31 | Perpignan (66) | 118 845 | 116 676 |
| 32 | Orléans (45) | 116 515 | 113 257 |
| 33 | Boulogne-Billancourt (92) | 113 236 | 112 233 |
| 34 | Mulhouse (68) | 113 477 | 111 860 |
| 35 | Caen (14) | 112 790 | 109 899 |
| 36 | Rouen (76) | 111 805 | 109 425 |
| 37 | Nancy (54) | 108 172 | 106 361 |
| 38 | Saint-Denis (93) | 104 867 | 103 742 |
| 39 | Argenteuil (95) | 104 843 | 103 250 |
| 40 | Saint-Paul (974) | 104 384 | 103 008 |
| 41 | Montreuil (93) | 103 002 | 102 176 |

Source : Insee, Recensement de la population

2-11 Les syndicats de communes

DÉFINITIONS

► Les syndicats intercommunaux à vocation unique (SIVU) sont des établissements publics de coopération intercommunale. Leur fonctionnement est similaire à celui d'un syndicat intercommunal à vocation multiple (SIVOM) à la différence près qu'un SIVU ne dispose que d'une unique compétence fixée dans ses statuts : c'est un syndicat spécialisé. Historiquement c'est la plus ancienne structure intercommunale puisqu'elle a été créée par la loi du 22 mars 1890 sur les syndicats de communes.

► Les syndicats intercommunaux à vocation multiple (SIVOM) sont des établissements publics de coopération intercommunale. Leur objet n'est pas limité à une seule œuvre ou à seul objet d'intérêt intercommunal, mais comprend de multiples compétences. Le SIVOM exerce des responsabilités variées qui lui ont été confiées par les différentes communes. Ces dernières participent étroitement au pilotage du SIVOM. De nos jours, SIVU et SIVOM ne forment qu'une catégorie juridique, celle des syndicats de communes.

► Les syndicats mixtes ont été créés par un décret de 1935 pour donner aux collectivités la capacité de s'associer entre elles ou avec des établissements publics. Plusieurs constructions sont possibles : le syndicat mixte fermé qui associe uniquement des communes et leurs groupements, le syndicat mixte ouvert restreint composé de différents échelons de collectivités territoriales, le syndicat mixte ouvert élargi comprenant des établissements publics tels qu'une CCI. Bien que soumis aux règles applicables aux EPCI, les syndicats mixtes ne sont pas au sens propre des EPCI, cette qualité étant réservée aux groupements de communes.

► Le pôle métropolitain : Créé par la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010, le pôle métropolitain regroupe des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre formant un ensemble de plus de 300 000 habitants. L'un d'entre eux compte plus de 150 000 habitants. Par dérogation au précédent alinéa, le pôle métropolitain peut regrouper, sur un territoire d'un seul tenant et sans enclave, des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre formant un ensemble de plus de 300 000 habitants et comprenant au moins un établissement public de coopération intercommunale de plus de 50 000 habitants limitrophe d'un État étranger.

► Groupement de collectivités territoriales : Notion visant les établissements publics de coopération intercommunale, les syndicats mixtes fermés, les syndicats mixtes ouverts restreints, les institutions ou organismes interdépartementaux et les ententes interrégionales.

PRÉSENTATION

Début 2011, le nombre total de syndicats s'élève à 15 099, ce qui représente 85,3 % du nombre total de groupements de collectivités.

La coopération intercommunale permet aux communes qui se regroupent de gérer en commun des équipements ou des services publics, d'élaborer des projets de développement économique d'aménagement ou d'urbanisme à l'échelle d'un territoire plus vaste que la commune. La forme la plus répandue dont le mode de financement est constitué des contributions budgétaires et/ou fiscalisées communales ou de taxes diverses, comprend les syndicats de communes (SIVU et SIVOM) et les syndicats mixtes.

La poursuite de la couverture intégrale du territoire en intercommunalité à fiscalité propre s'accompagne, dans le même temps, de la réduction du nombre de syndicats de communes. Début 2011, ils sont au nombre de 11 844, en diminution de près de 2,8 % par rapport à 2010 et de 13,2 % par rapport à 2007.

●●● POUR EN SAVOIR PLUS

Les données figurant dans ce chapitre sont issues de la base nationale de l'intercommunalité (BANATIC), alimentée à partir des données intercommunales ASPIC saisies par les préfetures, mise à jour trimestriellement. Les données détaillées sur les syndicats sont disponibles sur le site de la DGCL : www.dgcl.interieur.gouv.fr ou sur le site BANATIC : www.banatic.interieur.gouv.fr

Répartition des syndicats par type

(en nombre de syndicats)

| Au 1 ^{er} janvier | 2007 | 2008 | 2009* | 2010* | 2011* |
|----------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| SIVU | 12 149 | 11 921 | 11 179 | 10 789 | 10 473 |
| SIVOM | 1 501 | 1 468 | 1 445 | 1 395 | 1 358 |
| Syndicats mixtes | 2 749 | 2 921 | 3 064 | 3 184 | 3 268 |
| Total | 16 399 | 16 310 | 15 688 | 15 378 | 15 099 |

Source : DGCL, BANATIC

* Depuis 2009, le recensement est effectué au 1^{er} février.

2-12 Les aires urbaines de plus de 100 000 habitants

DÉFINITIONS

- ▶ Une **aire urbaine** est un ensemble de communes, d'un seul tenant et sans enclave, constitué par un pôle urbain, et par des communes rurales ou unités urbaines (couronne périurbaine) dont au moins 40 % de la population résidente ayant un emploi travaille dans le pôle ou dans des communes attirées par celui-ci.
- ▶ Le **pôle urbain** est une unité urbaine offrant au moins 5 000 emplois et qui n'est pas située dans la couronne périurbaine d'un autre pôle urbain.
- ▶ La **couronne périurbaine** recouvre l'ensemble des communes de l'aire urbaine à l'exclusion de son pôle urbain.
- ▶ **Communes multipolarisées** : communes situées hors des aires urbaines (pôle urbain et couronne périurbaine), dont au moins 40 % de la population résidente ayant un emploi travaille dans plusieurs aires urbaines, sans atteindre ce seuil avec une seule d'entre elles, et qui forment avec elles un ensemble d'un seul tenant.

PRÉSENTATION

Pour étudier les villes et leur territoire d'influence, l'Insee a défini, en 1997, une nouvelle nomenclature spatiale, le zonage en aires urbaines (ZAU). Le zonage en aires urbaines est construit à partir des unités urbaines et des déplacements domicile-travail pour mesurer l'influence des villes et distinguer l'espace à dominante urbaine de l'espace à dominante rurale. Il permet notamment de prendre en compte le phénomène de périurbanisation en s'appuyant sur l'attractivité en termes d'emploi.

Les aires urbaines constituent des ensembles plus larges que les unités urbaines.

Le recensement de la population de 1999 a permis d'actualiser le zonage en aires urbaines (ZAU), élaboré en 1997. Dans ces nouvelles délimitations, 47,6 millions d'habitants vivent dans une aire urbaine, et 50,9 millions dans l'espace à dominante urbaine. On dénombre 354 aires urbaines en 1999. La poursuite de l'urbanisation de la France métropolitaine se confirme. En effet, les aires urbaines se sont étendues aux communes en forte croissance démographique entre 1990 et 1999. De plus, la population a continué d'augmenter dans les territoires déjà urbains.

Le recensement de population (population millésimée 2008 en vigueur en 2011) permet à nouveau d'actualiser les chiffres de population des aires urbaines, tout en conservant leur découpage communal de 1999.

Les aires urbaines de plus de 100 000 habitants sont passées de 78 en 1999 à 80 en 2011. En 2011, les aires urbaines de Creil, de la Roche-sur-Yon, d'Évreux et d'Agen dépassent les 100 000 habitants, tandis que celles de Nevers et de Forbach passent sous le seuil des 100 000 habitants. Depuis 1999, le classement des 10 aires urbaines les plus peuplées se modifie également : l'aire urbaine de Bordeaux est en 6^e position devant l'aire urbaine de Nice.

●●● POUR EN SAVOIR PLUS

Les données figurant dans ce chapitre sont établies par l'Insee.

Les données détaillées sont disponibles sur le site de l'Insee : www.insee.fr

Population municipale en vigueur en 2011 (millésimée 2008)

Liste des 80 aires urbaines de plus de 100 000 habitants

| N° de l'aire | Nom de l'aire urbaine | Population municipale | N° de l'aire | Nom de l'aire urbaine | Population municipale |
|--------------|--|-----------------------|--------------|-------------------------|-----------------------|
| 001 | Paris | 11 899 544 | 040 | Bayonne | 234 273 |
| 002 | Lyon | 1 771 459 | 042 | Poitiers | 230 958 |
| 003 | Marseille-Aix-en-Provence | 1 621 766 | 043 | Annecy | 208 566 |
| 004 | Lille ⁽¹⁾ | 1 162 872 | 044 | Lorient | 193 486 |
| 005 | Toulouse | 1 131 642 | 048 | La Rochelle | 187 262 |
| 007 | Bordeaux | 1 014 632 | 047 | Saint-Nazaire | 185 787 |
| 006 | Nice | 1 000 993 | 045 | Montbéliard | 180 622 |
| 008 | Nantes | 772 406 | 046 | Troyes | 179 615 |
| 009 | Strasbourg ⁽¹⁾ | 645 160 | 049 | Valence | 176 841 |
| 010 | Toulon | 604 257 | 051 | Angoulême | 162 552 |
| 012 | Rennes | 585 261 | 050 | Thionville | 159 097 |
| 011 | Douai-Lens | 545 210 | 053 | Chambéry | 140 317 |
| 014 | Grenoble | 534 242 | 058 | Béziers | 138 142 |
| 013 | Rouen | 527 172 | 056 | Niort | 137 799 |
| 015 | Montpellier | 516 360 | 063 | Vannes | 136 314 |
| 016 | Metz | 440 330 | 054 | Chalon-sur-Saône | 135 272 |
| 018 | Clermont-Ferrand | 430 525 | 055 | Chartres | 133 423 |
| 017 | Nancy | 417 254 | 052 | Boulogne-sur-Mer | 132 945 |
| 019 | Valenciennes ⁽¹⁾ | 400 282 | 062 | Quimper | 129 304 |
| 020 | Tours | 398 221 | 061 | Saint-Brieuc | 128 710 |
| 021 | Caen | 388 665 | 059 | Arras | 128 518 |
| 022 | Orléans | 371 122 | 057 | Calais | 126 067 |
| 023 | Angers | 345 071 | 060 | Bourges | 122 683 |
| 024 | Dijon | 338 102 | 067 | Colmar | 122 576 |
| 030 | Avignon | 317 334 | 066 | Blois | 119 948 |
| 025 | Saint-Étienne | 315 074 | 064 | Cherbourg-Octeville | 115 899 |
| 026 | Brest | 310 330 | 065 | Maubeuge ⁽¹⁾ | 113 242 |
| 028 | Le Mans | 305 949 | 068 | Tarbes | 112 828 |
| 029 | Reims | 293 298 | 080 | La Roche-sur-Yon | 111 488 |
| 027 | Le Havre | 288 060 | 075 | Laval | 110 952 |
| 035 | Perpignan | 282 902 | 069 | Compiègne | 110 948 |
| 031 | Mulhouse | 280 630 | 076 | Bourg-en-Bresse | 109 754 |
| 032 | Amiens | 274 700 | 071 | Belfort | 107 876 |
| 033 | Béthune | 269 620 | 082 | Agen | 104 877 |
| 036 | Limoges | 266 887 | 072 | Roanne | 104 447 |
| 034 | Dunkerque | 258 210 | 077 | Beauvais | 104 159 |
| 041 | Genève (CH) - Annemasse ⁽¹⁾ | 256 014 | 070 | Charleville-Mézières | 104 127 |
| 038 | Nîmes | 243 393 | 079 | Creil | 104 029 |
| 037 | Besançon | 236 968 | 074 | Saint-Quentin | 101 680 |
| 039 | Pau | 236 538 | 081 | Évreux | 101 091 |
| | | | | | 37 846 929 |

Source : Insee, Recensement de la population

⁽¹⁾ Aire urbaine internationale, population de la partie située en France.

LES COLLECTIVITÉS LOCALES

EN CHIFFRES 2011

3

LES FINANCES DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES



| | | |
|------------|---|----|
| 3-1 | Les administrations publiques locales dans les comptes de la Nation | 42 |
| 3-2 | Les comptes des administrations publiques locales | 44 |
| 3-3 | La formation brute de capital fixe des administrations publiques | 46 |
| 3-4 | Les prélèvements obligatoires | 48 |
| 3-5 | Les capacités ou besoins de financement des administrations publiques | 50 |

3-1 Les administrations publiques locales dans les comptes de la Nation

DÉFINITION

► Administrations publiques locales (APUL) :

En comptabilité nationale, les collectivités locales font partie du sous-secteur « Administrations publiques locales » (APUL). Les comptes des APUL présentent des résultats différents de ceux qui sont obtenus pour les collectivités locales en termes de comptabilité publique (comptes de gestion ou comptes administratifs).

Le champ des APUL est plus large que celui des collectivités locales : hormis les collectivités territoriales (régions, départements, communes), leurs groupements à fiscalité propre (communautés urbaines, communautés d'agglomération et de communes), certains autres groupements (SIVU, SIVOM...) et leurs services annexes, figurent également les organismes divers d'administration locale (chambres d'agriculture, de commerce, des métiers, organismes consulaires, sociétés d'aménagement foncier et d'équipement rural (SAFER) ...).

À l'inverse, certains syndicats de communes et les régies sont désormais exclus du champ des APUL lorsque le produit de leurs ventes couvre plus de 50 % de leurs coûts de production.

L'établissement du compte des APUL s'effectue par consolidation des mouvements entre collectivités et neutralise ainsi les flux financiers entre collectivités.

► **Les Organismes divers d'administration centrale (ODAC)** sont des organismes auxquels l'État a confié une compétence fonctionnelle, spécialisée, au niveau national. Ils possèdent des statuts juridiques variés – souvent des établissements publics à caractère administratif (EPA), en général dotés de la **personnalité juridique**.

Il existe plus de 700 organismes de ce type, certains présents dans chaque académie (universités) ou chaque région.

► Valeur ajoutée :

Solde du compte de production. Elle est égale à la valeur de la production diminuée de la **consommation intermédiaire**. La valeur ajoutée des services non marchands est égale à la différence entre le coût total de production de ces services et la valeur des consommations intermédiaires.

► Base 2000

Dans le vocabulaire de la comptabilité nationale française (CNF), on appelle base un ensemble fixé de concepts, nomenclatures, et méthodes. Depuis sa création dans les années cinquante, la CNF a connu plusieurs changements de base : 1956, 1959, 1962, 1971, 1980, 1995 et maintenant 2000, traditionnellement repérés par l'année de référence des séries à prix constants.

PRÉSENTATION

Le volume total des dépenses des APUL s'élève en 2009 à 228,5 Md€ contre 221,9 Md€ en 2008. Ce montant représente un peu plus de 21 % des dépenses des administrations publiques françaises, en croissance régulière depuis quelques années et le transfert de nouvelles compétences aux départements et aux régions.

En termes de comptabilité nationale, la valeur ajoutée créée par les APUL est de 100,3 Md€ en 2009 contre 311,9 Md€ pour l'ensemble des administrations publiques en France.

Les investissements des APUL atteignent 44,5 Md€, soit 70 % de ceux de l'ensemble des administrations publiques.

●●● POUR EN SAVOIR PLUS

Les données figurant dans ce chapitre sont établies selon les concepts de la comptabilité nationale par l'Insee.

Les données détaillées sont disponibles sur le site de l'Insee : www.insee.fr thème « comptes nationaux - finances publiques », rubrique « secteurs institutionnels ».

Les comptes nationaux d'une année n sont évalués en trois étapes : une fois en avril n+1 (compte dit provisoire), une deuxième fois en n+2 (compte dit semi-définitif), une troisième fois en n+3 (compte définitif). En outre, des premiers résultats sur les administrations publiques, associés à la notification à la Commission européenne, sont publiés mi-mars.

Les comptes des secteurs institutionnels sont mis à jour chaque année au 15 mai.

Les administrations publiques locales dans les comptes de la Nation (en milliards d'euros)

| | | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 |
|---------------------------------|-------------------------------------|---------|---------|---------|---------|---------|
| Valeur ajoutée | Valeur ajoutée brute des APUL | 80,3 | 84,3 | 90,5 | 96,8 | 100,3 |
| | Produit intérieur brut de la Nation | 1 726,1 | 1 806,4 | 1 895,3 | 1 948,5 | 1 907,1 |
| Formation brute de capital fixe | FBCF des APUL | 39,4 | 41,6 | 45,3 | 45,7 | 44,5 |
| | FBCF de la Nation | 344,4 | 373,2 | 406,8 | 424,6 | 392,1 |

Source : Insee, Comptes nationaux - Base 2000

Les comptes des administrations publiques en 2009 (en milliards d'euros)

| | État | Organismes divers d'administration centrale | Administrations publiques locales | Administrations de sécurité sociale | Ensemble des administrations publiques* |
|---|-------|---|-----------------------------------|-------------------------------------|---|
| Dépenses totales | 404,6 | 74,1 | 228,5 | 494,1 | 1 067,7 |
| Rémunérations des salariés | 117,3 | 12,9 | 66,7 | 57,4 | 254,3 |
| Prestations sociales en espèce et en nature | 62,0 | 18,7 | 19,8 | 378,5 | 479,0 |
| Formation brute de capital fixe | 8,2 | 4,1 | 44,5 | 7,0 | 63,9 |
| Production marchande (eau assainissement transport, hors services concédés) | 8,2 | 5,6 | 28,9 | 13,6 | 54,0 |
| Valeur ajoutée brute | 126,8 | 17,0 | 100,3 | 67,8 | 311,9 |

Source : Insee, Comptes nationaux - Base 2000

* Les transferts au sein d'un même secteur sont consolidés si bien que la somme des dépenses des sous-secteurs est supérieure à celle des APUL dans leur ensemble.

Les dépenses des administrations publiques locales parmi les dépenses publiques (en milliards d'euros)

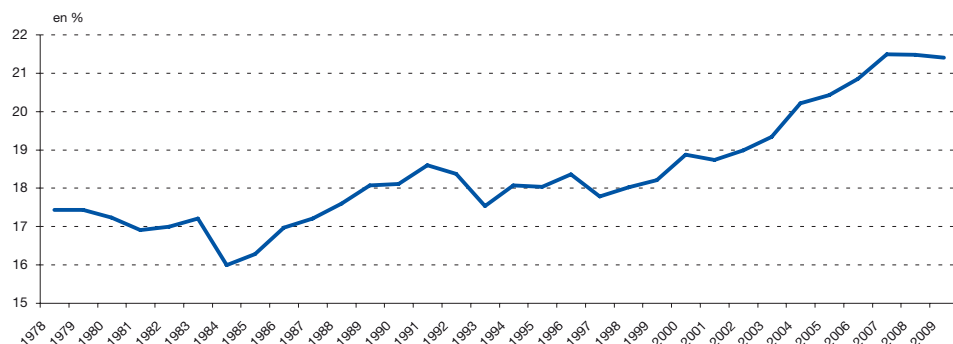
| | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 |
|---|--------------|--------------|--------------|----------------|----------------|
| État | 387,8 | 380 | 377,5 | 388,4 | 404,6 |
| Organismes divers d'administration centrale | 61,0 | 62,5 | 71,3 | 67,7 | 74,1 |
| Administrations publiques locales | 188,2 | 198,4 | 212,8 | 221,9 | 228,5 |
| dont collectivités locales* | 171,5 | 182,0 | 195,7 | 203,8 | 210,0 |
| Administrations de sécurité sociale | 423,0 | 435,4 | 458,6 | 472,7 | 494,1 |
| Ensemble des administrations publiques** | 921,5 | 952,1 | 991,3 | 1 028,9 | 1 067,7 |

Source : Insee, Comptes nationaux - Base 2000

* Le sous-secteur des collectivités locales au sens de la comptabilité nationale correspond aux collectivités territoriales (communes, départements, régions), aux groupements à fiscalité propre, aux syndicats intercommunaux et à certains établissements publics locaux.

** Les transferts au sein d'un même secteur sont consolidés si bien que la somme des dépenses des sous-secteurs est supérieure à celle des APUL dans leur ensemble.

Poids des dépenses des administrations publiques locales dans les administrations publiques



Source : Insee, Comptes nationaux - Base 2000

3-2 Les comptes des administrations publiques locales

DÉFINITIONS

► Administrations publiques locales (APUL)

En comptabilité nationale, les collectivités locales font partie du sous-secteur « Administrations publiques locales » (APUL). Les comptes des APUL présentent des résultats différents de ceux qui sont obtenus pour les collectivités locales en termes de comptabilité publique (comptes de gestion ou comptes administratifs).

Le champ des APUL est plus large que celui des collectivités locales : hormis les collectivités territoriales (régions, départements, communes), leurs groupements à fiscalité propre (communautés urbaines, communautés d'agglomération et de communes), certains autres groupements (SIVU, SIVOM...) et leurs services annexes, figurent également les organismes divers d'administration locale (chambres d'agriculture, de commerce, des métiers, organismes consulaires, sociétés d'aménagement foncier et d'équipement rural (SAFER) ...).

À l'inverse, certains syndicats de communes et les régions sont désormais exclus du champ des APUL lorsque le produit de leurs ventes couvre plus de 50 % de leurs coûts de production.

L'établissement du compte des APUL s'effectue par consolidation des mouvements entre collectivités et neutralise ainsi les flux financiers entre collectivités.

► Formation brute de capital fixe (FBCF)

La FBCF ou formation brute de capital fixe est l'agrégat qui mesure en comptabilité nationale l'investissement (acquisitions moins cessions) en capital fixe des différents agents économiques résidents.

PRÉSENTATION

En 2009, les administrations publiques locales ont dépensé au total 229 Md€, composés pour 114,2 Md€ de dépenses de fonctionnement, pour 62,7 Md€ de transferts versés, pour 47,5 Md€ de dépenses d'investissement (formation brute de capital fixe) et pour 4,1 Md€ d'intérêts versés.

Parallèlement, elles ont perçu 223 Md€ de recettes dont 117 Md€ de recettes fiscales.

Au total, dans les termes de la comptabilité nationale, les administrations publiques locales dégagent en 2009 un besoin de financement de 5,6 Md€ en 2009, contre 8,7 Md€ en 2008 et 7,6 Md€ en 2007.

●●● POUR EN SAVOIR PLUS

Les données figurant dans ce chapitre sont établies selon les concepts de la comptabilité nationale par l'Insee.

Les données détaillées sont disponibles sur le site de l'Insee : www.insee.fr thème « comptes nationaux - finances publiques », rubrique « secteurs institutionnels ».

Chapitre 10, séries longues « 10.2 les comptes des administrations publiques locales »

Les comptes des administrations publiques locales

(en milliards d'euros)

| | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 |
|---|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Dépenses | | | | | |
| Fonctionnement | 93,89 | 98,78 | 103,52 | 108,76 | 114,17 |
| Consommations intermédiaires (P2) | 38,91 | 41,02 | 41,40 | 42,63 | 45,17 |
| Rémunération des salariés (D1) | 53,09 | 55,82 | 60,07 | 63,87 | 66,67 |
| Autres ⁽¹⁾ | 1,89 | 1,94 | 2,05 | 2,25 | 2,32 |
| Intérêts versés (D41) | 3,08 | 3,75 | 4,93 | 6,14 | 4,14 |
| Prestations et autres transferts | 49,70 | 52,11 | 56,36 | 58,91 | 62,66 |
| Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature | 8,78 | 9,08 | 9,20 | 9,11 | 9,92 |
| Transferts sociaux en nature de biens et services marchands (D63 en partie) | 6,95 | 7,57 | 8,58 | 9,37 | 9,87 |
| Subventions versées (D3) | 11,90 | 12,57 | 13,75 | 14,30 | 14,98 |
| Autres transferts courants (D7) | 17,58 | 18,63 | 19,63 | 20,79 | 21,84 |
| Transferts en capital (D9 hors D91 et D995) | 4,49 | 4,27 | 5,21 | 5,35 | 6,06 |
| Acquisitions d'actifs | 41,50 | 43,87 | 47,98 | 48,14 | 47,54 |
| Formation brute de capital fixe (P5 en partie) | 39,45 | 41,64 | 45,32 | 45,68 | 44,51 |
| Acquisitions nettes de cessions d'actifs incorporels non produits | 2,05 | 2,23 | 2,66 | 2,46 | 3,04 |
| Total des dépenses | 188,16 | 198,50 | 212,78 | 221,94 | 228,52 |
| Recettes | | | | | |
| Recettes de production | 29,60 | 32,21 | 33,25 | 34,44 | 35,23 |
| Production des branches marchandes et ventes résiduelles (P11) | 24,85 | 26,25 | 27,30 | 28,31 | 28,94 |
| Autres ⁽²⁾ | 4,75 | 5,96 | 5,95 | 5,96 | 5,96 |
| Revenus de la propriété⁽³⁾ | 2,11 | 2,18 | 2,23 | 2,30 | 2,30 |
| Impôts et cotisations sociales | 95,62 | 101,99 | 108,41 | 113,43 | 116,99 |
| Impôts sur la production et les importations (D2) | 69,34 | 73,16 | 79,27 | 81,41 | 83,05 |
| Impôts courants sur le revenu, le patrimoine (D5) | 12,89 | 13,81 | 14,47 | 15,17 | 16,25 |
| Impôts en capital (D91) | - | - | - | - | - |
| Transferts de recettes fiscales (D733) | 12,88 | 14,52 | 14,13 | 16,27 | 17,07 |
| Cotisations sociales (D61) | 0,51 | 0,50 | 0,54 | 0,58 | 0,62 |
| Impôts et cotisations dus non recouvrables nets (D995) | - | - | - | - | - |
| Autres transferts (D7 et D9 hors D91) | 57,57 | 59,02 | 61,25 | 62,97 | 68,16 |
| Autres transferts courants (D7 hors D733) | 49,37 | 50,66 | 52,32 | 53,05 | 54,46 |
| Transferts en capital (D9 hors D91) | 8,20 | 8,36 | 8,93 | 9,92 | 13,70 |
| Total des recettes | 184,90 | 195,40 | 205,15 | 213,24 | 222,91 |
| Capacité (+) ou besoin (-) de financement | - 3,27 | - 3,10 | - 7,63 | - 8,70 | - 5,61 |

Source : Insee, Comptes nationaux - Base 2000

Les intitulés sont suivis de la codification correspondante dans la nomenclature SEC95.

⁽¹⁾ : autres impôts sur la production (D29) et revenus de la propriété autres que les intérêts (D4 hors D41).

⁽²⁾ : production pour emploi final propre (P12) et paiements partiels des ménages (partie de P13).

⁽³⁾ : intérêts reçus (D41) et autres revenus de la propriété (D4 hors D41).

3-3 La formation brute de capital fixe des administrations publiques

DÉFINITIONS

► Formation brute de capital fixe (FBCF)

La FBCF ou formation brute de capital fixe est l'agrégat qui mesure en comptabilité nationale l'investissement (acquisitions moins cessions) en capital fixe des différents agents économiques résidents.

PRÉSENTATION

En 2009, la formation brute de capital fixe (FBCF) des APUL s'élève à 44,5 Md€, ce qui représente 70 % de l'investissement public. Ce ratio a sensiblement augmenté au cours des dernières années, passant de 68 % au début des années 1990 à 70 % en l'an 2000 et autour de 72 % entre 2006 et 2008.

La FBCF des APUL, après une croissance forte supérieure à 5 % de 2003 à 2007, stagne en 2008, année d'élections municipales. La conjonction du cycle électoral communal avec la crise financière explique la rupture de 2008 avec la hausse observée les années précédentes. Et en 2009, la FBCF est en retrait par rapport à 2008 (- 2,6 %).

●●● POUR EN SAVOIR PLUS

Les données figurant dans ce chapitre sont établies selon les concepts de la comptabilité nationale par l'Insee.

Les données détaillées sont disponibles sur le site de l'Insee : www.insee.fr

Formation brute de capital fixe des administrations publiques

(en milliards d'euros)

| | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 |
|--|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Administrations publiques centrales | 11,4 | 10,1 | 10,4 | 10,9 | 12,4 |
| - dont État | 7,6 | 6,7 | 6,6 | 6,8 | 8,2 |
| - dont Organismes divers d'administration centrale | 3,8 | 3,3 | 3,7 | 3,8 | 4,1 |
| Administrations publiques locales | 39,4 | 41,6 | 45,3 | 45,7 | 44,5 |
| Administrations de sécurité sociale | 6,1 | 6,1 | 6,5 | 6,8 | 7,0 |
| Total des administrations publiques | 57,0 | 57,8 | 62,2 | 63,4 | 63,9 |

Source : Insee, Comptes nationaux - Base 2000

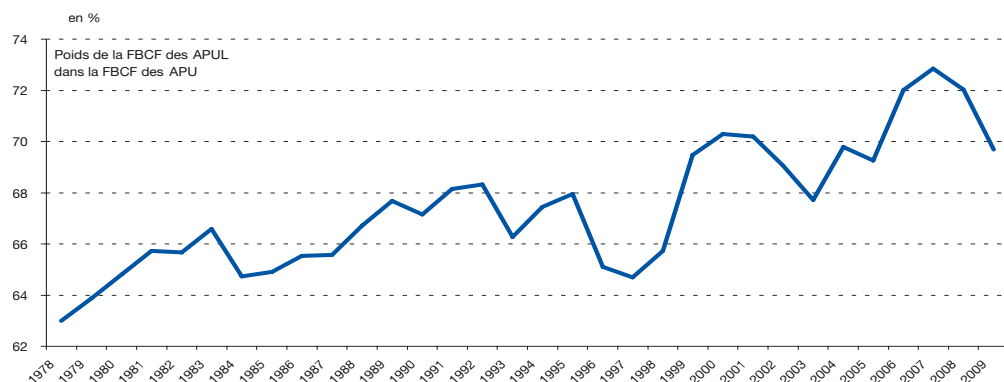
Évolution de la formation brute de capital fixe des administrations publiques

(en %)

| | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 |
|--|-------------|------------|------------|------------|------------|
| Administrations publiques centrales | 11,8 | - 11,5 | 3,5 | 4,7 | 13,5 |
| - dont État | 9,0 | - 11,6 | - 1,8 | 3,6 | 20,4 |
| - dont Organismes divers d'administration centrale | 17,9 | - 11,2 | 14,1 | 6,6 | 1,9 |
| Administrations publiques locales | 9,6 | 5,5 | 8,9 | 0,8 | - 2,6 |
| Administrations de sécurité sociale | 13,3 | - 0,4 | 6,0 | 5,3 | 2,3 |
| Total des administrations publiques | 10,4 | 1,5 | 7,6 | 1,9 | 0,7 |

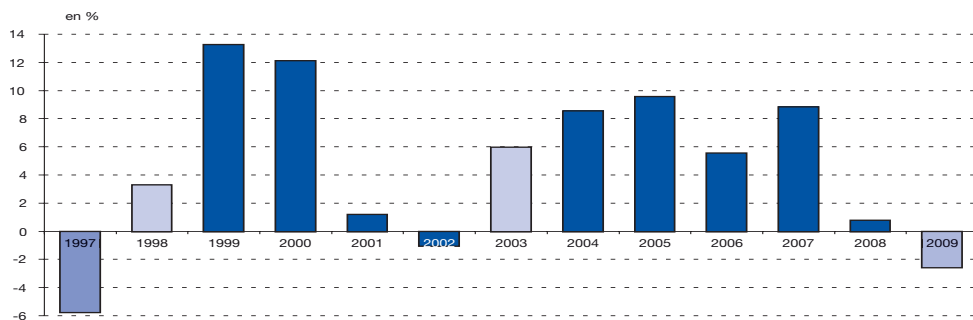
Source : Insee, Comptes nationaux - Base 2000

Poids des investissements des administrations publiques locales dans l'investissement public



Source : Insee, Comptes nationaux - Base 2000

Taux de croissance annuel de la formation brute de capital fixe des administrations publiques locales



Source : Insee, Comptes nationaux - Base 2000

3-4 Les prélèvements obligatoires

DÉFINITIONS

▸ Les **prélèvements obligatoires** sont les impôts et cotisations sociales effectives reçues par les administrations publiques et les institutions européennes. Les prélèvements obligatoires sont nets des montants dus non recouvrables.

▸ Les **prélèvements obligatoires revenant aux APUL** comportent :

Les impôts directement perçus par les APUL à savoir l'ensemble des impôts traditionnels directs et indirects, à l'exception de certains impôts considérés comme un service à l'instar de la taxe pour l'enlèvement des ordures ménagères.

Les transferts de recettes fiscales en provenance de l'État correspondant aux compensations de dégrèvements et exonérations au titre des quatre taxes directes locales. Les compensations intégrées aux dotations de l'État (compensation de la part salaire de la taxe professionnelle) ne font pas partie des prélèvements obligatoires.

▸ Les **Organismes divers d'administration centrale (ODAC)** sont des organismes auxquels l'État a confié une compétence fonctionnelle, spécialisée, au niveau national. Ils possèdent des statuts juridiques variés – souvent des établissements publics à caractère administratif (EPA), en général dotés de la **personnalité juridique**.

Il existe plus de 700 organismes de ce type, certains présents dans chaque académie (universités) ou chaque région.

PRÉSENTATION

Les prélèvements obligatoires perçus par les APUL se sont élevés en 2009 à 116,4 Md€, soit 6,1 % du PIB. Le taux de prélèvement obligatoire en pourcentage du PIB est ainsi passé de 5,5 % à 6,1 % entre 2005 et 2009. Le taux national de prélèvement obligatoire s'élève à 41,6 %, en baisse de 1,3 point sur un an.

Depuis le début de la décentralisation, la part des prélèvements obligatoires à destination des APUL est passée de 9,8 % à 14,7 %. Dans le même temps la part des impôts à destination finale de la sécurité sociale et de l'ensemble des cotisations sociales a fortement augmenté, de 45,2 % de l'ensemble des prélèvements en 1984 à 55,3 % en 2009.

●●● POUR EN SAVOIR PLUS

Les données figurant dans ce chapitre sont établies selon les concepts de la comptabilité nationale par l'Insee.

Les données détaillées sont disponibles sur le site de l'Insee : www.insee.fr thème « comptes nationaux - finances publiques », rubrique « secteurs institutionnels ».

Chapitre 5 : la fiscalité locale

Prélèvements obligatoires (en milliards d'euros)

| | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 |
|---|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Ensemble des prélèvements obligatoires | 753,0 | 793,5 | 818,1 | 835,7 | 793,0 |
| Impôts | 474,2 | 499,9 | 514,2 | 524,0 | 480,7 |
| <i>dont perçus par :</i> | | | | | |
| l'État | 271,8 | 264,5 | 263,4 | 258,6 | 211,4 |
| les organismes divers d'administration centrale | 14,7 | 16,0 | 18,2 | 18,0 | 22,6 |
| les administrations publiques locales | 95,1 | 101,5 | 107,9 | 112,8 | 116,4 |
| la sécurité sociale | 88,1 | 113,2 | 119,9 | 129,5 | 126,4 |
| l'Union européenne | 4,5 | 4,7 | 4,9 | 5,1 | 3,8 |
| Cotisations sociales | 278,9 | 293,6 | 303,9 | 311,7 | 312,3 |
| <i>dont perçues par :</i> | | | | | |
| l'État | 5,8 | 8,7 | 8,2 | 7,8 | 7,7 |
| la sécurité sociale | 273,1 | 284,8 | 295,7 | 303,9 | 304,6 |

Source : Insee, Comptes nationaux - Base 2000

Impôts après transferts de l'État aux administrations publiques locales, à la sécurité sociale et à l'Union européenne

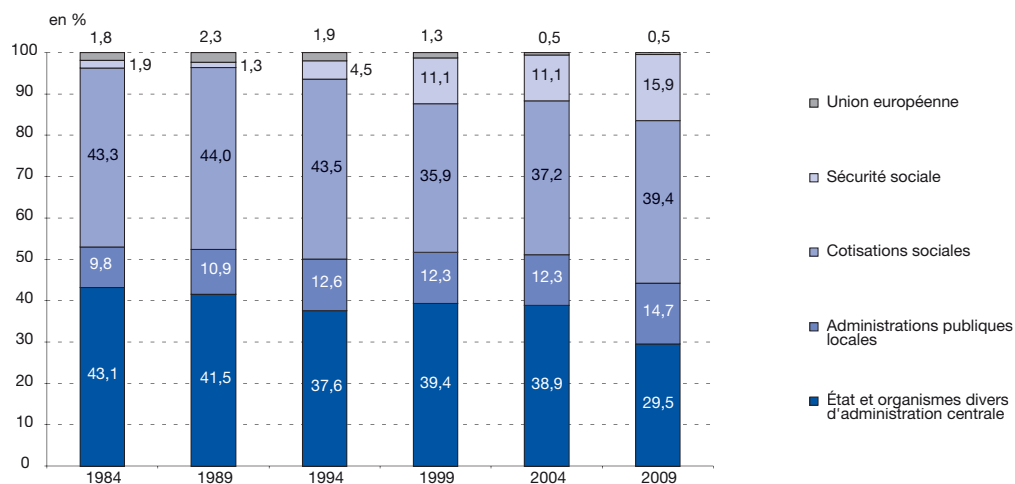
Taux de prélèvement obligatoire (en % du PIB)

| | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 |
|---|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Ensemble des prélèvements obligatoires | 43,5 | 43,9 | 43,2 | 42,9 | 41,6 |
| Impôts | 27,4 | 27,6 | 26,9 | 26,6 | 25,0 |
| <i>dont perçus par :</i> | | | | | |
| l'État | 15,7 | 14,6 | 13,9 | 13,3 | 11,1 |
| les organismes divers d'administration centrale | 0,9 | 0,9 | 1,0 | 0,9 | 1,2 |
| les administrations publiques locales | 5,5 | 5,6 | 5,7 | 5,8 | 6,1 |
| la sécurité sociale | 5,1 | 6,3 | 6,3 | 6,6 | 6,6 |
| l'Union européenne | 0,3 | 0,3 | 0,3 | 0,3 | 0,2 |
| Cotisations sociales | 16,1 | 16,2 | 16,0 | 16,0 | 16,4 |
| <i>dont perçues par :</i> | | | | | |
| l'État | 0,3 | 0,5 | 0,4 | 0,4 | 0,4 |
| la sécurité sociale | 15,8 | 15,8 | 15,6 | 15,6 | 16,0 |

Source : Insee, Comptes nationaux - Base 2000

Impôts après transferts de l'État aux administrations publiques locales, à la sécurité sociale et à l'Union européenne

Structure des prélèvements obligatoires (après transferts de l'État)



Source : Insee, Comptes nationaux - Base 2000

3-5 Les capacités ou besoins de financement des administrations publiques

DÉFINITIONS

► Capacité ou besoin de financement

La capacité de financement est le solde du compte de capital. Ce solde est égal à l'épargne brute augmentée des transferts nets en capital et diminuée des dépenses faites à des fins d'accumulation : FBCF, variations de stocks, acquisitions nettes d'objets de valeur et d'actifs non financiers non produits (terrains, actifs incorporels...). On parle de capacité de financement si le solde est positif, et de besoin de financement s'il est négatif.

► Produit intérieur brut aux prix du marché / PIB Agrégat

représentant le résultat final de l'activité de production des unités productrices résidentes. Il peut se définir de trois manières :

- le PIB est égal à la somme des valeurs ajoutées brutes des différents **secteurs institutionnels** ou des différentes branches d'activité, augmentée des impôts moins les **subventions** sur les produits (lesquels ne sont pas affectés aux secteurs et aux branches d'activité) ;

- le PIB est égal à la somme des emplois finals intérieurs de **biens** et de **services** (consommation finale effective, formation brute de capital fixe, variations de stocks), plus les exportations, moins les importations ;

- le PIB est égal à la somme des emplois des comptes d'exploitation des secteurs institutionnels : **rémunération des salariés**, **impôts sur la production et les importations** moins les subventions, excédent brut d'exploitation et **revenu mixte**.

► **Les Organismes divers d'administration centrale (ODAC)** sont des organismes auxquels l'État a confié une compétence fonctionnelle, spécialisée, au niveau national. Ils possèdent des statuts juridiques variés – souvent des établissements publics à caractère administratif (EPA), en général dotés de la **personnalité juridique**.

Il existe plus de 700 organismes de ce type, certains présents dans chaque académie (universités) ou chaque région.

PRÉSENTATION

Les administrations publiques locales affichent un besoin de financement en 2009 pour la sixième année consécutive, après avoir dégagé des capacités de financement entre 1996 et 2003.

En 2009, le besoin de financement des administrations publiques locales s'élève à 5,6 Md€, en retrait par rapport à 2007 et 2008. Ce besoin de financement représente 0,3 % du PIB contre 0,4 % en 2008.

Le besoin de financement de l'ensemble des administrations publiques s'est considérablement accru, passant de 3,3 % du PIB en 2008 à 7,6 % du PIB en 2009.

●●● POUR EN SAVOIR PLUS

Les données figurant dans ce chapitre sont établies selon les concepts de la comptabilité nationale par l'Insee.

Les données détaillées sont disponibles sur le site de l'Insee : www.insee.fr thème « comptes nationaux - finances publiques », rubrique « secteurs institutionnels ».

Capacités (+) ou besoins (-) de financement des administrations publiques (en milliards d'euros)

| | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 |
|---|---------------|---------------|---------------|---------------|----------------|
| Ensemble des administrations publiques | - 51,1 | - 41,9 | - 51,8 | - 65,0 | - 144,4 |
| Administration centrale | - 45,1 | - 37,8 | - 43,9 | - 55,4 | - 114,8 |
| État | - 52,2 | - 48,3 | - 39,7 | - 55,5 | - 117,6 |
| ODAC | + 7,1 | + 10,5 | - 4,2 | 0,1 | 2,8 |
| Administrations publiques locales | - 3,3 | - 3,1 | - 7,6 | - 8,7 | - 5,6 |
| Administrations de sécurité sociale | - 2,8 | - 1,0 | - 0,2 | - 0,9 | - 24,0 |

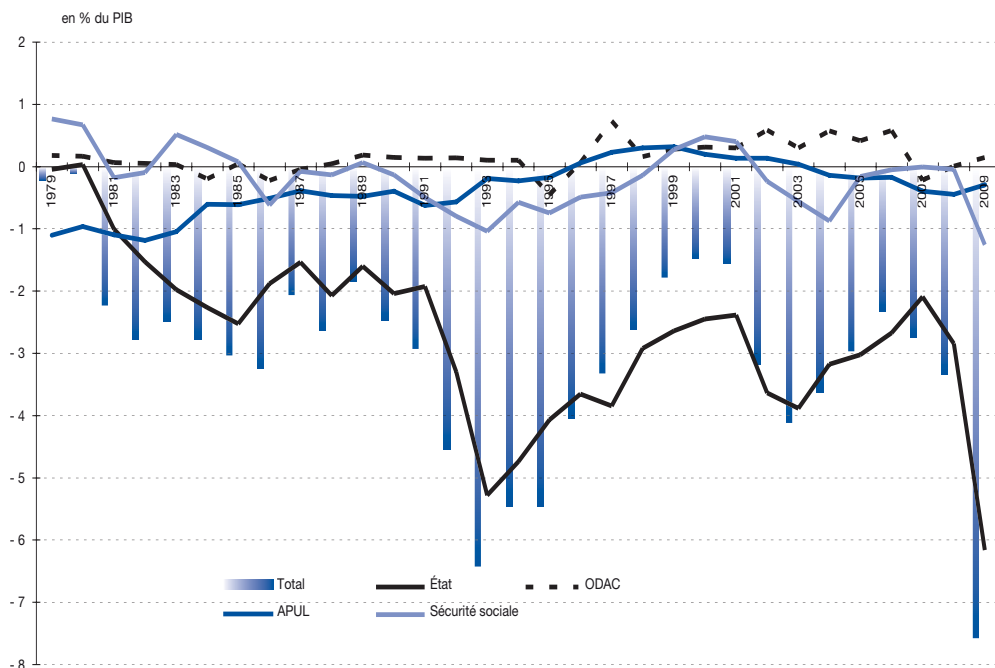
Source : Insee, Comptes nationaux - Base 2000

Capacités (+) ou besoins (-) de financement des administrations publiques (en % du PIB)

| | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 |
|---|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Ensemble des administrations publiques | - 3,0 | - 2,3 | - 2,7 | - 3,3 | - 7,6 |
| Administration centrale | - 2,6 | - 2,1 | - 2,3 | - 2,8 | - 6,0 |
| État | - 3,0 | - 2,7 | - 2,1 | - 2,8 | - 6,2 |
| ODAC | + 0,4 | + 0,6 | - 0,2 | + 0,0 | + 0,1 |
| Administrations publiques locales | - 0,2 | - 0,2 | - 0,4 | - 0,4 | - 0,3 |
| Administrations de sécurité sociale | - 0,2 | - 0,1 | - 0,0 | - 0,0 | - 1,3 |

Source : Insee, Comptes nationaux - Base 2000

Capacités (+) ou besoins (-) de financement des administrations publiques



Source : Insee, Comptes nationaux - Base 2000

LES COLLECTIVITÉS LOCALES

EN CHIFFRES 2011

4

LES FINANCES DES COLLECTIVITÉS LOCALES



| | | |
|-----|--|----|
| 4-1 | Les comptes des collectivités territoriales et de leurs groupements à fiscalité propre | 54 |
| 4-2 | Les comptes des communes | 56 |
| 4-3 | Les comptes des groupements de communes à fiscalité propre | 58 |
| 4-4 | Les comptes du secteur communal | 60 |
| 4-5 | Les comptes des départements | 62 |
| 4-6 | Les comptes des régions | 64 |
| 4-7 | Les budgets primitifs | 66 |
| 4-8 | Les ratios financiers obligatoires du secteur communal | 68 |
| 4-9 | Les ratios financiers obligatoires des départements et régions | 70 |

4-1 Les comptes des collectivités territoriales et de leurs groupements à fiscalité propre

DÉFINITIONS

- ▶ **Épargne brute** : excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement.
- ▶ **Épargne de gestion courante** : excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement, hors intérêts de la dette. C'est aussi l'épargne brute à laquelle on ajoute les charges d'intérêts.
- ▶ **Épargne nette** : épargne de gestion après déduction de l'annuité de dette, hors réaménagement de dette refinancé par emprunt, ou épargne brute diminuée des remboursements de la dette. L'épargne nette mesure l'épargne disponible pour l'équipement brut, après financement des remboursements de dette.
- ▶ **Fonds de roulement** : excédent global de clôture, ainsi on peut comprendre la variation du fonds de roulement comme la variation de la trésorerie.

PRÉSENTATION

En 2009, les collectivités territoriales et leurs groupements à fiscalité propre ont dépensé 213,8 Md€. Les dépenses de fonctionnement s'élèvent à 145,2 Md€ et celles d'investissement à 68,6 Md€. Les recettes de fonctionnement s'élèvent à 171,7 Md€, et sont donc supérieures aux dépenses de fonctionnement hors intérêts de dette de 30,6 Md€.

L'**épargne de gestion** ainsi dégagée permet de financer les intérêts de la dette à hauteur de 4,1 Md€ et un excédent de fonctionnement (**épargne brute**) de 26,5 Md€. Une fois les remboursements de dette payés, il reste une **épargne nette** de 14,5 Md€ destinée à l'autofinancement des opérations d'investissement (subventions versées ou dépenses d'équipement). En 2009, l'effort d'équipement des collectivités locales s'élève à 39,8 Md€ à un niveau comparable à 2008.

●●● POUR EN SAVOIR PLUS

Publications relatives à l'exploitation des comptes administratifs sur le site de la DGCL :
www.dgcl.interieur.gouv.fr rubrique « statistiques »
« budgets locaux en chiffres ».

L'exploitation des comptes de gestion par la direction générale des finances publiques (DGFIP)
www.colloc.bercy.gouv.fr

Les comptes des collectivités territoriales et de leurs groupements à fiscalité propre

(en milliards d'euros)

| | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009* |
|--|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Dépenses totales | 177,78 | 187,57 | 200,59 | 206,82 | 213,80 |
| Recettes totales | 178,38 | 189,19 | 199,34 | 206,03 | 213,45 |
| Dépenses totales hors remboursements de dette | 165,39 | 175,17 | 189,43 | 195,24 | 201,77 |
| Recettes totales hors emprunts | 162,10 | 172,06 | 181,73 | 186,93 | 195,46 |
| Dépenses réelles de fonctionnement | 118,25 | 124,23 | 132,58 | 140,01 | 145,17 |
| Dépenses de fonctionnement hors intérêts de dette (1) | 114,69 | 120,39 | 128,41 | 135,42 | 141,10 |
| * achats et charges externes | 24,13 | 25,51 | 26,20 | 27,46 | 28,01 |
| * personnel | 38,57 | 40,70 | 44,51 | 48,04 | 50,21 |
| * transferts versés | 47,73 | 50,11 | 53,43 | 55,47 | 58,05 |
| Recettes de fonctionnement (2) | 145,46 | 153,35 | 161,40 | 167,03 | 171,70 |
| * impôts et taxes | 82,35 | 87,93 | 93,72 | 98,13 | 102,55 |
| - dont impôts locaux | 57,17 | 60,57 | 62,42 | 65,08 | 70,48 |
| - autres impôts indirects et taxes | 25,18 | 27,36 | 31,30 | 33,05 | 32,07 |
| - dont TEOM | 4,32 | 4,60 | 4,81 | 5,03 | 5,40 |
| * Concours de l'État | 45,44 | 46,90 | 47,70 | 48,14 | 48,50 |
| - dont DGF | 36,69 | 37,98 | 38,93 | 39,68 | 40,45 |
| - dont péréquation et compensations fiscales | 5,10 | 6,00 | 5,90 | 5,56 | 5,15 |
| Épargne de gestion (3) = (2) - (1) | 30,76 | 32,96 | 32,98 | 31,62 | 30,60 |
| * intérêts de dette (4) | 3,56 | 3,84 | 4,17 | 4,59 | 4,07 |
| Épargne brute (5) = (3) - (4) | 27,20 | 29,12 | 28,81 | 27,02 | 26,53 |
| Épargne nette = (5) - remboursement | 14,82 | 16,73 | 17,66 | 15,44 | 14,50 |
| Dépenses réelles d'investissement | 59,52 | 63,33 | 68,01 | 66,81 | 68,63 |
| Dépenses d'investissement hors remboursements (6) | 47,14 | 50,94 | 56,85 | 55,23 | 56,60 |
| * subventions d'équipement | 9,71 | 11,36 | 12,97 | 13,08 | 13,83 |
| * équipement | 34,24 | 37,37 | 41,32 | 40,02 | 39,78 |
| Recettes réelles d'investissement | 32,93 | 35,84 | 37,94 | 39,00 | 41,75 |
| Recettes d'investissement hors emprunts (7) | 16,65 | 18,71 | 20,33 | 19,90 | 23,76 |
| * dotations et subventions | 12,50 | 13,48 | 14,65 | 15,08 | 19,23 |
| Besoin ou capacité de financement = (5) + (7) - (6) | - 3,29 | - 3,11 | - 7,70 | - 8,31 | - 6,31 |
| Variation du fonds de roulement | 0,61 | 1,62 | - 1,25 | - 0,79 | - 0,35 |
| Évolution de la dette | | | | | |
| * remboursements de dette | 12,38 | 12,40 | 11,16 | 11,58 | 12,03 |
| * emprunts | 16,28 | 17,13 | 17,61 | 19,10 | 17,99 |
| * emprunts - remboursements de dette | 3,90 | 4,73 | 6,46 | 7,52 | 5,96 |
| Dette totale au 31/12 | 93,70 | 98,58 | 104,86 | 112,38 | 118,34 |
| Ratios : | | | | | |
| Épargne de gestion / recettes de fonctionnement | 21,1 % | 21,5 % | 20,4 % | 18,9 % | 17,8 % |
| Épargne brute / recettes de fonctionnement | 18,7 % | 19,0 % | 17,9 % | 16,2 % | 15,4 % |
| Dette au 31/12 / recettes de fonctionnement | 64,4 % | 64,3 % | 65,0 % | 67,3 % | 68,9 % |
| Annuité / recettes de fonctionnement | 11,0 % | 10,6 % | 9,5 % | 9,7 % | 9,4 % |

Source : DGFiP

Les montants sont calculés hors gestion active de la dette.

* Premiers résultats DGFiP

Attention : les données figurant ici ne correspondent pas à la somme des opérations « ensemble des collectivités territoriales » et « groupements à fiscalité propre » ; les reversements fiscaux des groupements vers les communes ont été neutralisés en dépenses.

Données non consolidées entre les différents niveaux de collectivités sauf reversements fiscaux.

4-2 Les comptes des communes

DÉFINITIONS

- ▶ **Épargne brute** : excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement.
- ▶ **Épargne de gestion courante** : excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement, hors intérêts de la dette. C'est aussi l'épargne brute à laquelle on ajoute les charges d'intérêts.
- ▶ **Épargne nette** : épargne de gestion après déduction de l'annuité de dette, hors réaménagement de dette refinancé par emprunt, ou épargne brute diminuée des remboursements de la dette. L'épargne nette mesure l'épargne disponible pour l'équipement brut, après financement des remboursements de dette.
- ▶ **Fonds de roulement** : excédent global de clôture, ainsi on peut comprendre la variation du fonds de roulement comme la variation de la trésorerie.

PRÉSENTATION

En 2009, les communes ont dépensé 91,8 Md€. Les dépenses de fonctionnement s'élèvent à 62,0 Md€ et celles d'investissement à 29,7 Md€. Les recettes de fonctionnement s'élèvent à 72,7 Md€, et sont donc supérieures aux dépenses de fonctionnement hors intérêts de dette de 12,9 Md€.

L'**épargne de gestion** ainsi dégagée permet de financer les intérêts de la dette à hauteur de 2,2 Md€ et de dégager un excédent de fonctionnement (**épargne brute**) de 10,7 Md€. Une fois les remboursements de dette payés, il reste une **épargne nette** de 5,1 Md€ destinée à l'autofinancement des opérations d'investissement (subventions versées ou dépenses d'équipement). En 2009, l'effort d'équipement des communes s'élève à 21,4 Md€, stable sur un an.

●●● POUR EN SAVOIR PLUS

Publications relatives à l'exploitation des comptes administratifs sur le site de la DGCL :
www.dgcl.interieur.gouv.fr rubrique « statistiques »
« budgets locaux en chiffres ».

L'exploitation des comptes de gestion par la direction générale des finances publiques (DGFIP) sur
www.colloc.bercy.gouv.fr

« Les dépenses des communes de moins de 500 habitants en 2008 », Bis n°74, Juillet 2010, en ligne sur le site de la DGCL (www.dgcl.interieur.gouv.fr).

Les comptes des communes

(en milliards d'euros)

| | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009* |
|--|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Dépenses totales | 82,90 | 85,80 | 90,08 | 89,86 | 91,75 |
| Recettes totales | 83,60 | 86,70 | 89,58 | 89,93 | 92,49 |
| Dépenses totales hors remboursements de dette | 76,19 | 79,73 | 84,16 | 84,23 | 86,15 |
| Recettes totales hors emprunts | 75,93 | 79,20 | 81,62 | 82,27 | 85,74 |
| Dépenses réelles de fonctionnement | 55,53 | 56,92 | 58,86 | 60,95 | 62,03 |
| Dépenses de fonctionnement hors intérêts de dette (1) | 53,43 | 54,70 | 56,55 | 58,51 | 59,82 |
| * achats et charges externes | 13,98 | 14,53 | 14,87 | 15,50 | 15,77 |
| * personnel | 27,90 | 29,00 | 30,38 | 31,25 | 31,92 |
| * transferts versés | 8,98 | 8,71 | 8,87 | 9,22 | 9,34 |
| Recettes de fonctionnement (2) | 66,10 | 67,84 | 69,66 | 70,98 | 72,71 |
| * impôts et taxes | 37,82 | 39,06 | 40,13 | 41,15 | 42,56 |
| - dont impôts locaux** | 24,68 | 25,42 | 26,14 | 27,14 | 28,85 |
| - dont fiscalité reversée | 7,65 | 7,88 | 8,02 | 8,07 | 8,19 |
| - autres impôts indirects et taxes | 5,49 | 5,76 | 5,96 | 5,94 | 5,52 |
| - dont TEOM*** | 1,39 | 1,36 | 1,35 | 1,36 | 1,33 |
| * Concours de l'État | 18,48 | 18,93 | 19,21 | 19,34 | 19,38 |
| - dont DGF | 15,34 | 15,69 | 16,03 | 16,32 | 16,55 |
| - dont péréquation et compensations fiscales | 2,74 | 3,24 | 3,18 | 3,02 | 2,83 |
| Épargne de gestion (3) = (2) - (1) | 12,67 | 13,15 | 13,11 | 12,48 | 12,89 |
| * intérêts de dette (4) | 2,11 | 2,23 | 2,31 | 2,44 | 2,21 |
| Épargne brute (5) = (3) - (4) | 10,56 | 10,92 | 10,80 | 10,04 | 10,68 |
| Épargne nette (5) - remboursement | 3,85 | 4,85 | 4,89 | 4,41 | 5,08 |
| Dépenses réelles d'investissement | 27,37 | 28,88 | 31,22 | 28,92 | 29,72 |
| Dépenses d'investissement hors remboursements (6) | 20,65 | 22,81 | 25,31 | 23,29 | 24,12 |
| * subventions d'équipement | - | 0,86 | 1,16 | 1,08 | 1,37 |
| * équipement | 19,40 | 20,92 | 23,10 | 21,39 | 21,39 |
| Recettes réelles d'investissement | 17,50 | 18,86 | 19,92 | 18,95 | 19,78 |
| Recettes d'investissement hors emprunts (7) | 9,84 | 11,35 | 11,96 | 11,29 | 13,03 |
| * dotations et subventions | 7,22 | 7,71 | 8,19 | 8,14 | 10,21 |
| Besoin ou capacité de financement = (5) + (7) - (6) | - 0,25 | - 0,53 | - 2,55 | - 1,97 | - 0,41 |
| Variation du fonds de roulement | + 0,70 | + 0,90 | - 0,50 | + 0,07 | + 0,74 |
| Évolution de la dette : | | | | | |
| * remboursements de dette | 6,71 | 6,07 | 5,92 | 5,63 | 5,60 |
| * emprunts | 7,66 | 7,51 | 7,97 | 7,66 | 6,75 |
| * emprunts - remboursements de dette | + 0,95 | + 1,44 | + 2,05 | + 2,03 | + 1,15 |
| <i>Dette totale au 31/12</i> | <i>52,04</i> | <i>53,43</i> | <i>55,46</i> | <i>57,49</i> | <i>58,64</i> |
| Ratios : | | | | | |
| Épargne de gestion / recettes de fonctionnement | 19,2 % | 19,4 % | 18,8 % | 17,6 % | 17,7 % |
| Épargne brute / recettes de fonctionnement | 16,0 % | 16,1 % | 15,5 % | 14,1 % | 14,7 % |
| Dette au 31/12 / recettes de fonctionnement | 78,7 % | 78,7 % | 79,6 % | 81,0 % | 80,7 % |
| Annuité / recettes de fonctionnement | 13,3 % | 12,2 % | 11,8 % | 11,4 % | 10,7 % |

Source : DGFIP

Les montants sont calculés hors gestion active de la dette.

* Premiers résultats DGFIP

** Les impôts locaux ne comprennent pas les reversements de TP des EPCI vers les communes.

*** Les montants de la TEOM ne prennent pas en compte les montants des groupements à fiscalité propre.

4-3 Les comptes des groupements de communes à fiscalité propre

DÉFINITIONS

- ▶ **Épargne brute** : excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement.
- ▶ **Épargne de gestion courante** : excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement, hors intérêts de la dette. C'est aussi l'épargne brute à laquelle on ajoute les charges d'intérêts
- ▶ **Épargne nette** : épargne de gestion après déduction de l'annuité de dette, hors réaménagement de dette refinancé par emprunt, ou épargne brute diminuée des remboursements de la dette. L'épargne nette mesure l'épargne disponible pour l'équipement brut, après financement des remboursements de dette.
- ▶ **Fonds de roulement** : excédent global de clôture, ainsi on peut comprendre la variation du fonds de roulement comme la variation de la trésorerie.

PRÉSENTATION

En 2009, les groupements de communes à fiscalité propre ont dépensé 34,1 Md€. Les dépenses de fonctionnement s'élèvent à 24,6 Md€ et celles d'investissement à 9,5 Md€. Les recettes de fonctionnement atteignent 28,7 Md€, et sont donc supérieures aux dépenses de fonctionnement hors intérêts de dette de 4,6 Md€.

L'**épargne de gestion** ainsi dégagée permet de financer les intérêts de la dette à hauteur de 0,6 Md€ et de dégager un excédent de fonctionnement (**épargne brute**) de 4,0 Md€. Une fois les remboursements de dette payés, il reste une **épargne nette** de 2,5 Md€ destinée à l'autofinancement des opérations d'investissement (subventions versées ou dépenses d'équipement). En 2009, l'effort d'équipement des groupements de communes à fiscalité propre s'élève à 6,0 Md€, en baisse depuis 2 ans (6,5 Md€ en 2007 ; 6,3 Md€ en 2008).

Les volumes budgétaires des groupements de communes à fiscalité propre tiennent compte des reversements fiscaux effectués par les groupements (notamment à taxe professionnelle unique) à leurs communes membres. Ces reversements s'élèvent à 8,4 Md€ en 2009.

●●● POUR EN SAVOIR PLUS

*Publications relatives à l'exploitation des comptes administratifs sur le site de la DGCL :
www.dgcl.interieur.gouv.fr rubrique « statistiques »
« budgets locaux en chiffres ».*

*L'exploitation des comptes de gestion par la direction générale des finances publiques (DGFIP) sur
www.colloc.bercy.gouv.fr*

« Les dépenses du secteur communal en 2008 : des inégalités entre communes réduites par l'intercommunalité », Bis n°73, Juillet 2010, en ligne sur le site de la DGCL (www.dgcl.interieur.gouv.fr).

Les comptes des groupements de communes à fiscalité propre

(en milliards d'euros)

| | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009* |
|--|---------------|---------------|---------------|---------------|--------------|
| Dépenses totales | 29,18 | 30,02 | 32,50 | 33,35 | 34,06 |
| Recettes totales | 28,93 | 30,32 | 32,45 | 33,45 | 34,59 |
| Dépenses totales hors remboursements de dette | 27,75 | 28,58 | 30,96 | 31,77 | 32,52 |
| Recettes totales hors emprunts | 26,45 | 27,58 | 29,47 | 30,59 | 32,11 |
| Dépenses réelles de fonctionnement | 21,10 | 21,67 | 22,72 | 23,67 | 24,60 |
| Dépenses de fonctionnement hors intérêts de dette (1) | 20,67 | 21,17 | 22,14 | 23,00 | 24,01 |
| * achats et charges externes | 4,07 | 4,41 | 4,58 | 4,87 | 5,07 |
| * reversements fiscaux | 8,12 | 8,33 | 8,40 | 8,44 | 8,40 |
| * personnel | 3,50 | 3,85 | 4,20 | 4,51 | 4,94 |
| * transferts versés | 4,11 | 3,81 | 4,05 | 4,24 | 4,57 |
| Recettes de fonctionnement (2) | 24,10 | 25,07 | 26,19 | 27,20 | 28,65 |
| * impôts et taxes | 14,89 | 15,73 | 16,42 | 17,15 | 18,51 |
| - dont impôts locaux | 11,58 | 12,31 | 12,84 | 13,40 | 14,46 |
| - autres impôts indirects et taxes | 3,32 | 3,42 | 3,57 | 3,75 | 4,05 |
| - dont TEOM | 2,93 | 3,24 | 3,46 | 3,67 | 4,06 |
| * Concours de l'État | 6,52 | 6,79 | 7,01 | 7,10 | 7,16 |
| - dont DGF | 5,56 | 5,86 | 6,09 | 6,24 | 6,41 |
| - dont péréquation et compensations fiscales | 0,92 | 0,93 | 0,92 | 0,86 | 0,75 |
| Épargne de gestion (3) = (2) - (1) | 3,43 | 3,90 | 4,05 | 4,20 | 4,64 |
| * intérêts de dette (4) | 0,43 | 0,50 | 0,59 | 0,67 | 0,60 |
| Épargne brute (5) = (3) - (4) | 3,00 | 3,40 | 3,47 | 3,53 | 4,04 |
| Épargne nette (5) - remboursement | 1,58 | 1,97 | 1,93 | 1,95 | 2,50 |
| Dépenses réelles d'investissement | 8,08 | 8,34 | 9,78 | 9,68 | 9,45 |
| Dépenses d'investissement hors remboursements (6) | 6,65 | 6,91 | 8,24 | 8,10 | 7,91 |
| * subventions d'équipement | 0,60 | 0,77 | 1,08 | 1,09 | 1,20 |
| * équipement | 4,96 | 5,59 | 6,45 | 6,32 | 5,97 |
| Recettes réelles d'investissement | 4,83 | 5,25 | 6,26 | 6,25 | 5,94 |
| Recettes d'investissement hors emprunts (7) | 2,35 | 2,51 | 3,28 | 3,39 | 3,46 |
| * dotations et subventions | 1,55 | 1,85 | 2,21 | 2,49 | 2,59 |
| Besoin ou capacité de financement = (5) + (7) - (6) | - 1,30 | - 1,00 | - 1,49 | - 1,18 | -0,40 |
| Variation du fonds de roulement | - 0,24 | 0,30 | - 0,05 | 0,11 | 0,54 |
| Évolution de la dette : | | | | | |
| * remboursements de dette | 1,42 | 1,43 | 1,54 | 1,58 | 1,54 |
| * emprunts | 2,48 | 2,73 | 2,98 | 2,86 | 2,48 |
| * emprunts - remboursements de dette | 1,06 | 1,30 | 1,44 | 1,28 | 0,94 |
| <i>Dette totale au 31/12</i> | <i>12,25</i> | <i>13,56</i> | <i>14,84</i> | <i>16,13</i> | <i>17,07</i> |
| Ratios : | | | | | |
| Épargne de gestion / recettes de fonctionnement | 14,2 % | 15,6 % | 15,5 % | 15,4 % | 16,2 % |
| Épargne brute / recettes de fonctionnement | 12,4 % | 13,6 % | 13,2 % | 13,0 % | 14,1 % |
| Dette au 31/12 / recettes de fonctionnement | 50,8 % | 54,1 % | 56,7 % | 59,3 % | 59,6 % |
| Annuité / recettes de fonctionnement | 7,7 % | 7,7 % | 8,1 % | 8,3 % | 7,5 % |

Source : DGFIP

Les montants sont calculés hors gestion active de la dette.

* Premiers résultats DGFIP

4-4 Les comptes du secteur communal

DÉFINITIONS

- ▶ **Épargne brute** : excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement.
- ▶ **Épargne de gestion courante** : excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement, hors intérêts de la dette. C'est aussi l'épargne brute à laquelle on ajoute les charges d'intérêts.
- ▶ **Épargne nette** : épargne de gestion après déduction de l'annuité de dette, hors réaménagement de dette refinancé par emprunt, ou épargne brute diminuée des remboursements de la dette. L'épargne nette mesure l'épargne disponible pour l'équipement brut, après financement des remboursements de dette.
- ▶ **Fonds de roulement** : excédent global de clôture, ainsi on peut comprendre la variation du fonds de roulement comme la variation de la trésorerie.

PRÉSENTATION

En 2009, les communes et groupements de communes à fiscalité propre ont dépensé 117,4 Md€. Les dépenses de fonctionnement s'élèvent à 78,2 Md€ et celles d'investissement à 39,2 Md€. Les recettes de fonctionnement atteignent 93,0 Md€, et sont donc supérieures aux dépenses de fonctionnement hors intérêts de dette de 17,5 Md€.

L'**épargne de gestion** ainsi dégagée permet de financer les intérêts de la dette à hauteur de 2,8 Md€ et de dégager un excédent de fonctionnement (**épargne brute**) de 14,7 Md€. Une fois les remboursements de dette payés, il reste une **épargne nette** de 7,6 Md€ destinée à l'autofinancement des opérations d'investissement (subventions versées ou dépenses d'équipement). En 2009, l'effort d'équipement des communes et de leurs groupements à fiscalité propre s'élève à 27,4 Md€, en baisse depuis 2 ans (29,6 Md€ en 2007 puis 27,7 Md€ en 2008).

●●● POUR EN SAVOIR PLUS

*Publications relatives à l'exploitation des comptes administratifs sur le site de la DGCL :
www.dgcl.interieur.gouv.fr rubrique « statistiques »
« budgets locaux en chiffres ».*

*L'exploitation des comptes de gestion par la direction générale des finances publiques (DGFiP) sur
www.colloc.bercy.gouv.fr*

Les comptes des communes et de leurs groupements à fiscalité propre

(en milliards d'euros)

| | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009* |
|--|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Dépenses totales | 103,96 | 107,49 | 114,18 | 114,77 | 117,41 |
| Recettes totales | 104,41 | 108,69 | 113,63 | 114,94 | 118,69 |
| Dépenses totales hors remboursements de dette | 95,82 | 99,99 | 106,73 | 107,56 | 110,27 |
| Recettes totales hors emprunts | 94,26 | 98,45 | 102,68 | 104,42 | 109,45 |
| Dépenses réelles de fonctionnement | 68,52 | 70,27 | 73,18 | 76,17 | 78,24 |
| Dépenses de fonctionnement hors intérêts de dette (1) | 65,98 | 67,54 | 70,28 | 73,07 | 75,43 |
| * achats et charges externes | 18,05 | 18,94 | 19,45 | 20,37 | 20,83 |
| * personnel | 31,40 | 32,85 | 34,58 | 35,76 | 36,87 |
| * transferts versés | 13,09 | 12,52 | 12,91 | 13,47 | 13,92 |
| Recettes de fonctionnement (2) | 82,08 | 84,59 | 87,45 | 89,74 | 92,96 |
| * impôts et taxes | 45,06 | 46,91 | 48,52 | 50,23 | 52,88 |
| - dont impôts locaux | 36,26 | 37,73 | 38,99 | 40,54 | 43,31 |
| - autres impôts indirects et taxes | 8,80 | 9,17 | 9,53 | 9,69 | 9,57 |
| - dont TEOM | 4,32 | 4,60 | 4,81 | 5,03 | 5,40 |
| * Concours de l'État | 25,00 | 25,71 | 26,22 | 26,44 | 26,54 |
| - dont DGF | 20,90 | 21,55 | 22,12 | 22,56 | 22,96 |
| - dont péréquation et compensations fiscales | 3,66 | 4,17 | 4,07 | 3,88 | 3,59 |
| Épargne de gestion (3) = (2) - (1) | 16,10 | 17,05 | 17,17 | 16,67 | 17,53 |
| * intérêts de dette (4) | 2,54 | 2,73 | 2,89 | 3,11 | 2,81 |
| Épargne brute (5) = (3) - (4) | 13,56 | 14,32 | 14,27 | 13,57 | 14,72 |
| Épargne nette (5) - remboursement | 5,42 | 6,82 | 6,82 | 6,36 | 7,58 |
| Dépenses réelles d'investissement | 35,44 | 37,22 | 41,00 | 38,60 | 39,17 |
| Dépenses d'investissement hors remboursements (6) | 27,30 | 29,72 | 33,55 | 31,39 | 32,03 |
| * subventions d'équipement | - | 1,63 | 2,24 | 2,17 | 2,57 |
| * équipement | 24,36 | 26,50 | 29,56 | 27,72 | 27,36 |
| Recettes réelles d'investissement | 22,33 | 24,11 | 26,18 | 25,20 | 25,73 |
| Recettes d'investissement hors emprunts (7) | 12,19 | 13,87 | 15,24 | 14,68 | 16,50 |
| * dotations et subventions | 8,77 | 9,56 | 10,41 | 10,63 | 12,80 |
| Besoin ou capacité de financement = (5) + (7) - (6) | - 1,56 | - 1,53 | - 4,04 | - 3,14 | - 0,81 |
| Variation du fonds de roulement | 0,45 | 1,20 | - 0,55 | 0,17 | 1,28 |
| Évolution de la dette : | | | | | |
| * remboursements de dette | 8,14 | 7,50 | 7,45 | 7,21 | 7,14 |
| * emprunts | 10,15 | 10,24 | 10,94 | 10,53 | 9,23 |
| * emprunts - remboursements de dette | 2,01 | 2,74 | 3,49 | 3,32 | 2,09 |
| Dette totale au 31/12 | 64,29 | 66,99 | 70,30 | 73,62 | 75,71 |
| Ratios : | | | | | |
| Épargne de gestion / recettes de fonctionnement | 19,6 % | 20,2 % | 19,6 % | 18,6 % | 18,9 % |
| Épargne brute / recettes de fonctionnement | 16,5 % | 16,9 % | 16,3 % | 15,1 % | 15,8 % |
| Dette au 31/12 / recettes de fonctionnement | 78,3 % | 79,2 % | 80,4 % | 82,0 % | 81,4 % |
| Annuité / recettes de fonctionnement | 13,0 % | 12,1 % | 11,8 % | 11,5 % | 10,7 % |

Source : DGFiP

Les montants sont calculés hors gestion active de la dette.

* Premiers résultats DGFiP

Attention : les données figurant ici ne correspondent pas à la somme des opérations « communes » et « groupements à fiscalité propre » : les reversements fiscaux des groupements vers les communes ont été neutralisés en dépenses comme en recettes de fonctionnement.

4-5 Les comptes des départements

DÉFINITIONS

- ▶ **Épargne brute** : excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement.
- ▶ **Épargne de gestion courante** : excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement, hors intérêts de la dette. C'est aussi l'épargne brute à laquelle on ajoute les charges d'intérêts.
- ▶ **Épargne nette** : épargne de gestion après déduction de l'annuité de dette, hors réaménagement de dette refinancé par emprunt, ou épargne brute diminuée des remboursements de la dette. L'épargne nette mesure l'épargne disponible pour l'équipement brut, après financement des remboursements de dette.
- ▶ **Fonds de roulement** : excédent global de clôture, ainsi on peut comprendre la variation du fonds de roulement comme la variation de la trésorerie.

PRÉSENTATION

En 2009, les départements ont dépensé 68,4 Md€. Les dépenses de fonctionnement s'élèvent à 50,9 Md€ et celles d'investissement à 17,4 Md€. Les recettes de fonctionnement atteignent 57,3 Md€, et sont donc supérieures aux dépenses de fonctionnement hors intérêts de dette de 7,1 Md€.

L'**épargne de gestion** ainsi dégagée permet de financer les intérêts de la dette à hauteur de 0,8 Md€ et de dégager un excédent de fonctionnement (**épargne brute**) de 6,3 Md€. Une fois les remboursements de dette payés, il reste une **épargne nette** de 3,4 Md€ destinée à l'autofinancement des opérations d'investissement (subventions versées ou dépenses d'équipement). En 2009, l'effort d'équipement des départements s'élève à 8,6 Md€ et le montant des subventions versées atteint 5,5 Md€, en légère progression (+ 0,02 Md€ en un an).

●●● POUR EN SAVOIR PLUS

*Publications relatives à l'exploitation des comptes administratifs sur le site de la DGCL :
www.dgcl.interieur.gouv.fr rubrique « statistiques »
« budgets locaux en chiffres ».*

*L'exploitation des comptes de gestion par la direction générale des finances publiques (DGFIP) sur
www.colloc.bercy.gouv.fr*

Les comptes des départements

en milliards d'euros

| | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009* |
|--|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Dépenses totales | 54,29 | 58,35 | 62,00 | 65,39 | 68,39 |
| Recettes totales | 54,42 | 58,93 | 61,39 | 64,91 | 66,99 |
| Dépenses totales hors remboursements de dette | 51,42 | 55,14 | 59,57 | 62,99 | 65,45 |
| Recettes totales hors emprunts | 50,39 | 54,79 | 57,55 | 59,63 | 61,87 |
| Dépenses réelles de fonctionnement | 39,29 | 42,22 | 45,37 | 48,63 | 50,94 |
| Dépenses de fonctionnement hors intérêts de dette (1) | 38,66 | 41,50 | 44,59 | 47,74 | 50,18 |
| * achats et charges externes | 4,91 | 5,16 | 5,33 | 5,65 | 5,67 |
| * personnel | 6,56 | 7,07 | 8,33 | 9,93 | 10,67 |
| * transferts versés | 26,54 | 28,59 | 30,16 | 31,37 | 33,02 |
| Recettes de fonctionnement (2) | 47,60 | 51,55 | 54,34 | 56,34 | 57,28 |
| * impôts et taxes | 30,83 | 33,12 | 35,05 | 36,57 | 37,61 |
| - dont impôts locaux | 16,91 | 18,40 | 19,02 | 19,92 | 22,17 |
| - autres impôts indirects et taxes | 13,92 | 14,72 | 16,03 | 16,65 | 15,44 |
| <i>dont droits de mutation</i> | 6,7 | 7,56 | 7,95 | 7,27 | 5,35 |
| <i>dont TIPP</i> | 5,29 | 5,04 | 4,94 | 5,15 | 5,49 |
| <i>dont TSCA</i> | 1,04 | 1,17 | 2,09 | 3,05 | 3,13 |
| * Concours de l'État | 12,41 | 12,93 | 13,20 | 13,32 | 13,44 |
| - dont DGF | 10,84 | 11,32 | 11,60 | 11,85 | 12,08 |
| - dont péréquation et compensations fiscales | 1,20 | 1,60 | 1,59 | 1,47 | 1,37 |
| Épargne de gestion (3) = (2) - (1) | 8,94 | 10,05 | 9,75 | 8,60 | 7,10 |
| * intérêts de dette (4) | 0,63 | 0,72 | 0,78 | 0,89 | 0,77 |
| Épargne brute (5) = (3) - (4) | 8,31 | 9,33 | 8,97 | 7,71 | 6,34 |
| Épargne nette (5) - remboursement | 5,44 | 6,13 | 6,54 | 5,31 | 3,40 |
| Dépenses réelles d'investissement | 15,00 | 16,13 | 16,64 | 16,76 | 17,44 |
| Dépenses d'investissement hors remboursements (6) | 12,13 | 12,93 | 14,21 | 14,36 | 14,51 |
| * subventions d'équipement | 4,52 | 4,81 | 5,38 | 5,50 | 5,52 |
| * équipement | 7,30 | 7,76 | 8,33 | 8,54 | 8,60 |
| Recettes réelles d'investissement | 6,81 | 7,38 | 7,06 | 8,57 | 9,71 |
| Recettes d'investissement hors emprunts (7) | 2,78 | 3,24 | 3,21 | 3,29 | 4,59 |
| * dotations et subventions | 2,31 | 2,54 | 2,65 | 2,80 | 4,09 |
| Besoin ou capacité de financement = (5) + (7) - (6) | - 1,03 | - 0,35 | - 2,03 | - 3,36 | - 3,58 |
| Variation du fonds de roulement | + 0,12 | + 0,59 | - 0,61 | - 0,49 | - 1,39 |
| Dépenses totales collèges | 3,35 | 3,41 | 3,90 | 4,28 | 4,30 |
| Dépenses totales d'aide sociale | 25,9 | 27,75 | 29,20 | 30,39 | 31,50 |
| Évolution de la dette : | | | | | |
| * remboursements de dette | 2,88 | 3,20 | 2,43 | 2,40 | 2,93 |
| * emprunts | 4,03 | 4,14 | 3,84 | 5,28 | 5,12 |
| * emprunts - remboursements de dette | + 1,15 | + 0,94 | + 1,41 | + 2,87 | + 2,19 |
| <i>Dette totale au 31/12</i> | <i>19,26</i> | <i>20,48</i> | <i>21,90</i> | <i>24,77</i> | <i>26,95</i> |
| Ratios : | | | | | |
| Épargne de gestion / recettes de fonctionnement | 18,8 % | 19,5 % | 17,9 % | 15,3 % | 12,4 % |
| Épargne brute / recettes de fonctionnement | 17,5 % | 18,1 % | 16,5 % | 13,7 % | 11,1 % |
| Dette au 31/12 / recettes de fonctionnement | 40,5 % | 39,7 % | 40,3 % | 44,0 % | 47,1 % |
| Annuité / recettes de fonctionnement | 7,4 % | 7,6 % | 5,9 % | 5,8 % | 6,5 % |

Source : DGFiP

Les montants sont calculés hors gestion active de la dette.

* Premiers résultats DGFiP

4-6 Les comptes des régions

DÉFINITIONS

- ▶ **Épargne brute** : excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement.
- ▶ **Épargne de gestion courante** : excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement, hors intérêts de la dette. C'est aussi l'épargne brute à laquelle on ajoute les charges d'intérêts.
- ▶ **Épargne nette** : épargne de gestion après déduction de l'annuité de dette, hors réaménagement de dette refinancé par emprunt, ou épargne brute diminuée des remboursements de la dette. L'épargne nette mesure l'épargne disponible pour l'équipement brut, après financement des remboursements de dette.
- ▶ **Fonds de roulement** : excédent global de clôture, ainsi on peut comprendre la variation du fonds de roulement comme la variation de la trésorerie.

PRÉSENTATION

En 2009, les régions ont dépensé 28,0 Md€. Les dépenses de fonctionnement s'élèvent à 16,0 Md€ et celles d'investissement à 12,0 Md€. Les recettes de fonctionnement atteignent à 21,5 Md€, et sont donc supérieures aux dépenses de fonctionnement hors intérêts de dette de 6,0 Md€.

L'**épargne de gestion** ainsi dégagée permet de financer les intérêts de la dette à hauteur de 0,5 Md€ et de dégager un excédent de fonctionnement (**épargne brute**) de 5,5 Md€. Une fois les remboursements de dette payés, il reste une **épargne nette** de 3,5 Md€ destinée à l'autofinancement des opérations d'investissement (subventions versées ou dépenses d'équipement). En 2009, l'effort d'équipement des régions s'élève à 3,8 Md€ et le montant des subventions versées atteint 5,7 Md€, en hausse sensible (5,4 Md€ en 2008).

●●● POUR EN SAVOIR PLUS

*Publications relatives à l'exploitation des comptes administratifs sur le site de la DGCL :
www.dgcl.interieur.gouv.fr rubrique « statistiques »
« budgets locaux en chiffres ».*

*L'exploitation des comptes de gestion par la direction générale des finances publiques (DGFIP) sur
www.colloc.bercy.gouv.fr/*

Les comptes des régions

en milliards d'euros

| | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009* |
|---|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Dépenses totales | 19,52 | 21,73 | 24,41 | 26,66 | 28,01 |
| Recettes totales | 19,56 | 21,57 | 24,32 | 26,18 | 27,78 |
| Dépenses totales hors remboursements de dette | 18,15 | 20,04 | 23,13 | 24,69 | 26,05 |
| Recettes totales hors emprunts | 17,45 | 18,82 | 21,50 | 22,88 | 24,13 |
| Dépenses réelles de fonctionnement | 10,45 | 11,75 | 14,04 | 15,20 | 15,99 |
| Dépenses de fonctionnement hors intérêts de dette (1) | 10,06 | 11,35 | 13,54 | 14,61 | 15,49 |
| * achats et charges externes | 1,18 | 1,41 | 1,42 | 1,44 | 1,50 |
| * personnel | 0,62 | 0,78 | 1,60 | 2,35 | 2,68 |
| * transferts versés | 8,10 | 9,00 | 10,36 | 10,64 | 11,11 |
| Recettes de fonctionnement (2) | 15,78 | 17,22 | 19,61 | 20,95 | 21,46 |
| * impôts et taxes | 6,93 | 8,35 | 10,54 | 11,70 | 12,27 |
| - dont impôts locaux | 4,00 | 4,43 | 4,42 | 4,63 | 5,00 |
| - autres impôts indirects et taxes | 2,93 | 3,91 | 6,12 | 7,08 | 7,27 |
| <i>dont cartes grises</i> | <i>1,62</i> | <i>1,83</i> | <i>1,94</i> | <i>1,96</i> | <i>1,99</i> |
| <i>dont TIPP</i> | <i>0,43</i> | <i>1,02</i> | <i>2,83</i> | <i>3,64</i> | <i>3,83</i> |
| * Concours de l'État | 8,02 | 8,26 | 8,29 | 8,39 | 8,51 |
| - dont DGF | 4,95 | 5,11 | 5,21 | 5,27 | 5,42 |
| - dont péréquation et compensations fiscales | 0,24 | 0,23 | 0,24 | 0,22 | 0,20 |
| Épargne de gestion (3) = (2) - (1) | 5,72 | 5,87 | 6,07 | 6,34 | 5,97 |
| * intérêts de dette (4) | 0,39 | 0,40 | 0,50 | 0,60 | 0,50 |
| Épargne brute (5) = (3) - (4) | 5,33 | 5,47 | 5,57 | 5,75 | 5,47 |
| Épargne nette (5) - remboursement | 3,96 | 3,78 | 4,30 | 3,78 | 3,51 |
| Dépenses réelles d'investissement | 9,08 | 9,98 | 10,37 | 11,46 | 12,02 |
| Dépenses d'investissement hors remboursements (6) | 7,70 | 8,29 | 9,09 | 9,49 | 10,06 |
| * subventions d'équipement | 4,59 | 4,93 | 5,35 | 5,41 | 5,74 |
| * équipement | 2,58 | 3,10 | 3,44 | 3,76 | 3,81 |
| Recettes réelles d'investissement | 3,78 | 4,35 | 4,71 | 5,23 | 6,31 |
| Recettes d'investissement hors emprunts (7) | 1,68 | 1,60 | 1,88 | 1,93 | 2,67 |
| * dotations et subventions | 1,43 | 1,38 | 1,59 | 1,65 | 2,34 |
| Besoin ou capacité de financement = (5) + (7) - (6) | - 0,70 | - 1,22 | - 1,63 | - 1,81 | - 1,92 |
| Variation du fonds de roulement | + 0,03 | - 0,17 | - 0,09 | - 0,48 | - 0,24 |
| Dépenses pour l'enseignement | 3,96 | 3,89 | 5,18 | 6,11 | 6,55 |
| Dépenses pour la formation professionnelle et l'apprentissage | 3,47 | 3,99 | 4,88 | 4,88 | 4,92 |
| Dépenses pour le transport ferroviaire régional de voyageurs | 2,75 | 2,88 | 3,16 | 3,36 | 3,30 |
| Évolution de la dette : | | | | | |
| * remboursements de dette | 1,37 | 1,69 | 1,28 | 1,97 | 1,96 |
| * emprunts | 2,11 | 2,75 | 2,83 | 3,30 | 3,65 |
| * emprunts - remboursements de dette | + 0,73 | + 1,06 | + 1,55 | + 1,33 | + 1,69 |
| <i>Dette totale au 31/12</i> | <i>10,14</i> | <i>11,11</i> | <i>12,66</i> | <i>13,99</i> | <i>15,68</i> |
| Ratios : | | | | | |
| Épargne de gestion / recettes de fonctionnement | 36,3 % | 34,1 % | 30,9 % | 30,3 % | 27,8 % |
| Épargne brute / recettes de fonctionnement | 33,8 % | 31,8 % | 28,4 % | 27,4 % | 25,5 % |
| Dette au 31/12 / recettes de fonctionnement | 64,3 % | 64,5 % | 64,5 % | 66,8 % | 73,0 % |
| Annuité / recettes de fonctionnement | 11,2 % | 12,1 % | 9,0 % | 12,2 % | 11,4 % |

Source : DGFIP

Les montants sont calculés hors gestion active de la dette.

* Premiers résultats DGFIP

4-7 Les budgets primitifs

DÉFINITIONS

Les données présentées sont des évolutions calculées entre deux budgets primitifs. Les montants inscrits aux budgets primitifs sont prévisionnels et on observe souvent un écart important en terme de réalisation de certains investissements et donc de recours à l'emprunt. Ces évolutions inscrites aux budgets primitifs sont donc à interpréter dans les limites de cette approche.

Budget primitif :

Il doit être voté par l'assemblée délibérante avant le 31 mars de l'année à laquelle il se rapporte (loi du 2 mars 1982) et transmis au représentant de l'État dans les 15 jours qui suivent son approbation. Par cet acte, l'ordonnateur est autorisé à effectuer les opérations de recettes et de dépenses inscrites au budget, pour la période qui s'étend du 1^{er} janvier au 31 décembre de l'année civile. Ce principe d'annualité budgétaire comporte quelques aménagements pour tenir compte d'opérations prévues et engagées mais non dénouées en fin d'année.

D'un point de vue comptable, le budget se présente en deux parties, une section de fonctionnement et une section d'investissement. Chacune de ces sections doit être présentée en équilibre, les recettes égalant les dépenses. Schématiquement, la section de fonctionnement retrace toutes les opérations de dépenses et de recettes nécessaires à la gestion courante des services de la collectivité. L'excédent de recettes par rapport aux dépenses, dégagé par la section de fonctionnement, est utilisé en priorité au remboursement du capital emprunté par la collectivité, le surplus constituant de l'autofinancement qui permettra d'abonder le financement des investissements prévus par la collectivité. La section d'investissement présente les programmes d'investissements nouveaux ou en cours. Ces dépenses sont financées par les ressources propres de la collectivité, par des dotations et subventions et éventuellement par l'emprunt. La section d'investissement est par nature celle qui a vocation à modifier ou enrichir le patrimoine de la collectivité.

PRÉSENTATION

Les budgets votés par les collectivités locales au titre de l'année 2010 prévoient une hausse des dépenses totales de 3,2 %. Cette évolution est relativement faible au regard de celles des dix dernières années, marquées par les transferts de compétences de l'État vers les collectivités. La situation est très différente selon le niveau de collectivité. Dans le bloc communal, les dépenses des groupements continuent à progresser et les marges de manœuvre sont préservées. Les départements doivent faire face à une équation plus complexe avec des dépenses sociales dynamiques face à des recettes qui le sont nettement moins. Les subventions d'équipement et charges à caractère général sont votées en baisse. Dans les régions, l'année 2010 marque le début d'un nouveau mandat de 4 ans pour les exécutifs. Les subventions d'équipement qui représentent la majeure partie des dépenses d'investissement devraient croître de 2,2 %.

●●● POUR EN SAVOIR PLUS

Publications relatives à l'exploitation des budgets primitifs sur le site de la DGCL : www.dgcl.interieur.gouv.fr rubrique « statistiques » chapitre « budgets locaux en chiffres ».

Évolution des volumes budgétaires inscrits aux budgets primitifs des collectivités locales entre 2009 et 2010 (en %)

| Dépenses totales | 3,2 | Recettes totales | 2,5 |
|-----------------------------------|------------|-----------------------------------|------------|
| Dépenses de fonctionnement | 3,3 | Recettes de fonctionnement | 2,8 |
| Frais de personnel | 3,8 | Impôts directs (4 taxes) | 4,3 |
| Charges à caractère général | 2,0 | Autres impôts et taxes | 1,4 |
| Intérêts de la dette | - 9,5 | Concours de l'État | 3,6 |
| Dépenses d'investissement | 2,5 | Recettes d'investissement | 1,6 |
| Remboursements de dette | 8,6 | Dotations et subventions | - 2,5 |
| Dépenses d'équipement brut | 1,4 | Emprunts | 3,0 |
| Subventions versées | - 0,1 | | |

Sources : DGCL, budgets primitifs 2009 et 2010, DGFIP états budgétaires au 30-06-2010

Note : Données non consolidées, sauf reversements fiscaux des groupements à leurs communes membres.

Évolution des volumes budgétaires inscrits aux budgets primitifs des communes entre 2009 et 2010 (en %)

| Dépenses totales | 3,0 | Recettes totales | 1,7 |
|-----------------------------------|------------|--|------------|
| Dépenses de fonctionnement | 1,9 | Recettes de fonctionnement | 2,3 |
| Frais de personnel | 2,8 | Impôts directs (4 taxes y c. revers. de TP des group. à TPU) | 2,7 |
| Charges à caractère général | 1,6 | Autres impôts et taxes | 3,5 |
| Intérêts de la dette | - 9,0 | Concours de l'État (DGF) | 0,6 |
| Transferts versés | 1,7 | | |
| Dépenses d'investissement | 4,5 | Recettes d'investissement | 0,2 |
| Remboursements de dette | 3,5 | Dotations et subventions | - 4,2 |
| Dépenses d'équipement brut | 4,7 | Emprunts | 3,8 |
| Subventions versées | 17,3 | | |

Sources : DGCL, budgets primitifs 2009 et 2010, DGFIP états budgétaires au 30-06-2010

Évolution des volumes budgétaires inscrits aux budgets primitifs des groupements de communes à fiscalité propre entre 2009 et 2010 (en %)

| Dépenses totales | 7,3 | Recettes totales | 6,6 |
|-----------------------------------|------------|-----------------------------------|------------|
| Dépenses de fonctionnement | 7,2 | Recettes de fonctionnement | 8,0 |
| Frais de personnel | 12,3 | Impôts directs (4 taxes) | 8,7 |
| Charges à caractère général | 6,2 | Autres impôts et taxes | 7,1 |
| Intérêts de la dette | - 11,6 | Concours de l'État (DGF) | 4,5 |
| Transferts versés | 6,0 | | |
| <i>Reversements fiscaux :</i> | <i>8,0</i> | <i>Reversements fiscaux :</i> | <i>8,0</i> |
| Dépenses d'investissement | 7,4 | Recettes d'investissement | 2,8 |
| Remboursements de dette | 8,2 | Dotations et subventions | 1,4 |
| Dépenses d'équipement brut | 5,2 | Emprunts | 3,8 |
| Subventions versées | 14,0 | | |

Sources : DGCL, budgets primitifs 2009 et 2010, DGFIP états budgétaires au 30-06-2010

Note : Les évolutions sont calculées sur les montants hors reversements fiscaux, sauf sur les impôts directs et dotations de l'État puisqu'il est difficile de répartir le reversement sur les impôts et la DGF part compensation.

Évolution des volumes budgétaires inscrits aux budgets primitifs des départements entre 2009 et 2010 (en %)

| Dépenses totales | 2,1 | Recettes totales | 2,0 |
|-----------------------------------|--------------|-----------------------------------|--------------|
| Dépenses de fonctionnement | 4,0 | Recettes de fonctionnement | 2,3 |
| Frais de personnel | 2,6 | Impôts directs (4 taxes) | 3,9 |
| Charges à caractère général | - 3,9 | Autres impôts et taxes | 0,7 |
| Intérêts de la dette | - 7,0 | Concours de l'État | 8,3 |
| Transferts versés | 5,6 | | |
| Dépenses d'investissement | - 3,7 | Recettes d'investissement | - 0,1 |
| Remboursements de dette | 11,5 | Dotations et subventions | - 7,9 |
| Dépenses d'équipement brut | - 7,4 | Emprunts | - 1,8 |
| Subventions versées | - 9,9 | | |

Source : DGCL, budgets primitifs 2009 et 2010

Évolution des volumes budgétaires inscrits aux budgets primitifs des régions entre 2009 et 2010 (en %)

| Dépenses totales | 2,7 | Recettes totales | 2,6 |
|-----------------------------------|------------|-----------------------------------|------------|
| Dépenses de fonctionnement | 2,8 | Recettes de fonctionnement | 1,0 |
| Frais de personnel | 4,4 | Impôts directs (4 taxes) | 2,1 |
| Charges à caractère général | 14,5 | Autres impôts et taxes | - 1,7 |
| Intérêts de la dette | - 13,2 | Concours de l'État | 2,2 |
| Transferts versés | 0,4 | | |
| Dépenses d'investissement | 2,7 | Recettes d'investissement | 7,7 |
| Remboursements de dette | 18,9 | Dotations et subventions* | 9,9 |
| Dépenses d'équipement brut | - 3,4 | Emprunts | 7,9 |
| Subventions versées | 2,2 | | |

Source : DGCL, budgets primitifs 2009 et 2010

* L'évolution du montant de dotations et subventions des régions est positif car les budgets primitifs 2009 n'intégraient pas les effets du plan de relance et notamment l'avance de FCTVA qui a bénéficié à toutes les régions.

4-8 Les ratios financiers obligatoires du secteur communal

DÉFINITIONS

articles L.2313-1 et R.2313-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT)

Ratio 1 = Dépenses réelles de fonctionnement (DRF) / population : montant total des dépenses de fonctionnement en mouvement réels. Pour les communes et groupements de communes, ce ratio est calculé hors travaux en régie.

Ratio 2 = Produit des impositions directes / population : recettes du compte 7311, importance des recettes émanant du contribuable levées par la collectivité.

Ratio 3 = Recettes réelles de fonctionnement (RRF) / population : montant total des recettes de fonctionnement en mouvements réels. Ressources dont dispose la collectivité, à comparer aux dépenses de fonctionnement dans leur rythme de croissance.

Ratio 4 = Dépenses d'équipement brut / population : dépenses des comptes 20 (immobilisations incorporelles) sauf 204 (subventions d'équipement versées), 21 (immobilisations corporelles), 23 (immobilisations en cours) et 45 (opérations pour comptes de tiers, si la présentation comptable de la collectivité le permet, ce sont plus précisément les comptes 454 (travaux effectués d'office pour le compte de tiers), 456 (opérations d'investissement sur établissement d'enseignement), 457 (opérations d'investissement sur voirie communale effectuées par un groupement) et 458 (opérations d'investissement sous mandat) qui doivent être pris en compte. Pour les communes et groupements de communes, les travaux en régie sont ajoutés au calcul.

Ratio 5 = Dette / population : capital restant dû au 31 décembre de l'exercice. Endettement d'une collectivité à compléter avec un ratio de capacité de désendettement (dette / épargne brute) et le taux d'endettement (ratio11).

Ratio 6 = DGF / population : recettes du compte 741 en mouvements réels, part de la contribution de l'État au fonctionnement de la collectivité.

Ratio 8bis = Coefficient de mobilisation du potentiel fiscal élargi (CMPF) = Recettes fiscales totales / potentiel fiscal : les recettes fiscales totales représentent la fiscalité directe encaissée sur le territoire communal c'est-à-dire « commune + groupement à fiscalité propre ». Ce ratio n'est pas calculé pour les communes appartenant à un SAN.

Les ratios 7 à 11 sont définis à la double page suivante (4.9).

Les ratios 1 à 6 sont exprimés en euros par habitant.

PRÉSENTATION

Les différentes collectivités locales sont présentées selon leurs principaux ratios financiers pour l'année 2009. Les 11 ratios financiers obligatoires pour les communes de plus de 10 000 habitants ont été repris pour les groupements à fiscalité propre.

●●● POUR EN SAVOIR PLUS

Publications relatives à l'exploitation des comptes administratifs sur le site de la DGCL : www.dgcl.interieur.gouv.fr rubrique « statistiques » « budgets locaux en chiffres ».

Principaux ratios financiers des communes par strate de population

(en €/hab. pour les ratios 1 à 6)

| Comptes de gestion 2009 | Ratio 1 | Ratio 2 | Ratio 3 | Ratio 4 | Ratio 5 | Ratio 6 | Ratio 7 | Ratio 8 | Ratio 8bis | Ratio 9 | Ratio 10 | Ratio 11 |
|--|------------|------------|--------------|------------|------------|------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| France métropole hors Paris | 932 | 436 | 1 122 | 333 | 899 | 242 | 52,2 % | 73,8 % | 99,2 % | 90,9 % | 29,6 % | 80,1 % |
| France métropole y c. Paris | 971 | 450 | 1 164 | 342 | 910 | 253 | 51,3 % | 69,3 % | 95,7 % | 90,9 % | 29,4 % | 78,1 % |
| Outre-Mer | 1 168 | 306 | 1 233 | 330 | 821 | 244 | 62,2 % | 81,8 % | 98,3 % | 101,0 % | 26,8 % | 66,6 % |
| France entière | 977 | 446 | 1 166 | 342 | 907 | 253 | 51,6 % | 69,5 % | 95,7 % | 91,2 % | 29,3 % | 77,8 % |
| Métropole | | | | | | | | | | | | |
| Moins de 3 500 hab. | 614 | 291 | 801 | 344 | 613 | 192 | 42,1 % | 60,3 % | 81,0 % | 85,4 % | 42,9 % | 76,6 % |
| De 3 500 à moins de 10 000 hab. | 898 | 435 | 1 094 | 330 | 896 | 219 | 52,1 % | 75,4 % | 99,0 % | 90,0 % | 30,2 % | 82,0 % |
| Moins de 10 000 hab. Plus de 10 000 hab. | 709 | 339 | 899 | 339 | 708 | 201 | 46,4 % | 64,9 % | 88,3 % | 87,3 % | 37,7 % | 78,8 % |
| hors Paris | 1 183 | 545 | 1 373 | 326 | 1 114 | 288 | 56,1 % | 87,3 % | 108,9 % | 93,6 % | 23,7 % | 81,1 % |

Source : DGCL à partir des données DGFIP

Hors gestion active de la dette.

(en €/hab. pour les ratios 1 à 6)

| Comptes de gestion 2009 | Ratio 1 | Ratio 2 | Ratio 3 | Ratio 4 | Ratio 5 | Ratio 6 | Ratio 7 | Ratio 8 | Ratio 8bis | Ratio 9 | Ratio 10 | Ratio 11 |
|-----------------------------------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|------------|---------|----------|----------|
| Métropole | | | | | | | | | | | | |
| Moins de 500 hab. | 574 | 232 | 769 | 380 | 480 | 197 | 33,1 % | 53,0 % | 73,8 % | 82,8 % | 49,5 % | 62,5 % |
| De 500 à moins de 2 000 hab. | 588 | 283 | 766 | 332 | 609 | 186 | 42,4 % | 60,5 % | 79,4 % | 85,7 % | 43,3 % | 79,5 % |
| De 2 000 à moins de 3 500 hab. | 697 | 354 | 895 | 337 | 729 | 199 | 47,4 % | 67,5 % | 87,7 % | 86,6 % | 37,7 % | 81,5 % |
| De 3 500 à moins de 5 000 hab. | 802 | 394 | 992 | 322 | 811 | 207 | 49,9 % | 72,0 % | 94,2 % | 89,0 % | 32,5 % | 81,7 % |
| De 5 000 à moins de 10 000 hab. | 947 | 456 | 1 145 | 334 | 940 | 225 | 53,1 % | 77,1 % | 101,2 % | 90,4 % | 29,1 % | 82,1 % |
| De 10 000 à moins de 20 000 hab. | 1 081 | 498 | 1 269 | 322 | 974 | 254 | 56,3 % | 88,3 % | 108,7 % | 92,3 % | 25,4 % | 76,7 % |
| De 20 000 à moins de 50 000 hab. | 1 208 | 558 | 1 396 | 320 | 1 057 | 296 | 57,3 % | 89,7 % | 107,1 % | 93,8 % | 22,9 % | 75,7 % |
| De 50 000 à moins de 100 000 hab. | 1 348 | 624 | 1 554 | 363 | 1 417 | 332 | 55,7 % | 84,8 % | 103,6 % | 94,1 % | 23,4 % | 91,2 % |
| Plus de 100 000 hab. hors Paris | 1 126 | 516 | 1 307 | 309 | 1 096 | 277 | 54,7 % | 82,3 % | 115,8 % | 94,0 % | 23,6 % | 83,9 % |

Source : DGCL à partir des données DGFIP

Hors gestion active de la dette.

Ratios financiers des groupements de communes à fiscalité propre

(en €/hab. pour les ratios 1 à 6)

| 2009 | Ratio 1 | Ratio 2 | Ratio 3 | Ratio 4 | Ratio 5 | Ratio 6 | Ratio 7 | Ratio 8 | Ratio 9 | Ratio 10 | Ratio 11 |
|--|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|----------|----------|
| Communautés urbaines | 766 | 431 | 929 | 230 | 757 | 224 | 24,5 % | 107,6 % | 89,7 % | 24,7 % | 81,5 % |
| Communautés d'agglomération | 530 | 317 | 607 | 112 | 323 | 150 | 17,4 % | 112,3 % | 91,0 % | 18,5 % | 53,2 % |
| Syndicats d'agglomération nouvelle (1) | 988 | 829 | 1 206 | 271 | 3 607 | 242 | 25,3 % | 114,2 % | 96,5 % | 22,5 % | 299,1 % |
| Communautés de communes à TPU | 362 | 210 | 424 | 89 | 140 | 88 | 19,1 % | 116,9 % | 88,4 % | 20,9 % | 33,0 % |
| Communautés de communes 4 taxes | 202 | 105 | 241 | 78 | 135 | 28 | 27,5 % | 106,7 % | 89,8 % | 32,3 % | 55,9 % |

Source : DGCL à partir des données DGFIP et des escomptes administratifs 2009

(1) Les valeurs élevées pour les SAN doivent être interprétées avec précaution étant donné le faible nombre de ces structures et leurs spécificités.

Hors gestion active de la dette.

4-9 Les ratios financiers obligatoires des départements et des régions

DÉFINITIONS

article L.2313-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT)

Les ratios 1 à 6 sont définis à la double page précédente (4,8).

Ratio 7 = Dépenses de personnel / DRF : mesure la charge de personnel de la collectivité, c'est un coefficient de rigidité car c'est la part de la dépense incompressible quelle que soit la population de la collectivité.

Ratio 8 = Coefficient de mobilisation du potentiel fiscal (CMPF) = Recettes fiscales / potentiel fiscal : mesure le niveau de pression fiscale exercée par la collectivité sur ses contribuables. C'est le rapport entre le produit fiscal effectif et le produit fiscal théorique.

Ratio 9 = Marge d'autofinancement courant (MAC) = (DRF + Remboursement de dette) / RRF : capacité de la collectivité à financer l'investissement une fois les charges obligatoires payées, les remboursements de dette sont calculés hors gestion active de la dette. Plus le ratio est faible, plus la capacité à financer l'investissement est élevée ; a contrario, un ratio supérieur à 100 % indique un recours nécessaire à l'emprunt pour financer l'investissement.

Ratio 10 = Dépenses d'équipement brut / RRF = taux d'équipement : effort d'équipement de la collectivité au regard de sa richesse. À relativiser sur une année donnée car les programmes d'équipement se jouent souvent sur plusieurs années.

Ratio 11 = Dette / RRF = taux d'endettement : mesure la charge de la dette d'une collectivité relativement à sa richesse.

Les ratios 7 à 11 sont exprimés en pourcentage.

PRÉSENTATION

Les différentes collectivités locales sont présentées selon leurs principaux ratios financiers pour l'année 2009. Les 11 ratios financiers obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus ont été repris pour les départements et les régions.

●●● POUR EN SAVOIR PLUS

Publications relatives à l'exploitation des comptes administratifs sur le site de la DGCL : www.dgcl.interieur.gouv.fr rubrique « statistiques » « budgets locaux en chiffres ».

Ratios financiers des départements par strate de population

(en €/hab. pour les ratios 1 à 6)

| 2009 | Ratio 1 | Ratio 2 | Ratio 3 | Ratio 4 | Ratio 5 | Ratio 6 | Ratio 7 | Ratio 8 | Ratio 8* | Ratio 9 | Ratio 10 | Ratio 11 |
|--------------------------------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|---------------|---------------|----------------|---------------|---------------|---------------|
| France métropole hors Paris | 780 | 354 | 882 | 134 | 425 | 187 | 21,1 % | 74,3 % | 103,2 % | 92,8 % | 15,2 % | 51,0 % |
| France métropole y c. Paris | 781 | 347 | 880 | 130 | 410 | 181 | 20,7 % | 69,7 % | 99,9 % | 92,9 % | 14,7 % | 49,3 % |
| Outre-Mer | 1 330 | 211 | 1 446 | 133 | 586 | 399 | 20,4 % | 85,6 % | 107,2 % | 96,2 % | 9,2 % | 40,5 % |
| France | 796 | 343 | 896 | 130 | 415 | 187 | 20,7 % | 69,9 % | 100,0 % | 93,1 % | 14,5 % | 48,9 % |
| Métropole Moins de 250 000 hab. | 940 | 360 | 1 063 | 178 | 596 | 276 | 24,7 % | 98,7 % | 134,2 % | 92,8 % | 16,7 % | 57,1 % |
| De 250 000 à moins de 500 000 hab. | 857 | 360 | 971 | 149 | 421 | 225 | 22,1 % | 91,0 % | 120,0 % | 93,2 % | 15,4 % | 47,4 % |
| De 500 000 à moins de 1 000 000 hab. | 752 | 326 | 852 | 125 | 445 | 190 | 20,5 % | 76,2 % | 103,1 % | 92,3 % | 14,6 % | 53,1 % |
| Plus de 1 000 000 hab. hors Paris | 787 | 362 | 883 | 129 | 399 | 173 | 20,4 % | 67,1 % | 95,9 % | 93,3 % | 14,6 % | 48,9 % |

Source : DGCL, Comptes administratifs 2009

Hors gestion active de la dette.

* Le ratio 8 a été recalculé comme étant le coefficient de mobilisation du potentiel fiscal direct : il représente le produit fiscal effectif des départements rapporté au produit qui prendrait en compte la moyenne des taux nationaux.

Cette définition complète le ratio 8, habituellement calculé, dont le potentiel fiscal tient compte de la part de la dotation forfaitaire 2009 correspondant à l'ancienne part salaire et de la moyenne sur 5 ans des produits perçus au titre des droits de mutation à titre onéreux.

Ratios financiers des régions

(en €/hab. pour les ratios 1 à 6)

| 2009 | Ratio 1 | Ratio 2 | Ratio 3 | Ratio 4 | Ratio 5 | Ratio 6 | Ratio 7 | Ratio 8 | Ratio 9 | Ratio 10 | Ratio 11 |
|-------------------------------------|------------|-----------|------------|------------|------------|-----------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Alsace | 259 | 75 | 327 | 52 | 379 | 102 | 13,4 % | 58,9 % | 86,4 % | 15,7 % | 115,8 % |
| Aquitaine | 210 | 85 | 313 | 55 | 89 | 83 | 18,7 % | 88,3 % | 71,7 % | 17,6 % | 28,4 % |
| Auvergne | 276 | 106 | 382 | 69 | 369 | 104 | 15,6 % | 107,4 % | 79,8 % | 18,2 % | 96,5 % |
| Bourgogne | 303 | 84 | 352 | 32 | 223 | 102 | 14,0 % | 83,9 % | 89,4 % | 9,0 % | 63,5 % |
| Bretagne | 202 | 67 | 295 | 38 | 109 | 79 | 17,7 % | 74,3 % | 72,2 % | 13,0 % | 37,1 % |
| Centre | 237 | 79 | 322 | 43 | 204 | 93 | 16,4 % | 75,7 % | 78,7 % | 13,2 % | 63,4 % |
| Champagne-Ardenne | 275 | 77 | 343 | 30 | 152 | 95 | 15,6 % | 71,9 % | 95,3 % | 8,9 % | 44,2 % |
| Corse | 1 320 | 10 | 1 743 | 389 | 1 055 | 115 | 11,8 % | 13,9 % | 77,1 % | 22,3 % | 60,5 % |
| Franche-Comté | 272 | 96 | 358 | 38 | 155 | 98 | 19,0 % | 87,6 % | 78,6 % | 10,5 % | 43,3 % |
| Languedoc-Roussillon | 225 | 91 | 323 | 66 | 190 | 88 | 17,3 % | 103,4 % | 72,6 % | 20,5 % | 58,9 % |
| Limousin | 371 | 90 | 445 | 45 | 303 | 155 | 18,3 % | 98,6 % | 91,8 % | 10,2 % | 68,0 % |
| Lorraine | 278 | 76 | 327 | 40 | 259 | 91 | 17,2 % | 71,2 % | 88,5 % | 12,3 % | 79,4 % |
| Midi-Pyrénées | 230 | 107 | 341 | 55 | 94 | 88 | 18,8 % | 114,5 % | 68,3 % | 16,0 % | 27,6 % |
| Nord-Pas-de-Calais | 279 | 102 | 357 | 58 | 372 | 92 | 19,6 % | 105,3 % | 86,6 % | 16,3 % | 104,3 % |
| Basse-Normandie | 261 | 103 | 344 | 26 | 158 | 79 | 17,0 % | 102,2 % | 77,9 % | 7,4 % | 46,0 % |
| Haute-Normandie | 255 | 106 | 359 | 72 | 120 | 81 | 20,0 % | 84,3 % | 73,2 % | 19,9 % | 33,3 % |
| Pays de la Loire | 207 | 69 | 288 | 33 | 253 | 74 | 15,2 % | 70,9 % | 95,2 % | 11,3 % | 87,7 % |
| Picardie | 333 | 83 | 369 | 42 | 243 | 114 | 14,7 % | 83,5 % | 93,4 % | 11,3 % | 65,9 % |
| Poitou-Charentes | 238 | 65 | 310 | 51 | 164 | 79 | 22,4 % | 70,3 % | 81,6 % | 16,4 % | 53,1 % |
| Provence-Alpes-Côte d'Azur | 242 | 81 | 312 | 51 | 253 | 83 | 16,0 % | 74,1 % | 80,8 % | 16,3 % | 81,3 % |
| Rhône-Alpes | 244 | 74 | 315 | 49 | 220 | 94 | 14,4 % | 60,1 % | 84,6 % | 15,5 % | 69,8 % |
| Métropole sauf Île-de-France | 256 | 84 | 337 | 50 | 221 | 90 | 16,7 % | 80,5 % | 81,8 % | 14,8 % | 65,6 % |
| Île-de-France | 211 | 56 | 288 | 59 | 268 | 63 | 14,6 % | 34,3 % | 79,3 % | 20,4 % | 93,0 % |
| Métropole | 247 | 78 | 328 | 52 | 230 | 85 | 16,4 % | 68,4 % | 81,4 % | 15,7 % | 70,0 % |
| Guadeloupe | 424 | 48 | 621 | 297 | 541 | 37 | 24,5 % | 76,8 % | 77,7 % | 47,9 % | 87,1 % |
| Guyane | 317 | 41 | 451 | 418 | 486 | 27 | 24,2 % | 79,7 % | 75,4 % | 92,7 % | 107,9 % |
| Martinique | 307 | 49 | 552 | 207 | 0 | 52 | 25,6 % | 77,3 % | 55,6 % | 37,4 % | 0,0 % |
| Réunion | 323 | 39 | 530 | 387 | 494 | 35 | 22,6 % | 68,6 % | 95,1 % | 72,9 % | 93,1 % |
| ROM | 342 | 44 | 546 | 330 | 393 | 39 | 23,9 % | 73,8 % | 79,9 % | 60,4 % | 72,0 % |
| France | 250 | 77 | 334 | 59 | 234 | 84 | 16,7 % | 68,5 % | 81,3 % | 17,8 % | 70,1 % |

Source : DGCL, Comptes administratifs 2009

Hors gestion active de la dette.

LES COLLECTIVITÉS LOCALES

EN CHIFFRES 2011

5

LA FISCALITÉ LOCALE



| | | |
|------------|---|----|
| 5-1 | Vue d'ensemble de la fiscalité locale | 74 |
| 5-2 | Évolution de la fiscalité directe locale | 76 |
| 5-3 | Les taux d'imposition des 3 taxes « ménages » | 78 |
| 5-4 | Évolution des produits votés des 3 taxes « ménages » | 80 |
| 5-5 | Taxe et redevance pour l'enlèvement des ordures ménagères | 82 |
| 5-6 | Les contributions de l'État à la fiscalité directe locale | 84 |

5-1

Vue d'ensemble de la fiscalité locale

DÉFINITION

► **Taxe d'habitation (TH)** : impôt direct perçu au profit de toutes les collectivités territoriales sauf les régions et les EPCI à TPU. Elle est due par l'occupant - au 1^{er} janvier de l'année d'imposition - d'un immeuble affecté à l'habitation, que ce soit à titre de résidence secondaire ou de résidence principale, et quelle que soit sa qualité : propriétaire ou locataire. La base brute de cette taxe est égale à la valeur locative cadastrale de l'immeuble occupé.

► **Taxe foncière sur les propriétés bâties (TFB)** : impôt direct perçu au profit de toutes les collectivités territoriales sauf les EPCI à TPU et jusqu'en 2008 le département 75. À partir de 2009, le département de Paris l'a à son tour instaurée. Cette taxe est due par le propriétaire d'immeuble au 1^{er} janvier de l'année d'imposition. La taxe est assise sur la valeur locative cadastrale de la propriété diminuée d'un abattement forfaitaire de 50 %.

► **Taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFNB)** : impôt direct perçu au profit de toutes les collectivités territoriales sauf les EPCI à TPU et le département 75. Elle est due par le propriétaire du terrain au 1^{er} janvier de l'année d'imposition. La taxe est assise sur la valeur locative cadastrale de la propriété diminuée d'un abattement forfaitaire de 20 %.

► **Taxe professionnelle (TP)** : impôt direct perçu au profit de toutes les collectivités territoriales sauf les communes rattachées à un EPCI à TPU ou mixte, les départements 75, 2A et 2B et la collectivité territoriale de Corse. Elle est due par toute personne physique ou morale qui exerce à titre habituel une activité professionnelle non salariée et non exonérée. La base d'imposition de la taxe professionnelle est constituée de la valeur cadastrale des locaux, la valeur locative des équipements et biens mobiliers et une fraction des recettes des professions libérales employant moins de 5 salariés. La fraction des salaires et rémunérations incluses dans la base d'imposition a été progressivement réduite de 1999 à 2002 par le biais d'un abattement, pour être définitivement supprimée à partir de 2003. La taxe professionnelle est supprimée en 2010.

► **Valeurs locatives cadastrales des propriétés bâties et non bâties** : elles constituent l'essentiel des bases brutes des taxes d'habitation et foncières, elles interviennent également pour 16 % dans la composition des bases brutes de la taxe professionnelle. À la date de la révision foncière (pour les propriétés bâties : 1970, pour les propriétés non bâties : 1961 en métropole et 1975 dans les DOM), elles correspondaient au loyer annuel théorique que devait produire chaque propriété aux conditions du marché. Pour tenir compte de l'inflation et de l'évolution générale des loyers, elles ont fait l'objet d'une actualisation par département en 1980 et après 1980, de revalorisations annuelles nationales.

PRÉSENTATION

En 2009, le produit de la fiscalité locale (hors taxes liées à l'urbanisme) s'établit à 110 Md€, soit 4,9 Md€ supplémentaires par rapport à 2008. Le rythme de progression (4,6 %) est un peu plus rapide que celui observé entre 2007 et 2008 (4,5 %). Sa principale composante, le produit voté des 4 taxes, a augmenté de 8,3 % soit presque le double de la hausse de 2008 qui était de 4,5 %. En raison de la crise, les collectivités territoriales, en particulier les départements, ont anticipé une chute de leurs autres ressources fiscales et ont donc pallié celle-ci en votant de fortes hausses de taux. Le produit voté des 4 taxes a augmenté de 11,4 % pour les départements, de 7,1 % pour le secteur communal et de 5,4 % pour les régions. La diminution de l'ensemble des « autres contributions », de 1,4 %, provient pour l'essentiel de celle des droits de mutation à titre onéreux. En raison de la forte chute des transactions immobilières, ceux-ci ont en effet continué à diminuer à un rythme beaucoup plus important qu'en 2008 : - 26 % en 2009 après - 7,3 % en 2008.

54,8 % du produit de fiscalité locale de 2009 (hors taxes liées à l'urbanisme), a été perçu par le secteur communal, 33,9 % par les départements et 11,3 % par les régions. Finalement, la hausse globale de 4,9 Md€ se répartit ainsi : 3,4 Md€ pour le secteur communal soit 5,9 % de plus qu'en 2008, 1,1 Md€ pour les départements soit 2,9 % de plus qu'en 2008 et 0,4 Md€ pour les régions soit 3,8 % de plus qu'en 2008.

Les taxes liées à l'urbanisme et recouvrées en 2008 ont continué à augmenter à un rythme très comparable à celui de 2007 : + 6,5 % contre + 6,7 %. Cette hausse est surtout due à celle de la taxe locale d'équipement perçue par les communes et à celle de la taxe départementale des espaces naturels sensibles.

●●● POUR EN SAVOIR PLUS

« *Le guide statistique de la fiscalité locale 2009, août 2010, Direction générale des collectivités locales, en ligne sur le site de la DGCL (www.dgcl.interieur.gouv.fr).*

Les définitions de toutes les taxes mentionnées sont disponibles dans le « Le guide des impôts locaux », 2007, Direction générale des collectivités locales, en ligne sur le site de la DGCL (www.dgcl.interieur.gouv.fr).

« *Taxes d'urbanisme – statistiques année 2008, mai 2010, Ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement durable et de la Mer.*

Impôts votés et taxes perçues par les collectivités locales en 2009

(en milliards d'euros)

| | Communes, groupements (y c. syndicats) | Départements | Régions | Total |
|--|--|--------------|--------------|---------------|
| Produits votés des 4 taxes | 43,84 | 22,19 | 5,13 | 71,16 |
| Taxe d'habitation | 11,07 | 5,47 | - | 16,54 |
| Taxe sur le foncier bâti | 13,67 | 6,84 | 1,86 | 22,37 |
| Taxe sur le foncier non bâti | 0,81 | 0,05 | 0,01 | 0,88 |
| Taxe professionnelle (y c. FDPTP*) | 18,29 | 9,82 | 3,25 | 31,37 |
| Autres contributions (hors taxes liées à l'urbanisme) | 16,43 | 15,12 | 7,27 | 38,82 |
| Taxe d'enlèvement des ordures ménagères | 5,39 | - | - | 5,39 |
| Droits de mutation à titre onéreux (DMTO) | 1,69 | 5,22 | - | 6,91 |
| Taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) | - | 5,78 | 3,86 | 9,65 |
| Versement destiné aux transports en commun | 5,95 | - | - | 5,95 |
| Taxe spéciale sur les conventions d'assurance | - | 3,13 | - | 3,13 |
| Taxe sur les cartes grises | - | - | 1,92 | 1,92 |
| Taxe sur l'électricité** | 0,99 | 0,57 | - | 1,56 |
| Impôts et taxes d'outre mer | 0,74 | 0,17 | 0,49 | 1,40 |
| Contribution au développement de l'apprentissage | - | - | 0,72 | 0,72 |
| Taxe sur les pylônes électriques | 0,19 | - | - | 0,19 |
| Taxes de séjour | 0,18 | 0,007 | - | 0,19 |
| Taxes sur les remontées mécaniques | 0,03 | 0,02 | - | 0,05 |
| Redevance des mines | 0,01 | 0,01 | - | 0,02 |
| Taxe sur les permis de conduire | - | - | 0,003 | 0,003 |
| Autres | 1,26 | 0,22 | 0,28 | 1,76 |
| Total taxes (hors taxes liées à l'urbanisme) | 60,28 | 37,31 | 12,39 | 109,97 |

Sources : DGFIP, DGCL

* voir définition du FDPTP dans 5-2.

** Ce montant peut être sous estimé au niveau des communes et groupements car il ne concerne plus seulement EDF. Même si EDF reste en France le principal concessionnaire du réseau de distribution d'énergie électrique, les statistiques sur la taxe prélevée par les autres concessionnaires ne sont pas forcément exhaustives. De plus, les données des syndicats ne sont pas incluses dans ce montant.

Valeurs indicatives des taxes liées à l'urbanisme recouvrées en 2008

(en millions d'euros)

| | Communes, groupements | Départements | Régions | Total |
|--|--------------------------|--------------|------------|--------------|
| Total des taxes liées à l'urbanisme | 599,9 | 320,7 | 3,3 | 923,9 |
| Taxe locale d'équipement | 537,7 | | | 537,7 |
| Taxe additionnelle à la taxe locale d'équipement en Île de France | 16,0 | | | 16,0 |
| Taxe spéciale d'équipement de la Savoie | | 3,1 | | 3,1 |
| Taxe départementale destinée au financement des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement | | 69,2 | | 69,2 |
| Taxe départementale des espaces naturels sensibles | | 248,4 | | 248,4 |
| Versement pour dépassement du plafond légal de densité | 46,2 | | | 46,2 |
| Participation pour non réalisation d'aires de stationnement | | | | 0,0 |
| Redevance pour création de bureaux ou de locaux de recherche en région Île de France | | | 3,3 | 3,3 |

Source : Direction générale de l'Aménagement, du Logement et de la Nature (MEEDDM)

Les données de 2009 ne seront disponibles qu'en mai 2011.

5-2 Évolution de la fiscalité directe locale

DÉFINITIONS

► Les **produits votés** sont des produits prévisionnels car ils sont calculés à partir des bases prévisionnelles notifiées aux collectivités et des taux votés.

► **TH, TFB, TFNB** voir définitions dans 5.1

► **Compensation relais de la taxe professionnelle** : Elle correspond à la somme que l'État verse en 2010 à chaque collectivité en compensation de la suppression de la taxe professionnelle. Ce versement est transitoire car il résulte de la mise en place de la réforme de la fiscalité locale en deux temps : dès 2010 pour les entreprises et 2011 pour les collectivités locales. En 2010, parallèlement à la suppression de la taxe professionnelle, toutes les entreprises sont soumises à la contribution économique (CET) et les entreprises de réseaux versent en plus une imposition forfaitaire (IFER). L'État perçoit le produit de ces impôts et verse aux collectivités locales une compensation relais se substituant à la taxe professionnelle en attendant 2011. Cette compensation est égale au plus élevé des deux montants suivants, soit le produit de la taxe professionnelle perçue en 2009, soit le produit des bases prévisionnelles de TP 2010 par le taux de TP 2009 dans la limite du taux de TP 2008 majoré de 1 %. Pour les communes et EPCI, s'ajoute à cette première composante de la CR, de loin la plus importante, un complément. Ils votent un taux de CFE dit taux relais. La différence entre ce taux de CFE et le taux de TP de 2009, multipliée par les bases de CFE constitue la seconde composante de leur compensation relais.

► **CET** : nouvel impôt créé en 2010 qui concerne toutes les entreprises. Il est composé de la cotisation foncière des entreprises (CFE) et de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE).

► **CFE** : cotisation foncière des entreprises. C'est un impôt destiné à partir de 2011 aux communes et aux groupements à fiscalité propre. Elle est assise sur les valeurs locatives des propriétés bâties et non bâties des entreprises.

► **CVAE** : cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises. C'est un impôt dont le produit sera partagé à partir de 2011 entre toutes les collectivités : 26,5 % pour le secteur communal, 48,5 % pour les départements et 25 % pour les régions.

► **IFER** : imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux. C'est un impôt qui taxe les grandes entreprises des réseaux d'énergie, de télécommunications et de transports. Il est perçu par l'État en 2010. À partir de 2011, son produit sera réparti entre les différentes collectivités selon les catégories d'installation.

PRÉSENTATION

En 2010, la taxe professionnelle est supprimée et les collectivités bénéficient de la compensation relais : celle-ci devrait atteindre 32,5 Md€ soit un montant supérieur de 3,7 % au produit voté de taxe professionnelle de 2009.

Les produits votés par les collectivités locales au titre des trois taxes « ménages » devraient s'élever à 41,7 milliards d'euros. En cinq ans, ces produits ont augmenté en euros courants de 24,3 % pour l'ensemble des collectivités : 29,6 % pour les départements, 22,1 % pour le secteur communal et 20,7 % pour les régions.

●●● POUR EN SAVOIR PLUS

« 2010, année de transition pour la fiscalité directe locale », Bis n° 77, Novembre 2010, en ligne sur le site de la DGCL (www.dgcl.interieur.gouv.fr).

« Le guide statistique de la fiscalité locale 2009 », août 2010, en ligne sur le site de la DGCL (www.dgcl.interieur.gouv.fr).

Produits votés des 3 taxes « ménages » de 2006 à 2010 - Métropole et DOM (en millions d'euros)

| | | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 |
|--|------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Communes (a) | ensemble des 3 taxes | 20 756 | 21 701 | 22 586 | 24 180 | 25 228 |
| | taxe d'habitation | 8 994 | 9 414 | 9 800 | 10 498 | 10 912 |
| | taxe sur le foncier bâti | 11 095 | 11 601 | 12 083 | 12 961 | 13 583 |
| | taxe sur le foncier non bâti | 667 | 686 | 703 | 721 | 733 |
| EPCI (b) | ensemble des 3 taxes | 911 | 919 | 974 | 1 179 | 1 249 |
| | taxe d'habitation | 371 | 376 | 399 | 485 | 509 |
| | taxe sur le foncier bâti | 464 | 464 | 494 | 606 | 649 |
| | taxe sur le foncier non bâti | 76 | 79 | 81 | 87 | 91 |
| Syndicats (c) | ensemble des 3 taxes | 168 | 181 | 184 | 193 | 190 |
| | taxe d'habitation | 77 | 83 | 85 | 88 | 88 |
| | taxe sur le foncier bâti | 86 | 93 | 94 | 100 | 97 |
| | taxe sur le foncier non bâti | 5 | 6 | 6 | 5 | 5 |
| Communes et groupements (a+b+c) | ensemble des 3 taxes | 21 836 | 22 801 | 23 744 | 25 552 | 26 666 |
| | taxe d'habitation | 9 442 | 9 873 | 10 283 | 11 071 | 11 508 |
| | taxe sur le foncier bâti | 11 646 | 12 157 | 12 671 | 13 667 | 14 329 |
| | taxe sur le foncier non bâti | 749 | 770 | 790 | 814 | 829 |
| Départements | ensemble des 3 taxes | 10 080 | 10 593 | 11 071 | 12 367 | 13 065 |
| | taxe d'habitation | 4 533 | 4 769 | 4 983 | 5 470 | 5 731 |
| | taxe sur le foncier bâti | 5 501 | 5 776 | 6 037 | 6 843 | 7 279 |
| | taxe sur le foncier non bâti | 45 | 48 | 50 | 54 | 55 |
| Régions | ensemble des 3 taxes | 1 601 | 1 697 | 1 778 | 1 871 | 1 932 |
| | taxe d'habitation | s.o. | s.o. | s.o. | s.o. | s.o. |
| | taxe sur le foncier bâti | 1 588 | 1 684 | 1 764 | 1 857 | 1 917 |
| | taxe sur le foncier non bâti | 13 | 13 | 14 | 14 | 15 |
| Ensemble des collectivités | ensemble des 3 taxes | 33 517 | 35 091 | 36 593 | 39 789 | 41 663 |
| | taxe d'habitation | 13 975 | 14 642 | 15 267 | 16 541 | 17 239 |
| | taxe sur le foncier bâti | 18 735 | 19 617 | 20 472 | 22 366 | 23 525 |
| | taxe sur le foncier non bâti | 807 | 831 | 854 | 882 | 899 |

Sources : DGCL, DGFIP

s.o. : sans objet

Produit voté de la taxe professionnelle de 2006 à 2009 et compensation relais en 2010 Métropole et DOM (en millions d'euros)

| | | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 |
|-----------------------------------|--------------------------------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Secteur communal | taxe professionnelle | 15 905 | 16 446 | 17 192 | 18 292 | |
| | taxe professionnelle hors PVA* | | 16 355 | 17 081 | 18 097 | |
| | compensation relais | | | | | 19 129 |
| | compensation relais hors PVA* | | | | | 18 933 |
| Départements | taxe professionnelle | 8 054 | 8 429 | 8 857 | 9 823 | |
| | taxe professionnelle hors PVA* | | 8 151 | 8 521 | 9 238 | |
| | compensation relais | | | | | 9 978 |
| | compensation relais hors PVA* | | | | | 9 395 |
| Régions | taxe professionnelle | 2 775 | 2 924 | 3 085 | 3 254 | |
| | taxe professionnelle hors PVA* | | 2 647 | 2 767 | 2 921 | |
| | compensation relais | | | | | 3 376 |
| | compensation relais hors PVA* | | | | | 3 043 |
| Ensemble des collectivités | taxe professionnelle | 26 734 | 27 799 | 29 134 | 31 369 | |
| | taxe professionnelle hors PVA* | | 27 153 | 28 370 | 30 256 | |
| | compensation relais | | | | | 32 482 |
| | compensation relais hors PVA* | | | | | 31 372 |

* Hors PVA depuis 2007 : après soustraction de la participation au coût du dégrèvement de la taxe professionnelle lié à son plafonnement en fonction de la valeur ajoutée. Cette participation est une valeur estimée.

Sources : DGCL, DGFIP

5-3 Les taux d'imposition des 3 taxes « ménages »

DÉFINITIONS

▸ **Taux moyen** : taux de prélèvement moyen calculé comme le rapport entre richesse prélevée et richesse imposable. Il est sensible à la variation des bases imposables. Son évolution retrace simplement la variation de la proportion de la matière imposable taxée.

▸ **Taux d'imposition moyen pour une taxe et un type de collectivité** : rapport de la somme des produits votés pour une taxe donnée par les collectivités d'un type donné sur la somme des bases prévisionnelles correspondantes. Ce rapport est donné à titre indicatif, pour permettre aux collectivités de se situer par rapport à la moyenne nationale.

▸ **Taux d'imposition moyen pour une taxe donnée et l'ensemble des collectivités** : rapport de la somme des produits votés pour une taxe donnée par l'ensemble des collectivités sur la somme des bases prévisionnelles **communales** correspondant à cette taxe.

▸ TH, TFB, TFNB, TP – cf 5.1.

▸ CFE – cf 5.2.

▸ Compensation relais – cf 5.2.

PRÉSENTATION

En 2010, les taux moyens votés des 3 taxes « ménages », toutes collectivités confondues, se présentent ainsi

- taxe foncière sur les propriétés non bâties : 49,79 %,
- taxe foncière sur les propriétés bâties : 32,22 %,
- taxe d'habitation : 22,76 %.

Sur la période 2006-2010, les taux moyens de chacune de ces 3 taxes, toutes collectivités confondues, ont augmenté ainsi

- taxe foncière sur les propriétés non bâties : + 2,50 points,
- taxe foncière sur les propriétés bâties : + 2,65 points,
- taxe d'habitation : + 0,38 point.

Parmi les collectivités territoriales, ce sont les départements qui ont procédé à la plus forte hausse de taux en points entre 2006 et 2010 pour la taxe foncière sur les propriétés non bâties et les communes pour les deux autres : taxe d'habitation et taxe foncière sur les propriétés bâties.

Pour l'exercice 2010, la compensation relais se substitue à la taxe professionnelle. Les régions et les départements n'ont pas de pouvoir de taux sur ce montant. Les communes et les EPCI en ont un relativement faible : ils votent un taux de CFE (cotisation foncière des entreprises) dit taux relais. Seul l'écart entre ce taux de CFE et le taux de TP de 2009 est multiplié par les bases prévisionnelles de CFE et constitue la seconde composante de la compensation relais. Cette deuxième composante représente 0,5 % de la compensation relais totale du secteur communal.

●●● POUR EN SAVOIR PLUS

« 2010, année de transition pour la fiscalité directe locale », Bis n° 77, Novembre 2010, en ligne sur le site de la DGCL (www.dgcl.interieur.gouv.fr).

« Le guide statistique de la fiscalité locale 2009 », août 2010, en ligne sur le site de la DGCL (www.dgcl.interieur.gouv.fr).

Taux d'imposition moyens votés des 4 taxes de 2006 à 2009 et des 3 taxes « ménages » en 2010 - Métropole et DOM (en %)

| | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 |
|--|--------------|--------------|--------------|--------------|-------------|
| Communes (hors FDPTP et bases écartées) | | | | | |
| taxe d'habitation | 13,69 | 13,79 | 13,87 | 14,20 | 14,41 |
| taxe sur le foncier bâti | 17,54 | 17,71 | 17,84 | 18,32 | 18,60 |
| taxe sur le foncier non bâti | 39,12 | 39,50 | 39,82 | 40,30 | 40,62 |
| taxe professionnelle | 12,37 | 12,46 | 12,61 | 13,00 | s.o. |
| Groupements à fiscalité propre (non compris les syndicats intercommunaux et hors FDPTP et bases écartées) | | | | | |
| taxe d'habitation | 2,27 | 2,17 | 2,24 | 2,21 | 2,24 |
| taxe sur le foncier bâti | 3,26 | 3,08 | 3,19 | 3,14 | 3,24 |
| taxe sur le foncier non bâti | 8,88 | 9,10 | 9,26 | 9,33 | 9,30 |
| taxe professionnelle hors TPU TPZ TPE | 2,70 | 2,76 | 2,84 | 2,95 | s.o. |
| TPU | 16,64 | 16,72 | 16,95 | 16,87 | s.o. |
| <i>dont TPU des SAN</i> | <i>20,75</i> | <i>21,23</i> | <i>21,18</i> | <i>21,50</i> | <i>s.o.</i> |
| <i>TPU des CA</i> | <i>17,17</i> | <i>17,25</i> | <i>17,26</i> | <i>17,25</i> | <i>s.o.</i> |
| TPZ | 9,71 | 10,25 | 10,25 | 10,35 | s.o. |
| TPE | s.o. | s.o. | 12,87 | 13,48 | s.o. |
| Communes et groupements (y compris les syndicats intercommunaux et hors FDPTP et bases écartées) | | | | | |
| taxe d'habitation | 14,35 | 14,46 | 14,55 | 14,98 | 15,20 |
| taxe sur le foncier bâti | 18,37 | 18,56 | 18,71 | 19,31 | 19,63 |
| taxe sur le foncier non bâti | 43,89 | 44,34 | 44,75 | 45,48 | 45,93 |
| taxe professionnelle | 15,64 | 15,74 | 15,87 | 16,13 | s.o. |
| <i>dont TPU</i> | <i>16,64</i> | <i>16,72</i> | <i>16,95</i> | <i>16,87</i> | <i>s.o.</i> |
| <i>TPZ</i> | <i>9,71</i> | <i>10,25</i> | <i>10,25</i> | <i>10,35</i> | <i>s.o.</i> |
| <i>TPE</i> | <i>s.o.</i> | <i>s.o.</i> | <i>12,87</i> | <i>13,48</i> | <i>s.o.</i> |
| Départements | | | | | |
| taxe d'habitation | 6,89 | 6,98 | 7,05 | 7,39 | 7,54 |
| taxe sur le foncier bâti | 9,76 | 9,88 | 9,99 | 9,82 | 10,14 |
| taxe sur le foncier non bâti | 23,17 | 23,38 | 23,76 | 24,93 | 25,41 |
| taxe professionnelle | 8,22 | 8,36 | 8,48 | 8,96 | s.o. |
| Régions | | | | | |
| taxe d'habitation | s.o. | s.o. | s.o. | s.o. | s.o. |
| taxe sur le foncier bâti | 2,54 | 2,61 | 2,64 | 2,66 | 2,67 |
| taxe sur le foncier non bâti | 6,21 | 6,29 | 6,42 | 6,48 | 6,48 |
| taxe professionnelle | 2,68 | 2,75 | 2,80 | 2,82 | s.o. |
| Ensemble des collectivités (y compris les syndicats intercommunaux et hors FDPTP et bases écartées) | | | | | |
| taxe d'habitation | 21,25 | 21,44 | 21,60 | 22,38 | 22,76 |
| foncier bâti | 29,58 | 29,95 | 30,23 | 31,61 | 32,22 |
| foncier non bâti | 47,30 | 47,84 | 48,39 | 49,31 | 49,79 |
| taxe professionnelle | 26,67 | 27,00 | 27,33 | 28,06 | s.o. |

Sources : DGCL, DGFIP

s.o. : sans objet

5-4 Évolution des produits votés des 3 taxes « ménages »

DÉFINITIONS

▶ **Effet base** : Évolution du produit liée à l'évolution des bases, c'est-à-dire évolution calculée à taux constants. Il est égal au rapport de la somme des produits des bases de l'année n par les taux de l'année n-1 sur la somme des produits des bases de l'année n-1 par les taux de l'année n-1. L'effet base tient compte des taux alors que l'évolution des bases (rapport de la somme des bases de l'année n sur la somme des bases de l'année n-1) est insensible aux taux appliqués sur ces bases.

▶ **Effet taux** : Évolution du produit liée à l'évolution des taux, c'est-à-dire évolution calculée à base constante. Il est égal au rapport de la somme des produits des bases de l'année n par les taux de l'année n sur la somme des produits des bases de l'année n-1 par les taux de l'année n-1.

▶ **Taxes « ménages »** : sont regroupées sous cette appellation la taxe d'habitation et les taxes foncières sur les propriétés bâties et non bâties.

▶ **Régime fiscal des groupements à fiscalité propre (EPCI)** : ces groupements peuvent bénéficier de l'un des 4 régimes principaux fiscaux suivants :

▶ **TPU** : les groupements à TPU sont les seuls du secteur « communes + groupements » à percevoir le produit de la taxe professionnelle et ils ne reçoivent pas de produit des taxes ménages.

▶ **Mixte** : les groupements à fiscalité mixte sont aussi les seuls du secteur « communes + groupements » à percevoir le produit de la taxe professionnelle mais à la différence des précédents, ils peuvent recevoir une part de fiscalité additionnelle sur les taxes « ménages ». Toutefois cette part reste faible au regard du produit perçu au titre des taxes « ménages » par les communes qui sont rattachées à ce groupement.

▶ **4 taxes** : les groupements ayant adopté ce régime fiscal peuvent percevoir des produits au titre des 4 taxes.

▶ **TPZ** : comme les groupements à régime fiscal 4 taxes, les groupements à TPZ peuvent percevoir des produits au titre des 4 taxes mais en plus ils peuvent percevoir une taxe professionnelle prélevée sur une zone d'activité économique (ZAE) précise.

▶ **TH, TFB, TFNB, TP** – cf 5.1.

PRÉSENTATION

Toute évolution du produit fiscal peut se décomposer en une part imputable à l'évolution des bases (effet base) et une autre imputable à l'évolution des taux (effet taux).

Entre 2009 et 2010, à nature juridique et fiscale identique, l'évolution du produit fiscal global voté des 3 taxes « ménages », toutes collectivités confondues, est de + 4,7 %. Cette hausse est due pour 2,9 % à l'augmentation des bases et pour 1,8 % à celle des taux.

Les groupements à fiscalité propre ont davantage accru leurs taxes « ménages » que les autres collectivités. Leur produit fiscal 3 taxes a augmenté de 7 % dont 3,7 % est imputable à la hausse des taux et 3,1 % à celle de leurs bases. Pour les autres collectivités, l'évolution du produit fiscal 3 taxes provient plus de l'effet base que de l'effet taux.

●●● POUR EN SAVOIR PLUS

Sur l'effet base et l'effet taux voir la note méthodologique de l'annexe 2 du guide de la fiscalité locale 2007 en ligne sur le site de la DGCL (www.dgcl.interieur.gouv.fr).

Évolution des produits votés des 3 taxes « ménages » de 2009 à 2010, effets base et taux - Métropole et DOM (en %)

| | taxe habitation | taxe foncier bâti | taxe foncier non bâti | ensemble des 3 taxes |
|------------------------------------|----------------------------------|----------------------|--------------------------|-------------------------|
| Type de collectivités* | Évolution du produit voté | | | |
| Communes isolées | 5,58 | 5,99 | 2,91 | 5,77 |
| Communes rattachées à un | | | | |
| - EPCI à TPU | 3,44 | 4,45 | 1,45 | 3,93 |
| - EPCI à TPU mixte | 4,00 | 4,51 | 1,66 | 4,22 |
| - EPCI à TA | 3,82 | 4,37 | 1,71 | 3,93 |
| - EPCI à TPZ | 3,69 | 4,73 | 1,74 | 4,05 |
| Ensemble des communes | 3,87 | 4,68 | 1,64 | 4,23 |
| EPCI à TPU Mixte | 7,86 | 10,87 | 4,80 | 9,35 |
| EPCI à TA | 6,05 | 6,49 | 3,92 | 6,04 |
| EPCI à TPZ | 5,12 | 6,06 | 3,98 | 5,50 |
| Ensemble des EPCI | 6,39 | 7,83 | 4,05 | 6,96 |
| Départements | 4,78 | 6,37 | 2,18 | 5,64 |
| Régions | s.o. | 3,26 | 0,87 | 3,24 |
| Ensemble des collectivités* | 4,25 | 5,18 | 1,91 | 4,72 |

| | Effet base | | | |
|------------------------------------|-------------------|-------------|-------------|-------------|
| Type de collectivités* | | | | |
| Communes isolées | 1,87 | 2,53 | 1,86 | 2,22 |
| Communes rattachées à un | | | | |
| - EPCI à TPU | 2,48 | 3,33 | 0,58 | 2,89 |
| - EPCI à TPU mixte | 2,50 | 3,03 | 0,97 | 2,75 |
| - EPCI à TA | 2,88 | 3,49 | 0,86 | 3,03 |
| - EPCI à TPZ | 2,57 | 3,65 | 1,02 | 3,00 |
| Ensemble des communes | 2,42 | 3,20 | 0,82 | 2,79 |
| EPCI à TPU Mixte | 2,79 | 3,35 | 1,54 | 3,05 |
| EPCI à TA | 3,48 | 4,04 | 1,72 | 3,57 |
| EPCI à TPZ | 2,44 | 3,42 | 1,32 | 2,84 |
| Ensemble des EPCI | 2,86 | 3,57 | 1,52 | 3,12 |
| Départements | 2,79 | 3,27 | 0,56 | 3,04 |
| Régions | s.o. | 3,18 | 0,77 | 3,16 |
| Ensemble des collectivités* | 2,56 | 3,23 | 0,87 | 2,90 |

| | Effet taux | | | |
|------------------------------------|-------------------|-------------|-------------|-------------|
| Type de collectivités* | | | | |
| Communes isolées | 3,64 | 3,38 | 1,03 | 3,47 |
| Communes rattachées à un | | | | |
| - EPCI à TPU | 0,94 | 1,08 | 0,86 | 1,01 |
| - EPCI à TPU mixte | 1,47 | 1,44 | 0,68 | 1,43 |
| - EPCI à TA | 0,91 | 0,85 | 0,84 | 0,88 |
| - EPCI à TPZ | 1,09 | 1,04 | 0,71 | 1,03 |
| Ensemble des communes | 1,41 | 1,43 | 0,82 | 1,40 |
| EPCI à TPU Mixte | 4,93 | 7,28 | 3,22 | 6,11 |
| EPCI à TA | 2,48 | 2,36 | 2,16 | 2,38 |
| EPCI à TPZ | 2,62 | 2,56 | 2,62 | 2,59 |
| Ensemble des EPCI | 3,44 | 4,11 | 2,49 | 3,72 |
| Départements | 1,94 | 3,00 | 1,61 | 2,52 |
| Régions | | 0,08 | 0,10 | 0,08 |
| Ensemble des collectivités* | 1,65 | 1,88 | 1,03 | 1,77 |

Source : DGCL à partir des états fiscaux 1253 et 1259 de la DGFIP

* à nature juridique et fiscale identique en 2009 et 2010 et non compris les communes et EPCI pour lesquels un taux et/ou une base sont non renseignés sur une des deux années.

s.o. : sans objet

5-5 Taxe et redevance pour l'enlèvement des ordures ménagères

DÉFINITIONS

► **Effet base** : Part de l'évolution du produit imputable à l'évolution des bases. (voir définition détaillée en 5.4).

► **Effet taux** : Part de l'évolution du produit imputable à l'évolution des taux (voir définition détaillée en 5.4).

► **Redevance d'enlèvement des ordures ménagères ou redevance générale (REOM)** : redevance facultative. Les collectivités peuvent substituer à la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM), la redevance. Elle est calculée en fonction de l'importance du service rendu pour l'enlèvement des ordures ménagères et le redevable est l'usager du service. Son instauration entraîne la suppression de la TEOM et de la redevance sur les campings. Ce mode de paiement a le mérite d'être proportionnel au service rendu et d'inciter les habitants à diminuer la quantité de déchets qu'ils produisent. Comme cette redevance ne représente aucun caractère fiscal, son recouvrement est assuré par la collectivité, qui devra éventuellement faire face à des impayés.

► **Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM)** : impôt direct facultatif, additionnel à la taxe foncière sur les propriétés bâties. Elle est due par tout propriétaire d'une propriété imposable à la taxe foncière sur les propriétés bâties dans une zone où les déchets sont collectés. La TEOM est établie au nom des propriétaires ou usufruitiers. Elle est dépourvue de tout lien avec la qualité d'occupant du local mais peut être répercutée par les propriétaires sur leurs locataires. Adossée à l'impôt sur le foncier bâti, la TEOM n'a pas de lien direct avec le coût réel du service ou le service rendu à l'usager.

► **Taux moyen de la TEOM** : rapport de la somme des produits de la TEOM votés sur la somme des bases prévisionnelles de la TEOM. Il est donné à titre indicatif pour permettre aux collectivités concernées par cette taxe de se situer par rapport à la moyenne nationale.

PRÉSENTATION

La législation offre aux communes et à leurs groupements le choix entre trois modes de financement du service d'élimination des déchets ménagers : la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM), la redevance d'enlèvement des ordures ménagères (REOM) ou le budget général.

En 2009, plus de 96 % des communes françaises ont prélevé directement ou par l'intermédiaire d'un groupement une taxe ou une redevance d'enlèvement des ordures ménagères pour un montant total de 5,94 Md€. Le produit de la TEOM s'est élevé à 5,4 Md€ (en augmentation d'environ 7,1 % par rapport à 2008), celui de la REOM à un peu plus de 0,54 Md€ (4,5 % de hausse).

Toutes strates de population confondues, 95 % de la population est assujettie à la taxe ou à la redevance, et dans chaque strate la part des habitants concernée par la TEOM ou la REOM est toujours supérieure à 93 %. La REOM concerne un peu plus d'un habitant sur dix.

L'évolution du produit par habitant est un peu plus importante pour la TEOM que pour la REOM : + 3,6 % en 2009 pour la TEOM contre + 2,4 % pour la REOM.

En 2010, 56 millions d'habitants sont assujettis à la TEOM et le produit de cette taxe atteint 5,68 Md€, en hausse de 5,4 % par rapport à 2009. À champ constant cette évolution provient pour l'essentiel de celle des bases : 3 % et dans une proportion moindre de celle des taux : 2,1 %.

Les groupements se sont progressivement substitués aux communes pour le traitement des ordures ménagères. La part de la TEOM perçue par les groupements à fiscalité propre est de 76,8 % en 2010, contre 75,3 % en 2009. Elle était égale à 30,4 % en 2001.

●●● POUR EN SAVOIR PLUS

« Le guide statistique de la fiscalité locale 2009 » - août 2010, en ligne sur le site de la DGCL (www.dgcl.interieur.gouv.fr).

Évolution du produit de la taxe et de la redevance d'enlèvement des ordures ménagères de 2006 à 2010

(en millions d'euros)

| | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 |
|-------------|-------|-------|-------|-------|-------|
| TEOM | 4 601 | 4 807 | 5 034 | 5 398 | 5 683 |
| REOM | 483 | 505 | 522 | 546 | n.d. |
| TEOM + REOM | 5 084 | 5 312 | 5 556 | 5 944 | n.d. |

Sources : DGCL, DGFIP
n.d.: non disponible

La TEOM en 2010 montants des bases, taux, produits

| France entière | 2010 |
|----------------|--------|
| Base (M€) | 61 965 |
| Taux moyen (%) | 9,17 |
| Produit (M€) | 5 683 |

Sources : DGCL, DGFIP

Évolution* de la TEOM de 2009 à 2010

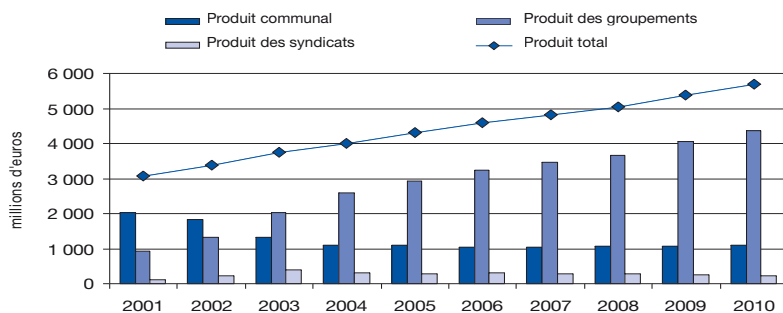
(en %)

| Évolution du produit | effet base | effet taux |
|----------------------|------------|------------|
| 5,22 | 3,04 | 2,12 |

* à champ constant

Sources : DGCL, DGFIP

Évolution des produits de TEOM



Sources : DGCL, DGFIP

Les communes qui prélèvent la TEOM ou la REOM en 2009 (directement ou via un groupement) Métropole et DOM

| Population des communes | TEOM | | | REOM | | |
|---------------------------|--|---|---------------------------------|--|---|---------------------------------|
| | Proportion de communes de la strate (en %) | Part dans la population de la strate (en %) | Produit par habitant (en euros) | Proportion de communes de la strate (en %) | Part dans la population de la strate (en %) | Produit par habitant (en euros) |
| moins de 500 hab. | 62 | 64 | 73 | 34 | 32 | 81 |
| de 500 à 2 000 hab. | 70 | 71 | 79 | 26 | 25 | 78 |
| de 2 000 à 3 500 hab. | 77 | 77 | 90 | 17 | 17 | 82 |
| de 3 500 à 5 000 hab. | 82 | 82 | 93 | 13 | 13 | 81 |
| de 5 000 à 10 000 hab. | 86 | 86 | 96 | 7 | 7 | 88 |
| de 10 000 à 20 000 hab. | 89 | 89 | 97 | 5 | 4 | 107 |
| de 20 000 à 50 000 hab. | 93 | 94 | 96 | 2 | 1 | 96 |
| de 50 000 à 100 000 hab. | 95 | 96 | 106 | - | - | - |
| de 100 000 à 300 000 hab. | 97 | 98 | 105 | 3 | 2 | 87 |
| plus de 300 000 hab. | 100 | 100 | 149 | - | - | - |
| Ensemble | 67 | 85 | 98 | 28 | 10 | 82 |

Sources : DGCL, DGFIP

L'ensemble des données ci-dessus a été ramené au niveau communal, que la taxe ou la redevance soit perçue au niveau communal ou au niveau intercommunal.

5-6 Les contributions de l'État à la fiscalité directe locale

DÉFINITIONS

▸ **Compensations** : allocations annuelles versées par l'État aux collectivités locales pour compenser des pertes de recettes fiscales entraînées par les exonérations et allègements de bases décidées par voie législative. Le mécanisme de compensation dépend donc de décisions nationales.

▸ **Contributions brutes de l'État** : somme des compensations et des dégrèvements législatifs.

▸ **Dégrèvements législatifs** : prise en charge par l'État de tout ou partie de la contribution due par les contribuables aux collectivités locales. L'État prend intégralement à sa charge le coût des dégrèvements et verse le produit correspondant aux collectivités locales. Les dégrèvements sont inclus dans les produits des quatre taxes votés par les collectivités locales.

▸ **Participation au coût du dégrèvement de la taxe professionnelle en fonction de la valeur ajoutée (PVA)** : c'est une atténuation de la prise en charge du dégrèvement par l'État. En effet, à partir de 2007, les collectivités locales doivent assurer une partie du coût du dégrèvement causée par l'augmentation des taux votés. Ce dégrèvement concerne les redevables de la taxe professionnelle, ils peuvent en effet bénéficier d'un plafonnement de leur cotisation à 3,5 % de la valeur ajoutée.

▸ **Part des recettes fiscales prises en charge par l'État** : pour une taxe donnée c'est le rapport de la somme des compensations et dégrèvements accordés au titre de cette taxe sur la somme des recettes fiscales des collectivités locales perçues au titre de cette taxe c'est-à-dire la somme des produits votés et des compensations à laquelle est retranchée la participation au coût du dégrèvement de la taxe professionnelle lié à son plafonnement en fonction de la valeur ajoutée s'il s'agit de la taxe professionnelle.

▸ **Quatre taxes** : cette expression désigne couramment la taxe d'habitation, les taxes foncières sur les propriétés bâties et non bâties et enfin la taxe professionnelle définies au 5.1.

PRÉSENTATION

Les contributions de l'État peuvent prendre deux formes : les dégrèvements et les allocations compensatrices. Ces contributions s'élèvent à 18,6 Md€ en 2009.

Sur ce montant, 14 Md€ sont des contributions au seul titre de la taxe professionnelle. Mais une partie du dégrèvement accordée aux entreprises et estimée pour 2009 à environ 1 110 millions d'euros, ne sera cependant plus prise en charge par l'État mais in fine par les collectivités elles-mêmes. En effet, depuis 2007, les collectivités locales sont mises à contribution au coût du dégrèvement de la taxe professionnelle en fonction de la valeur ajoutée pour la fraction des bases exonérées correspondant à l'augmentation des taux décidés par les collectivités.

La part des contributions de l'État représente environ un quart des recettes fiscales perçues par les collectivités locales au titre des « quatre taxes ».

●●● POUR EN SAVOIR PLUS

Sur la mise en place de la contribution des collectivités locales au coût du dégrèvement de la taxe professionnelle lié à son plafonnement en fonction de la valeur ajoutée voir « la fiscalité directe en 2007 : une hausse des taux limités », Bis n° 57, Novembre 2007, page 5, en ligne sur le site de la DGCL (www.dgcl.interieur.gouv.fr).

Compensations et dégrèvements législatifs

(en millions d'euros)

| | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 |
|---------------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Compensations | | | | | |
| Taxe d'habitation | 1 164 | 1 189 | 1 207 | 1 227 | 1 233 |
| Taxe sur le foncier bâti | 371 | 377 | 388 | 402 | 350 |
| Taxe sur le foncier non bâti | 332 | 492 | 491 | 446 | 404 |
| Taxe professionnelle | 1 894 | 1 804 | 1 698 | 1 390 | 1 119 |
| Total | 3 761 | 3 862 | 3 783 | 3 465 | 3 105 |
| Dégrèvements législatifs | | | | | |
| Taxe d'habitation | 2 774 | 2 918 | 3 013 | 3 048 | 3 148 |
| Taxes foncières | 503 | 563 | 574 | 730 | 672 |
| Taxe professionnelle | 7 257 | 8 877 | 9 159 | 11 929 | 13 641 |
| Total | 10 534 | 12 358 | 12 746 | 15 707 | 17 461 |
| Contributions brutes de l'État | | | | | |
| Taxe d'habitation | 3 938 | 4 107 | 4 220 | 4 275 | 4 380 |
| Taxes foncières | 1 206 | 1 432 | 1 453 | 1 578 | 1 426 |
| Taxe professionnelle | 9 151 | 10 681 | 10 857 | 13 319 | 14 760 |
| Total | 14 295 | 16 220 | 16 530 | 19 172 | 20 566 |

Sources : DGFIP, DGCL

Recettes hors PVA* au titre des 4 taxes

(en millions d'euros)

| | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 |
|----------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Taxe d'habitation | 14 391 | 15 164 | 15 849 | 16 494 | 17 773 |
| Taxes foncières | 19 276 | 20 411 | 21 327 | 22 174 | 24 002 |
| Taxe professionnelle | 26 962 | 28 538 | 28 851 | 29 759 | 31 374 |
| Total | 60 628 | 64 113 | 66 027 | 68 427 | 73 150 |

Sources : DGFIP, DGCL

* hors PVA : après soustraction de la participation des collectivités locales au coût du dégrèvement de la taxe professionnelle lié au plafonnement de celle-ci en fonction de la valeur ajoutée, mise en place à partir de 2007. Les données de 2007, 2008 et 2009 sont des estimations parce que la demande de dégrèvement des entreprises peut s'étaler sur plusieurs années.

Part des recettes hors PVA* prises en charge par l'État au titre des 4 taxes

(en %)

| | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 |
|----------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Taxe d'habitation | 27,4 | 27,1 | 26,6 | 25,9 | 24,6 |
| Taxes foncières | 6,3 | 7,0 | 6,8 | 7,1 | 5,9 |
| Taxe professionnelle | 33,9 | 37,4 | 35,4 | 42,2 | 43,5 |
| Total | 23,6 | 25,3 | 24,1 | 26,9 | 26,6 |

Sources : DGFIP, DGCL

* hors PVA : après soustraction de la participation des collectivités locales au coût du dégrèvement de la taxe professionnelle lié au plafonnement de celle-ci en fonction de la valeur ajoutée, mise en place à partir de 2007. Les données de 2007, 2008 et 2009 sont des estimations parce que la demande de dégrèvement des entreprises peut s'étaler sur plusieurs années.

LES COLLECTIVITÉS LOCALES

EN CHIFFRES 2011

6

LES CONCOURS FINANCIERS DE L'ÉTAT



| | | |
|------------|--|----|
| 6-1 | Vue d'ensemble des concours financiers de l'État aux collectivités locales | 88 |
| 6-2 | Les dotations et subventions de fonctionnement | 90 |
| 6-3 | Les autres concours financiers de l'État | 92 |

6-1 Vue d'ensemble des concours financiers de l'État aux collectivités locales

DÉFINITIONS

► **Les prélèvements sur recettes** correspondent à la rétrocession d'un montant déterminé des recettes de l'État au profit des collectivités territoriales afin de couvrir les charges qui leur incombent ou de compenser des exonérations, des réductions ou des plafonnements d'impôts. Ces crédits ne transitent pas en tant que tels par le budget de l'État.

D'un montant supérieur à 41,3 Md€ en 2011, la DGF est, en masse, le principal PSR bénéficiant aux collectivités locales.

► **Les crédits budgétaires** relèvent principalement de la mission Relations avec les collectivités territoriales (DETR – cf.6.3 –, subventions spécifiques...). Ils constituent soit des aides automatiques (par exemple la DGE des départements, qui correspond à un taux de concours sur les dépenses d'investissement réalisées par ces derniers) soit des aides décidées par les autorités de l'État.

► **Compensations** : allocations annuelles versées par l'État aux collectivités locales pour compenser des pertes de recettes fiscales entraînées par les exonérations et allègements de bases décidés par voie législative. Le mécanisme de compensation dépend donc de décisions nationales.

► **Dégrèvements législatifs** : prises en charge par l'État de tout ou partie de la contribution due par les contribuables aux collectivités locales. L'État prend intégralement à sa charge le coût des dégrèvements et verse le produit correspondant aux collectivités locales. Les dégrèvements sont inclus dans les produits des quatre taxes votées par les collectivités locales.

Les transferts de compétences opérés depuis 1984 ont donné lieu à un transfert concomitant de ressources équivalentes au profit des collectivités territoriales concernées.

Ces ressources prennent soit la forme de **fiscalité transférée** comme c'est le cas avec les fractions de taxe intérieure sur les produits pétroliers ou de taxe spéciale sur les contrats d'assurance transférées aux départements et aux régions en compensation des transferts de compétences depuis 2005, soit la forme de dotations spécifiques, la **dotation générale de décentralisation**, la **DGD formation professionnelle** destinée à l'origine au financement des fonds régionaux de l'apprentissage et de la formation professionnelle. Le périmètre de ces dotations peut évoluer avec le temps, ainsi 95 % de la DGD a été incluse dans la DGF en 2004.

PRÉSENTATION

Les transferts financiers de l'État aux collectivités territoriales représentent près de 99 milliards d'euros en 2011, un montant en progression de + 0,8 % par rapport à 2010 (le montant global 2010 étant retraité des effets de la réforme de la taxe professionnelle).

Il convient de noter que l'article 184 de la loi de finances pour 2011 remplace le terme « effort financier de l'État en faveur des collectivités territoriales » par le terme « transferts financiers de l'État aux collectivités territoriales », afin de mieux traduire la nature des relations financières entre l'État et les collectivités.

Les transferts financiers se composent de trois ensembles : les concours de l'État aux collectivités territoriales (60,1 Md€), les dégrèvements d'impôts locaux et les subventions spécifiques versées par les ministères (13,3 Md€), et la fiscalité transférée (25,4 Md€).

●●● POUR EN SAVOIR PLUS

Consulter l'espace dédié aux dotations sur le site de la DGCL :

www.dgcl.interieur.gouv.fr/sections/les_collectivites_te/finances_locales/recettes_des_collect/dotations

Les chapitres 6.2 et 6.3 présentent de manière détaillée les dotations et subventions de fonctionnement et les autres concours financiers de l'État : dotations et subventions d'équipement, financement des transferts de compétences et compensations d'exonérations et dégrèvements législatifs.

Les concours financiers de l'État aux collectivités locales (les montants 2011 intègrent les effets de la réforme de la taxe professionnelle) en millions d'euros (autorisations d'engagement)

| | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 |
|---|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Prélèvements sur recettes | | | | | |
| Dotation globale de fonctionnement (DGF) | 39 239 | 40 056 | 40 855 | 41 093 | 41 265 |
| Dotation spéciale instituteurs (DSI) | 88 | 53 | 37 | 28 | 26 |
| Dotation élu local | 62 | 63 | 65 | 65 | 65 |
| Dotation régionale d'équipement scolaire (DRES) et départementale d'équipement des collèges (DDEC) | 986 | 991 | 991 | 990 | 990 |
| Fonds de compensation de la TVA (FCTVA) | 4 711 | 5 192 | 5 855 | 6 228 | 6 040 |
| Prélèvement au titre des amendes forfaitaires de la police de la circulation et des radars automatiques | 680 | 650 | 600 | 640 | 0* |
| Reversement de taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) à la Corse | | 43 | 44 | 41 | 40 |
| Fonds de solidarité en faveur des collectivités territoriales victimes de catastrophes naturelles | | 20 | 10 | 15 | 0 |
| Fonds de compensation des baisses communales de DCTP | | 60 | 0 | 0 | 0 |
| Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion (FMDI) | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 |
| Compensations d'exonération | | | | | |
| Fonds de compensation de la suppression de la part salaires de la taxe professionnelle | 119 | 100 | 75 | 40 | 0 |
| Compensation des pertes de bases et redevances des mines | 164 | 164 | 164 | 184 | 35 |
| Compensation d'exonérations au titre de la TP des titulaires de bénéfices non commerciaux | | 362 | 308 | 282 | 172 |
| Compensation d'exonérations départementales et régionale de la taxe foncière relative au non bâti agricole (hors Corse) | | 261 | 222 | 203 | 0 |
| Dotation de compensation de la taxe professionnelle (DCTP hors RCE) | 986 | 730 | 595 | 545 | 364 |
| Réduction pour création d'établissement (RCE) | 78 | 52 | 44 | 41 | 0 |
| Autres compensations d'exonérations ajustées | | 1 404 | 1 852 | 2 073 | 1 835 |
| Dotation pour transferts de compensation d'exonération de fiscalité directe locale | | | | | 947 |
| Prélèvement sur les recettes au profit de la DGF | | | | 131 | 115 |
| | 47 613 | 50 701 | 52 217 | 53 099 | 52 394 |
| Prélèvement exceptionnel au titre du FCTVA | | | | 1 000 | |
| Compensation relais (réforme de la taxe professionnelle) | | | | 31 798 | |
| Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP) | | | | | 2 530 |
| Dotation de garantie des versements des fonds départementaux de taxe professionnelle | | | | | 419 |
| Mission Relations avec les collectivités territoriales | | | | | |
| Dotation globale d'équipement des communes et des départements (DGE) | 691 | 709 | 709 | 709 | ** |
| Dotation de développement rural (DDR) | 128 | 131 | 131 | 131 | ** |
| Dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR) | | | | | 615** |
| Dotation globale d'équipement des départements | | | | | 224 |
| Dotation générale de décentralisation | 1 093 | 1 433 | 1 433 | 1 505 | 1 504 |
| Dotation de développement urbain | | | 50 | 50 | 50 |
| Dotation pour les titres sécurisés | | | 9 | 19 | 19 |
| Fonds de soutien aux communes touchées par le redéploiement territorial des armées | | | 5 | 10 | 10 |
| Dotation régisseur de police municipale | | 0,5 | 0,5 | 0,5 | 0,5 |
| Subventions diverses | | 2 | 2 | 3 | 3 |
| | 1 912 | 2 276 | 2 339 | 2 428 | 2 426 |
| DGD formation professionnelle (mission travail et emploi) | 1 651 | 1 686 | 1 686 | 1 702 | 1 702 |
| Produit des amendes de police* | | | | | 657 |
| Total des concours de l'État aux collectivités | 51 176 | 54 662 | 56 242 | 57 229 | 60 128 |
| Autres crédits : | | | | | |
| Subventions diverses des autres ministères | 1 667 | 1 575 | 1 771 | 1 803 | 2 126 |
| Contrepartie de divers dégrèvements législatifs | 10 801 | 16 030 | 17 191 | 16 380 | 11 128 |
| Total des concours financiers de l'État hors fiscalité transférée | 63 644 | 72 267 | 75 204 | 75 412 | 73 382 |
| Total des transferts financiers de l'État aux collectivités territoriales*** | | | | 98 040 | 98 813 |

Source : loi de finances pour 2011

* ne fait plus l'objet d'un prélèvement sur recettes. Le produit des amendes de police est désormais intégré au compte d'affectation spéciale « contrôle de la circulation et du stationnement routiers »

** la DGE des communes et la DDR ont fusionné en une nouvelle dotation, la DETR

*** retraité des effets de la réforme de la taxe professionnelle pour le montant 2010

6-2 Les dotations et subventions de fonctionnement

DÉFINITIONS

► Dotation globale de fonctionnement (DGF) :

La dotation globale de fonctionnement, instituée par la loi du 3 janvier 1979, est un prélèvement sur recettes, distribué aux collectivités locales pour la première fois en 1979. Elle a succédé au versement représentatif de la taxe sur les salaires (VRTS) versé par l'État aux collectivités locales jusqu'en 1977, en remplacement de la taxe locale supprimée en 1968.

► La DGF des communes est composée d'une dotation forfaitaire et des composantes liées à la péréquation. La dotation forfaitaire comprend la dotation de base liée au nombre d'habitants, la dotation proportionnelle à la superficie, le complément de garantie mis en place en 2005 à l'occasion de la réforme de la dotation forfaitaire, la dotation pour les communes situées au cœur d'un parc national et enfin les montants correspondant à la compensation de la suppression de la part salaires de la taxe professionnelle et à la compensation des baisses de DCTP (dotation de compensation de la taxe professionnelle).

Les dotations de péréquation sont au nombre de trois :

- la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale destinée aux communes urbaines défavorisées ;
- la dotation de solidarité rurale destinée aux communes rurales défavorisées ou confrontées à des charges de centralité ;
- la dotation nationale de péréquation destinée à réduire les inégalités de ressources fiscales.

► La DGF des EPCI est composée d'une dotation d'intercommunalité et d'une dotation de compensation.

La dotation d'intercommunalité est attribuée en fonction du nombre d'habitants, de la nature juridique du groupement, de son potentiel fiscal et de son intégration fiscale. Elle comprend une part péréquation (70 % du total) et une dotation de base (30 %).

La dotation de compensation correspond à la compensation de la suppression de la part salaires de la TP et à la compensation des baisses de DCTP (dotation de compensation de la taxe professionnelle).

► La DGF des départements est composée d'une dotation forfaitaire, d'une dotation de compensation, et de deux dotations de péréquation.

La dotation forfaitaire comprend une dotation de base proportionnelle à la population, et un complément de garantie mis en place en 2005 à l'occasion de la réforme de la dotation forfaitaire.

La dotation de compensation retrace les ajustements financiers intervenus ces dernières années dans la relation État-départements (compensation de la suppression de la 1^{re} part de la DGE des départements, ...).

Les dotations de péréquation sont la dotation de péréquation urbaine destinée aux départements urbains, et la dotation de fonctionnement minimale attribuée aux départements ruraux.

► La DGF des régions a été créée en 2004 en regroupant certaines compensations fiscales (suppression de la compensation « part salaires » des bases de taxe professionnelle, ainsi que des parts régionales de droits de mutation à titre onéreux et de taxe d'habitation), 95 % de la dotation générale de décentralisation et l'ancien fonds de correction des déséquilibres régionaux. La DGF des régions est composée d'une dotation forfaitaire et d'une dotation de péréquation attribuée notamment en fonction du potentiel fiscal.

PRÉSENTATION

La dotation globale de fonctionnement (DGF) constitue une grande partie des subventions et dotations de fonctionnement. En 2011, dans un contexte de gel de l'enveloppe normée des concours financiers de l'État aux collectivités territoriales, la DGF n'est plus formellement indexée mais son montant progresse grâce à des redéploiements à l'intérieur de l'enveloppe et des abondements externes acquis par voie d'amendement parlementaire au cours des débats du projet de loi de finances pour 2011.

Au total, le montant de la DGF représente 41,392 Md€ (41,265 Md€ avant abondements) contre 41,221 Md€ en 2010. La DGF est répartie entre communes, groupements de communes, départements et régions. Les communes et groupements de communes perçoivent 57,2 % du total, soit 23,68 Md€. Les départements reçoivent 29,6 % du total, soit 12,25 Md€ et les régions 13,2 % du total, soit 5,45 Md€.

En 2011, comme les années précédentes, les dotations de péréquation sont indexées favorablement. Les dotations de péréquation communale progressent de 6,2 %, les dotations de péréquation départementale de 3 % et la dotation de péréquation régionale de 3,5 %.

●●● POUR EN SAVOIR PLUS

Consulter l'espace dédié aux dotations sur le site de la DGCL :

www.dgcl.interieur.gouv.fr/sections/les_collectivites_te/finances_locales/recettes_des_collect/dotations

Dotations et subventions de fonctionnement

en millions d'euros (montants votés en loi de finances initiale -LFI-)

| | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 |
|---|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| • Dotation globale de fonctionnement totale (hors abatements ponctuels) | 39 238 | 40 056 | 40 855 | 41 093 | 41 265 |
| • Dotation spéciale instituteurs | 88 | 52,5 | 38 | 28 | 26 |
| • Dotation élu local | 62 | 63 | 65 | 65 | 65 |
| Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 |
| Total (y compris abatements ponctuels de la DGF) | 39 889 | 40 672 | 41 458 | 41 686 | 41 971 |

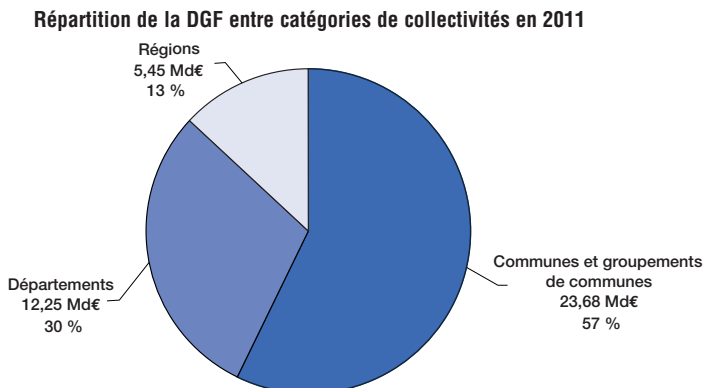
Source : DGCL, bureau des concours financiers de l'État

Répartition de la DGF 2011

| | DGF 2011 (en millions d'euros) | Évolution 2011/2010 (en %) |
|---|-----------------------------------|-------------------------------|
| Communes et groupements de communes à fiscalité propre | 23 681 | 0,43 |
| Dont dotation forfaitaire des communes | 13 620 | - 1,89 |
| Dotation de base | 6 707 | 0,50 |
| Dotation superficie | 224 | 0,00 |
| Dotation parc naturel | 3 | 0,45 |
| Complément de garantie | 4 993 | - 2,53 |
| Dotation de compensations des communes | 1 671 | - 9,17 |
| Dotation forfaitaire groupements touristiques | 21 | 0,20 |
| Dont dotation d'aménagement | 10 060 | 3,74 |
| Dotation d'intercommunalité | 2 590 | 1,92 |
| Dotation de compensation des EPCI | 4 551 | 3,27 |
| Dotation de solidarité urbaine | 1 310 | 6,24 |
| Dotation de solidarité rurale | 852 | 6,23 |
| Dotation nationale de péréquation | 756 | 6,19 |
| Départements | 12 254 | 0,54 |
| Dotation forfaitaire | 8 034 | 0,33 |
| Dotation de compensation | 2 836 | 0,00 |
| Dotation de péréquation urbaine | 557* | 0,40 |
| Dotation de fonctionnement minimale | 825* | 4,85 |
| Régions | 5 448 | 0,60 |
| Dotation forfaitaire | 5 265 | - 0,12 |
| Dotation de péréquation | 183 | 3,57 |

Source : DGCL, bureau des concours financiers de l'État

* ces montants intègrent le changement de catégorie de l'Oise qui sort de la catégorie des départements urbains



Source : DGCL, bureau des concours financiers de l'État

6-3 Les autres concours financiers de l'État

DÉFINITIONS

▶ La **dotación d'équipement des territoires ruraux (DETR)** a été créée par l'article 179 de la loi de finances pour 2011. Elle résulte de la fusion de la dotación globale d'équipement (DGE) des communes et de la dotación de développement rural (DDR). La DETR vise à subventionner les dépenses d'équipement des communes et groupements de communes à fiscalité propre, situés essentiellement en milieu rural. Les critères retenus sont fondés sur la population et la richesse fiscale des communes et EPCI à fiscalité propre.

▶ La **dotación globale d'équipement des départements** a été créée par l'article 103 de la loi du 2 mars 1982. Ce versement est effectué chaque année par l'État aux départements ainsi qu'à la région Ile-de-France qui bénéficie d'une dotación pour les lycées en agglomérations nouvelles.

▶ Le **Fonds de Compensation de la TVA (FCTVA)** assure aux collectivités locales, à leurs groupements et aux établissements publics locaux, la compensation, à un taux forfaitaire, de la TVA dont elles s'acquittent pour leurs dépenses d'investissement.

▶ **Compensations** : allocations annuelles versées par l'État aux collectivités locales pour compenser des pertes de recettes fiscales entraînées par les exonérations et allègements de bases décidées par voie législative. Le mécanisme de compensation dépend donc de décisions nationales.

▶ **Dégrèvements législatifs** : prises en charge par l'État de tout ou partie de la contribution due par les contribuables aux collectivités locales. L'État prend intégralement à sa charge le coût des dégrèvements et verse le produit correspondant aux collectivités locales. Les dégrèvements sont inclus dans les produits des quatre taxes votés par les collectivités locales.

PRÉSENTATION

En 2011 les dotations et subventions d'équipement votés en loi de finances initiale s'élèvent à 9,712 Md€¹ dont 6,040 Md€ pour le fond de compensation de la TVA. Les dotations finançant les transferts de compétences s'élèvent à 4,700 Md€². La réforme de l'architecture des concours financiers de l'État en 2004 a permis d'intégrer 95 % des montants de la dotación générale de décentralisation, attribuée en compensation des charges transférées lors de la première vague de décentralisation, dans la dotación globale de fonctionnement.

Les transferts de compétences relatifs à l'acte II de la décentralisation ont eux été principalement compensés à l'aide d'un transfert de fiscalité aux collectivités locales.

Enfin, le coût des divers dégrèvements législatifs s'élève à 11,1 Md€ en 2011.

(1) Périmètre retenu : DETR (fusion de la DGE des communes et de la DDR), DDU, DGE des départements, FCTVA, subventions diverses de fonctionnement et d'équipement.

(2) Périmètre retenu : DDEC, DRES, DGES, TIPP Corse, FMDI, DGD RCT, DGD formation professionnelle.

●●● POUR EN SAVOIR PLUS

Consulter l'espace dédié aux dotations sur le site de la DGCL :

www.dgcl.interieur.gouv.fr/sections/les_collectivites_te/finances_locales/recettes_des_collect/dotations

Chapitre 5.6 relatif aux contributions de l'État à la fiscalité directe locale.

Dotations et subventions d'équipement

(en millions d'euros - montants votés en loi de finances initiale)

| | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 |
|---|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Dotation globale d'équipement | 691 | 709 | 709 | 709 | 0 |
| Dotation de développement rural | 128 | 131 | 131 | 131 | 0 |
| Dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR) | | | | | 615 |
| Dotation globale d'équipement des départements | | | | | 224 |
| Fonds de compensation de la TVA | 4 711 | 5 192 | 5 855 | 6 228 | 6 040 |
| Produit des amendes forfaitaires de la circulation | 680 | 650 | 600 | 640 | 657* |
| Subventions de divers ministères** (investissement + fonctionnement) | 1 767 | 1 587 | 1 771 | 1 805 | 2 126 |
| Dotation de développement urbain | | | 50 | 50 | 50 |
| Fonds de solidarité en faveur des collectivités territoriales victimes de catastrophes naturelles | | 20 | 10 | 15 | 0 |
| Total | 7 977 | 8 289 | 9 126 | 9 578 | 9 712 |

Source : lois de finances

* Le produit des amendes de police est désormais intégré au compte d'affectation spéciale « contrôle de la circulation et du stationnement routiers ».

** Depuis 2006, la ventilation entre subventions de fonctionnement et subventions d'investissement n'est plus disponible.

Financement des transferts de compétences

(en millions d'euros - montants votés en loi de finances initiale)

| | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 |
|--|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Dotation générale de décentralisation | 1 093 | 1 156 | 1 156 | 1 228 | 1 228 |
| Dotation relative à la formation professionnelle | 1 651 | 1 686 | 1 686 | 1 702 | 1 702 |
| Dotation régionale d'équipement scolaire (DRES) et départementale d'équipement des collèges (DDEC) | 986 | 991 | 991 | 991 | 990 |
| Dotation générale de décentralisation Corse | 271 | 277 | 277 | 277 | 277 |
| Total | 4 002 | 4 110 | 4 110 | 4 197 | 4 197 |
| (pour mémoire : fiscalité transférée) | 17 252 | 21 045 | 20 359 | 19 747 | 21 786* |

Source : lois de finances

* nc la fiscalité transférée suite à la réforme de la taxe professionnelle

Compensations d'exonérations et de dégrèvements législatifs (les montants 2011 intègrent les effets de la réforme de la taxe professionnelle)

(en millions d'euros - montants votés en loi de finances initiale)

| | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 |
|---|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Fonds de compensation de la suppression de la part salaires de la taxe professionnelle | 119 | 100 | 75 | 40 | 0 |
| Compensation des pertes de bases et redevances des mines | 164 | 164 | 164 | 184 | 35 |
| Compensation d'exonérations au titre de la TP des titulaires de bénéficiaires non commerciaux | | 362 | 308 | 279 | 172 |
| Compensation d'exonérations départementales et régionale de la taxe foncière relative au non bâti agricole (hors Corse) | | 261 | 222 | 201 | 0 |
| Dotation de compensation de la taxe professionnelle (DCTP hors RCE) | 986 | 730 | 622 | 554 | 364 |
| Réduction pour création d'établissement (RCE) | 78 | 52 | 44 | 40 | 0 |
| Autres compensations d'exonérations ajustées | | 1 404 | 1 852 | 2 073 | 1 835 |
| Dotation pour transferts de compensation d'exonération de fiscalité directe locale | | | | | 947 |
| Compensations d'exonération | 1 347 | 3 073 | 3 287 | 3 371 | 3 353 |
| Contrepartie de divers dégrèvements législatifs | 10 801 | 16 030 | 17 191 | 16 380 | 11 128 |
| Total | 12 148 | 19 103 | 20 478 | 19 751 | 14 481 |

Source : loi de finances pour 2011

LES COLLECTIVITÉS **LOCALES**
EN CHIFFRES 2011

7

LES ÉLUS LOCAUX



7-1 Les élus locaux

DÉFINITIONS

Les données sont recueillies et traitées au Ministère de l'Intérieur par le Bureau des élections et des études politiques (Direction de la modernisation et de l'action territoriale).

► Mandats :

Il s'agit des mandats électifs détenus en fin décembre 2010. Ces mandats résultent des élections régionales de 2010, des élections des conseils généraux partiellement renouvelés en 2008 et des élections municipales de la même année, en tenant compte des élections partielles qui ont pu intervenir depuis.

► Catégories socioprofessionnelles :

Elles sont connues selon 65 postes pour la quasi-totalité des élus. Ces professions ont été reclassées selon la nomenclature des PCS de l'Insee, agrégée en 8 postes. Il subsiste un nombre important de déclarations « autres professions » qui ne peuvent être reclassées. Par ailleurs, la ventilation de la population est disponible pour les plus de 15 ans, donc au-delà de la population éligible, et comprend de plus un grand nombre de personnes en formation (« autres sans activité professionnelle »).

PRÉSENTATION

Les élections municipales de mars 2008 ont conduit au renouvellement de 40,3 % des maires. Ce taux était un peu plus important en 2001 : 43,3 %.

35 % des 519 417 conseillers municipaux élus au scrutin des 9 et 16 mars 2008 sont des femmes.

Parmi les maires élus à la suite des dernières élections municipales, 5 104 sont des femmes, soit 13,9 %. Ce taux de féminisation a progressé fortement : il n'était que de 10,9 % à la suite des élections de 2001, mais avait cependant commencé à augmenter à 11,9 % à la suite des élections partielles tenues de 2001 jusqu'à 2008. Le taux de féminisation est le plus important dans les communes de moins de 3 500 habitants, il baisse ensuite pour les communes de moins de 30 000 habitants, mais il tend à augmenter au-delà avec la taille de la commune.

Au lendemain de leur élection, l'âge moyen des maires est de 56 ans et 10 mois. Aussi la catégorie la plus importante chez les maires est-elle celle des retraités (32,4 %), les agriculteurs restant fortement représentés du fait du nombre des petites communes rurales. Les conseillers généraux et les conseillers régionaux font une large place aux cadres et professions intellectuelles supérieures, tandis qu'ouvriers et employés ne retrouvent pas le poids qu'ils ont dans la population.

●●● POUR EN SAVOIR PLUS

Ministère de l'Intérieur :

www.interieur.gouv.fr/sections/a_votre_service/elections/view

Observatoire de la parité : www.observatoire-parite.gouv.fr/travaux/publications.htm

Nombre d'élus locaux (Métropole et DOM)

(mandats au 31/12/2010)

| Mandats | Effectifs | taux de féminisation | Répartition par classe d'âge (en %) | | |
|-----------------------|-----------|----------------------|-------------------------------------|-----------------|----------------|
| | | | moins de 40 ans | 40 ans à 59 ans | 60 ans et plus |
| Conseillers régionaux | 1 880 | 48,3 % | 17,2 % | 62,4 % | 20,4 % |
| Conseillers généraux | 4 042 | 12,9 % | 2,8 % | 41,8 % | 55,4 % |
| Maires | 36 635 | 14,2 % | 2,7 % | 45,7 % | 51,6 % |

Source : Ministère de l'Intérieur, bureau des élections et des études politiques

Répartition des mandats de maire selon le sexe

(élections de 2008)

| Taille de la commune | Hommes | Femmes | Total | Part des femmes en % |
|--|---------------|--------------|---------------|----------------------|
| moins de 3 500 habitants | 29 058 | 4 829 | 33 887 | 14,3 |
| de 3 500 à moins de 9 000 habitants | 1 610 | 182 | 1 792 | 10,2 |
| de 9 000 à moins de 30 000 habitants | 725 | 64 | 789 | 8,1 |
| de 30 000 à moins de 100 000 habitants | 189 | 24 | 213 | 11,3 |
| 100 000 habitants et plus | 32 | 5 | 37 | 13,5 |
| Total | 31 614 | 5 104 | 36 718 | 13,9 |

Source : Ministère de l'Intérieur, bureau des élections et des études politiques

La catégorie socioprofessionnelle des élus locaux

(élections de 2008)

| Catégorie socioprofessionnelle | Conseillers municipaux | Maires | Conseillers généraux | Conseillers régionaux* | Population de 15 ans et plus en 2008** |
|---|------------------------|----------------|----------------------|------------------------|--|
| Agriculteurs exploitants | 11,1 % | 15,6 % | 5,3 % | 2,9 % | 0,9 % |
| Artisans, commerçants et chefs d'entreprises | 8,8 % | 8,0 % | 8,3 % | 6,4 % | 3,3 % |
| Cadres et professions intellectuelles supérieures | 11,9 % | 15,0 % | 31,4 % | 32,2 % | 8,7 % |
| Professions intermédiaires | 11,5 % | 11,0 % | 14,8 % | 25,6 % | 13,0 % |
| Employés | 20,6 % | 9,2 % | 5,4 % | 8,9 % | 16,5 % |
| Ouvriers | 4,8 % | 2,0 % | 0,7 % | 1,1 % | 13,1 % |
| Autres professions | 7,7 % | 4,7 % | 4,7 % | 7,6 % | |
| Retraités | 19,6 % | 32,4 % | 26,5 % | 9,9 % | 30,7 % |
| Autres sans activité professionnelle | 4,0 % | 2,0 % | 2,8 % | 5,4 % | 13,8 % |
| Total | 100,0 % | 100,0 % | 100,0 % | 100,0 % | 100,0 % |

* Élections 2010

** Enquête Emploi (Insee), résultats en moyenne annuelle en France métropolitaine

Source : Ministère de l'Intérieur, bureau des élections et des études politiques

LES COLLECTIVITÉS LOCALES

EN CHIFFRES 2011



LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE



| | | |
|------------|---|-----|
| 8-1 | La fonction publique territoriale au sein de la fonction publique | 100 |
| 8-2 | Les effectifs des collectivités locales au 31 décembre 2008 | 102 |
| 8-3 | Les effectifs des collectivités locales par catégorie et statut | 104 |
| 8-4 | Les effectifs des collectivités locales par filière | 106 |
| 8-5 | La dispersion géographique des effectifs de la fonction publique territoriale | 108 |
| 8-6 | Le nombre d'agents selon la taille de la collectivité | 110 |
| 8-7 | Les dépenses de personnel des collectivités locales | 112 |
| 8-8 | Les élections professionnelles dans la fonction publique territoriale | 114 |

8-1 La fonction publique territoriale au sein de la fonction publique

DÉFINITIONS

► Les 3 fonctions publiques :

La fonction publique en France comprend trois composantes (fonction publique d'État, territoriale et hospitalière). Dans le cadre d'un même statut général des fonctionnaires, chacune est régie par des dispositions particulières à caractère national.

Les emplois de la **fonction publique d'État (FPE)** se répartissent entre les administrations centrales de l'État et ses services déconcentrés.

La création de la **fonction publique territoriale (FPT)** (1984) a suivi les lois de décentralisation (1983) confiant aux collectivités locales la responsabilité de services d'intérêts locaux. La fonction publique territoriale regroupe l'ensemble des emplois des collectivités territoriales (la commune, le département, la région) et de leurs établissements publics.

La **fonction publique hospitalière (FPH)**, telle que la définit la loi du 9 janvier 1986 regroupe, à l'exception du personnel médical (médecins, biologistes, pharmaciens et orthodontistes), l'ensemble des emplois des établissements suivants :

- les établissements d'hospitalisation publics ;
- les maisons de retraite publiques ;
- les établissements publics ou à caractère public relevant des services départementaux de l'aide sociale à l'enfance ;
- les établissements publics pour mineurs ou adultes handicapés ou inadaptés ;
- les centres d'hébergement et de réadaptation sociale publics ou à caractère public.

► Emploi principal et secondaire :

Certaines personnes exercent deux (voire plusieurs) emplois dans la fonction publique. Il est fréquent qu'un agent d'une collectivité territoriale, en particulier, exerce une seconde activité dans une autre collectivité ou dans une autre fonction publique ou dans le secteur privé. L'un est l'emploi principal (en principe celui qui occupe l'essentiel du temps de la personne), l'autre, ou les autres, sont des emplois secondaires. Il s'agit le plus souvent de non-titulaires.

L'intitulé **Ministères et collectivités territoriales** dans le tableau des effectifs correspond à l'Administration de l'État (y compris la Défense) d'une part, et aux collectivités territoriales au sens strict : régions, départements (y compris préfecture de police de Paris) et communes d'autre part.

Établissements publics administratifs (EPA) : Le statut de recrutement des agents dans ces établissements est de droit public.

Sont notamment classés en EPA les universités, les établissements publics scientifiques et techniques, dont le personnel relève surtout de la FPE, les centres communaux d'action sociale, les organismes inter-communaux (FPH), les hôpitaux publics et les maisons de retraite publiques autonomes.

PRÉSENTATION

Fin 2008, la fonction publique territoriale (FPT) regroupe environ 35 % des emplois de la fonction publique. Celle-ci comprend la fonction publique d'État (FPE), la fonction publique territoriale (FPT) et la fonction publique hospitalière (FPH).

Entre 1998 et 2008, les effectifs de la FPT ont progressé à un rythme plus soutenu que dans les deux autres fonctions publiques (3,4 % contre - 0,1% pour la FPE et 1,8 % pour la FPH), notamment à cause des transferts d'effectifs de la fonction publique de l'État dans le cadre de la loi relative aux libertés et responsabilités locales de 2004.

●●● POUR EN SAVOIR PLUS

Rapport annuel sur l'état de la fonction publique pour l'année 2009-2010 : <http://www.fonction-publique.gouv.fr>

Effectifs des emplois principaux des trois fonctions publiques par statut au 31 décembre 2008

| | Ministères et collectivités territoriales | EPA à recrutement de droit public | Total |
|--------------------------------------|---|-----------------------------------|------------------|
| Titulaires | 1 583 921 | 90 601 | 1 674 522 |
| Non-titulaires | 139 074 | 207 249 | 346 323 |
| Ouvriers d'État | 44 397 | 1 844 | 46 241 |
| Militaires et volontaires militaires | 338 016 | 1 752 | 339 768 |
| Total FPE | 2 105 408 | 301 446 | 2 406 854 |
| Titulaires | 1 071 764 | 323 328 | 1 395 092 |
| Non-titulaires | 262 115 | 112 066 | 374 181 |
| Assistant(e)s maternel(le)s | 50 873 | 4 885 | 55 758 |
| Total FPT | 1 384 752 | 440 279 | 1 825 031 |
| Titulaires | | 789 399 | 789 399 |
| Non-titulaires | | 152 138 | 152 138 |
| Médecins | | 103 505 | 103 505 |
| Total FPH | | 1 045 042 | 1 045 042 |
| Titulaires | 2 655 685 | 1 203 328 | 3 859 013 |
| Non-titulaires | 401 189 | 471 453 | 872 642 |
| Ouvriers d'État | 44 397 | 1 844 | 46 241 |
| Assistant(e)s maternel(le)s | 50 873 | 4 885 | 55 758 |
| Médecins | 0 | 103 505 | 103 505 |
| Militaires et volontaires militaires | 338 016 | 1 752 | 339 768 |
| Total 3FP | 3 490 160 | 1 786 767 | 5 276 927 |

Évolution des effectifs des trois fonctions publiques entre 1998 et 2008

(en %)

| | Évolution en moyenne annuelle entre 1998 et 2008 | Évolution 2007-2008 |
|----------------------------------|--|---------------------|
| Fonction publique de l'État | - 0,1 | - 3,1 |
| Fonction publique territoriale | 3,4 | 3,9 |
| Fonction publique hospitalière | 1,8 | 1,0 |
| Trois fonctions publiques | 1,3 | 0,0 |

Sources : fichier de paie des agents de l'État (FGE), Insee ; enquête sur les effectifs des collectivités territoriales (Colter), Insee ; statistique annuelle des établissements de santé (SAE), Drees ; enquête SPE, DHOS. Traitement DGAFP, bureau des statistiques, des études et de l'évaluation.

Champ : **emplois principaux**, tous statuts (y c. les volontaires militaires et apprentis), hors emplois aidés.

FPE : métropole, DOM, COM et étranger.

FPT : métropole, DOM et St-Pierre-et-Miquelon.

FPH : métropole et DOM ; y compris internes et résidents, non-titulaires sur crédits de remplacement. Non compris les praticiens hospitalo-universitaires (recensés avec les effectifs de la FPE) et médecins libéraux.

Note : les adjoints de sécurité (Police nationale) sont intégrés à partir de 2002.

8-2 Les effectifs des collectivités locales au 31 décembre 2008

DÉFINITION

► Personnels TOS :

Ce sont les personnels techniciens, ouvriers et de service (TOS) relevant des compétences transférées par la loi du 13 août 2004 dans le cadre de l'accueil, de la restauration, de l'hébergement et de l'entretien général des collèges et des lycées.

PRÉSENTATION

Au 31 décembre 2008, un peu plus de 2 millions de personnes sont employées par les collectivités territoriales. Cet effectif, qui inclut les assistantes maternelles, les emplois aidés, les emplois jeunes, et les apprentis est en hausse de 3,2 % en 2008 après 4,6 % en 2007.

La loi du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale a favorisé l'essor de structures intercommunales. La loi relative aux libertés et responsabilités locales de 2004 (acte II de la décentralisation) transfère progressivement un certain nombre de personnels de l'État aux régions et aux départements. Il s'agit en particulier des personnels techniciens, ouvriers et de service (TOS) de l'éducation nationale ainsi que les personnels des directions départementales de l'équipement en charge du réseau routier transféré aux départements. Ces transferts sont opérés pour une grande partie sur les exercices 2007 et 2008.

La hausse des effectifs est donc importante dans les conseils régionaux (+ 35,6 %) et les conseils généraux (+ 14,3 %).

Les communes restent le premier employeur : elles emploient plus de 1,1 million de personnes. Il convient également de tenir compte dans la sphère communale des employés des intercommunalités (233 000 personnes) et des autres établissements publics (environ 144 000 emplois en sommant les autres établissements communaux et intercommunaux).

Les effectifs des organismes départementaux (384 000 personnes) et surtout des conseils régionaux (74 000) bien qu'en augmentation sensible du fait des transferts de compétence des personnels TOS, restent nettement inférieurs à ceux des organismes communaux.

●●● POUR EN SAVOIR PLUS

*Bis n° 75 « Évolution des effectifs dans les collectivités territoriales de fin 1998 à fin 2008 » - Août 2010 –
Direction générale des collectivités locales, disponible sur
le site : www.dgcl.interieur.gouv.fr, rubrique « statistiques ».*

*« L'emploi dans les collectivités locales au 31 décembre
2006, 2007, 2008 » Insee Résultats N°108 Société – avril
2010, disponible sur le site de l'Insee : www.insee.fr.*

Les effectifs des collectivités locales

| au 31 décembre | 2007 | 2008 | 2008/2007 |
|--|------------------|------------------|-----------------|
| 1 - Organismes communaux | 1 246 784 | 1 243 629 | - 0,3 % |
| Communes < 2 000 habitants | 178 087 | 178 673 | |
| Communes 2 000 - 3 500 habitants | 66 108 | 66 473 | |
| Communes 3 500 - 5 000 habitants | 54 917 | 55 065 | |
| Communes 5 000 - 10 000 habitants | 128 082 | 127 414 | |
| Communes 10 000 - 20 000 habitants | 146 210 | 145 190 | |
| Communes 20 000 - 50 000 habitants | 230 022 | 229 786 | |
| Communes 50 000 - 80 000 habitants | 91 692 | 89 451 | |
| Communes 80 000 - 100 000 habitants | 33 523 | 33 324 | |
| Communes > 100 000 habitants | 188 460 | 187 227 | |
| Total des communes | 1 117 101 | 1 112 603 | - 0,4 % |
| Établissements publics communaux | 129 683 | 131 026 | + 1,0 % |
| 2 - Organismes intercommunaux | 236 802 | 246 015 | + 3,9 % |
| Communautés urbaines | 32 534 | 34 060 | |
| Communautés d'agglomération | 54 362 | 56 417 | |
| Communautés de communes | 62 528 | 65 628 | |
| SAN | 2 206 | 2 249 | |
| SIVOM | 11 338 | 11 040 | |
| SIVU | 62 927 | 63 751 | |
| Total des EPCI | 225 895 | 233 145 | + 3,2 % |
| Établissements publics intercommunaux hors EPCI | 10 907 | 12 870 | + 18,0 % |
| 3 - Organismes départementaux | 346 876 | 383 739 | + 10,6 % |
| Départements | 246 569 | 281 717 | + 14,3 % |
| Établissements publics départementaux | 100 307 | 102 022 | + 1,7 % |
| 4 - Régions | 54 467 | 73 843 | + 35,6 % |
| 5 - Autres (*) | 72 975 | 72 636 | - 0,5 % |
| Total | 1 957 904 | 2 019 862 | + 3,2 % |

Strates construites avec les populations légales 2008 de l'Insee (entrées en vigueur au 1^{er} janvier 2011).

Source : Enquête sur les personnels des collectivités territoriales et des établissements publics locaux, Insee.

Champ : **emplois principaux et secondaires**, tous statuts y c. les emplois aidés, assistants maternels et apprentis.

(*) OPHLM, OPAC, associations syndicales autorisées, caisses de crédit municipal, EPIC.

Répartition des collectivités locales selon l'effectif au 31/12/2008

| | Nombre de collectivités | Effectifs concernés |
|-------------------------|-------------------------|---------------------|
| moins de 5 agents | 29 829 | 66 225 |
| de 5 à 9 agents | 11 324 | 74 129 |
| de 10 à 19 agents | 6 505 | 87 371 |
| de 20 à 49 agents | 4 865 | 151 570 |
| de 50 à 99 agents | 2 127 | 148 850 |
| de 100 à 349 agents | 1 902 | 341 872 |
| de 350 à 999 agents | 581 | 330 446 |
| de 1 000 agents et plus | 312 | 819 399 |
| Total | 57 445 | 2 019 862 |

Source : Enquête sur les personnels des collectivités territoriales et des établissements publics locaux, Insee

8-3 Les effectifs des collectivités locales par catégorie et statut

DÉFINITIONS

► Catégorie :

Les fonctionnaires sont repartis selon leur grade en 3 grandes catégories hiérarchiques, désignées, en ordre décroissant, par les lettres A, B, C.

- A : fonctions de direction et de conception
- B : fonctions d'application et de maîtrise
- C : fonctions d'exécution

► Emplois aidés : contrat d'accompagnement dans l'emploi (CAE), contrat d'avenir (CAV).

La loi n°2005-32 du 18 janvier 2005 de programmation pour la cohésion sociale a abrogé les dispositions relatives aux contrats emploi solidarité (CES) et aux contrats emploi consolidé (CEC) et a institué les contrats d'aide à l'emploi (CAE) et les contrats d'avenir (CAV).

PRÉSENTATION

Fin 2008, plus des trois-quarts des agents titulaires et plus de sept agents sur dix parmi les agents non titulaires de la fonction publique territoriale sont des agents de catégorie C. La catégorie A regroupe 12 % des agents non titulaires et 8 % des agents titulaires.

Tout statut confondu, c'est dans les groupements d'intérêt public (37 %), les associations syndicales autorisées (19,5 %) et les autres établissements publics locaux administratifs (19 %) que les agents de catégorie A sont les mieux représentés. Ensuite viennent les centres de gestion et le CNFPT (19,4 %), les communautés d'agglomération (17 %) et les conseils généraux (15,6 %).

Les deux tiers des non titulaires sont des femmes, tandis que le taux de féminisation des titulaires est de 58 %. Largement majoritaires, les femmes sont cependant moins présentes dans les organismes intercommunaux (52,6 % de femmes) et dans les autres organismes - OPHLM, OPAC, association syndicale, caisse de crédit municipal, EPIC - (47,7 % de femmes).

●●● POUR EN SAVOIR PLUS

Bis n° 75 « Évolution des effectifs dans les collectivités territoriales de fin 1998 à fin 2008 » - Août 2010 – Direction générale des collectivités locales, disponible sur le site : www.dgcl.interieur.gouv.fr, rubrique « statistiques ».

Bis n° 69 « Synthèse des résultats des bilans sociaux 2007-2008 » - Novembre 2009 – Direction générale des collectivités locales, disponible sur le site : www.dgcl.interieur.gouv.fr, rubrique « statistiques ».

« Les contrats aidés dans les collectivités territoriales au 31/12/2008 » - Décembre 2009 – Centre national de la fonction publique territoriale – Observatoire de l'emploi, des métiers et des compétences de la Fonction publique territoriale, disponible sur le site : www.observatoire.cnfpt.fr.

« Bilans sociaux – 6^e Synthèse nationale des rapports au comité technique paritaire sur l'état des collectivités territoriales au 31/12/2007 » – Direction générale des collectivités locales, disponible sur le site : www.dgcl.interieur.gouv.fr, rubrique « statistiques ».

Répartition par statut et catégorie hiérarchique au 31 décembre 2008

(en %)

| | Titulaires | | | Non Titulaires | | |
|-------------------------------|------------------------|-------------|-------------|------------------------|-------------|-------------|
| | Catégorie hiérarchique | | | Catégorie hiérarchique | | |
| | A | B | C | A | B | C |
| 1 - Organismes communaux | 6,0 | 10,3 | 83,6 | 8,1 | 13,1 | 78,8 |
| 2 - Organismes intercommunaux | 10,9 | 14,8 | 74,3 | 20,0 | 22,9 | 57,1 |
| 3 - Organismes départementaux | 12,8 | 24,7 | 62,5 | 21,2 | 24,7 | 54,1 |
| 4 - Organismes régionaux | 8,6 | 5,3 | 86,1 | 19,7 | 3,9 | 76,4 |
| 5 - Autres (*) | 9,1 | 12,0 | 78,9 | 12,0 | 16,1 | 71,9 |
| Total | 8,1 | 13,6 | 78,3 | 11,9 | 15,8 | 72,3 |

Répartition par statut et affectation - effectifs au 31 décembre 2008

| | Titulaires | Non titulaires | Assistant(e)s maternel(le)s | Emplois aidés | Apprentis | Total |
|-------------------------------|------------------|----------------|-----------------------------|---------------|--------------|------------------|
| 1 - Organismes communaux | 899 271 | 286 208 | 16 280 | 35 123 | 6 747 | 1 243 629 |
| 2 - Organismes intercommunaux | 171 601 | 65 507 | 1 203 | 6 696 | 1 008 | 246 015 |
| 3 - Organismes départementaux | 291 824 | 48 047 | 38 313 | 4 653 | 902 | 383 739 |
| 4 - Organismes régionaux | 58 841 | 13 479 | - | 1 317 | 206 | 73 843 |
| 5 - Autres (*) | 22 259 | 49 290 | - | 814 | 273 | 72 636 |
| Total | 1 443 796 | 462 531 | 55 796 | 48 603 | 9 136 | 2 019 862 |

Taux de féminisation au 31 décembre 2008

(en %)

| | Titulaires | Non titulaires | Assistant(e)s maternel(le)s | Emplois aidés | Apprentis | Total |
|-------------------------------|-------------|----------------|-----------------------------|---------------|-------------|-------------|
| 1 - Organismes communaux | 60,1 | 71,0 | 99,1 | 56,7 | 44,7 | 62,9 |
| 2 - Organismes intercommunaux | 48,8 | 61,9 | 97,7 | 52,4 | 52,2 | 52,6 |
| 3 - Organismes départementaux | 55,4 | 67,6 | 95,1 | 60,9 | 57,9 | 61,0 |
| 4 - Organismes régionaux | 58,4 | 61,3 | - | 73,8 | 48,1 | 59,1 |
| 5 - Autres (*) | 48,4 | 47,2 | - | 48,8 | 53,5 | 47,7 |
| Total | 57,5 | 66,5 | 96,3 | 56,9 | 47,2 | 60,6 |

Source : Enquête sur les personnels des collectivités territoriales et des établissements publics locaux, Insee

Champ : **emplois principaux et secondaires.**

(*) OPHLM, OPAC, associations syndicales autorisées, caisses de crédit municipal, EPIC

8-4 Les effectifs des collectivités locales par filière

DÉFINITIONS

► **Emplois aidés** : contrat d'accompagnement dans l'emploi (CAE), contrat d'avenir (CAV).

La loi n°2005-32 du 18 janvier 2005 de programmation pour la cohésion sociale a abrogé les dispositions relatives aux contrats emploi solidarité (CES) et aux contrats emploi consolidé (CEC) et a institué les contrats d'aide à l'emploi (CAE) et les contrats d'avenir (CAV).

► **Les notions de cadre d'emploi et de filière** : la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale la définit ainsi « *Un cadre d'emplois regroupe les fonctionnaires soumis au même statut particulier, titulaires d'un grade leur donnant vocation à occuper un ensemble d'emplois. Chaque titulaire d'un grade a vocation à occuper certains des emplois correspondant à ce grade. Le cadre d'emplois peut regrouper plusieurs grades* ».

La loi précise que les cadres d'emplois sont répartis en catégories hiérarchiques, désignées, en ordre décroissant, par les lettres A, B, C.

- A : fonctions de direction et de conception
- B : fonctions d'application et de maîtrise
- C : fonctions d'exécution

La loi dispose que chaque cadre d'emplois est régi par un statut particulier, établi par décret en Conseil d'État.

Le statut particulier définit, pour chaque cadre d'emploi, la hiérarchie des grades, le nombre d'échelons dans chaque grade, les règles d'avancement d'échelon et de promotion au grade supérieur. Il présente un caractère national. Il est donc commun aux fonctionnaires des communes, des départements, des régions et de leurs établissements publics. Ce statut précise aussi les fonctions que peuvent exercer les fonctionnaires du cadre d'emplois.

Par commodité, ces cadres d'emplois sont regroupés en « **filières** », qui désignent le secteur d'activité commun à plusieurs d'entre eux (filière sportive, culturelle par exemple).

PRÉSENTATION

Les filières technique et administrative constituent plus des deux tiers des emplois de la fonction publique territoriale. Loin derrière, viennent les filières sociale (9,1 %), d'animation (6 %) ou médico-sociale (4,4 %). Le poids de la filière technique s'est accru avec les transferts de personnels (loi LRL).

Des disparités existent suivant le type d'organisme, compte tenu de leurs responsabilités et compétences. Les conseils régionaux ont plus des trois-quarts de leurs effectifs dans la filière technique.

Mais les organismes départementaux se distinguent par leur forte part d'emplois dans les filières « incendie et secours », « sociale » et « médico-sociale ». Les organismes communaux et intercommunaux ont, toujours comparativement, une plus forte part d'emplois dans les filières d'animation et culturelle, sociale et médico-sociale.

En évolution moyenne annuelle entre 2004 et 2008, l'ensemble des effectifs croît de 4 %. La filière technique affiche une évolution moyenne de 5,3 % et 166 000 agents supplémentaires. C'est dans la filière « animation » que la croissance est la plus forte sur cette période, 6,4 % par an, soit 25 000 agents supplémentaires.

●●● POUR EN SAVOIR PLUS

Bis n° 78 « *Les agents sur emploi permanent dans les collectivités territoriales en 2009* » - Décembre 2010 – Direction générale des collectivités locales, disponible sur le site : www.dgcl.intérieur.gouv.fr, rubrique « statistiques ».

Bis n° 69 « *Synthèse des résultats des bilans sociaux 2007-2008* » - Novembre 2009 – Direction générale des collectivités locales, disponible sur le site : www.dgcl.intérieur.gouv.fr, rubrique « statistiques ».

Répartition des effectifs des titulaires et non titulaires par type de collectivité et filières au 31/12/2008

(en %)

| | 1 - Organismes communaux | 2 - Organismes intercommunaux | 3 - Organismes départementaux | 4 - Organismes régionaux | 5 - Autres (*) | Total |
|---------------------|--------------------------|-------------------------------|-------------------------------|--------------------------|----------------|--------------|
| Administrative | 20,5 | 23,3 | 27,0 | 20,2 | 38,0 | 22,7 |
| Technique | 48,3 | 48,9 | 33,6 | 78,2 | 54,4 | 47,1 |
| Culturelle | 4,5 | 7,8 | 1,9 | 0,5 | 0,7 | 4,1 |
| Sportive | 1,3 | 2,0 | 0,2 | 0,0 | 1,1 | 1,1 |
| Sociale | 9,5 | 7,3 | 12,7 | 0,0 | 0,6 | 9,1 |
| Médico-sociale | 4,3 | 3,0 | 7,7 | 0,0 | 0,0 | 4,4 |
| Médico-technique | 0,0 | 0,1 | 0,6 | 0,0 | 0,2 | 0,1 |
| Incendie et secours | 0,0 | 0,0 | 14,4 | 0,0 | 0,0 | 2,6 |
| Police | 1,6 | 0,2 | 0,5 | 0,0 | 0,0 | 1,1 |
| Animation | 8,5 | 5,1 | 0,4 | 0,0 | 1,0 | 6,0 |
| Autres | 0,8 | 1,5 | 0,5 | 0,8 | 1,2 | 0,8 |
| Non déterminée | 0,6 | 0,7 | 0,5 | 0,3 | 2,7 | 0,7 |
| Total | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |

Source : Enquête sur les personnels des collectivités territoriales et des établissements publics locaux, Insee

Champ : emplois principaux et secondaires des titulaires et non titulaires hors emplois aidés et emplois jeunes, assistants maternels et apprentis.

(*) OPHLM, OPAC, associations syndicales autorisées, caisses de crédit municipal, EPIC

Effectifs des agents titulaires et non titulaires par filière

| | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 |
|---------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| Administrative | 387 670 | 399 259 | 410 594 | 422 458 | 431 875 |
| Technique | 731 798 | 744 073 | 765 201 | 838 664 | 898 257 |
| Culturelle | 71 508 | 73 341 | 75 404 | 77 861 | 78 795 |
| Sportive | 20 037 | 20 578 | 20 850 | 21 285 | 21 520 |
| Sociale | 161 950 | 165 536 | 167 332 | 172 553 | 173 861 |
| Médico-sociale | 75 206 | 77 159 | 79 522 | 82 651 | 84 444 |
| Médico-technique | 3 494 | 3 488 | 3 558 | 2 491 | 2 472 |
| Incendie et secours | 46 253 | 47 248 | 47 732 | 47 919 | 49 236 |
| Police | 21 413 | 21 866 | 22 245 | 22 033 | 21 644 |
| Animation | 89 779 | 95 834 | 104 629 | 108 828 | 115 160 |
| Autres | 15 440 | 15 272 | 16 370 | 17 014 | 16 114 |
| Non déterminée | 6 875 | 7 164 | 11 013 | 12 878 | 12 948 |
| Total | 1 631 423 | 1 670 818 | 1 724 450 | 1 826 635 | 1 906 326 |

Source : Enquête sur les personnels des collectivités territoriales et des établissements publics locaux, Insee

Champ : emplois principaux et secondaires des titulaires et non titulaires hors emplois aidés et emplois jeunes, assistants maternels et apprentis.

8-5 La dispersion géographique des effectifs de la fonction publique territoriale

DÉFINITION

► Le taux d'administration est exprimé en nombre d'agents employés pour 1 000 habitants.

PRÉSENTATION

Les taux d'administration sont plus importants dans le sud et dans une certaine mesure, le sud-ouest et le centre ainsi que dans le nord de la France. De même, Paris et sa petite couronne sont bien pourvus. À l'inverse, d'autres zones ont des taux moindres comme la Bretagne et les Pays de la Loire, les départements de l'est, le bassin parisien ainsi que l'est et le sud du massif central.

Même s'il existe des différences, les effectifs de la fonction publique territoriale sont assez fortement corrélés à la population, aussi il apparaît logique de constater les plus forts effectifs dans les régions les plus peuplées.

●●● POUR EN SAVOIR PLUS

« Bilans sociaux – Fiches régions 2007 » – Direction générale des collectivités locales, disponible sur le site : www.dgcl.intérieur.gouv.fr, rubrique « statistiques ».

Effectifs des collectivités territoriales par région

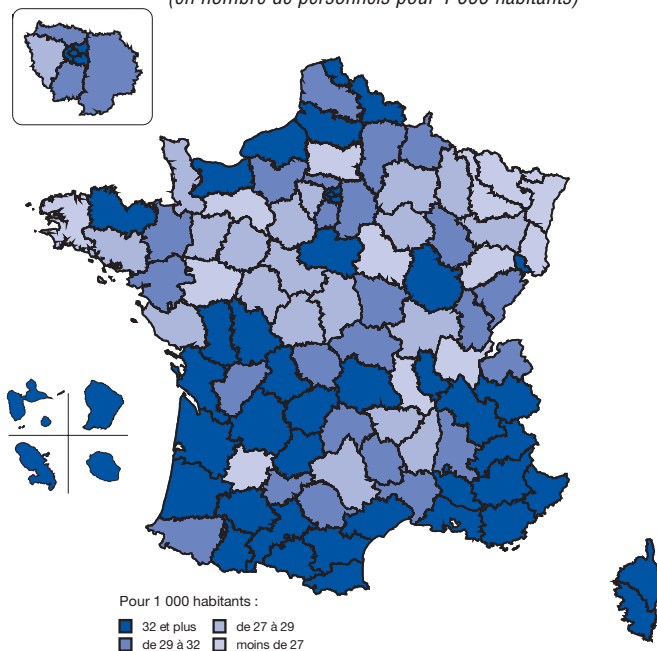
| | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 |
|-----------------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| Alsace | 36 767 | 37 825 | 38 403 | 39 508 | 42 217 | 43 409 |
| Aquitaine | 85 166 | 87 500 | 90 432 | 92 896 | 96 928 | 101 435 |
| Auvergne | 36 449 | 36 675 | 36 930 | 38 246 | 39 724 | 42 618 |
| Bourgogne | 42 552 | 43 260 | 43 961 | 44 954 | 47 898 | 49 936 |
| Bretagne | 74 474 | 76 515 | 78 026 | 80 709 | 85 823 | 89 613 |
| Centre | 64 143 | 65 271 | 66 355 | 68 409 | 69 893 | 73 529 |
| Champagne-Ardenne | 34 429 | 34 994 | 35 421 | 36 520 | 37 913 | 39 187 |
| Corse | 9 635 | 10 148 | 10 040 | 10 103 | 10 822 | 11 485 |
| Franche-comté | 29 174 | 29 559 | 29 682 | 30 592 | 32 274 | 34 030 |
| Île de France | 360 549 | 365 656 | 369 957 | 380 143 | 396 302 | 405 352 |
| Languedoc-Roussillon | 73 616 | 75 253 | 77 140 | 79 997 | 84 566 | 87 799 |
| Limousin | 20 963 | 21 335 | 21 965 | 22 517 | 23 130 | 24 889 |
| Lorraine | 53 705 | 53 849 | 54 202 | 56 021 | 57 292 | 57 282 |
| Midi-Pyrénées | 77 209 | 79 068 | 81 119 | 84 244 | 89 204 | 93 872 |
| Nord-Pas-de-Calais | 112 669 | 115 262 | 117 053 | 120 601 | 128 214 | 129 812 |
| Basse-Normandie | 37 899 | 38 493 | 38 817 | 39 782 | 41 408 | 44 000 |
| Haute-Normandie | 51 554 | 52 131 | 53 228 | 56 443 | 58 687 | 60 758 |
| Pays de la Loire | 80 727 | 82 004 | 83 579 | 86 870 | 91 937 | 94 848 |
| Picardie | 47 984 | 48 146 | 49 108 | 50 385 | 53 041 | 55 355 |
| Poitou-Charentes | 49 044 | 50 610 | 50 528 | 52 378 | 54 845 | 56 934 |
| Provence-Alpes-Côtes d'Azur | 148 566 | 151 811 | 153 150 | 158 750 | 166 009 | 169 737 |
| Rhône-Alpes | 150 467 | 153 173 | 156 505 | 161 272 | 172 636 | 178 222 |
| Métropole | 1 677 741 | 1 708 538 | 1 735 601 | 1 791 340 | 1 880 763 | 1 944 102 |
| Départements d'outre-mer | 69 917 | 68 690 | 69 355 | 72 679 | 77 141 | 75 760 |
| France | 1 747 658 | 1 777 228 | 1 804 956 | 1 864 019 | 1 957 904 | 2 019 862 |

Source : Enquête sur les personnels des collectivités territoriales et des établissements publics locaux, Insee

Champ : emplois principaux et secondaires, tous statuts y compris les emplois aidés, emplois jeunes, assistants maternels et apprentis.

Taux d'administration locale en 2008

(en nombre de personnels pour 1 000 habitants)



8-6 Le nombre d'agents selon la taille de la collectivité

DÉFINITION

► **Emplois aidés** : contrat d'accompagnement dans l'emploi (CAE), contrat d'avenir (CAV).

La loi n°2005-32 du 18 janvier 2005 de programmation pour la cohésion sociale a abrogé les dispositions relatives aux contrats emploi solidarité (CES) et aux contrats emploi consolidé (CEC) et a institué les contrats d'aide à l'emploi (CAE) et les contrats d'avenir (CAV).

PRÉSENTATION

La variété dans la taille des communes s'accompagne d'une variété tout aussi grande dans les conditions d'emploi des agents de la FPT. Les communes de moins de 500 habitants qui représentent plus de la moitié des communes, emploient en moyenne 3 agents. De manière assez compréhensible, le nombre d'employés est croissant en fonction de la taille de la structure. Ainsi dans les grandes communes, les effectifs peuvent s'élever à plusieurs centaines ou plusieurs milliers d'agents. On compte en moyenne 18 agents communaux pour 1000 habitants, allant de 11 agents pour 1 000 habitants, pour les communes de 500 à 2000 habitants à 25 agents pour 1 000 habitants pour la tranche des communes des 50 000 à 100 000 habitants.

●●● POUR EN SAVOIR PLUS

Bis n° 78 « Les agents sur emploi permanent dans les collectivités territoriales en 2009 » Décembre 2010 – Direction générale des collectivités locales, disponible sur le site : www.dgcl.interieur.gouv.fr, rubrique « statistiques ».

« L'emploi dans les collectivités locales au 31 décembre 2006, 2007, 2008 » Insee Résultats N°108 Société – avril 2010, disponible sur le site de l'Insee : www.insee.fr.

Effectif moyen des agents employés par les organismes communaux au 31/12/2008

| Strate démographique de la commune * | Nombre de collectivités | | Effectifs moyens par collectivité | | Effectifs pour 1 000 hab. | |
|--------------------------------------|-------------------------|--------------|-----------------------------------|-----------|---------------------------|------------|
| | communes | autres** | communes | autres** | communes | autres** |
| Moins de 500 hab. | 20 899 | 2 013 | 3 | 4 | 13,8 | 1,7 |
| De 500 à 1 999 hab. | 11 012 | 3 314 | 11 | 3 | 10,9 | 1,0 |
| De 2 000 à 3 499 hab. | 1 977 | 1 212 | 34 | 7 | 12,9 | 1,6 |
| De 3 500 à 4 499 hab. | 876 | 739 | 63 | 9 | 15,1 | 1,8 |
| De 5 000 à 9 999 hab. | 999 | 1 075 | 128 | 14 | 18,5 | 2,1 |
| De 10 000 à 19 999 hab. | 492 | 643 | 295 | 33 | 21,2 | 3,1 |
| De 20 000 à 49 999 hab. | 321 | 519 | 716 | 60 | 23,5 | 3,2 |
| De 50 000 à 99 999 hab. | 74 | 135 | 1 659 | 129 | 25,2 | 3,6 |
| De 100 000 à 299 999 hab. | 32 | 69 | 2 874 | 226 | 18,7 | 3,2 |
| Plus de 300 000 hab. | 5 | 33 | 19 050 | 178 | 23,3 | 1,4 |
| Ensemble organismes communaux | 36 687 | 9 752 | 30 | 14 | 18,1 | 2,3 |

* Populations légales 2008 de l'Insee (entrées en vigueur au 1^{er} janvier 2011)

** Centres communaux d'action sociale (CCAS), Caisses des écoles (CDE), autres établissements publics locaux administratifs (EPL)

Source : Enquête sur les personnels des collectivités territoriales et des établissements publics locaux, Insee

Champ : emplois principaux et secondaires, tous statuts y c. les emplois aidés, emplois jeunes, assistants maternels et apprentis.

Effectif moyen des agents employés par les organismes départementaux de métropole au 31/12/2008

| Strate démographique du département * | Nombre de collectivités | | Effectifs moyens par collectivité | | Effectifs pour 1 000 hab. | |
|--|-------------------------|------------|-----------------------------------|------------|---------------------------|------------|
| | conseils généraux | autres** | conseils généraux | autres** | conseils généraux | autres** |
| Moins de 250 000 hab. | 20 | 64 | 1 115 | 87 | 6,4 | 1,6 |
| De 250 000 à moins de 500 000 hab. | 26 | 112 | 1 856 | 121 | 5,3 | 1,5 |
| De 500 000 à moins de 1 000 000 hab. | 30 | 139 | 2 842 | 195 | 4,4 | 1,4 |
| Plus de 1 000 000 hab. hors Paris | 19 | 112 | 5 676 | 330 | 4,2 | 1,4 |
| Ensemble des départements métropolitains hors Paris | 95 | 427 | 2 776 | 195 | 4,6 | 1,4 |

* Populations légales 2008 de l'Insee (entrées en vigueur au 1^{er} janvier 2011)

** Établissements publics administratifs, services départementaux d'incendie, centres de gestions et CNFPT.

Source : Enquête sur les personnels des collectivités territoriales et des établissements publics locaux, Insee

Champ : emplois principaux et secondaires, tous statuts y c. les emplois aidés, emplois jeunes, assistants maternels et apprentis.

8-7 Les dépenses de personnel des collectivités locales

DÉFINITIONS

► Dépenses de personnel :

Dépenses de la ligne budgétaire 012. La ligne budgétaire 012 appartient aux chapitres globalisés, les dépenses de personnel s'entendent donc au sens large et comprennent les charges de personnel correspondant au compte 64, c'est-à-dire les rémunérations, les charges de sécurité sociale et de prévoyance, les autres charges sociales (prestations directes, médecine du travail, ...) ou enfin les autres charges de personnel comme celles relatives à la cessation progressive d'activité. Les charges de personnel incluent également les impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations à destination de l'administration des impôts (compte 631) ou des autres organismes (compte 633), et également les charges de personnel extérieur au service (rattachement administratif, ...).

► Personnels TOS :

Personnels techniques, ouvriers et de service (TOS) relevant des compétences transférées par la loi du 13 août 2004 dans le cadre de l'accueil, de la restauration, de l'hébergement et de l'entretien général des collèges et des lycées.

PRÉSENTATION

Les dépenses de personnel des collectivités territoriales et de leurs groupements à fiscalité propre s'élèvent à 52 Md€ en 2010. Elles progressent plus modérément avec l'achèvement des transferts. Ceux-ci ont été concentrés sur la période 2006-2008, avec, en particulier, le transfert des personnels techniques, ouvriers et de service (TOS) de l'Éducation nationale et des agents de l'Équipement en charge de l'entretien des routes nationales transférées aux départements.

En 2010, les communes ont dépensé 32,8 Md€, les départements 10,9 Md€, les groupements à fiscalité propre près de 5,5 Md€ et enfin les régions, dont les effectifs sont les plus faibles, près de 2,8 Md€.

Suivant le type de collectivité, la dynamique de croissance des dépenses de personnel reste différenciée en 2010. En effet, si pour les départements et les communes, les dépenses de personnel progressent de moins de 3 %, pour les groupements, elles augmentent de plus de 12 %. Elles témoignent ainsi de la montée en charge de l'intercommunalité au sein du secteur communal observée depuis le début des années 2000.

●●● POUR EN SAVOIR PLUS

Bis n°76 « Les budgets primitifs des collectivités locales en 2010 » - Septembre 2010 – Direction générales des collectivités locales, disponible sur le site :

www.dgcl.interieur.gouv.fr rubrique « statistiques ».

Rapport de l'observatoire des finances locales, « Les finances des collectivités locales en 2010 », annexe 4, disponible sur le site : www.dgcl.interieur.gouv.fr, rubrique « statistiques ».

Dépenses de personnel

(en milliards d'euros)

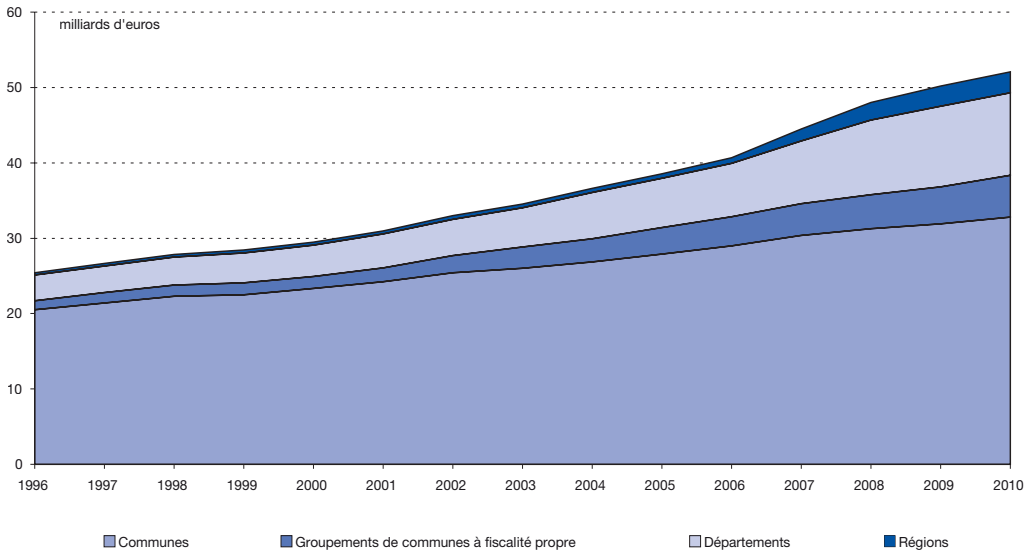
| | 2006 | 2007 | 2008 | 2009* | 2010** |
|---------------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| - Régions | 0,78 | 1,60 | 2,35 | 2,68 | 2,80 |
| - Départements | 7,07 | 8,33 | 9,93 | 10,67 | 10,94 |
| - Communes | 28,99 | 30,38 | 31,25 | 31,92 | 32,79 |
| Ensemble collectivités territoriales | 36,84 | 40,31 | 43,52 | 45,26 | 46,53 |
| Groupements à fiscalité propre | 3,85 | 4,20 | 4,51 | 4,90 | 5,55 |
| Ensemble collectivités locales | 40,69 | 44,51 | 48,04 | 50,21 | 52,08 |

* Premiers résultats DGFIP

** Estimations à partir des budgets primitifs 2009 et 2010

Sources : DGFIP, DGCL

Les dépenses de personnel des collectivités locales de 1996 à 2010



Sources : DGFIP, DGCL

8-8 Les élections professionnelles dans la fonction publique territoriale

DÉFINITIONS

► Commission administrative paritaire (CAP)

Une commission administrative paritaire est instituée pour chaque corps de fonctionnaires soumis au même statut particulier et ayant vocation au même grade. Elle comprend autant de membres représentant l'administration que de représentants du personnel. Les représentants titulaires et suppléants du personnel sont élus au scrutin de liste à deux tours avec représentation proportionnelle, à la plus forte moyenne. Ces commissions sont saisies de questions d'ordre individuel relatives à la carrière des agents.

En pratique dans la fonction publique territoriale, il existe une commission administrative paritaire par cadre d'emplois et par centre de gestion (cf. ci-après) et une par cadre d'emplois et par collectivité de plus de 350 agents non affiliée à un centre de gestion.

► Les centres de gestion

Établissements publics à caractère administratif, les centres de gestion sont gérés par des élus des collectivités. Ils sont départementaux à l'exception de la région parisienne où deux centres interdépartementaux gèrent l'un la petite couronne (Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne), l'autre la grande couronne (Val d'Oise, Essonne, Yvelines). Les centres de gestion ont pour mission la gestion du personnel territorial et regroupent obligatoirement les collectivités et leurs établissements employant moins de 350 agents et, de façon facultative, toute autre collectivité qui le souhaite.

PRÉSENTATION

Les dernières élections professionnelles dans la fonction publique territoriale ont eu lieu les 6 novembre (1^{er} tour) et 11 décembre 2008. Sur 1 281 102 inscrits pour l'élection des commissions administratives paritaires, 780 078 agents ont voté, soit un taux de participation de 60,9 % en baisse significative par rapport aux dernières élections professionnelles de 2001. La CGT a recueilli 32,8 % des suffrages, soit un gain de 1,2 point par rapport aux dernières élections et reste la première organisation syndicale dans la FPT. La CFDT a recueilli 21,6 % des voix, contre 26,3 % en 2001. Le syndicat FO arrive en troisième position avec 18,6 % des suffrages exprimés. Ces trois organisations regroupent donc 73 % des suffrages exprimés, toutes les autres listes ont recueilli moins de 10 %.

●●● POUR EN SAVOIR PLUS

Circulaire du 20 juin 2008 relative aux élections du personnel aux commissions administratives paritaires, comités techniques paritaires et comités d'hygiène et de sécurité des collectivités territoriales et de leurs établissements publics. Disponible sur le site : www.dgcl.interieur.gouv.fr, rubrique « fonction publique territoriale ».

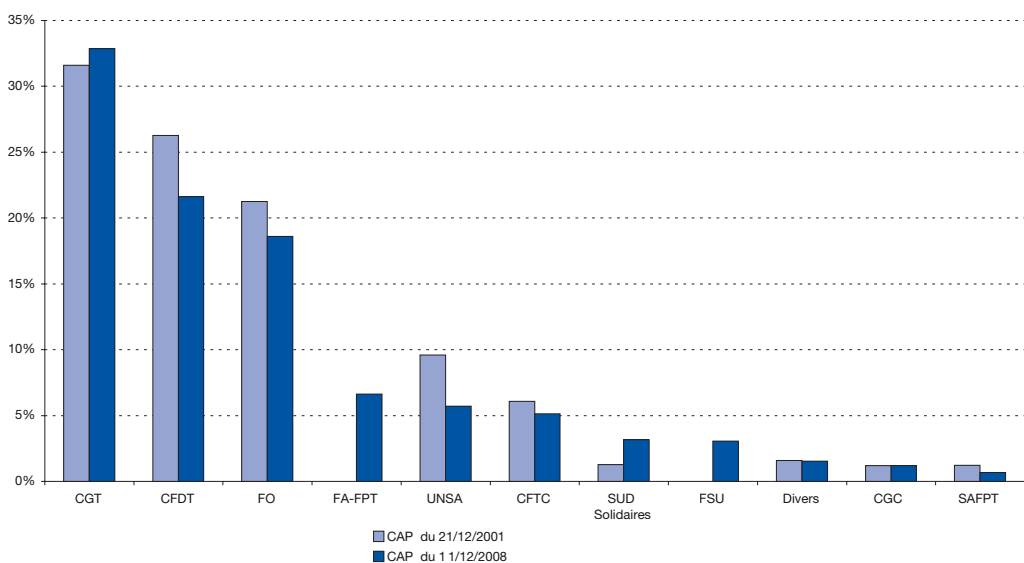
Résultats des élections professionnelles dans la fonction publique territoriale

| | CAP du 21/12/2001 | | CAP du 11/12/2008 | |
|--------------------|--------------------|------|--------------------|------|
| | Suffrages exprimés | % | Suffrages exprimés | % |
| Inscrits | 940 929 | | 1 281 102 | |
| Votants | 622 435 | 66,2 | 780 078 | 60,9 |
| Suffrages exprimés | 587 802 | | 745 903 | |
| CFDT | 154 386 | 26,3 | 161 123 | 21,6 |
| CFTC | 35 690 | 6,1 | 38 179 | 5,1 |
| CGC | 6 960 | 1,2 | 8 758 | 1,2 |
| CGT | 185 671 | 31,6 | 244 963 | 32,8 |
| FA-FPT* | - | | 49 363 | 6,6 |
| FO | 124 874 | 21,2 | 138 682 | 18,6 |
| FSU | - | | 22 715 | 3,0 |
| SAFPT | 7 143 | 1,2 | 4 983 | 0,7 |
| SUD Solidaires* | 7 467 | 1,3 | 23 429 | 3,1 |
| UNSA* | 56 402 | 9,6 | 42 407 | 5,7 |
| Divers | 9 209 | 1,6 | 11 302 | 1,5 |

Source : DGCL

(* en 2001, FA-FPT et UNSA étaient réunies)

Résultats aux élections professionnelles dans la fonction publique territoriale



Source : DGCL

LES COLLECTIVITÉS LOCALES

EN CHIFFRES 2011

9

ÉLÉMENTS DE CONTEXTE



| | | |
|------------|---------------------------|-----|
| 9-1 | Le contexte européen | 118 |
| 9-2 | Le contexte régional | 122 |
| 9-3 | Le contexte départemental | 126 |

9-1a Le contexte européen : données économiques, territoriales et démographiques

DÉFINITION

► Le PIB (produit intérieur brut)

Le PIB (produit intérieur brut) et le PIB par habitant sont des indicateurs de la production d'un pays ou d'une région en termes d'activité économique totale. Il reflète la valeur totale de tous les biens et services produits, diminué de la valeur des biens et services utilisés dans la consommation intermédiaire pour leur production. En exprimant le PIB en SPA (standards de pouvoir d'achat), on élimine les différences de niveaux de prix entre les pays, permettant des comparaisons significatives du PIB en volume entre les pays. Le PIB n'équivaut pas au revenu dont disposent en définitive les ménages d'une région.

L'indice de volume du PIB par habitant en standards de pouvoir d'achat (SPA) est exprimé par rapport à la moyenne de l'Union européenne (EU-27) fixée à 100. Il est à noter que l'indice, calculé à partir des chiffres en SPA et exprimé par rapport à EU27 = 100, est destiné aux comparaisons internationales plutôt qu'aux comparaisons temporelles.

► Le SPA (standard de pouvoir d'achat)

Le SPA (standard de pouvoir d'achat) est une monnaie artificielle faisant apparaître les écarts entre les niveaux de prix nationaux. Cette unité permet des comparaisons en volume significatives des indicateurs économiques entre les pays. Les agrégats exprimés en SPA sont calculés en divisant les agrégats à prix courants et en monnaie nationale par les parités de pouvoir d'achat (PPA) respectives.

► Nomenclature des unités territoriales statistiques (NUTS)

La NUTS 2006 fournit une ventilation uniforme et cohérente des unités territoriales pour la production des statistiques régionales de l'UE. La NUTS, qui privilégie les découpages institutionnels et les unités régionales à caractère général est une classification à trois niveaux.

Sans tenir compte des communes, la structure administrative des États membres repose en général sur deux niveaux principaux (Länder et Kreise en Allemagne, régions et départements en France, Comunidades autonomas et provincias en Espagne, regioni et province en Italie, etc.).

À un niveau plus détaillé, on trouve les districts et les communes. Il s'agit des « unités administratives locales » (UAL). Deux niveaux d'unités administratives locales ont été définis. Le niveau UAL supérieur, est défini pour la majorité des pays, mais pas pour tous. Le deuxième niveau UAL (autrefois NUTS niveau 5) consiste en environ 120 000 communes ou unités équivalentes dans les 27 États Membres de l'UE (situation 2009).

PRÉSENTATION

Le PIB par habitant est supérieur en France de 8 % à la moyenne européenne, correction faite des différences de niveaux de prix. La France occupe le 11^e rang en Europe, un peu devant l'Italie et l'Espagne tandis que les pays nouvellement adhérents se situent à des niveaux sensiblement en deçà de la moyenne des 27.

Parmi les régions européennes (sur 271) où le PIB par habitant dépasse la moyenne européenne de plus de 25 %, on trouve une seule région française, l'Île de France.

Alors que la population de la France représente 12,9 % de la population de l'Europe à 27, elle compte 30 % des structures territoriales existantes du niveau de la commune. Autrement dit, la taille moyenne des communes françaises est de 1 765 habitants contre 5 150 habitants dans le reste de l'Europe.

●●● POUR EN SAVOIR PLUS

*Les données détaillées et les métadonnées sont disponibles sur le site d'Eurostat
<http://epp.eurostat.ec.europa.eu> thème « Économie et finances », rubrique « Comptes nationaux (PIB compris) » et thème « Population et conditions sociales », rubrique « Population ».*

Les données de PIB régionaux de l'année n sont diffusées en février n+3.

*Pour la liste des régions statistiques européennes, voir :
http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/nuts_no_menclature/introduction*

Données économiques, territoriales et démographiques

| | PIB par habitant en standards de pouvoir d'achat (SPA) (EU-27 = 100) | | Découpages territoriaux | | | Population totale (au 1 ^{er} janvier) | |
|--------------------------------|--|-------------------|-------------------------|------------------------|------------------------------------|---|----------------------------------|
| | 2008 | 2009 | NUTS 2 régions | NUTS 3 départements | LAU 2 communes au 01/01/2009 | 2009 | 2010 |
| | | | | | | | |
| Allemagne | 116 | 116 | 39 | 429 | 12 229 | 82 002 356 | 81 802 257 |
| Autriche | 124 | 124 | 9 | 35 | 2 357 | 8 355 260 | 8 375 290 |
| Belgique | 115 | 116 | 11 | 44 | 589 | 10 753 080 ^(p) | 10 839 905 ^(p) |
| Bulgarie | 44 | n.d. | 6 | 28 | 5 304 | 7 606 551 | 7 563 710 |
| Chypre | 97 | 98 | 1 | 1 | 615 | 796 875 | 803 147 |
| Danemark | 123 | 121 | 5 | 11 | 2 244 | 5 511 451 | 5 534 738 |
| Espagne | 103 | 103 | 19 | 59 | 8 112 | 45 828 172 | 45 989 016 |
| Estonie | 68 | 64 | 1 | 5 | 227 | 1 340 415 | 1 340 127 |
| Finlande | 118 | 113 | 5 | 20 | 348 | 5 326 314 | 5 351 427 |
| France | 107 | 108 | 26 | 100 | 36 682 | 64 366 962 | 64 714 074^(p) |
| Grèce | 93 ^(p) | 93 ^(p) | 13 | 51 | 6 130 | 11 260 402 | 11 305 118 |
| Hongrie | 64 | 65 | 7 | 20 | 3 152 | 10 030 975 | 10 014 324 |
| Irlande | 133 | 127 | 2 | 8 | 3 441 | 4 450 030 | 4 467 854 |
| Italie | 104 | 104 | 21 | 107 | 8 100 | 60 045 068 | 60 340 328 |
| Lettonie | 56 | 52 | 1 | 6 | 524 | 2 261 294 | 2 248 374 |
| Lituanie | 61 | 55 | 1 | 10 | 555 | 3 349 872 | 3 329 039 |
| Luxembourg | 280 | 271 | 1 | 1 | 116 | 493 500 | 502 066 |
| Malte | 78 | 81 | 1 | 2 | 68 | 413 609 | 412 970 |
| Pays-Bas | 134 | 131 | 12 | 40 | 441 | 16 485 787 | 16 574 989 |
| Pologne | 56 | 61 | 16 | 66 | 2 478 | 38 135 876 | 38 167 329 |
| Portugal | 78 | 80 | 7 | 30 | 4 260 | 10 627 250 | 10 637 713 |
| République tchèque | 81 | 82 | 8 | 14 | 6 249 | 10 467 542 | 10 506 813 |
| Roumanie | 47 | 46 | 8 | 42 | 3 180 | 21 498 616 | 21 462 186 |
| Royaume-Uni | 115 | 112 | 37 | 133 | 10 635 | 61 595 091 ^(p) | 62 008 048 ^(p) |
| Slovaquie | 72 | 73 | 4 | 8 | 2 928 | 5 412 254 | 5 424 925 |
| Slovénie | 91 ^(b) | 88 ^(b) | 2 | 12 | 210 | 2 032 362 | 2 046 976 |
| Suède | 122 | 118 | 8 | 21 | 290 | 9 256 347 | 9 340 682 |
| Union européenne (à 27) | 100 | 100 | 271 | 1 303 | 121 464 | 499 703 311^(p) | 501 103 425^(p) |

(p) valeur provisoire (b) rupture de série

Source : Eurostat

9-1b Le contexte européen : dépenses des administrations publiques

DÉFINITIONS

► Les administrations publiques

Le secteur des administrations publiques comprend les sous-secteurs de l'administration centrale, des administrations d'États fédérés, des administrations locales et des administrations de sécurité sociale. Le PIB utilisé comme dénominateur est le produit intérieur brut aux prix courants du marché.

► Dépenses totales des administrations publiques

Les dépenses des administrations publiques sont définies dans le SEC95 § 8.99 en référence à une liste de catégories : consommation intermédiaire, formation brute de capital, rémunération des salariés, autres impôts sur la production, subventions à payer, revenus de la propriété, impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc., prestations sociales autres que les transferts sociaux en nature, transferts sociaux en nature correspondant aux dépenses consacrées à l'achat de produits fournis aux ménages par l'intermédiaire de producteurs marchands, autres transferts courants, ajustement pour variation des droits des ménages sur les fonds de pension, transferts de capital à payer et acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits.

► Formation brute de capital fixe des administrations publiques

La formation brute de capital fixe des administrations publiques (SEC95 code P.51) est égale au solde des acquisitions des producteurs résidents moins les cessions d'actifs fixes au cours d'une période donnée, augmenté de certaines plus-values sur actifs non produits découlant de l'activité de production des unités productives publiques ou institutionnelles. Les actifs fixes sont des actifs corporels ou incorporels résultant de processus de production qui sont eux-mêmes utilisés de manière répétée ou continue dans des processus de production pendant plus d'un an comme par exemple les immeubles, les machines et équipements, les véhicules, ou encore les logiciels. Cela comprend aussi certaines augmentations de la valeur des actifs non produits réalisés par l'activité productive, telles que des améliorations apportées aux sols.

► Dette publique - Dette brute consolidée des administrations publiques

La dette est évaluée en valeur nominale (faciale) et la dette en monnaie étrangère est convertie en monnaie nationale en utilisant les taux de change du marché en fin d'année (bien que des règles spéciales s'appliquent aux contrats). Les données nationales pour le secteur des administrations publiques sont consolidées entre les sous-secteurs. Les données de base sont en monnaie nationale, converties en euros en utilisant les taux de change de l'euro en fin d'année fournis par la Banque centrale européenne.

PRÉSENTATION

La France se caractérise par le haut niveau de la dépense publique exprimé en pourcentage de son PIB. Avec près de 56 %, elle se situe nettement au-dessus de la moyenne européenne 51 % et à un niveau proche de celui de la Suède et de la Finlande. Ceci est dû au niveau de dépense des administrations de sécurité sociale (près de 26 % du PIB) : hors celle-ci la dépense publique devient inférieure à la moyenne européenne.

Les dépenses des administrations publiques locales représentent en France 12 % du produit intérieur brut (PIB) en 2009. C'est un taux proche de la moyenne européenne mais inférieur à celui d'autres grands pays, notamment ceux d'organisation fédérale : cette proportion de dépenses locales et des entités fédérées est de 14,5 % du PIB au Royaume-Uni, de 16,6 % en Italie pour monter jusqu'à 20,7 % en Allemagne et 24,5 % en Espagne.

Ces dernières années, un mouvement général de décentralisation dans les pays de l'Union européenne a entraîné une croissance rapide du poids des dépenses des collectivités territoriales dans la dépense publique d'ensemble. La dépense locale est majoritaire dans la dépense publique au Danemark (64 %) et en Espagne (53 %), elle dépasse 40 % en Suède (48 %), en Allemagne (44 %), en Belgique (42 %) ou encore en Finlande (41 %). Ce poids des dépenses locales dans la dépense publique est de 21 % en France et de 34 % en moyenne en Europe.

●●● POUR EN SAVOIR PLUS

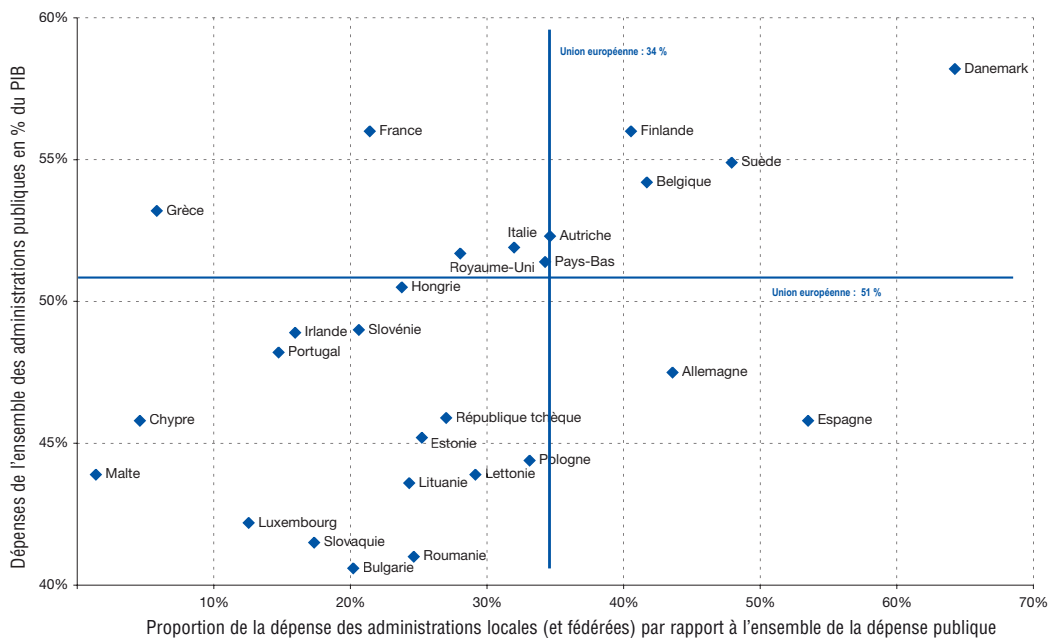
*Les données détaillées et les métadonnées sont disponibles sur le site d'Eurostat
<http://epp.eurostat.ec.europa.eu> thème « Économie et Finances », rubrique « Secteur des Administrations publiques ».*

Les comptes des administrations publiques sont établis selon les méthodes du Système européen des comptes nationaux (SEC95).

Données des finances publiques (2009) (en % du PIB)

| | Dépenses des administrations publiques | | | | | Formation brute de capital fixe des administrations publiques | Dette publique des administrations publiques |
|--------------------------------|--|-------------------------|---------------------------------|-------------------------|-------------------------------------|---|--|
| | Administrations publiques | Administration centrale | Administrations d'États fédérés | Administrations locales | Administrations de sécurité sociale | | |
| Allemagne | 47,5 | 15,2 | 12,9 | 7,8 | 21,1 | 1,6 | 73,4 |
| Autriche | 52,3 | 26,6 | 9,9 | 8,2 | 18,0 | 1,1 | 67,5 |
| Belgique | 54,2 | 30,0 | 15,3 | 7,3 | 21,5 | 1,9 | 96,2 |
| Bulgarie | 40,6 | 30,2 | - | 8,2 | 14,1 | 4,9 | 14,7 |
| Chypre | 45,8 | 38,8 | - | 2,1 | 6,8 | 4,1 | 58,0 |
| Danemark | 58,2 | 41,6 | - | 37,4 | 3,4 | 2,0 | 41,4 |
| Espagne | 45,8 | 19,9 | 17,3 | 7,2 | 14,2 | 4,4 | 53,2 |
| Estonie | 45,2 | 32,7 | - | 11,4 | 7,1 | 5,1 | 7,2 |
| Finlande | 56,0 | 28,3 | - | 22,7 | 18,4 | 2,8 | 43,8 |
| France | 56,0 | 22,9 | - | 12,0 | 25,9 | 3,3 | 78,1 |
| Grèce | 53,2 | 40,9 | - | 3,1 | 21,3 | 3,4 | 126,8 |
| Hongrie | 50,5 | 33,4 | - | 12,0 | 16,4 | 3,1 | 78,4 |
| Irlande | 48,9 | 39,2 | - | 7,8 | 6,1 | 4,7 | 65,5 |
| Italie | 51,9 | 30,2 | - | 16,6 | 19,6 | 2,4 | 116,0 |
| Lettonie | 43,9 | 24,7 | - | 12,8 | 11,9 | 4,3 | 36,7 |
| Lituanie | 43,6 | 25,4 | - | 10,6 | 17,3 | 3,9 | 29,5 |
| Luxembourg | 42,2 | 30,2 | - | 5,3 | 18,3 | 3,5 | 14,5 |
| Malte | 43,9 | 43,8 | - | 0,6 | - | 2,2 | 68,6 |
| Pays-Bas | 51,4 | 30,6 | - | 17,6 | 18,4 | 3,9 | 60,8 |
| Pologne | 44,4 | 24,8 | - | 14,7 | 17,7 | 5,2 | 50,9 |
| Portugal | 48,2 | 35,4 | - | 7,1 | 12,8 | 2,4 | 76,1 |
| République tchèque | 45,9 | 31,5 | - | 12,4 | 6,1 | 5,2 | 35,3 |
| Roumanie | 41,0 | 29,4 | - | 10,1 | 12,4 | 5,3 | 23,9 |
| Royaume-Uni | 51,7 | 47,3 | - | 14,5 | - | 2,7 | 68,2 |
| Slovaquie | 41,5 | 23,7 | - | 7,2 | 14,5 | 2,3 | 35,4 |
| Slovénie | 49,0 | 30,7 | - | 10,1 | 19,0 | 4,6 | 35,4 |
| Suède | 54,9 | 30,8 | - | 26,3 | 7,1 | 3,6 | 41,9 |
| Union européenne (à 27) | 50,8 | 27,7 | 4,8 | 12,3 | 16,5 | 2,9 | 74,0 |

Source : Eurostat



9-2a Le contexte régional : caractéristiques physiques et démographiques

DÉFINITIONS

► Populations légales :

Le terme générique de « populations légales » regroupe pour chaque commune sa population municipale, sa population comptée à part et sa population totale qui est la somme des deux précédentes. (cf. chapitre 2 pour les définitions)
Désormais, les populations légales sont actualisées et authentifiées par un décret chaque année.

► Année de référence :

À partir de 2008, la nouvelle méthode de recensement basée sur des enquêtes de recensement annuelles permet de calculer chaque année des populations légales actualisées. Ainsi, fin 2010 ont été publiées les populations légales qui sont entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2011. Ces populations légales sont millésimées 2008 car elles sont calculées à partir des informations collectées lors des enquêtes de recensement de 2005 à 2010 et ramenées à une même date : celle du milieu de la période, il s'agit de l'année de référence. L'égalité de traitement entre les communes est ainsi assurée.

PRÉSENTATION

Les régions françaises sont très hétérogènes en termes de taille démographique. À l'exclusion des régions d'outre-mer, de la Corse et de l'Île de France, le nombre d'habitants varie entre 740 mille habitants dans le Limousin, région la moins peuplée, et plus de 6 millions en Rhône-Alpes, région la plus peuplée.

Le nombre de structures (communes ou départements) est lui aussi très variable : de 2 à 8 départements, de 747 à 3 020 communes, selon les régions. La région Midi-Pyrénées compte 2,8 millions d'habitants, répartis sur 8 départements et 3 020 communes. L'Alsace regroupe 1,8 millions d'habitants sur 2 départements et 904 communes. Cette dernière est l'une des régions métropolitaines les plus denses avec 222 habitants/km² derrière l'Île-de-France et le Nord-Pas-de-Calais.

Par ailleurs les régions françaises sont soumises à des dynamiques démographiques propres. Entre 1999 et 2008, la population française a cru en moyenne chaque année de 0,7 %. Les régions du sud-ouest connaissent une croissance démographique supérieure à 1 %, suivies par les régions du littoral atlantique et méditerranéen. Dans les régions d'outre-mer, la croissance de population est particulièrement soutenue en Guyane. À l'inverse, de nombreuses régions situées dans le quart nord-est de la France ont connu des évolutions plus modestes.

●●● POUR EN SAVOIR PLUS

De nombreux indicateurs régionaux sont disponibles sur le site de l'Insee : www.insee.fr

Le contexte régional : caractéristiques physiques et démographiques

| | Population ⁽¹⁾ | Taux annuel moyen de variation de la population entre 1999-2008 ⁽²⁾ (en %) | Superficie (en km ²) | Densité (en hab./km ²) | Nombre de communes | Part de la population vivant dans des communes de plus de 10 000 habitants ⁽¹⁾ (en %) | Nombre de départements |
|-------------------------------------|---------------------------|---|----------------------------------|------------------------------------|--------------------|--|------------------------|
| Alsace | 1 837 087 | 0,6 | 8 280 | 222 | 904 | 42,7 | 2 |
| Aquitaine | 3 177 625 | 1,0 | 41 308 | 77 | 2 296 | 40,6 | 5 |
| Auvergne | 1 341 863 | 0,3 | 26 013 | 52 | 1 310 | 30,5 | 4 |
| Bourgogne | 1 638 588 | 0,2 | 31 582 | 52 | 2 046 | 28,1 | 4 |
| Bretagne | 3 149 701 | 0,9 | 27 208 | 116 | 1 270 | 32,1 | 4 |
| Centre | 2 531 588 | 0,4 | 39 151 | 65 | 1 842 | 36,1 | 6 |
| Champagne-Ardenne | 1 338 004 | 0,0 | 25 606 | 52 | 1 949 | 37,9 | 4 |
| Corse | 302 966 | 1,7 | 8 680 | 35 | 360 | 39,5 | 2 |
| Franche-Comté | 1 163 931 | 0,5 | 16 202 | 72 | 1 785 | 27,6 | 4 |
| Languedoc-Roussillon | 2 581 718 | 1,3 | 27 376 | 94 | 1 545 | 40,3 | 5 |
| Limousin | 740 743 | 0,5 | 16 942 | 44 | 747 | 34,0 | 3 |
| Lorraine | 2 346 361 | 0,2 | 23 547 | 100 | 2 339 | 30,6 | 4 |
| Midi-Pyrénées | 2 838 228 | 1,2 | 45 348 | 63 | 3 020 | 37,4 | 8 |
| Nord-Pas-de-Calais | 4 024 490 | 0,1 | 12 414 | 324 | 1 545 | 48,3 | 2 |
| Basse-Normandie | 1 467 522 | 0,3 | 17 589 | 83 | 1 812 | 24,1 | 3 |
| Haute-Normandie | 1 825 667 | 0,3 | 12 317 | 148 | 1 420 | 39,8 | 2 |
| Pays de la Loire | 3 510 170 | 1,0 | 32 082 | 109 | 1 502 | 38,2 | 5 |
| Picardie | 1 906 601 | 0,3 | 19 399 | 98 | 2 291 | 30,2 | 3 |
| Poitou-Charentes | 1 752 708 | 0,7 | 25 810 | 68 | 1 462 | 24,5 | 4 |
| Provence-Alpes-Côte d'Azur | 4 882 913 | 0,9 | 31 400 | 156 | 963 | 71,5 | 6 |
| Rhône-Alpes | 6 117 229 | 0,9 | 43 698 | 140 | 2 879 | 42,7 | 8 |
| Métropole sauf Île-de-France | 50 475 703 | 0,7 | 531 953 | 95 | 35 287 | 40,3 | 88 |
| Île-de-France | 11 659 260 | 0,7 | 12 012 | 971 | 1 281 | 83,8 | 8 |
| Métropole | 62 134 963 | 0,7 | 543 965 | 114 | 36 568 | 48,5 | 96 |
| Guadeloupe ⁽³⁾ | 401 784 | 0,4 | 1 703 | 236 | 32 | 76,7 | 1 |
| Guyane | 219 266 | 3,8 | 83 534 | 3 | 22 | 74,6 | 1 |
| Martinique | 397 693 | 0,5 | 1 128 | 353 | 34 | 74,6 | 1 |
| Réunion | 808 250 | 1,5 | 2 504 | 323 | 24 | 94,7 | 1 |
| Outre-Mer | 1 826 993 | 1,3 | 88 869 | 21 | 112 | 84,0 | 4 |
| France | 63 961 956 | 0,7 | 632 834 | 101 | 36 680 | 49,5 | 100 |

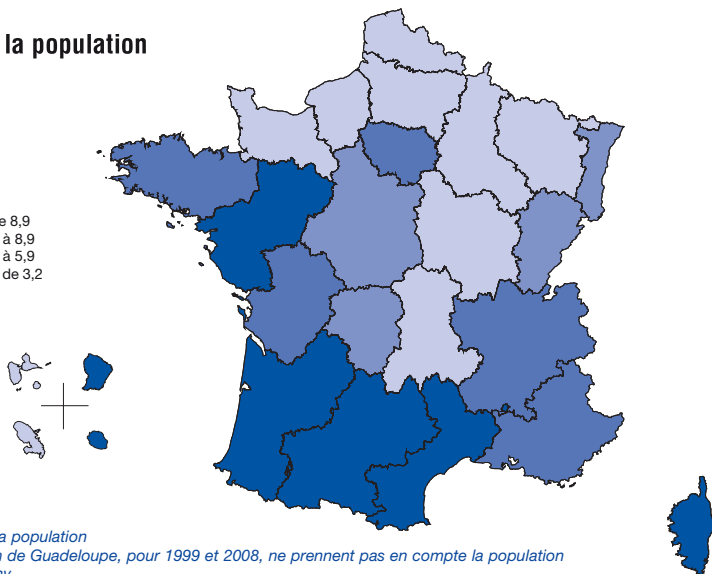
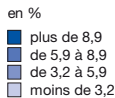
(1) population municipale entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2011 (millésimée 2008)

(2) population pour 1999 : population sans double compte

(3) La population de Guadeloupe pour 1999 n'inclut pas les îles de Saint-Martin et Saint-Barthélemy

Source : Insee

Taux de croissance de la population entre 1999 et 2008



Source : Insee, recensements de la population

NB : Les données de la population de Guadeloupe, pour 1999 et 2008, ne prennent pas en compte la population de Saint-Martin et Saint-Barthélemy.

9-2b Le contexte régional

Structure par âge et économie

DÉFINITIONS

► PIB

Agrégat représentant le résultat final de l'activité de production des unités productrices résidentes.

- le PIB est égal à la somme des valeurs ajoutées brutes des différents secteurs institutionnels ou des différentes branches d'activité, augmentée des impôts moins les subventions sur les produits (lesquels ne sont pas affectés aux secteurs et aux branches d'activité) ;

- le PIB peut également être calculé comme la somme des emplois finals intérieurs de biens et de services (consommation finale effective, formation brute de capital fixe, variations de stocks), plus les exportations, moins les importations.

► Taux d'activité :

Le taux d'activité au sens du recensement de la population est le rapport entre le nombre d'actifs (actifs occupés et chômeurs) et l'ensemble de la population correspondante.

PRÉSENTATION

En France, environ une personne sur quatre est âgée de moins de 20 ans, et un peu plus d'une sur cinq a plus de 60 ans. Les situations démographiques sont très contrastées entre les territoires. Ainsi la population des régions d'outre-mer est particulièrement jeune : un tiers des habitants a moins de 20 ans. À l'inverse, certaines régions (Limousin, Poitou-Charentes, etc.) comptent une proportion plus importante de personnes de plus de 60 ans. Enfin, l'Île-de-France se distingue très sensiblement des autres régions avec un poids élevé des jeunes générations et une faible proportion de personnes de plus de 60 ans. Cette structure particulière est le résultat combiné de l'attrait de la région capitale sur les populations étudiantes et actives d'une part, et d'autre part, de nombreux départs de jeunes retraités franciliens, essentiellement vers le sud ou vers leur région d'origine.

Le taux de chômage varie fortement d'une région à l'autre, avec des niveaux particulièrement importants dans les régions d'outre mer et dans une moindre mesure en Île-de-France et Midi-Pyrénées.

En matière de production de richesse, l'Île-de-France qui concentre un grand nombre d'activités à forte valeur ajoutée se distingue très nettement des autres régions françaises.

●●● POUR EN SAVOIR PLUS

De nombreux indicateurs régionaux sont disponibles sur le site de l'Insee : www.insee.fr

Structure par âge et économie

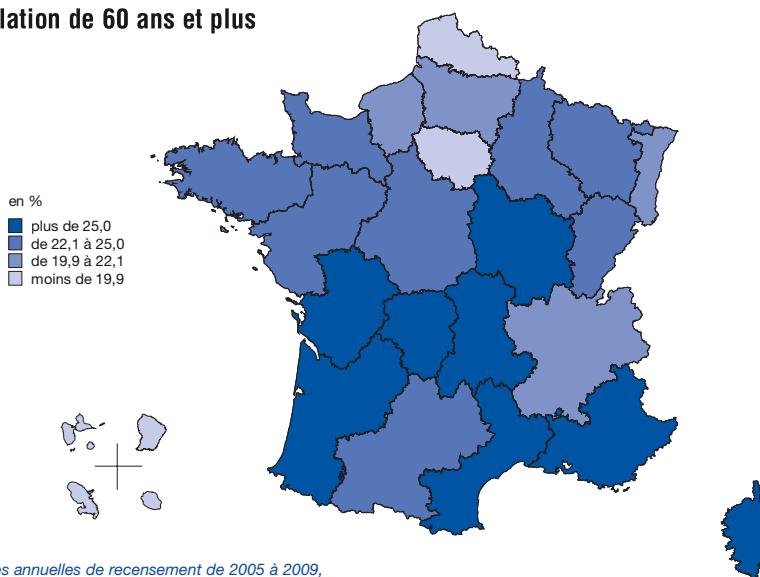
| | Part de la population de moins de 20 ans ⁽¹⁾ (en %) | Part de la population de 60 ans et plus ⁽¹⁾ (en %) | Taux d'activité des 15-64 ans ⁽¹⁾ (en %) | Taux de chômage en 2009 ⁽²⁾ (en %) | PIB 2009 (en millions d'euros) | PIB 2009 (en €/hab.) | PIB 2009 (en € par emploi) |
|-------------------------------------|--|---|---|---|--------------------------------|----------------------|----------------------------|
| Alsace | 24,3 | 20,5 | 73,3 | 8,9 | 50 701 | 27 322 | 69 661 |
| Aquitaine | 22,6 | 25,5 | 71,0 | 8,3 | 85 693 | 26 710 | 70 399 |
| Auvergne | 21,7 | 26,7 | 70,8 | 8,3 | 33 174 | 24 680 | 63 915 |
| Bourgogne | 22,8 | 26,3 | 71,5 | 7,8 | 41 805 | 25 516 | 65 066 |
| Bretagne | 24,3 | 24,4 | 71,1 | 8,3 | 81 632 | 25 739 | 65 451 |
| Centre | 23,9 | 24,6 | 72,6 | 9,8 | 65 173 | 25 571 | 66 936 |
| Champagne-Ardenne | 24,6 | 22,6 | 70,9 | 8,6 | 35 779 | 26 768 | 69 482 |
| Corse | 20,4 | 26,6 | 66,3 | 9,5 | 7 279 | 23 800 | 65 247 |
| Franche-Comté | 24,8 | 22,9 | 72,2 | 7,9 | 28 083 | 24 042 | 64 199 |
| Languedoc-Roussillon | 23,3 | 25,9 | 67,3 | 7,8 | 60 523 | 22 984 | 67 677 |
| Limousin | 20,6 | 29,3 | 70,4 | 9,9 | 17 509 | 23 637 | 62 320 |
| Lorraine | 23,9 | 22,1 | 70,2 | 9,0 | 55 396 | 23 653 | 67 952 |
| Midi-Pyrénées | 22,8 | 24,8 | 71,7 | 12,6 | 76 522 | 26 628 | 68 009 |
| Nord-Pas-de-Calais | 26,9 | 19,5 | 67,1 | 8,8 | 96 839 | 24 025 | 67 078 |
| Basse-Normandie | 24,4 | 24,7 | 71,1 | 10,1 | 34 869 | 23 737 | 61 431 |
| Haute-Normandie | 25,7 | 21,3 | 71,1 | 8,1 | 48 555 | 26 599 | 69 364 |
| Pays de la Loire | 25,5 | 22,6 | 73,1 | 10,9 | 94 032 | 26 481 | 65 427 |
| Picardie | 26,1 | 20,4 | 70,8 | 9,0 | 43 725 | 22 894 | 66 735 |
| Poitou-Charentes | 22,5 | 26,9 | 71,2 | 10,6 | 42 379 | 24 046 | 64 642 |
| Provence-Alpes-Côte d'Azur | 23,3 | 25,6 | 68,8 | 8,5 | 138 002 | 27 855 | 73 833 |
| Rhône-Alpes | 25,5 | 21,5 | 72,6 | 9,1 | 181 810 | 29 420 | 72 819 |
| Métropole sauf Île-de-France | 24,2 | 23,5 | 70,8 | 9,1 | 1 319 480 | 25 949 | 68 253 |
| Île-de-France | 25,9 | 17,5 | 74,9 | 12,5 | 552 052 | 46 984 | 99 676 |
| Métropole | 24,6 | 22,4 | 71,6 | 9,3 | 1 871 532 | 29 897 | 75 251 |
| Guadeloupe | 30,2 | 18,1 | 67,2 | 23,7 | n.d. | n.d. | n.d. |
| Guyane | 44,4 | 6,2 | 61,5 | 20,5 | n.d. | n.d. | n.d. |
| Martinique | 27,7 | 19,8 | 67,9 | 22,0 | n.d. | n.d. | n.d. |
| Réunion | 34,4 | 11,9 | 64,5 | 27,2 | n.d. | n.d. | n.d. |
| Outre-Mer | 33,3 | 14,3 | n.d. | 23,4 | 33 479 | 17 731 | 61 149 |
| France | 24,8 | 22,2 | 71,4 | - | 1 905 011 | 29 574 | 75 031 |

(1) Estimations localisées de population au 1er janvier 2009

(2) Moyenne des taux trimestriels de l'année 2009 pour la métropole ; données issues de l'Enquête-Emploi du 2e trim 2009 pour l'Outre-mer
n.d. : donnée non disponible

Source: Insee

Part de la population de 60 ans et plus



Source : Insee, enquêtes annuelles de recensement de 2005 à 2009, date de référence au 1^{er} janvier 2007

9-3a Le contexte départemental : caractéristiques physiques, démographiques et sociales

| Départements | Population ⁽¹⁾ | Superficie (en km ²) | Densité (en hab./km ²) | Nombre de communes | | Part de la population vivant dans des communes de plus de 10 000 habitants ⁽¹⁾ (en %) |
|-----------------------|---------------------------|-------------------------------------|---------------------------------------|--------------------|---|--|
| | | | | Total | Rurales (hors unités urbaines Insee) | |
| 01 Ain | 581 355 | 5 762 | 100,9 | 419 | 334 | 15,1 |
| 02 Aisne | 538 790 | 7 369 | 73,1 | 816 | 734 | 30,3 |
| 03 Allier | 342 807 | 7 340 | 46,7 | 320 | 281 | 32,2 |
| 04 Alpes-de-Haute-Pce | 157 965 | 6 925 | 22,8 | 200 | 184 | 25,0 |
| 05 Hautes-Alpes | 134 205 | 5 631 | 23,8 | 177 | 167 | 37,4 |
| 06 Alpes-Maritimes | 1 084 428 | 4 299 | 252,3 | 163 | 101 | 80,4 |
| 07 Ardèche | 311 452 | 5 529 | 56,3 | 339 | 295 | 16,1 |
| 08 Ardennes | 284 197 | 5 236 | 54,3 | 463 | 423 | 24,7 |
| 09 Ariège | 150 201 | 4 890 | 30,7 | 332 | 307 | 10,6 |
| 10 Aube | 301 327 | 6 004 | 50,2 | 433 | 402 | 36,4 |
| 11 Aude | 349 237 | 6 139 | 56,9 | 438 | 411 | 31,5 |
| 12 Aveyron | 275 889 | 8 735 | 31,6 | 304 | 282 | 25,0 |
| 13 Bouches-du-Rhône | 1 966 005 | 5 088 | 386,4 | 119 | 28 | 80,9 |
| 14 Calvados | 678 303 | 5 548 | 122,3 | 706 | 622 | 28,1 |
| 15 Cantal | 148 737 | 5 726 | 26,0 | 260 | 251 | 19,3 |
| 16 Charente | 351 581 | 5 956 | 59,0 | 404 | 373 | 20,6 |
| 17 Charente-Maritime | 611 714 | 6 864 | 89,1 | 472 | 425 | 24,0 |
| 18 Cher | 313 251 | 7 235 | 43,3 | 290 | 268 | 34,4 |
| 19 Corrèze | 242 896 | 5 857 | 41,5 | 286 | 269 | 31,2 |
| 2A Corse-du-Sud | 140 953 | 4 014 | 35,1 | 124 | 119 | 54,1 |
| 2B Haute-Corse | 162 013 | 4 666 | 34,7 | 236 | 216 | 26,8 |
| 21 Côte-d'Or | 521 608 | 8 763 | 59,5 | 706 | 661 | 38,3 |
| 22 Côtes-d'Armor | 581 570 | 6 878 | 84,6 | 373 | 308 | 19,4 |
| 23 Creuse | 123 907 | 5 565 | 22,3 | 260 | 254 | 11,3 |
| 24 Dordogne | 409 388 | 9 060 | 45,2 | 557 | 498 | 13,8 |
| 25 Doubs | 522 685 | 5 234 | 99,9 | 594 | 533 | 36,1 |
| 26 Drôme | 478 069 | 6 530 | 73,2 | 369 | 321 | 36,4 |
| 27 Eure | 577 087 | 6 042 | 95,5 | 675 | 584 | 22,5 |
| 28 Eure-et-Loir | 423 559 | 5 880 | 72,0 | 403 | 345 | 31,4 |
| 29 Finistère | 890 509 | 6 733 | 132,3 | 283 | 201 | 37,3 |
| 30 Gard | 694 323 | 5 853 | 118,6 | 353 | 267 | 37,8 |
| 31 Haute-Garonne | 1 217 344 | 6 309 | 192,9 | 589 | 478 | 53,9 |
| 32 Gers | 185 266 | 6 257 | 29,6 | 463 | 451 | 11,7 |
| 33 Gironde | 1 421 276 | 10 000 | 142,1 | 542 | 408 | 53,0 |
| 34 Hérault | 1 019 798 | 6 101 | 167,1 | 343 | 257 | 48,6 |
| 35 Ille-et-Vilaine | 967 588 | 6 779 | 142,7 | 353 | 293 | 36,6 |
| 36 Indre | 232 004 | 6 791 | 34,2 | 247 | 225 | 25,6 |
| 37 Indre-et-Loire | 585 406 | 6 127 | 95,5 | 277 | 213 | 46,3 |
| 38 Isère | 1 188 660 | 7 505 | 158,4 | 533 | 385 | 35,9 |
| 39 Jura | 260 740 | 4 999 | 52,2 | 544 | 510 | 21,1 |
| 40 Landes | 373 142 | 9 243 | 40,4 | 331 | 291 | 23,4 |
| 41 Loir-et-Cher | 326 599 | 6 343 | 51,5 | 291 | 253 | 24,8 |
| 42 Loire | 742 076 | 4 781 | 155,2 | 327 | 250 | 45,8 |
| 43 Haute-Loire | 221 834 | 4 977 | 44,6 | 260 | 229 | 8,5 |
| 44 Loire-Atlantique | 1 255 871 | 6 817 | 184,2 | 221 | 151 | 52,9 |
| 45 Loiret | 650 769 | 6 775 | 96,0 | 334 | 265 | 40,1 |
| 46 Lot | 172 796 | 5 217 | 33,1 | 340 | 322 | 11,6 |
| 47 Lot-et-Garonne | 326 399 | 5 361 | 60,9 | 319 | 268 | 22,9 |
| 48 Lozère | 76 973 | 5 167 | 14,9 | 185 | 179 | 15,8 |
| 49 Maine-et-Loire | 774 823 | 7 166 | 108,1 | 363 | 295 | 34,4 |

(1) populations légales au 1er janvier 2011 (millésimée 2008)

Source : Insee

CHAPITRE 9-3a

| Départements | Population ⁽¹⁾ | Superficie (en km ²) | Densité (en hab./km ²) | Nombre de communes | | Part de la population vivant dans des communes de plus de 10 000 habitants ⁽¹⁾ (en %) |
|-----------------------------|---------------------------|-------------------------------------|---------------------------------------|--------------------|---|--|
| | | | | Total | Rurales (hors unités urbaines Insee) | |
| 50 Manche | 496 937 | 5 938 | 83,7 | 601 | 551 | 21,3 |
| 51 Marne | 566 010 | 8 162 | 69,4 | 620 | 578 | 48,9 |
| 52 Haute-Marne | 186 470 | 6 211 | 30,0 | 433 | 410 | 27,1 |
| 53 Mayenne | 302 983 | 5 175 | 58,5 | 261 | 240 | 24,9 |
| 54 Meurthe-et-Moselle | 729 768 | 5 246 | 139,1 | 594 | 499 | 31,8 |
| 55 Meuse | 194 218 | 6 212 | 31,3 | 500 | 474 | 18,0 |
| 56 Morbihan | 710 034 | 6 823 | 104,1 | 261 | 205 | 30,0 |
| 57 Moselle | 1 042 230 | 6 217 | 167,6 | 730 | 586 | 38,1 |
| 58 Nièvre | 220 653 | 6 817 | 32,4 | 312 | 290 | 22,0 |
| 59 Nord | 2 564 959 | 5 744 | 446,6 | 650 | 342 | 55,1 |
| 60 Oise | 799 725 | 5 860 | 136,5 | 693 | 573 | 31,7 |
| 61 Orne | 292 282 | 6 103 | 47,9 | 505 | 474 | 19,8 |
| 62 Pas-de-Calais | 1 459 531 | 6 671 | 218,8 | 895 | 651 | 36,3 |
| 63 Puy-de-Dôme | 628 485 | 7 970 | 78,9 | 470 | 415 | 40,0 |
| 64 Pyrénées-Atlantiques | 647 420 | 7 647 | 84,7 | 547 | 432 | 41,3 |
| 65 Hautes-Pyrénées | 229 079 | 4 464 | 51,3 | 474 | 437 | 26,0 |
| 66 Pyrénées-Orientales | 441 387 | 4 116 | 107,2 | 226 | 172 | 36,4 |
| 67 Bas-Rhin | 1 091 015 | 4 755 | 229,4 | 527 | 409 | 44,6 |
| 68 Haut-Rhin | 746 072 | 3 525 | 211,6 | 377 | 254 | 40,1 |
| 69 Rhône | 1 690 498 | 3 249 | 520,3 | 293 | 158 | 68,1 |
| 70 Haute-Saône | 238 548 | 5 360 | 44,5 | 545 | 509 | 11,2 |
| 71 Saône-et-Loire | 553 968 | 8 575 | 64,6 | 573 | 509 | 24,9 |
| 72 Sarthe | 559 587 | 6 206 | 90,2 | 375 | 317 | 32,6 |
| 73 Savoie | 408 842 | 6 028 | 67,8 | 305 | 226 | 27,8 |
| 74 Haute-Savoie | 716 277 | 4 417 | 162,2 | 294 | 201 | 37,7 |
| 75 Paris | 2 211 297 | 105 | 20 980,0 | 1 | 0 | 100,0 |
| 76 Seine-Maritime | 1 248 580 | 6 280 | 198,8 | 745 | 631 | 47,8 |
| 77 Seine-et-Marne | 1 303 702 | 5 915 | 220,4 | 514 | 362 | 49,3 |
| 78 Yvelines | 1 406 053 | 2 284 | 615,5 | 262 | 134 | 69,3 |
| 79 Deux-Sèvres | 365 059 | 6 032 | 60,5 | 305 | 272 | 23,9 |
| 80 Somme | 568 086 | 6 170 | 92,1 | 782 | 707 | 27,9 |
| 81 Tarn | 371 738 | 5 758 | 64,6 | 323 | 280 | 37,1 |
| 82 Tarn-et-Garonne | 235 915 | 3 718 | 63,4 | 195 | 174 | 34,4 |
| 83 Var | 1 001 408 | 5 973 | 167,7 | 153 | 83 | 64,3 |
| 84 Vaucluse | 538 902 | 3 567 | 151,1 | 151 | 103 | 54,5 |
| 85 Vendée | 616 906 | 6 722 | 91,8 | 282 | 233 | 24,5 |
| 86 Vienne | 424 354 | 6 991 | 60,7 | 281 | 251 | 28,9 |
| 87 Haute-Vienne | 373 940 | 5 520 | 67,7 | 201 | 184 | 43,3 |
| 88 Vosges | 380 145 | 5 874 | 64,7 | 515 | 424 | 14,4 |
| 89 Yonne | 342 359 | 7 428 | 46,1 | 455 | 426 | 21,4 |
| 90 Territoire de Belfort | 141 958 | 610 | 232,9 | 102 | 71 | 35,5 |
| 91 Essonne | 1 205 850 | 1 805 | 668,2 | 196 | 83 | 65,2 |
| 92 Hauts-de-Seine | 1 549 619 | 176 | 8 823,7 | 36 | 0 | 99,3 |
| 93 Seine-Saint-Denis | 1 506 466 | 236 | 6 377,9 | 40 | 0 | 98,4 |
| 94 Val-de-Marne | 1 310 876 | 245 | 5 348,8 | 47 | 0 | 96,2 |
| 95 Val-d'Oise | 1 165 397 | 1 246 | 935,3 | 185 | 95 | 75,3 |
| 971 Guadeloupe | 401 784 | 1 628 | 246,7 | 32 | 4 | 76,7 |
| 972 Martinique | 397 693 | 1 128 | 352,6 | 34 | 12 | 74,6 |
| 973 Guyane | 219 266 | 83 534 | 2,6 | 22 | 15 | 74,6 |
| 974 La Réunion | 808 250 | 2 504 | 322,8 | 24 | 2 | 94,7 |
| Métropole sauf Paris | 59 923 666 | 544 106 | 110,1 | 36 567 | 30 612 | 46,5 |
| Métropole | 62 134 963 | 544 212 | 114,2 | 36 568 | 30 612 | 48,4 |
| Outre-Mer | 1 826 993 | 88 794 | 20,6 | 112 | 33 | 84,0 |
| France entière | 63 961 956 | 633 006 | 101,0 | 36 680 | 30 645 | 49,4 |

(1) populations légales au 1^{er} janvier 2011 (millésimée 2008)

Source : Insee

9-3b Le contexte départemental : caractéristiques physiques, démographiques et sociales

| Départements | Part de la population de 15 à 64 ans (en %) ⁽¹⁾ | Part de la population de 75 ans et plus (en %) ⁽¹⁾ | Taux de chômage au 31/12/2009 (en %) | Nombre de bénéficiaires du RMI et du RSA au 31/12/2009 | Voirie départementale en 2009 (en km) | Kilomètres de voirie pour 1 000 habitants de 2009 |
|-----------------------|--|---|--------------------------------------|--|---------------------------------------|---|
| 01 Ain | 65,0 | 7,4 | 7,7 | 8 717 | 4 450 | 7,6 |
| 02 Aisne | 64,0 | 8,8 | 13,7 | 18 315 | 5 477 | 9,9 |
| 03 Allier | 61,4 | 12,9 | 9,7 | 10 257 | 5 209 | 14,7 |
| 04 Alpes-de-Haute-Pce | 61,7 | 10,9 | 10,4 | 3 864 | 2 567 | 16,1 |
| 05 Hautes-Alpes | 62,7 | 10,3 | 7,5 | 2 643 | 1 958 | 14,4 |
| 06 Alpes-Maritimes | 62,4 | 11,6 | 9,5 | 25 994 | 2 621 | 2,4 |
| 07 Ardèche | 61,8 | 10,9 | 10,1 | 7 500 | 3 808 | 12,0 |
| 08 Ardennes | 64,2 | 8,8 | 12,4 | 11 678 | 3 355 | 11,4 |
| 09 Ariège | 61,8 | 12,2 | 11,4 | 5 671 | 2 630 | 17,3 |
| 10 Aube | 64,1 | 9,3 | 10,0 | 9 582 | 4 507 | 14,6 |
| 11 Aude | 61,6 | 11,7 | 12,5 | 16 341 | 4 591 | 13,1 |
| 12 Aveyron | 60,2 | 13,4 | 6,5 | 4 083 | 5 918 | 20,7 |
| 13 Bouches-du-Rhône | 65,0 | 8,8 | 12,0 | 84 964 | 3 063 | 1,6 |
| 14 Calvados | 64,8 | 8,8 | 9,4 | 16 745 | 5 575 | 8,1 |
| 15 Cantal | 61,6 | 13,3 | 5,9 | 3 014 | 4 000 | 25,6 |
| 16 Charente | 62,6 | 11,4 | 10,3 | 10 469 | 5 110 | 14,2 |
| 17 Charente-Maritime | 61,8 | 11,8 | 11,1 | 18 814 | 6 003 | 9,7 |
| 18 Cher | 62,5 | 11,2 | 9,4 | 10 423 | 4 632 | 14,3 |
| 19 Corrèze | 61,6 | 13,3 | 7,0 | 4 340 | 4 763 | 19,1 |
| 2A Corse-du-Sud | 64,1 | 10,3 | 9,2 | 2 931 | 1 999 | 14,4 |
| 2B Haute-Corse | 65,6 | 9,7 | 9,0 | 4 189 | 2 459 | 15,3 |
| 21 Côte-d'Or | 66,1 | 9,0 | 7,8 | 10 261 | 5 890 | 11,1 |
| 22 Côtes-d'Armor | 60,9 | 11,4 | 7,8 | 10 498 | 4 499 | 7,6 |
| 23 Creuse | 59,9 | 15,3 | 8,2 | 3 245 | 4 353 | 33,9 |
| 24 Dordogne | 60,9 | 13,1 | 9,7 | 10 826 | 4 968 | 11,9 |
| 25 Doubs | 65,6 | 8,0 | 10,5 | 13 178 | 3 708 | 7,0 |
| 26 Drôme | 63,2 | 9,1 | 10,7 | 13 601 | 4 225 | 8,7 |
| 27 Eure | 64,8 | 7,6 | 10,2 | 13 059 | 4 379 | 7,5 |
| 28 Eure-et-Loir | 64,2 | 8,7 | 9,1 | 8 614 | 7 495 | 17,3 |
| 29 Finistère | 63,3 | 10,2 | 8,5 | 17 904 | 3 552 | 3,9 |
| 30 Gard | 63,5 | 9,5 | 13,3 | 30 955 | 4 485 | 6,4 |
| 31 Haute-Garonne | 68,3 | 7,4 | 9,5 | 34 122 | 6 646 | 5,5 |
| 32 Gers | 60,6 | 13,2 | 6,8 | 3 748 | 3 552 | 18,8 |
| 33 Gironde | 66,3 | 8,7 | 9,7 | 40 243 | 6 468 | 4,5 |
| 34 Hérault | 64,8 | 9,4 | 13,6 | 44 075 | 5 110 | 5,0 |
| 35 Ille-et-Vilaine | 65,5 | 8,1 | 7,5 | 17 724 | 5 217 | 5,4 |
| 36 Indre | 60,8 | 13,0 | 8,6 | 5 046 | 4 977 | 20,7 |
| 37 Indre-et-Loire | 64,6 | 9,5 | 8,6 | 13 093 | 3 849 | 6,5 |
| 38 Isère | 65,6 | 7,5 | 8,7 | 24 199 | 5 160 | 4,3 |
| 39 Jura | 62,5 | 10,3 | 8,8 | 5 064 | 3 542 | 13,2 |
| 40 Landes | 62,6 | 10,6 | 9,2 | 8 369 | 4 238 | 11,3 |
| 41 Loir-et-Cher | 61,4 | 11,6 | 8,5 | 7 058 | 3 434 | 10,2 |
| 42 Loire | 63,0 | 10,1 | 10,0 | 16 594 | 3 795 | 5,0 |
| 43 Haute-Loire | 61,9 | 10,8 | 7,8 | 3 926 | 3 415 | 15,0 |
| 44 Loire-Atlantique | 65,2 | 8,0 | 8,6 | 28 508 | 4 444 | 3,5 |
| 45 Loiret | 64,5 | 8,7 | 8,8 | 14 507 | 3 637 | 5,5 |
| 46 Lot | 60,5 | 13,3 | 8,9 | 3 831 | 4 026 | 22,9 |
| 47 Lot-et-Garonne | 61,2 | 12,2 | 9,9 | 10 114 | 2 944 | 8,8 |
| 48 Lozère | 62,8 | 11,7 | 5,0 | 1 320 | 2 289 | 28,3 |
| 49 Maine-et-Loire | 64,0 | 8,8 | 8,7 | 17 423 | 4 949 | 6,3 |

(1) Les estimations de population par âge pour l'année 2009 sont provisoires. Elles seront révisées début 2012 lorsque seront disponibles les résultats définitifs du nouveau recensement datés du 1^{er} janvier 2009.

Source : Insee, DARES

CHAPITRE 9-3b

| Départements | Part de la population de 15 à 64 ans (en %) ⁽¹⁾ | Part de la population de 75 ans et plus (en %) ⁽¹⁾ | Taux de chômage au 31/12/2009 (en %) | Nombre de bénéficiaires du RMI et du RSA au 31/12/2009 | Voirie départementale en 2009 (en km) | Kilomètres de voirie pour 1 000 habitants de 2009 |
|-----------------------------|--|---|--------------------------------------|--|---------------------------------------|---|
| 50 Manche | 62,0 | 11,0 | 8,3 | 9 307 | 7 762 | 15,2 |
| 51 Marne | 66,5 | 8,2 | 8,8 | 12 666 | 4 186 | 7,2 |
| 52 Haute-Marne | 63,2 | 10,4 | 9,7 | 4 988 | 3 861 | 19,8 |
| 53 Mayenne | 61,6 | 10,3 | 6,6 | 4 551 | 3 687 | 11,9 |
| 54 Meurthe-et-Moselle | 66,5 | 8,5 | 9,7 | 22 304 | 3 286 | 4,4 |
| 55 Meuse | 63,9 | 9,7 | 10,9 | 5 715 | 3 524 | 17,6 |
| 56 Morbihan | 62,7 | 10,1 | 8,8 | 13 890 | 4 158 | 5,8 |
| 57 Moselle | 66,6 | 8,0 | 10,6 | 27 656 | 4 274 | 4,0 |
| 58 Nièvre | 60,7 | 13,1 | 9,1 | 6 311 | 4 381 | 19,1 |
| 59 Nord | 66,2 | 7,2 | 13,1 | 120 208 | 5 312 | 2,0 |
| 60 Oise | 66,5 | 6,5 | 9,8 | 19 428 | 4 075 | 5,0 |
| 61 Orne | 61,7 | 11,3 | 9,3 | 7 155 | 5 818 | 19,2 |
| 62 Pas-de-Calais | 64,9 | 8,0 | 12,9 | 66 297 | 6 191 | 4,2 |
| 63 Puy-de-Dôme | 66,1 | 9,4 | 8,9 | 15 411 | 7 258 | 11,3 |
| 64 Pyrénées-Atlantiques | 63,1 | 11,1 | 8,4 | 15 094 | 4 488 | 6,8 |
| 65 Hautes-Pyrénées | 62,0 | 12,5 | 10,7 | 5 830 | 2 876 | 12,2 |
| 66 Pyrénées-Orientales | 61,2 | 11,8 | 13,2 | 22 854 | 2 157 | 4,9 |
| 67 Bas-Rhin | 67,2 | 7,5 | 8,7 | 26 998 | 3 654 | 3,3 |
| 68 Haut-Rhin | 65,6 | 8,1 | 9,3 | 18 054 | 2 593 | 3,5 |
| 69 Rhône | 66,3 | 7,9 | 9,0 | 42 806 | 3 154 | 1,9 |
| 70 Haute-Saône | 63,5 | 9,3 | 9,7 | 5 257 | 3 367 | 13,8 |
| 71 Saône-et-Loire | 62,2 | 11,5 | 9,1 | 11 643 | 5 278 | 9,3 |
| 72 Sarthe | 63,0 | 9,7 | 9,4 | 12 640 | 4 292 | 7,5 |
| 73 Savoie | 65,1 | 8,5 | 8,1 | 5 829 | 3 146 | 7,6 |
| 74 Haute-Savoie | 66,7 | 6,7 | 8,3 | 9 210 | 2 928 | 4,1 |
| 75 Paris | 71,3 | 7,4 | 9,3 | 73 022 | 1 627 | 0,7 |
| 76 Seine-Maritime | 65,4 | 8,5 | 10,7 | 40 440 | 6 434 | 5,1 |
| 77 Seine-et-Marne | 67,3 | 5,5 | 7,4 | 25 453 | 4 363 | 3,4 |
| 78 Yvelines | 66,2 | 6,4 | 6,8 | 21 516 | 1 577 | 1,1 |
| 79 Deux-Sèvres | 62,2 | 10,9 | 7,6 | 6 831 | 3 878 | 10,4 |
| 80 Somme | 65,5 | 8,4 | 11,9 | 19 045 | 4 554 | 7,9 |
| 81 Tarn | 61,4 | 12,2 | 10,7 | 10 097 | 4 132 | 10,9 |
| 82 Tarn-et-Garonne | 62,2 | 10,6 | 11,0 | 7 378 | 2 473 | 10,6 |
| 83 Var | 61,9 | 11,2 | 11,4 | 29 532 | 2 934 | 2,9 |
| 84 Vaucluse | 63,5 | 9,2 | 11,5 | 18 374 | 2 337 | 4,3 |
| 85 Vendée | 62,1 | 10,1 | 8,4 | 9 620 | 4 583 | 7,4 |
| 86 Vienne | 64,7 | 9,9 | 8,6 | 12 716 | 4 671 | 10,9 |
| 87 Haute-Vienne | 63,6 | 11,8 | 8,8 | 10 158 | 3 980 | 10,6 |
| 88 Vosges | 63,8 | 9,8 | 10,8 | 10 479 | 3 221 | 8,2 |
| 89 Yonne | 62,1 | 10,9 | 9,4 | 8 832 | 4 860 | 13,8 |
| 90 Territoire de Belfort | 65,8 | 8,4 | 11,2 | 4 529 | 536 | 3,7 |
| 91 Essonne | 66,6 | 6,1 | 6,9 | 23 207 | 1 375 | 1,1 |
| 92 Hauts-de-Seine | 67,5 | 7,2 | 7,8 | 35 640 | 398 | 0,3 |
| 93 Seine-Saint-Denis | 67,2 | 5,2 | 11,4 | 74 713 | 342 | 0,2 |
| 94 Val-de-Marne | 67,3 | 6,7 | 8,2 | 38 917 | 422 | 0,3 |
| 95 Val-d'Oise | 67,3 | 5,5 | 9,2 | 28 381 | 1 267 | 1,1 |
| 971 Guadeloupe | 64,6 | 6,0 | 23,5 | 30 331 | 604 | 1,5 |
| 972 Martinique | 65,4 | 6,8 | 22,0 | 29 555 | 630 | 1,6 |
| 973 Guyane | 60,9 | 1,6 | 20,5 | 11 415 | 408 | 2,0 |
| 974 La Réunion | 66,1 | 3,2 | 27,2 | 65 626 | 720 | 0,9 |
| Métropole sauf Paris | 64,8 | 8,8 | -- | 1 659 599 | 377 986 | 6,2 |
| Métropole | 65,0 | 8,8 | 7,8 | 1 732 621 | 379 613 | 6,1 |
| Outre-Mer | 65,0 | 4,4 | -- | 136 927 | 2 361 | 1,3 |
| France entière | 65,0 | 8,6 | -- | 1 869 548 | 381 974 | 6,0 |

(1) Les estimations de population par âge pour l'année 2009 sont provisoires. Elles seront révisées début 2012 lorsque seront disponibles les résultats définitifs du nouveau recensement datés du 1^{er} janvier 2009.

Source : Insee, DARES

LES COLLECTIVITÉS LOCALES

EN CHIFFRES 2011

10

LES SÉRIES LONGUES



| | | |
|--------------|--|-----|
| 10-1 | Les groupements de collectivités territoriales | 132 |
| 10-2 | Les comptes des administrations publiques locales | 133 |
| 10-3 | Les dépenses des administrations publiques locales ventilées par fonction | 134 |
| 10-4 | Les comptes des communes | 135 |
| 10-5 | Les comptes des groupements de communes à fiscalité propre | 136 |
| 10-6 | Les comptes des communes et de leurs groupements à fiscalité propre | 137 |
| 10-7 | Les comptes des départements | 138 |
| 10-8 | Les comptes des régions | 139 |
| 10-9 | Les comptes des collectivités territoriales et de leurs groupements à fiscalité propre | 140 |
| 10-10 | Les dépenses des collectivités locales dans les principaux domaines transférés | 141 |
| 10-11 | L'endettement des collectivités locales | 142 |
| 10-12 | Les taux de fiscalité locale | 143 |
| 10-13 | Les produits de fiscalité locale | 144 |
| 10-14 | Les compensations et dégrèvements de fiscalité directe locale | 145 |
| 10-15 | Les effectifs des collectivités locales | 146 |
| 10-16 | Les dépenses de personnel des collectivités locales | 147 |

10-1 Les groupements de collectivités territoriales

Évolution du nombre de groupements de collectivités territoriales

(en nombre de groupements de collectivités territoriales)

| FISCALITÉ PROPRE | 1992 | 1995 | 1999 | 2000 | 2002 | 2004 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009* | 2010* | 2011* |
|---|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Communautés urbaines | 9 | 9 | 12 | 12 | 14 | 14 | 14 | 14 | 14 | 16 | 16 | 16 |
| Communautés d'agglomération | | | | 50 | 120 | 155 | 164 | 169 | 171 | 174 | 181 | 191 |
| SAN | 9 | 9 | 9 | 9 | 8 | 6 | 6 | 5 | 5 | 5 | 5 | 5 |
| Communautés de communes | | 756 | 1 347 | 1 533 | 2 032 | 2 286 | 2 389 | 2 400 | 2 393 | 2 406 | 2 409 | 2 387 |
| Districts | 214 | 324 | 305 | 241 | -** | -** | -** | -** | -** | -** | -** | -** |
| CV | | 4 | 5 | 0 | -** | -** | -** | -** | -** | -** | -** | -** |
| Nombre d'EPCI à fiscalité propre | | 232 | 1 678 | 1 845 | 2 174 | 2 461 | 2 573 | 2 588 | 2 583 | 2 601 | 2 611 | 2 599 |
| Nombre total de communes | | 11 516 | 19 128 | 21 347 | 26 870 | 31 428 | 32 923 | 33 413 | 33 636 | 34 164 | 34 774 | 35 041 |
| Pop. totale regroupée (en millions d'hab.) | | 24,6 | 34,0 | 37,1 | 45,1 | 50,7 | 53,3 | 54,2 | 54,6 | 56,4 | 57,9 | 58,8 |
| <i>dont à fiscalité professionnelle unique :</i> | | | | | | | | | | | | |
| Nombre de groupements | | 48 | 111 | 306 | 745 | 1 028 | 1 162 | 1 200 | 1 224 | 1 261 | 1 302 | 1 320 |
| Nombre total de communes | | 475 | 1 058 | 3 289 | 9 161 | 13 362 | 15 145 | 15 859 | 16 336 | 16 944 | 17 732 | 18 212 |
| Pop. totale regroupée (en millions d'hab.) | | 3,0 | 4,2 | 13,2 | 29,7 | 37,7 | 40,9 | 41,8 | 42,4 | 44,3 | 46,4 | 47,6 |
| Syndicats | | | | | | | | | | | | |
| SIVU | 14 596 | 14 490 | 14 885 | n.d. | n.d. | n.d. | 12 157 | 12 149 | 11 921 | 11 179 | 10 789 | 10 473 |
| SIVOM | 2 478 | 2 298 | 2 165 | n.d. | n.d. | n.d. | 1 492 | 1 501 | 1 468 | 1 445 | 1 395 | 1 358 |
| Syndicats mixtes | 1 107 | 1 454 | n.d. | n.d. | n.d. | 2 687 | 2 749 | 2 921 | 3 064 | 3 194 | 3 257 | 3 268 |
| Nombre de syndicats | 17 074 | 17 895 | 18 504 | n.d. | n.d. | n.d. | 16 336 | 16 399 | 16 310 | 15 688 | 15 378 | 15 099 |

Source : DGCL

n.d. : non disponible

* depuis 2009, le recensement des syndicats est réalisé au 1^{er} février.

** La loi du 12 juillet 1999 prévoyait la disparition des districts et des communautés de villes qui se transforment en CU, CA ou CC au 1^{er} janvier 2002 au plus tard.

Les comptes des administrations publiques locales 10-2

(en milliards d'euros)

| | 1990 | 1995 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 |
|--|-------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| DÉPENSES | 92,5 | 117,2 | 140,5 | 144,6 | 154,8 | 164,2 | 178,4 | 188,2 | 198,5 | 212,8 | 221,9 | 228,5 |
| Dépenses de fonctionnement | 39,4 | 55,1 | 74,4 | 74,8 | 80,8 | 85,7 | 89,3 | 93,9 | 98,8 | 103,5 | 108,8 | 114,2 |
| Consommations intermédiaires | 14,8 | 22,1 | 31,5 | 29,9 | 33,1 | 35,0 | 36,8 | 38,9 | 41,0 | 41,4 | 42,6 | 45,2 |
| Rémunération des salariés | 24,2 | 32,0 | 41,7 | 43,7 | 46,5 | 49,0 | 50,7 | 53,1 | 55,8 | 60,1 | 63,9 | 66,7 |
| dont cotisations sociales imputées | 0,2 | 0,3 | 0,4 | 0,4 | 0,4 | 0,5 | 0,5 | 0,5 | 0,5 | 0,5 | 0,6 | 0,6 |
| Impôts sur la production | 0,5 | 1,0 | 1,1 | 1,1 | 1,2 | 1,7 | 1,8 | 1,8 | 1,9 | 2,0 | 2,2 | 2,3 |
| Revenus de la propriété autres que les intérêts | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Impôts courants sur le revenu et le patrimoine | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Intérêts | 6,9 | 6,2 | 3,7 | 5,1 | 4,2 | 3,7 | 3,5 | 3,1 | 3,7 | 4,9 | 6,1 | 4,1 |
| Prestations et autres transferts | 21,8 | 29,5 | 29,3 | 31,5 | 36,7 | 40,0 | 47,6 | 49,7 | 52,1 | 56,4 | 58,9 | 62,7 |
| Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature | 2,5 | 3,4 | 2,5 | 2,3 | 2,5 | 2,6 | 8,0 | 8,8 | 9,1 | 9,2 | 9,1 | 9,9 |
| Transferts sociaux en nature de biens et services marchands | 3,0 | 3,3 | 3,7 | 3,7 | 5,0 | 6,5 | 6,7 | 6,9 | 7,6 | 8,6 | 9,4 | 9,9 |
| Subventions | 3,4 | 4,8 | 7,3 | 8,4 | 9,8 | 10,5 | 11,6 | 11,9 | 12,6 | 13,8 | 14,3 | 15,0 |
| Transferts courants entre administrations publiques | 2,7 | 3,2 | 3,2 | 3,2 | 3,3 | 3,4 | 3,5 | 4,1 | 4,4 | 5,0 | 5,7 | 6,4 |
| Autres transferts courants | 6,0 | 8,9 | 9,6 | 10,8 | 12,0 | 12,3 | 12,8 | 13,4 | 14,2 | 14,6 | 15,1 | 15,5 |
| Transferts en capital | 4,1 | 5,9 | 2,9 | 3,1 | 4,2 | 4,6 | 5,0 | 4,5 | 4,3 | 5,2 | 5,4 | 6,1 |
| Acquisitions nettes d'actifs non financiers | 24,4 | 26,4 | 33,1 | 33,2 | 33,0 | 34,8 | 38,0 | 41,5 | 43,9 | 48,0 | 48,1 | 47,5 |
| Formation brute de capital fixe | 23,9 | 25,8 | 31,3 | 31,6 | 31,3 | 33,2 | 36,0 | 39,4 | 41,6 | 45,3 | 45,7 | 44,5 |
| Autres acquisitions nettes d'actifs non financiers | 0,5 | 0,6 | 1,9 | 1,6 | 1,7 | 1,6 | 2,0 | 2,1 | 2,2 | 2,7 | 2,5 | 3,0 |
| RECETTES | 88,4 | 115,1 | 143,3 | 146,6 | 156,8 | 164,8 | 176,1 | 184,9 | 195,4 | 205,2 | 213,2 | 222,9 |
| Recettes de production | 11,4 | 16,8 | 24,9 | 24,8 | 26,1 | 27,2 | 28,7 | 29,6 | 32,2 | 33,3 | 34,4 | 35,2 |
| Production des branches marchandes et ventes résiduelles | 10,3 | 13,8 | 20,2 | 19,9 | 20,9 | 22,1 | 23,8 | 24,9 | 26,2 | 27,3 | 28,3 | 28,9 |
| Production pour emploi final propre | 0,1 | 0,1 | 0,5 | 0,5 | 0,5 | 0,5 | 0,5 | 0,6 | 0,6 | 0,6 | 0,7 | 0,6 |
| Paiements partiels des ménages | 1,0 | 1,3 | 1,7 | 1,7 | 1,9 | 1,9 | 2,1 | 2,2 | 2,3 | 2,5 | 2,6 | 2,8 |
| Autres subventions sur la production | 0,0 | 1,6 | 2,6 | 2,6 | 2,8 | 2,7 | 2,3 | 2,0 | 3,1 | 2,8 | 2,8 | 2,9 |
| Revenus de la propriété | 1,8 | 1,8 | 1,9 | 1,9 | 1,8 | 2,0 | 2,0 | 2,1 | 2,2 | 2,2 | 2,4 | 2,5 |
| Intérêts | 0,7 | 0,7 | 0,4 | 0,4 | 0,3 | 0,3 | 0,2 | 0,3 | 0,3 | 0,3 | 0,4 | 0,4 |
| Revenus de la propriété autres que les intérêts | 1,1 | 1,1 | 1,5 | 1,5 | 1,5 | 1,7 | 1,8 | 1,8 | 1,9 | 1,9 | 2,0 | 2,1 |
| Impôts et cotisations sociales | 49,5 | 65,0 | 74,9 | 74,8 | 76,9 | 80,4 | 88,3 | 95,6 | 102,0 | 108,4 | 113,4 | 117,0 |
| Impôts sur la production et les importations | 34,2 | 43,1 | 51,6 | 51,6 | 52,9 | 55,3 | 63,2 | 69,3 | 73,2 | 79,3 | 81,4 | 83,1 |
| Impôts courants sur le revenu et le patrimoine | 8,1 | 11,1 | 9,9 | 10,2 | 10,9 | 11,4 | 12,0 | 12,9 | 13,8 | 14,5 | 15,2 | 16,2 |
| Impôts en capital | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Transferts de recettes fiscales | 6,9 | 10,6 | 13,0 | 12,5 | 12,7 | 13,2 | 12,6 | 12,9 | 14,5 | 14,1 | 16,3 | 17,1 |
| Cotisations sociales | 0,2 | 0,3 | 0,4 | 0,4 | 0,4 | 0,5 | 0,5 | 0,5 | 0,5 | 0,5 | 0,6 | 0,6 |
| dont cotisations sociales imputées | 0,2 | 0,3 | 0,4 | 0,4 | 0,4 | 0,5 | 0,5 | 0,5 | 0,5 | 0,5 | 0,6 | 0,6 |
| Impôts et cotisations dus non recouvrables nets | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Autres transferts | 25,7 | 31,4 | 41,6 | 45,2 | 52,0 | 55,2 | 57,0 | 57,6 | 59,0 | 61,2 | 63,0 | 68,2 |
| Transferts courants entre administrations publiques | 18,2 | 21,1 | 32,2 | 35,3 | 40,9 | 43,3 | 45,6 | 46,3 | 47,8 | 49,3 | 49,8 | 51,4 |
| Autres transferts courants | 1,7 | 2,9 | 2,2 | 2,2 | 3,0 | 3,8 | 3,2 | 3,0 | 2,8 | 3,0 | 3,2 | 3,1 |
| Transferts en capital | 5,8 | 7,5 | 7,1 | 7,7 | 8,1 | 8,1 | 8,2 | 8,2 | 8,4 | 8,9 | 9,9 | 13,7 |
| SOLDES | | | | | | | | | | | | |
| Épargne brute | 18,6 | 22,8 | 31,7 | 30,7 | 31,1 | 31,9 | 32,4 | 34,5 | 36,7 | 36,6 | 34,9 | 34,3 |
| Capacité (+) ou besoin (-) de financement | - 4,1 | - 2,1 | 2,8 | 2,0 | 2,0 | 0,5 | - 2,4 | - 3,3 | - 3,1 | - 7,6 | - 8,7 | - 5,6 |

Source : Insee, Comptes nationaux - Base 2000

10-3 Les dépenses des administrations publiques locales ventilées par fonction

Les dépenses des administrations publiques locales (en milliards d'euros)

| | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 |
|----------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| TOTAL DES DÉPENSES | 125,7 | 130,9 | 140,5 | 144,6 | 154,8 | 164,2 | 178,4 | 188,2 | 198,5 | 212,8 | 221,9 | 228,5 |
| Services publics généraux | 30,9 | 32,1 | 34,2 | 34,7 | 32,9 | 30,9 | 32,7 | 34,9 | 36,7 | 38,8 | 42,0 | 41,8 |
| Défense | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Ordre et sûreté publics | 2,6 | 2,6 | 2,8 | 3,8 | 4,3 | 4,7 | 4,9 | 5,4 | 5,8 | 6,1 | 6,4 | 6,6 |
| Affaires économiques | 20,2 | 19,0 | 21,3 | 18,7 | 20,6 | 21,9 | 23,2 | 24,2 | 24,9 | 26,9 | 27,4 | 28,4 |
| Protection de l'environnement | 7,6 | 7,7 | 9,1 | 9,6 | 10,4 | 11,4 | 12,4 | 13,6 | 14,5 | 15,3 | 15,1 | 15,6 |
| Logement et développement urbain | 15,1 | 17,0 | 20,0 | 21,6 | 24,0 | 25,4 | 27,2 | 28,1 | 29,9 | 32,6 | 33,8 | 34,5 |
| Santé | 1,3 | 1,3 | 1,0 | 1,0 | 1,3 | 1,5 | 1,7 | 1,9 | 1,9 | 2,2 | 2,4 | 2,4 |
| Loisirs, culture et religion | 10,9 | 11,1 | 12,0 | 13,3 | 15,5 | 17,2 | 18,0 | 19,2 | 20,5 | 21,6 | 22,5 | 23,0 |
| Éducation | 21,1 | 23,8 | 24,5 | 26,2 | 27,7 | 29,4 | 30,0 | 31,4 | 31,9 | 34,9 | 36,6 | 38,0 |
| Protection sociale | 16,0 | 16,2 | 15,5 | 15,6 | 18,1 | 21,8 | 28,3 | 29,3 | 32,3 | 34,5 | 35,8 | 38,1 |

Source : Insee, Comptes nationaux - Base 2000

Poids relatif des dépenses par fonction (en %)

| | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 |
|----------------------------------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| Services publics généraux | 24,6 | 24,5 | 24,3 | 24,0 | 21,3 | 18,8 | 18,3 | 18,6 | 18,5 | 18,2 | 18,9 | 18,3 |
| Défense | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Ordre et sûreté publics | 2,0 | 2,0 | 2,0 | 2,6 | 2,8 | 2,9 | 2,8 | 2,9 | 2,9 | 2,9 | 2,9 | 2,9 |
| Affaires économiques | 16,0 | 14,5 | 15,2 | 12,9 | 13,3 | 13,3 | 13,0 | 12,9 | 12,5 | 12,6 | 12,3 | 12,4 |
| Protection de l'environnement | 6,0 | 5,9 | 6,5 | 6,7 | 6,7 | 6,9 | 7,0 | 7,2 | 7,3 | 7,2 | 6,8 | 6,8 |
| Logement et développement urbain | 12,0 | 13,0 | 14,2 | 15,0 | 15,5 | 15,5 | 15,2 | 14,9 | 15,1 | 15,3 | 15,2 | 15,1 |
| Santé | 1,0 | 1,0 | 0,7 | 0,7 | 0,8 | 0,9 | 1,0 | 1,0 | 1,0 | 1,0 | 1,1 | 1,1 |
| Loisirs, culture et religion | 8,7 | 8,5 | 8,6 | 9,2 | 10,0 | 10,5 | 10,1 | 10,2 | 10,3 | 10,2 | 10,1 | 10,1 |
| Éducation | 16,8 | 18,2 | 17,5 | 18,1 | 17,9 | 17,9 | 16,8 | 16,7 | 16,1 | 16,4 | 16,5 | 16,6 |
| Protection sociale | 12,7 | 12,4 | 11,0 | 10,8 | 11,7 | 13,3 | 15,8 | 15,6 | 16,3 | 16,2 | 16,1 | 16,7 |

Source : Insee, Comptes nationaux - Base 2000

Part de la rémunération des salariés (en %)

| | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 |
|----------------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| TOTAL DES DÉPENSES | 29,1 | 30,1 | 29,7 | 30,2 | 30,0 | 29,8 | 28,4 | 28,2 | 28,1 | 28,2 | 28,8 | 29,2 |
| Services publics généraux | 48,9 | 50,1 | 49,7 | 49,9 | 49,6 | 47,8 | 46,5 | 46,0 | 45,5 | 43,7 | 43,1 | 44,9 |
| Défense | | | | | | | | | n.s. | n.s. | n.s. | n.s. |
| Ordre et sûreté publics | 51,3 | 53,3 | 52,6 | 58,8 | 61,0 | 61,5 | 61,7 | 61,7 | 62,9 | 63,1 | 63,5 | 64,1 |
| Affaires économiques | 16,6 | 17,5 | 15,6 | 11,9 | 11,9 | 12,1 | 12,0 | 12,5 | 12,5 | 11,9 | 12,4 | 12,8 |
| Protection de l'environnement | 11,8 | 13,2 | 13,0 | 13,7 | 12,2 | 14,7 | 14,1 | 13,6 | 13,6 | 14,0 | 14,8 | 14,9 |
| Logement et développement urbain | 14,0 | 13,1 | 11,8 | 12,4 | 13,8 | 15,4 | 15,4 | 15,6 | 15,2 | 15,5 | 15,9 | 16,2 |
| Santé | 17,2 | 12,9 | 17,2 | 18,8 | 26,9 | 28,2 | 41,6 | 40,7 | 44,6 | 42,6 | 42,0 | 42,1 |
| Loisirs, culture et religion | 23,1 | 24,2 | 24,1 | 25,9 | 30,1 | 31,2 | 30,9 | 29,9 | 30,5 | 31,2 | 31,9 | 32,2 |
| Éducation | 37,9 | 38,2 | 39,7 | 40,3 | 39,1 | 40,4 | 39,6 | 37,9 | 35,4 | 37,3 | 37,9 | 38,8 |
| Protection sociale | 19,0 | 21,2 | 23,1 | 24,1 | 25,9 | 24,8 | 19,7 | 20,4 | 22,9 | 23,7 | 24,1 | 23,4 |

Source : Insee, Comptes nationaux - Base 2000

Les comptes des communes 10-4

(en milliards d'euros)

| | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009* |
|--|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Dépenses totales | 70,43 | 72,27 | 74,66 | 76,05 | 76,48 | 76,51 | 79,88 | 82,90 | 85,80 | 90,08 | 89,86 | 91,75 |
| Recettes totales | 70,08 | 73,14 | 74,63 | 75,97 | 77,22 | 77,36 | 80,45 | 83,60 | 86,70 | 89,58 | 89,93 | 92,49 |
| Dépenses totales hors remboursements de dette | 63,76 | 65,22 | 67,50 | 68,48 | 68,88 | 70,36 | 73,39 | 76,19 | 79,73 | 84,16 | 84,23 | 86,15 |
| Recettes totales hors emprunts | 64,04 | 66,35 | 67,45 | 68,66 | 69,97 | 71,22 | 73,57 | 75,93 | 79,20 | 81,62 | 82,27 | 85,74 |
| Dépenses réelles de fonctionnement | 48,46 | 49,17 | 49,29 | 50,07 | 51,89 | 52,18 | 53,38 | 55,53 | 56,92 | 58,86 | 60,95 | 62,03 |
| Dépenses de fonctionnement hors intérêts de dette (1) | 45,44 | 46,40 | 46,54 | 47,26 | 49,31 | 49,75 | 51,19 | 53,43 | 54,70 | 56,55 | 58,51 | 59,82 |
| * achats et charges externes | 11,28 | 11,70 | 12,43 | 12,42 | 13,05 | 13,10 | 13,52 | 13,98 | 14,53 | 14,87 | 15,50 | 15,77 |
| * personnel | 22,27 | 22,52 | 23,33 | 24,22 | 25,40 | 26,00 | 26,85 | 27,90 | 29,00 | 30,38 | 31,25 | 31,92 |
| * transferts versés | 9,83 | 9,79 | 8,56 | 8,30 | 8,43 | 8,25 | 8,36 | 8,98 | 8,71 | 8,87 | 9,22 | 9,34 |
| Recettes de fonctionnement (2) | 57,49 | 59,42 | 59,69 | 60,34 | 61,91 | 63,06 | 64,40 | 66,10 | 67,84 | 69,66 | 70,98 | 72,71 |
| * impôts et taxes | 31,80 | 32,18 | 31,12 | 32,92 | 33,89 | 34,82 | 36,43 | 37,82 | 39,06 | 40,13 | 41,15 | 42,56 |
| - dont impôts locaux ** | 27,01 | 27,06 | 25,69 | 24,16 | 23,41 | 23,48 | 23,98 | 24,68 | 25,42 | 26,14 | 27,14 | 28,85 |
| - dont fiscalité reversée | | | | | | 6,69 | 7,25 | 7,65 | 7,88 | 8,02 | 8,07 | 8,19 |
| - autres impôts indirects et taxes | 4,80 | 5,12 | 5,43 | 8,76 | 10,49 | 4,65 | 5,21 | 5,49 | 5,76 | 5,96 | 5,94 | 5,52 |
| - dont TEOM *** | 2,00 | 2,08 | 2,09 | 1,98 | 1,79 | 1,65 | 1,43 | 1,39 | 1,36 | 1,35 | 1,36 | 1,33 |
| * Concours de l'État (a) | 15,19 | 15,94 | 16,38 | 14,95 | 15,20 | 15,15 | 18,15 | 18,48 | 18,93 | 19,21 | 19,34 | 19,38 |
| - DGF | 12,94 | 13,36 | 11,88 | 11,97 | 12,26 | 12,39 | 14,97 | 15,34 | 15,69 | 16,03 | 16,32 | 16,55 |
| - Péréquation et compensations fiscales | n.d. | n.d. | n.d. | n.d. | n.d. | n.d. | 2,81 | 2,74 | 3,24 | 3,18 | 3,02 | 2,83 |
| Épargne de gestion (3) = (2) - (1) | 12,04 | 13,02 | 13,15 | 13,08 | 12,60 | 13,30 | 13,21 | 12,67 | 13,15 | 13,11 | 12,48 | 12,89 |
| * intérêts de dette (4) | 3,02 | 2,78 | 2,75 | 2,81 | 2,58 | 2,43 | 2,20 | 2,11 | 2,23 | 2,31 | 2,44 | 2,21 |
| Épargne brute (5) = (3) - (4) | 9,02 | 10,25 | 10,41 | 10,27 | 10,02 | 10,88 | 11,02 | 10,56 | 10,92 | 10,80 | 10,04 | 10,68 |
| Épargne nette = (5) - remboursement | 2,35 | 3,20 | 3,24 | 2,70 | 2,42 | 4,72 | 4,52 | 3,85 | 4,85 | 4,89 | 4,41 | 5,08 |
| Dépenses réelles d'investissement | 21,96 | 23,09 | 25,37 | 25,99 | 24,58 | 24,33 | 26,50 | 27,37 | 28,88 | 31,22 | 28,92 | 29,72 |
| Dépenses d'investissement hors remboursements (6) | 15,29 | 16,05 | 18,21 | 18,41 | 16,98 | 18,18 | 20,00 | 20,65 | 22,81 | 25,31 | 23,29 | 24,12 |
| * subventions d'équipement | 0,68 | 0,64 | 0,62 | 0,58 | 0,56 | 0,63 | 0,59 | - | 0,86 | 1,16 | 1,08 | 1,37 |
| * équipement | 13,39 | 14,07 | 16,33 | 16,15 | 15,06 | 16,82 | 18,02 | 19,40 | 20,92 | 23,10 | 21,39 | 21,39 |
| Recettes réelles d'investissement | 12,60 | 13,72 | 14,94 | 15,64 | 15,31 | 14,30 | 16,05 | 17,50 | 18,86 | 19,92 | 18,95 | 19,78 |
| Recettes d'investissement hors emprunts (7) | 6,56 | 6,93 | 7,75 | 8,32 | 8,06 | 8,16 | 9,16 | 9,84 | 11,35 | 11,96 | 11,29 | 13,03 |
| * dotations et subventions | 4,86 | 4,91 | 5,64 | 5,83 | 6,06 | 6,30 | 6,62 | 7,22 | 7,71 | 8,19 | 8,14 | 10,21 |
| Besoin ou capacité de financement = (5) + (7) - (6) | + 0,29 | + 1,13 | - 0,05 | + 0,18 | + 1,09 | + 0,86 | + 0,18 | - 0,25 | - 0,53 | - 2,55 | - 1,97 | - 0,41 |
| Variation fonds de roulement | - 0,34 | + 0,87 | - 0,03 | - 0,08 | + 0,74 | + 0,85 | + 0,57 | + 0,70 | + 0,90 | - 0,50 | + 0,07 | + 0,74 |
| Évolution de la dette : | | | | | | | | | | | | |
| * remboursements de dette | 6,67 | 7,04 | 7,17 | 7,57 | 7,60 | 6,15 | 6,50 | 6,71 | 6,07 | 5,92 | 5,63 | 5,60 |
| * emprunts | 6,04 | 6,79 | 7,19 | 7,32 | 7,25 | 6,14 | 6,89 | 7,66 | 7,51 | 7,97 | 7,66 | 6,75 |
| * Emprunts - remboursements de dette | - 0,63 | - 0,25 | + 0,02 | - 0,25 | - 0,35 | - 0,01 | + 0,39 | + 0,95 | + 1,44 | + 2,05 | + 2,03 | + 1,15 |
| Dette totale au 31/12 | 51,64 | 51,39 | 51,41 | 51,15 | 50,80 | 50,59 | 50,94 | 52,04 | 53,43 | 55,46 | 57,49 | 58,64 |
| Ratios : | | | | | | | | | | | | |
| Épargne de gestion / recettes de fonctionnement | 20,9 % | 21,9 % | 22,0 % | 21,7 % | 20,3 % | 21,1 % | 20,5 % | 19,2 % | 19,4 % | 18,8 % | 17,6 % | 17,7 % |
| Épargne brute / recettes de fonctionnement | 15,7 % | 17,2 % | 17,4 % | 17,0 % | 16,2 % | 17,2 % | 17,1 % | 16,0 % | 16,1 % | 15,5 % | 14,1 % | 14,7 % |
| Dette au 31/12 / recettes de fonctionnement | 89,8 % | 86,5 % | 86,1 % | 84,8 % | 82,1 % | 80,2 % | 79,1 % | 78,7 % | 78,7 % | 79,6 % | 81,0 % | 80,7 % |
| Annuité / recettes de fonctionnement | 16,9 % | 16,5 % | 16,6 % | 17,2 % | 16,4 % | 13,6 % | 13,5 % | 13,3 % | 12,2 % | 11,8 % | 11,4 % | 10,7 % |

Source : DGFIP

Les montants sont calculés hors gestion active de la dette.

* Premiers résultats DGFIP

** Les impôts locaux ne comprennent pas les reversements de TP des EPCI vers les communes.

*** Les montants de la TEOM ne prennent pas en compte les montants des groupements à fiscalité propre.

(a) Réforme de l'architecture des concours financiers à partir de 2004

n.d. : Données non disponibles

10-5 Les comptes des groupements de communes à fiscalité propre

(en milliards d'euros)

| | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009* |
|--|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Dépenses totales | 9,54 | 10,56 | 13,49 | 16,63 | 19,71 | 22,82 | 25,89 | 29,18 | 30,02 | 32,50 | 33,35 | 34,06 |
| Recettes totales | 9,46 | 10,62 | 13,61 | 16,82 | 19,99 | 23,18 | 26,24 | 28,93 | 30,32 | 32,45 | 33,45 | 34,59 |
| Dépenses totales hors remboursements de dette | 8,67 | 9,68 | 12,57 | 15,55 | 18,67 | 21,71 | 24,58 | 27,75 | 28,58 | 30,96 | 31,77 | 32,52 |
| Recettes totales hors emprunts | 8,40 | 9,27 | 12,18 | 15,60 | 18,79 | 21,73 | 24,34 | 26,45 | 27,58 | 29,47 | 30,59 | 32,11 |
| Dépenses réelles de fonctionnement | 5,79 | 6,32 | 8,92 | 11,61 | 14,86 | 16,95 | 19,16 | 21,10 | 21,67 | 22,72 | 23,67 | 24,60 |
| Dépenses de fonctionnement hors intérêts de dette (1) | 5,35 | 5,91 | 8,49 | 11,13 | 14,41 | 16,51 | 18,73 | 20,67 | 21,17 | 22,14 | 23,00 | 24,01 |
| * achats et charges externes | 1,55 | 1,76 | 1,94 | 2,32 | 2,90 | 3,32 | 3,71 | 4,07 | 4,41 | 4,58 | 4,87 | 5,07 |
| * reversements fiscaux | 0,71 | 0,82 | 2,78 | 4,26 | 6,01 | 7,19 | 7,76 | 8,12 | 8,33 | 8,40 | 8,44 | 8,40 |
| * personnel | 1,50 | 1,56 | 1,59 | 1,85 | 2,29 | 2,82 | 3,07 | 3,50 | 3,85 | 4,20 | 4,51 | 4,94 |
| * transferts versés | 1,40 | 1,61 | 1,93 | 2,39 | 2,85 | 2,87 | 3,38 | 4,11 | 3,81 | 4,05 | 4,24 | 4,57 |
| Recettes de fonctionnement (2) | 7,36 | 8,06 | 10,86 | 13,92 | 17,35 | 20,25 | 22,39 | 24,10 | 25,07 | 26,19 | 27,20 | 28,65 |
| * impôts et taxes | 5,10 | 5,40 | 7,31 | 9,09 | 10,70 | 12,51 | 13,85 | 14,89 | 15,73 | 16,42 | 17,15 | 18,51 |
| - dont impôts locaux | 4,23 | 4,40 | 6,22 | 7,51 | 8,61 | 9,85 | 10,85 | 11,58 | 12,31 | 12,84 | 13,40 | 14,46 |
| - autres impôts indirects et taxes | 0,88 | 1,00 | 1,08 | 1,58 | 2,09 | 2,66 | 3,00 | 3,32 | 3,42 | 3,57 | 3,75 | 4,05 |
| - dont TEOM | 0,51 | 0,58 | 0,65 | 0,89 | 1,25 | 2,03 | 2,58 | 2,93 | 3,24 | 3,46 | 3,67 | 4,06 |
| * Concours de l'État (a) | 1,16 | 1,26 | 1,58 | 2,05 | 2,32 | 2,50 | 6,12 | 6,52 | 6,79 | 7,01 | 7,10 | 7,16 |
| - DGF | 0,81 | 0,85 | 1,08 | 1,39 | 1,69 | 1,83 | 5,09 | 5,56 | 5,86 | 6,09 | 6,24 | 6,41 |
| - Péréquation et compensations fiscales | n.d. | n.d. | n.d. | n.d. | n.d. | n.d. | 1,00 | 0,92 | 0,93 | 0,89 | 0,86 | 0,75 |
| Épargne de gestion (3) = (2) - (1) | 2,01 | 2,15 | 2,38 | 2,80 | 2,94 | 3,74 | 3,67 | 3,43 | 3,90 | 4,05 | 4,20 | 4,64 |
| * intérêts de dette (4) | 0,44 | 0,41 | 0,43 | 0,49 | 0,45 | 0,44 | 0,43 | 0,43 | 0,50 | 0,59 | 0,67 | 0,60 |
| Épargne brute (5) = (3) - (4) | 1,58 | 1,74 | 1,95 | 2,31 | 2,49 | 3,30 | 3,24 | 3,00 | 3,40 | 3,47 | 3,53 | 4,04 |
| Épargne nette = (5) - remboursement | 0,70 | 0,86 | 1,03 | 1,23 | 1,45 | 2,20 | 1,93 | 1,58 | 1,97 | 1,93 | 1,95 | 2,50 |
| Dépenses réelles d'investissement | 3,75 | 4,24 | 4,57 | 5,02 | 4,85 | 5,87 | 6,73 | 8,08 | 8,34 | 9,78 | 9,68 | 9,45 |
| Dépenses d'investissement hors remboursements (6) | 2,88 | 3,36 | 3,65 | 3,94 | 3,81 | 4,77 | 5,42 | 6,65 | 6,91 | 8,24 | 8,10 | 7,91 |
| * subventions d'équipement | 0,34 | 0,34 | 0,44 | 0,39 | 0,40 | 0,47 | 0,51 | 0,60 | 0,77 | 1,08 | 1,09 | 1,20 |
| * équipement | 2,07 | 2,87 | 3,02 | 3,39 | 3,17 | 3,50 | 3,97 | 4,96 | 5,59 | 6,45 | 6,32 | 5,97 |
| Recettes réelles d'investissement | 2,10 | 2,56 | 2,74 | 2,89 | 2,64 | 2,92 | 3,85 | 4,83 | 5,25 | 6,26 | 6,25 | 5,94 |
| Recettes d'investissement hors emprunts (7) | 1,04 | 1,21 | 1,31 | 1,67 | 1,45 | 1,48 | 1,94 | 2,35 | 2,51 | 3,28 | 3,39 | 3,46 |
| * dotations et subventions | 0,60 | 0,80 | 0,82 | 1,02 | 1,00 | 1,06 | 1,29 | 1,55 | 1,85 | 2,21 | 2,49 | 2,59 |
| Besoin ou capacité de financement = (5) + (7) - (6) | - 1,13 | - 1,29 | - 1,31 | - 1,04 | - 0,92 | - 1,09 | - 0,25 | - 1,30 | - 1,00 | - 1,49 | - 1,18 | - 0,40 |
| Variation fonds de roulement | - 0,08 | 0,06 | 0,12 | 0,18 | 0,28 | 0,36 | 0,36 | - 0,24 | 0,30 | - 0,05 | 0,11 | 0,54 |
| Évolution de la dette : | | | | | | | | | | | | |
| * remboursements de dette | 0,87 | 0,88 | 0,91 | 1,08 | 1,04 | 1,11 | 1,30 | 1,42 | 1,43 | 1,54 | 1,58 | 1,54 |
| * emprunts | 1,06 | 1,35 | 1,43 | 1,22 | 1,20 | 1,45 | 1,91 | 2,48 | 2,73 | 2,98 | 2,86 | 2,48 |
| * Emprunts - remboursements de dette | 0,18 | 0,47 | 0,51 | 0,14 | 0,15 | 0,34 | 0,60 | 1,06 | 1,30 | 1,44 | 1,28 | 0,94 |
| Dettes totales au 31/12 | 9,80 | 10,27 | 10,78 | 10,93 | 11,08 | 11,42 | 12,03 | 12,25 | 13,56 | 14,84 | 16,13 | 17,07 |
| Ratios : | | | | | | | | | | | | |
| Épargne de gestion / recettes de fonctionnement | 27,3 % | 26,7 % | 21,9 % | 20,1 % | 17,0 % | 18,5 % | 16,4 % | 14,2 % | 15,6 % | 15,5 % | 15,4 % | 16,2 % |
| Épargne brute / recettes de fonctionnement | 21,4 % | 21,6 % | 17,9 % | 16,6 % | 14,4 % | 16,3 % | 14,4 % | 12,4 % | 13,6 % | 13,2 % | 13,0 % | 14,1 % |
| Dettes au 31/12 / recettes de fonctionnement | 133,1 % | 127,4 % | 99,3 % | 78,5 % | 63,9 % | 56,4 % | 53,7 % | 50,8 % | 54,1 % | 56,7 % | 59,3 % | 59,6 % |
| Annuité / recettes de fonctionnement | 17,8 % | 16,0 % | 12,4 % | 11,2 % | 8,6 % | 7,6 % | 7,7 % | 7,7 % | 7,7 % | 8,1 % | 8,3 % | 7,5 % |

Source : DGFIP

Les montants sont calculés hors gestion active de la dette.

* Premiers résultats DGFIP

(a) Réforme de l'architecture des concours financiers à partir de 2004

n.d. : Données non disponibles

Les comptes des communes et de leurs groupements à fiscalité propre 10-6

(en milliards d'euros)

| | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009* |
|--|---------------|--------------|---------------|--------------|--------------|--------------|--------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Dépenses totales | 79,26 | 82,01 | 85,37 | 88,42 | 90,18 | 92,14 | 98,01 | 103,96 | 107,49 | 114,18 | 114,77 | 117,41 |
| Recettes totales | 78,83 | 82,94 | 85,46 | 88,53 | 91,20 | 93,84 | 99,45 | 104,41 | 108,69 | 113,63 | 114,94 | 118,69 |
| Dépenses totales hors remboursements de dette | 71,71 | 74,08 | 77,29 | 79,77 | 81,53 | 84,89 | 90,21 | 95,82 | 99,99 | 106,73 | 107,56 | 110,27 |
| Recettes totales hors emprunts | 71,74 | 74,79 | 76,84 | 79,99 | 82,76 | 86,25 | 90,65 | 94,26 | 98,45 | 102,68 | 104,42 | 109,45 |
| Dépenses réelles de fonctionnement | 53,54 | 54,67 | 55,43 | 57,42 | 60,74 | 61,94 | 64,78 | 68,52 | 70,27 | 73,18 | 76,17 | 78,24 |
| Dépenses de fonctionnement hors intérêts de dette (1) | 50,09 | 51,49 | 52,25 | 54,12 | 57,71 | 59,08 | 62,16 | 65,98 | 67,54 | 70,28 | 73,07 | 75,43 |
| * achats et charges externes | 12,84 | 13,46 | 14,37 | 14,73 | 15,94 | 16,42 | 17,23 | 18,05 | 18,94 | 19,45 | 20,37 | 20,83 |
| * personnel | 23,77 | 24,08 | 24,92 | 26,07 | 27,69 | 28,81 | 29,92 | 31,40 | 32,85 | 34,58 | 35,76 | 36,87 |
| * transferts versés | 11,22 | 11,41 | 10,49 | 10,69 | 11,28 | 11,12 | 11,74 | 13,09 | 12,52 | 12,91 | 13,47 | 13,92 |
| Recettes de fonctionnement (2) | 64,14 | 66,66 | 67,78 | 70,00 | 73,25 | 76,62 | 79,55 | 82,08 | 84,59 | 87,45 | 89,74 | 92,96 |
| * impôts et taxes | 36,91 | 37,58 | 38,43 | 42,01 | 44,59 | 40,64 | 43,03 | 45,06 | 46,91 | 48,52 | 50,23 | 52,88 |
| - dont impôts locaux | 31,23 | 31,46 | 31,91 | 31,67 | 32,02 | 33,34 | 34,83 | 36,26 | 37,73 | 38,99 | 40,54 | 43,31 |
| - autres impôts indirects et taxes | 5,67 | 6,12 | 6,51 | 10,34 | 12,57 | 7,30 | 8,21 | 8,80 | 9,17 | 9,53 | 9,69 | 9,57 |
| - dont TEOM | 2,51 | 2,65 | 2,74 | 2,87 | 3,04 | 3,68 | 4,00 | 4,32 | 4,60 | 4,81 | 5,03 | 5,40 |
| * Concours de l'État (a) | 16,35 | 17,20 | 17,97 | 17,00 | 17,53 | 17,65 | 23,86 | 25,00 | 25,71 | 26,22 | 26,44 | 26,54 |
| - DGF | 13,75 | 14,21 | 12,96 | 13,35 | 13,95 | 14,22 | 20,46 | 20,90 | 21,55 | 22,12 | 22,56 | 22,96 |
| - Péréquation et compensations fiscales | n.d. | n.d. | n.d. | n.d. | n.d. | n.d. | 3,81 | 3,66 | 4,17 | 4,07 | 3,88 | 3,59 |
| Épargne de gestion (3) = (2) - (1) | 14,06 | 15,17 | 15,53 | 15,88 | 15,54 | 17,54 | 17,39 | 16,10 | 17,05 | 17,17 | 16,67 | 17,53 |
| * intérêts de dette (4) | 3,46 | 3,18 | 3,18 | 3,30 | 3,03 | 2,86 | 2,63 | 2,54 | 2,73 | 2,89 | 3,11 | 2,81 |
| Épargne brute (5) = (3) - (4) | 10,60 | 11,99 | 12,35 | 12,58 | 12,51 | 14,67 | 14,76 | 13,56 | 14,32 | 14,27 | 13,57 | 14,72 |
| Épargne nette = (5) - remboursement | 3,05 | 4,06 | 4,27 | 3,93 | 3,86 | 7,42 | 6,96 | 5,42 | 6,82 | 6,82 | 6,36 | 7,58 |
| Dépenses réelles d'investissement | 25,71 | 27,33 | 29,94 | 31,01 | 29,44 | 30,20 | 33,23 | 35,44 | 37,22 | 41,00 | 38,60 | 39,17 |
| Dépenses d'investissement hors remboursements (6) | 18,17 | 19,41 | 21,86 | 22,36 | 20,79 | 22,95 | 25,43 | 27,30 | 29,72 | 33,55 | 31,39 | 32,03 |
| * subventions d'équipement | 1,03 | 0,98 | 1,06 | 0,97 | 0,97 | 1,10 | 1,10 | - | 1,63 | 2,24 | 2,17 | 2,57 |
| * équipement | 15,47 | 16,93 | 19,35 | 19,55 | 18,23 | 20,32 | 21,99 | 24,36 | 26,50 | 29,56 | 27,72 | 27,36 |
| Recettes réelles d'investissement | 14,69 | 16,28 | 17,68 | 18,53 | 17,95 | 17,23 | 19,90 | 22,33 | 24,11 | 26,18 | 25,20 | 25,73 |
| Recettes d'investissement hors emprunts (7) | 7,60 | 8,13 | 9,06 | 9,99 | 9,51 | 9,64 | 11,11 | 12,19 | 13,87 | 15,24 | 14,68 | 16,50 |
| * dotations et subventions | 5,46 | 5,72 | 6,46 | 6,85 | 7,06 | 7,36 | 7,91 | 8,77 | 9,56 | 10,41 | 10,63 | 12,80 |
| Besoin ou capacité de financement = (5) + (7) - (6) | - 0,03 | 0,71 | - 0,44 | 0,22 | 1,22 | 1,37 | 0,44 | - 1,56 | - 1,53 | - 4,04 | - 3,14 | - 0,81 |
| Variation fonds de roulement | - 0,42 | 0,93 | 0,09 | 0,10 | 1,02 | 1,70 | 1,44 | 0,45 | 1,20 | - 0,55 | 0,17 | 1,28 |
| Évolution de la dette : | | | | | | | | | | | | |
| * remboursements de dette | 7,54 | 7,93 | 8,08 | 8,65 | 8,64 | 7,26 | 7,80 | 8,14 | 7,50 | 7,45 | 7,21 | 7,14 |
| * emprunts | 7,09 | 8,14 | 8,61 | 8,54 | 8,45 | 7,59 | 8,80 | 10,15 | 10,24 | 10,94 | 10,53 | 9,23 |
| * Emprunts - remboursements de dette | - 0,45 | 0,22 | 0,53 | - 0,11 | - 0,20 | 0,33 | 1,00 | 2,01 | 2,74 | 3,49 | 3,32 | 2,09 |
| Dette totale au 31/12 | 60,61 | 60,83 | 61,36 | 61,25 | 61,05 | 61,18 | 62,14 | 64,29 | 66,99 | 70,30 | 73,62 | 75,71 |
| Ratios : | | | | | | | | | | | | |
| Épargne de gestion / recettes de fonctionnement | 21,9 % | 22,8 % | 22,9 % | 22,7 % | 21,2 % | 22,9 % | 21,9 % | 19,6 % | 20,2 % | 19,6 % | 18,6 % | 18,9 % |
| Épargne brute / recettes de fonctionnement | 16,5 % | 18,0 % | 18,2 % | 18,0 % | 17,1 % | 19,2 % | 18,6 % | 16,5 % | 16,9 % | 16,3 % | 15,1 % | 15,8 % |
| Dette au 31/12 / recettes de fonctionnement | 94,5 % | 91,3 % | 90,5 % | 87,5 % | 83,3 % | 79,9 % | 78,1 % | 78,3 % | 79,2 % | 80,4 % | 82,0 % | 81,4 % |
| Annuité / recettes de fonctionnement | 17,2 % | 16,7 % | 16,6 % | 17,1 % | 15,9 % | 13,2 % | 13,1 % | 13,0 % | 12,1 % | 11,8 % | 11,5 % | 10,7 % |

Source : DGFIP

Les montants sont calculés hors gestion active de la dette.

* Premiers résultats DGFIP

(a) Réforme de l'architecture des concours financiers à partir de 2004

n.d. : Données non disponibles

Attention : les données figurant ici ne correspondent pas à la somme des opérations « communes » et « groupements à fiscalité propre » : les reversements fiscaux des groupements vers les communes ont été neutralisés en dépenses comme en recettes de fonctionnement.

10-7 Les comptes des départements

(en milliards d'euros)

| | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009* |
|--|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Dépenses totales | 36,30 | 37,70 | 36,12 | 37,34 | 40,20 | 43,28 | 51,72 | 54,29 | 58,35 | 62,00 | 65,39 | 68,39 |
| Recettes totales | 36,41 | 37,96 | 36,28 | 37,03 | 40,40 | 43,82 | 51,28 | 54,42 | 58,93 | 61,39 | 64,91 | 66,99 |
| Dépenses totales hors remboursements de dette | 32,28 | 33,66 | 33,11 | 34,66 | 37,62 | 40,61 | 49,16 | 51,42 | 55,14 | 59,57 | 62,99 | 65,45 |
| Recettes totales hors emprunts | 33,30 | 34,91 | 34,62 | 35,10 | 37,77 | 40,69 | 47,91 | 50,39 | 54,79 | 57,55 | 59,63 | 61,87 |
| Dépenses réelles de fonctionnement | 23,62 | 24,32 | 23,64 | 24,26 | 27,12 | 29,71 | 37,43 | 39,29 | 42,22 | 45,37 | 48,63 | 50,94 |
| Dépenses de fonctionnement hors intérêts de dette (1) | 22,52 | 23,34 | 22,75 | 23,36 | 26,39 | 29,01 | 36,68 | 38,66 | 41,50 | 44,59 | 47,74 | 50,18 |
| * achats et charges externes | | | 4,75 | 4,74 | 5,15 | 5,40 | 4,71 | 4,91 | 5,16 | 5,33 | 5,65 | 5,67 |
| * personnel | 3,73 | 3,98 | 4,18 | 4,47 | 4,82 | 5,21 | 6,13 | 6,56 | 7,07 | 8,33 | 9,93 | 10,67 |
| * transferts versés | 6,78 | 7,08 | 13,22 | 13,62 | 15,83 | 17,84 | 25,19 | 26,54 | 28,59 | 30,16 | 31,37 | 33,02 |
| Recettes de fonctionnement (2) | 30,50 | 32,09 | 31,99 | 32,48 | 34,99 | 37,77 | 45,10 | 47,60 | 51,55 | 54,34 | 56,34 | 57,28 |
| * impôts et taxes | 19,84 | 20,54 | 20,76 | 19,07 | 19,78 | 21,04 | 27,53 | 30,83 | 33,12 | 35,05 | 36,57 | 37,61 |
| - dont impôts locaux | 13,54 | 13,66 | 13,85 | 13,80 | 14,21 | 15,06 | 15,75 | 16,91 | 18,40 | 19,02 | 19,92 | 22,17 |
| - autres impôts indirects et taxes | 6,31 | 6,89 | 6,91 | 5,27 | 5,57 | 5,97 | 11,78 | 13,92 | 14,72 | 16,03 | 16,65 | 15,44 |
| <i>dont droits de mutation</i> | <i>3,78</i> | <i>4,19</i> | <i>3,5</i> | <i>3,4</i> | <i>4,1</i> | <i>4,9</i> | <i>5,65</i> | <i>6,7</i> | <i>7,56</i> | <i>7,95</i> | <i>7,27</i> | <i>5,35</i> |
| <i>dont TIPP</i> | | | - | - | - | - | <i>4,89</i> | <i>5,29</i> | <i>5,04</i> | <i>4,94</i> | <i>5,15</i> | <i>5,49</i> |
| <i>dont TSCA</i> | | | - | - | - | - | - | <i>1,04</i> | <i>1,17</i> | <i>2,09</i> | <i>3,05</i> | <i>3,13</i> |
| * Concours de l'État (a) | 8,84 | 9,30 | 7,06 | 8,70 | 10,01 | 11,02 | 12,90 | 12,41 | 12,93 | 13,20 | 13,32 | 13,44 |
| - DGF | 4,51 | 5,02 | 6,26 | 8,18 | 8,80 | 9,04 | 11,32 | 10,84 | 11,32 | 11,60 | 11,85 | 12,08 |
| - Péréquation et compensations fiscales | n.d. | n.d. | n.d. | n.d. | n.d. | n.d. | 1,17 | 1,20 | 1,60 | 1,59 | 1,47 | 1,37 |
| Épargne de gestion (3) = (2) - (1) | 7,98 | 8,75 | 9,24 | 9,13 | 8,61 | 8,76 | 8,42 | 8,94 | 10,05 | 9,75 | 8,60 | 7,10 |
| * intérêts de dette (4) | 1,09 | 0,98 | 0,89 | 0,90 | 0,73 | 0,70 | 0,75 | 0,63 | 0,72 | 0,78 | 0,89 | 0,77 |
| Épargne brute (5) = (3) - (4) | 6,89 | 7,77 | 8,36 | 8,22 | 7,87 | 8,06 | 7,67 | 8,31 | 9,33 | 8,97 | 7,71 | 6,34 |
| Épargne nette = (5) - remboursement | 2,87 | 3,73 | 5,34 | 5,54 | 5,29 | 5,39 | 5,11 | 5,44 | 6,13 | 6,54 | 5,31 | 3,40 |
| Dépenses réelles d'investissement | 12,68 | 13,38 | 12,49 | 13,08 | 13,08 | 13,58 | 14,29 | 15,00 | 16,13 | 16,64 | 16,76 | 17,44 |
| Dépenses d'investissement hors remboursements (6) | 8,67 | 9,35 | 9,47 | 10,40 | 10,50 | 10,91 | 11,73 | 12,13 | 12,93 | 14,21 | 14,36 | 14,51 |
| * subventions d'équipement | 2,91 | 3,40 | 3,57 | 3,92 | 3,79 | 3,88 | 4,42 | 4,52 | 4,81 | 5,38 | 5,50 | 5,52 |
| * équipement | 5,02 | 5,16 | 5,48 | 6,09 | 6,33 | 6,66 | 6,90 | 7,30 | 7,76 | 8,33 | 8,54 | 8,60 |
| Recettes réelles d'investissement | 5,91 | 5,88 | 4,29 | 4,55 | 5,40 | 6,06 | 6,17 | 6,81 | 7,38 | 7,06 | 8,57 | 9,71 |
| Recettes d'investissement hors emprunts (7) | 2,80 | 2,82 | 2,63 | 2,61 | 2,77 | 2,93 | 2,80 | 2,78 | 3,24 | 3,21 | 3,29 | 4,59 |
| * dotations et subventions | 2,08 | 2,04 | 2,06 | 2,09 | 2,11 | 2,26 | 2,22 | 2,31 | 2,54 | 2,65 | 2,80 | 4,09 |
| Besoin ou capacité de financement = (5) + (7) - (6) | + 1,02 | + 1,24 | + 1,51 | + 0,44 | + 0,15 | + 0,08 | - 1,25 | - 1,03 | - 0,35 | - 2,03 | - 3,36 | - 3,58 |
| Variation fonds de roulement | + 0,11 | + 0,27 | + 0,16 | - 0,31 | + 0,20 | + 0,54 | - 0,44 | + 0,12 | + 0,59 | - 0,61 | - 0,49 | - 1,39 |
| Dépenses totales collèges | 2,8 | 2,9 | 3,1 | 3,2 | 3,3 | 3,49 | 3,21 | 3,35 | 3,41 | 3,90 | 4,28 | 4,30 |
| Dépenses totales d'aide sociale | 14,4 | 14,8 | 13,6 | 13,7 | 15,7 | 17,6 | 24,61 | 25,9 | 27,75 | 29,20 | 30,39 | 31,50 |
| Évolution de la dette : | | | | | | | | | | | | |
| * remboursements de dette | 4,02 | 4,04 | 3,02 | 2,68 | 2,58 | 2,67 | 2,56 | 2,88 | 3,20 | 2,43 | 2,40 | 2,93 |
| * emprunts | 3,11 | 3,06 | 1,66 | 1,94 | 2,63 | 3,13 | 3,37 | 4,03 | 4,14 | 3,84 | 5,28 | 5,12 |
| * Emprunts - remboursements de dette | - 0,91 | - 0,98 | - 1,35 | - 0,75 | + 0,05 | + 0,46 | + 0,81 | + 1,15 | + 0,94 | + 1,41 | + 2,87 | + 2,19 |
| Dette totale au 31/12 | 21,86 | 20,68 | 19,51 | 18,67 | 18,73 | 17,36 | 18,16 | 19,26 | 20,48 | 21,90 | 24,77 | 26,95 |
| Ratios : | | | | | | | | | | | | |
| Épargne de gestion / recettes de fonctionnement | 26,2 % | 27,3 % | 28,9 % | 28,1 % | 24,6 % | 23,2 % | 18,7 % | 18,8 % | 19,5 % | 17,9 % | 15,3 % | 12,4 % |
| Épargne brute / recettes de fonctionnement | 22,6 % | 24,2 % | 26,1 % | 25,3 % | 22,5 % | 21,3 % | 17,0 % | 17,5 % | 18,1 % | 16,5 % | 13,7 % | 11,1 % |
| Dette au 31/12 / recettes de fonctionnement | 71,7 % | 64,4 % | 61,0 % | 57,5 % | 53,5 % | 46,0 % | 40,3 % | 40,5 % | 39,7 % | 40,3 % | 44,0 % | 47,1 % |
| Annuité / recettes de fonctionnement | 16,7 % | 15,6 % | 12,2 % | 11,0 % | 9,5 % | 8,9 % | 7,3 % | 7,4 % | 7,6 % | 5,9 % | 5,8 % | 6,5 % |

Source : DGFIP

Les montants sont calculés hors gestion active de la dette.

* Premiers résultats DGFIP

(a) Réforme de l'architecture des concours financiers à partir de 2004

n.d. : Données non disponibles

(en milliards d'euros)

| | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009* |
|--|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Dépenses totales | 11,71 | 12,34 | 12,28 | 12,69 | 14,98 | 15,76 | 17,28 | 19,52 | 21,73 | 24,41 | 26,66 | 28,01 |
| Recettes totales | 11,90 | 12,33 | 12,30 | 12,70 | 15,18 | 15,35 | 17,13 | 19,56 | 21,57 | 24,32 | 26,18 | 27,78 |
| Dépenses totales hors remboursements de dette | 10,80 | 11,03 | 11,23 | 11,70 | 13,91 | 14,86 | 16,47 | 18,15 | 20,04 | 23,13 | 24,69 | 26,05 |
| Recettes totales hors emprunts | 10,99 | 11,55 | 11,61 | 11,94 | 13,95 | 13,91 | 15,10 | 17,45 | 18,82 | 21,50 | 22,88 | 24,13 |
| Dépenses réelles de fonctionnement | 5,39 | 5,64 | 5,76 | 6,15 | 7,55 | 7,91 | 9,01 | 10,45 | 11,75 | 14,04 | 15,20 | 15,99 |
| Dépenses de fonctionnement hors intérêts de dette (1) | 4,92 | 5,20 | 5,35 | 5,75 | 7,21 | 7,60 | 8,71 | 10,06 | 11,35 | 13,54 | 14,61 | 15,49 |
| * achats et charges externes | 0,33 | 0,31 | 0,36 | 0,39 | 0,56 | 1,01 | 1,20 | 1,18 | 1,41 | 1,42 | 1,44 | 1,50 |
| * personnel | 0,34 | 0,37 | 0,40 | 0,43 | 0,47 | 0,52 | 0,57 | 0,62 | 0,78 | 1,60 | 2,35 | 2,68 |
| * transferts versés | 3,99 | 4,21 | 4,34 | 4,67 | 5,93 | 5,95 | 6,77 | 8,10 | 9,00 | 10,36 | 10,64 | 11,11 |
| Recettes de fonctionnement (2) | 9,57 | 10,13 | 10,18 | 10,49 | 12,26 | 12,53 | 13,58 | 15,78 | 17,22 | 19,61 | 20,95 | 21,46 |
| * impôts et taxes | 6,33 | 6,01 | 6,09 | 5,26 | 5,09 | 5,03 | 5,25 | 6,93 | 8,35 | 10,54 | 11,70 | 12,27 |
| - dont impôts locaux | 3,78 | 3,80 | 3,95 | 3,09 | 3,02 | 3,07 | 3,22 | 4,00 | 4,43 | 4,42 | 4,63 | 5,00 |
| - autres impôts indirects et taxes | 2,55 | 2,21 | 2,14 | 2,17 | 2,07 | 1,96 | 2,03 | 2,93 | 3,91 | 6,12 | 7,08 | 7,27 |
| dont cartes grises | | | 1,37 | 1,41 | 1,50 | 1,43 | 1,48 | 1,62 | 1,83 | 1,94 | 1,96 | 1,99 |
| dont TIPP | | | - | - | - | - | - | 0,43 | 1,02 | 2,83 | 3,64 | 3,83 |
| * Concours de l'État (a) | 2,81 | 2,99 | 2,83 | 2,89 | 4,24 | 4,64 | 7,04 | 8,02 | 8,26 | 8,29 | 8,39 | 8,51 |
| - DGF | 2,55 | 2,71 | 2,63 | 2,76 | 3,97 | 3,38 | 4,84 | 4,95 | 5,11 | 5,21 | 5,27 | 5,42 |
| - Péréquation et compensations fiscales | n.d. | n.d. | n.d. | n.d. | n.d. | n.d. | 0,22 | 0,24 | 0,23 | 0,24 | 0,22 | 0,20 |
| Épargne de gestion (3) = (2) - (1) | 4,65 | 4,93 | 4,83 | 4,74 | 5,05 | 4,94 | 4,88 | 5,72 | 5,87 | 6,07 | 6,34 | 5,97 |
| * intérêts de dette (4) | 0,47 | 0,44 | 0,41 | 0,40 | 0,34 | 0,31 | 0,31 | 0,39 | 0,40 | 0,50 | 0,60 | 0,50 |
| Épargne brute (5) = (3) - (4) | 4,17 | 4,49 | 4,42 | 4,34 | 4,71 | 4,63 | 4,57 | 5,33 | 5,47 | 5,57 | 5,75 | 5,47 |
| Épargne nette = (5) - remboursement | 3,26 | 3,18 | 3,36 | 3,35 | 3,64 | 3,72 | 3,76 | 3,96 | 3,78 | 4,30 | 3,78 | 3,51 |
| Dépenses réelles d'investissement | 6,32 | 6,70 | 6,52 | 6,54 | 7,42 | 7,86 | 8,27 | 9,08 | 9,98 | 10,37 | 11,46 | 12,02 |
| Dépenses d'investissement hors remboursements (6) | 5,40 | 5,40 | 5,46 | 5,55 | 6,36 | 6,95 | 7,46 | 7,70 | 8,29 | 9,09 | 9,49 | 10,06 |
| * subventions d'équipement | 3,04 | 3,02 | 3,11 | 3,20 | 3,81 | 4,14 | 4,33 | 4,59 | 4,93 | 5,35 | 5,41 | 5,74 |
| * équipement | 2,14 | 2,13 | 2,13 | 2,15 | 2,28 | 2,44 | 2,68 | 2,58 | 3,10 | 3,44 | 3,76 | 3,81 |
| Recettes réelles d'investissement | 2,33 | 2,20 | 2,12 | 2,21 | 2,92 | 2,82 | 3,55 | 3,78 | 4,35 | 4,71 | 5,23 | 6,31 |
| Recettes d'investissement hors emprunts (7) | 1,42 | 1,43 | 1,44 | 1,45 | 1,69 | 1,37 | 1,52 | 1,68 | 1,60 | 1,88 | 1,93 | 2,67 |
| * dotations et subventions | 1,19 | 1,24 | 1,25 | 1,26 | 1,44 | 1,16 | 1,13 | 1,43 | 1,38 | 1,59 | 1,65 | 2,34 |
| Besoin ou capacité de financement = (5) + (7) - (6) | + 0,19 | + 0,52 | + 0,39 | + 0,25 | + 0,04 | - 0,95 | - 1,37 | - 0,70 | - 1,22 | - 1,63 | - 1,81 | - 1,92 |
| Variation fonds de roulement | + 0,18 | - 0,01 | + 0,02 | + 0,01 | + 0,21 | - 0,42 | - 0,15 | + 0,03 | - 0,17 | - 0,09 | - 0,48 | - 0,24 |
| Dépenses totales lycées | 2,7 | 2,9 | 2,9 | 3,0 | 3,2 | 3,4 | 3,6 | 3,96 | 3,89 | 5,18 | 6,11 | 6,55 |
| Dépenses totales formation professionnelle | 2,1 | 2,1 | 2,2 | 2,2 | 2,2 | 2,4 | 3,0 | 3,47 | 3,99 | 4,88 | 4,88 | 4,92 |
| Dépenses transport ferroviaire | 0,6 | 0,5 | 0,6 | 0,6 | 2,1 | 2,1 | 2,4 | 2,75 | 2,88 | 3,16 | 3,36 | 3,30 |
| Évolution de la dette : | | | | | | | | | | | | |
| * remboursements de dette | 0,91 | 1,31 | 1,05 | 0,99 | 1,07 | 0,91 | 0,81 | 1,37 | 1,69 | 1,28 | 1,97 | 1,96 |
| * emprunts | 0,91 | 0,78 | 0,68 | 0,75 | 1,23 | 1,44 | 2,03 | 2,11 | 2,75 | 2,83 | 3,30 | 3,65 |
| * Emprunts - remboursements de dette | - 0,00 | - 0,53 | - 0,37 | - 0,24 | + 0,16 | + 0,53 | + 1,22 | + 0,73 | + 1,06 | + 1,55 | + 1,33 | + 1,69 |
| Dette totale au 31/12 | 8,85 | 8,30 | 7,90 | 7,66 | 7,82 | 8,42 | 9,44 | 10,14 | 11,11 | 12,66 | 13,99 | 15,68 |
| Ratios : | | | | | | | | | | | | |
| Épargne de gestion / recettes de fonctionnement | 48,6 % | 48,7 % | 47,4 % | 45,2 % | 41,2 % | 39,4 % | 35,9 % | 36,3 % | 34,1 % | 30,9 % | 30,3 % | 27,8 % |
| Épargne brute / recettes de fonctionnement | 43,6 % | 44,3 % | 43,4 % | 41,4 % | 38,4 % | 36,9 % | 33,6 % | 33,8 % | 31,8 % | 28,4 % | 27,4 % | 25,5 % |
| Dette au 31/12 / recettes de fonctionnement | 92,5 % | 81,9 % | 77,6 % | 73,0 % | 63,8 % | 67,2 % | 69,5 % | 64,3 % | 64,5 % | 64,5 % | 66,8 % | 73,0 % |
| Annuité / recettes de fonctionnement | 14,5 % | 17,3 % | 14,4 % | 13,2 % | 11,5 % | 9,7 % | 8,2 % | 11,2 % | 12,1 % | 9,0 % | 12,2 % | 11,4 % |

Source : DGFIP

Les montants sont calculés hors gestion active de la dette.

* Premiers résultats DGFIP

(a) Réforme de l'architecture des concours financiers à partir de 2004.

n.d. : Données non disponibles

10-9 Les comptes des collectivités territoriales et de leurs groupements à fiscalité propre

(en milliards d'euros)

| | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009* |
|--|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Dépenses totales | 127,27 | 132,05 | 133,77 | 138,45 | 145,35 | 151,19 | 167,01 | 177,78 | 187,57 | 200,59 | 206,82 | 213,80 |
| Recettes totales | 127,14 | 133,23 | 134,03 | 138,25 | 146,78 | 153,01 | 167,34 | 178,38 | 189,19 | 199,34 | 206,03 | 213,45 |
| Dépenses totales hors remboursements de dette | 114,79 | 118,78 | 121,62 | 126,13 | 133,06 | 140,36 | 155,84 | 165,39 | 175,17 | 189,43 | 195,24 | 201,77 |
| Recettes totales hors emprunts | 116,03 | 121,25 | 123,08 | 127,03 | 134,48 | 140,85 | 153,15 | 162,10 | 172,06 | 181,73 | 186,93 | 195,46 |
| Dépenses réelles de fonctionnement | 82,55 | 84,63 | 84,83 | 87,83 | 95,41 | 99,55 | 111,23 | 118,25 | 124,23 | 132,58 | 140,01 | 145,17 |
| Dépenses de fonctionnement hors intérêts de dette (1) | 77,53 | 80,02 | 80,35 | 83,23 | 91,31 | 95,68 | 107,54 | 114,69 | 120,39 | 128,41 | 135,42 | 141,10 |
| * achats et charges externes | 13,16 | 13,78 | 19,48 | 19,86 | 21,66 | 22,83 | 23,14 | 24,13 | 25,51 | 26,20 | 27,46 | 28,01 |
| * personnel | 27,84 | 28,43 | 29,50 | 30,98 | 32,98 | 34,54 | 36,62 | 38,57 | 40,70 | 44,51 | 48,04 | 50,21 |
| * transferts versés | 21,99 | 22,70 | 28,05 | 28,98 | 33,04 | 34,90 | 43,70 | 47,73 | 50,11 | 53,43 | 55,47 | 58,05 |
| Recettes de fonctionnement (2) | 104,21 | 108,87 | 109,95 | 112,97 | 120,51 | 126,91 | 137,72 | 145,46 | 153,35 | 161,40 | 167,03 | 171,70 |
| * impôts et taxes | 63,08 | 64,13 | 65,27 | 66,34 | 69,46 | 66,70 | 75,30 | 82,35 | 87,93 | 93,72 | 98,13 | 102,55 |
| - dont impôts locaux | 48,55 | 48,91 | 49,71 | 48,57 | 49,24 | 51,47 | 53,80 | 57,17 | 60,57 | 62,42 | 65,08 | 70,48 |
| - autres impôts indirects et taxes - dont TEOM | 14,54 | 15,22 | 15,57 | 17,78 | 20,22 | 15,24 | 21,50 | 25,18 | 27,36 | 31,30 | 33,05 | 32,07 |
| * Concours de l'État (a) | 28,01 | 29,49 | 27,86 | 28,60 | 31,78 | 33,30 | 44,21 | 45,44 | 46,90 | 47,70 | 48,14 | 48,50 |
| - DGF | 20,81 | 21,94 | 21,85 | 24,30 | 26,72 | 26,64 | 36,21 | 36,69 | 37,98 | 38,93 | 39,68 | 40,45 |
| - Péréquation et compensations fiscales | n.d. | n.d. | n.d. | n.d. | n.d. | n.d. | 5,20 | 5,10 | 6,00 | 5,90 | 5,56 | 5,15 |
| Épargne de gestion (3) = (2) - (1) | 26,68 | 28,85 | 29,60 | 29,74 | 29,20 | 31,23 | 30,18 | 30,76 | 32,96 | 32,98 | 31,62 | 30,60 |
| * intérêts de dette (4) | 5,02 | 4,60 | 4,47 | 4,60 | 4,11 | 3,87 | 3,68 | 3,56 | 3,84 | 4,17 | 4,59 | 4,07 |
| Épargne brute (5) = (3) - (4) | 21,66 | 24,25 | 25,12 | 25,15 | 25,09 | 27,36 | 26,50 | 27,20 | 29,12 | 28,81 | 27,02 | 26,53 |
| Épargne nette = (5) - remboursement | 9,19 | 10,98 | 12,97 | 12,82 | 12,80 | 16,53 | 15,33 | 14,82 | 16,73 | 17,66 | 15,44 | 14,50 |
| Dépenses réelles d'investissement | 44,72 | 47,42 | 48,95 | 50,63 | 49,94 | 51,63 | 55,78 | 59,52 | 63,33 | 68,01 | 66,81 | 68,63 |
| Dépenses d'investissement hors remboursements (6) | 32,24 | 34,15 | 36,80 | 38,30 | 37,65 | 40,80 | 44,61 | 47,14 | 50,94 | 56,85 | 55,23 | 56,60 |
| * subventions d'équipement | 6,97 | 7,41 | 7,74 | 8,09 | 8,57 | 9,11 | 9,85 | 9,71 | 11,36 | 12,97 | 13,08 | 13,83 |
| * équipement | 22,63 | 24,22 | 26,96 | 27,79 | 26,84 | 29,41 | 31,57 | 34,24 | 37,37 | 41,32 | 40,02 | 39,78 |
| Recettes réelles d'investissement | 22,93 | 24,36 | 24,09 | 25,28 | 26,28 | 26,10 | 29,62 | 32,93 | 35,84 | 37,94 | 39,00 | 41,75 |
| Recettes d'investissement hors emprunts (7) | 11,82 | 12,38 | 13,13 | 14,06 | 13,97 | 13,94 | 15,43 | 16,65 | 18,71 | 20,33 | 19,90 | 23,76 |
| * dotations et subventions | 8,73 | 8,99 | 9,77 | 10,20 | 10,60 | 10,77 | 11,25 | 12,50 | 13,48 | 14,65 | 15,08 | 19,23 |
| Besoin ou capacité de financement = (5) + (7) - (6) | - 1,24 | 2,47 | 1,46 | 0,90 | 1,42 | 0,50 | - 2,69 | - 3,29 | - 3,11 | - 7,70 | - 8,31 | - 6,31 |
| Variation fonds de roulement | - 0,12 | 1,19 | 0,26 | - 0,20 | 1,43 | 1,82 | 0,33 | 0,61 | 1,62 | - 1,25 | - 0,79 | - 0,35 |
| Évolution de la dette : | | | | | | | | | | | | |
| * remboursements de dette | 12,47 | 13,27 | 12,15 | 12,32 | 12,29 | 10,83 | 11,17 | 12,38 | 12,40 | 11,16 | 11,58 | 12,03 |
| * emprunts | 11,11 | 11,98 | 10,96 | 11,23 | 12,31 | 12,16 | 14,19 | 16,28 | 17,13 | 17,61 | 19,10 | 17,99 |
| * Emprunts - remboursements de dette | - 1,36 | - 1,29 | - 1,19 | - 1,10 | 0,01 | 1,33 | 3,02 | 3,90 | 4,73 | 6,46 | 7,52 | 5,96 |
| Dette totale au 31/12 | 91,33 | 89,80 | 88,77 | 87,58 | 87,60 | 86,96 | 90,58 | 93,70 | 98,58 | 104,86 | 112,38 | 118,34 |
| Ratios : | | | | | | | | | | | | |
| Épargne de gestion / recettes de fonctionnement | 25,6 % | 26,5 % | 26,9 % | 26,3 % | 24,2 % | 24,6 % | 21,9 % | 21,1 % | 21,5 % | 20,4 % | 18,9 % | 17,8 % |
| Épargne brute / recettes de fonctionnement | 20,8 % | 22,3 % | 22,9 % | 22,3 % | 20,8 % | 21,6 % | 19,2 % | 18,7 % | 19,0 % | 17,9 % | 16,2 % | 15,4 % |
| Dette au 31/12 / recettes de fonctionnement | 79,0 % | 73,8 % | 71,7 % | 68,6 % | 64,2 % | 69,1 % | 65,8 % | 64,4 % | 64,3 % | 65,0 % | 67,3 % | 68,9 % |
| Annuité / recettes de fonctionnement | 16,8 % | 16,4 % | 15,1 % | 15,0 % | 13,6 % | 11,6 % | 10,8 % | 11,0 % | 10,6 % | 9,5 % | 9,7 % | 9,4 % |

Source : DGFIP

Les montants sont calculés hors gestion active de la dette.

* Premiers résultats DGFIP

(a) Réforme de l'architecture des concours financiers à partir de 2004

n.d. : Données non disponibles

Attention : les données figurant ici ne correspondent pas à la somme des opérations « ensemble des collectivités territoriales » et « groupements à fiscalité propre » : les reversements fiscaux des groupements vers les communes ont été neutralisés en dépenses comme en recettes de fonctionnement.

Données non consolidées entre les différents niveaux de collectivités sauf reversements fiscaux.

Les dépenses des collectivités locales dans les principaux domaines transférés 10-10

Dépenses des départements dans les domaines transférés

(en millions d'euros)

| | 1990 | 1995 | 1997 | 2000 | 2002 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010* |
|--|-------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Dépenses totales d'aide sociale (1) | n.d. | 13 173 | 14 002 | 13 582 | 15 657 | 24 605 | 25 928 | 27 748 | 29 865 | 30 387 | 32 052 | 33 905 |
| dont RMI, puis RSA | - | 540 | 618 | 717 | 864 | 6 347 | 6 696 | 7 253 | 7 444 | 7 383 | 7 889 | 8 935 |
| APA | - | - | - | - | 1 855 | 3 793 | 4 113 | 4 415 | 4 727 | 5 036 | 5 213 | 5 520 |
| Dépenses nettes obligatoires (2) | 7 359 | 10 971 | 11 967 | 11 591 | 13 101 | 23 658 | 25 078 | 26 883 | 28 302 | 29 175 | 30 820 | 32 638 |
| Dépenses totales pour les collèges | 1 671 | 2 398 | 2 657 | 3 118 | 3 324 | 3 211 | 3 345 | 3 410 | 3 900 | 4 276 | 4 489 | 4 516 |
| Fonctionnement | 719 | 1 005 | 1 136 | 1 311 | 1 230 | 914 | 974 | 1 066 | 1 577 | 1 834 | 1 967 | 2 080 |
| Investissement | 953 | 1 393 | 1 520 | 1 807 | 2 094 | 2 297 | 2 371 | 2 344 | 2 322 | 2 442 | 2 522 | 2 436 |
| Transport scolaire | 1 058 | 1 357 | 1 437 | 1 610 | 1 807 | 1 612 | 1 675 | 1 759 | 1 821 | 1 874 | 1 936 | n.d. |
| Contingents destinés aux SDIS | - | - | - | 973 | 1 207 | 1 565 | 1 740 | 1 951 | 2 145 | 2 291 | 2 386 | 2 480 |

Source : DGCL, comptes administratifs et budgets primitifs

* Pour l'année 2010, le chiffre est estimé en appliquant l'évolution constatée entre les budgets primitifs 2009 et 2010 au montant 2009.

(1) dépenses des fonctions Prévention Médico-sociale, Action sociale (hors RMI-RSA et APA), RMI-RSA et APA

(2) dépenses des fonctions Action sociale (hors RMI-RSA et APA), RMI-RSA et APA, nettes des recouvrements effectués dans ces 3 fonctions.

n.d. : non disponible

Dépenses des régions dans les domaines transférés

(en millions d'euros)

| | 1990 | 1995 | 1997 | 2000 | 2002* | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010** |
|--|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|--------|
| Dépenses de formation professionnelle continue et apprentissage | 861 | 1 550 | 1 900 | 2 151 | 2 167 | 2 970 | 3 468 | 3 993 | 4 877 | 4 876 | 5 180 | 5 326 |
| Fonctionnement | n.d. | 1 455 | 1 814 | 2 045 | 2 060 | 2 830 | 3 332 | 3 866 | 4 698 | 4 694 | 4 951 | 5 045 |
| Investissement | n.d. | 95 | 86 | 107 | 106 | 140 | 136 | 127 | 179 | 182 | 228 | 282 |
| Dépenses totales pour l'enseignement | 2 419 | 2 694 | 2 892 | 2 861 | 3 237 | 3 631 | 3 964 | 3 888 | 5 176 | 6 113 | 6 683 | 6 695 |
| Fonctionnement | 514 | 693 | 748 | 861 | 971 | 1 077 | 1 282 | 1 355 | 2 304 | 2 999 | 3 308 | 3 388 |
| Investissement | 1 905 | 2 001 | 2 144 | 1 999 | 2 266 | 2 553 | 2 682 | 2 534 | 2 871 | 3 114 | 3 375 | 3 307 |
| Dépenses pour le transport ferroviaire régional de voyageurs | - | - | 443 | 575 | 2 055 | 2 407 | 2 659 | 2 782 | 3 777 | 3 277 | 3 219 | 3 269 |
| Fonctionnement | - | - | 336 | 454 | 1 527 | 1 923 | 1 908 | 1 983 | 2 902 | 2 401 | 2 475 | 2 600 |
| Investissement | - | - | 107 | 121 | 528 | 484 | 751 | 799 | 875 | 876 | 744 | 669 |

Source : DGCL, comptes administratifs et budgets primitifs

Les données pour la formation professionnelle continue et l'apprentissage sont issues du total du chapitre « Formation professionnelle et Apprentissage ». Les données pour les lycées sont issues du total du chapitre « Enseignement », lequel inclut également une participation des régions au financement de l'enseignement supérieur.

Les données pour le transport ferroviaire régional de voyageurs sont issues du volet 1 de l'annexe « service ferroviaire régional de voyageurs » jusqu'en 2004, puis de la sous-fonction « Transport ferroviaire régional de voyageurs » dans le chapitre « Transports ».

* Généralisation du transfert de compétence en matière de transport ferroviaire.

** Pour l'année 2010, le chiffre est estimé en appliquant l'évolution constatée entre les budgets primitifs 2009 et 2010 au montant 2009.

n.d. : non disponible

10-11 L'endettement des collectivités locales

L'encours de dette des collectivités locales au 31 décembre (en milliards d'euros)

| | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009* |
|---|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|---------------|---------------|---------------|
| Communes | 51,64 | 51,39 | 51,41 | 51,15 | 50,80 | 50,59 | 50,94 | 52,04 | 53,43 | 55,46 | 57,49 | 58,64 |
| Groupements de communes à fiscalité propre | 9,80 | 10,27 | 10,78 | 10,93 | 11,08 | 11,42 | 12,03 | 12,25 | 13,56 | 14,84 | 16,13 | 17,07 |
| Secteur communal : communes et groupements de communes à fiscalité propre | 60,61 | 60,83 | 61,36 | 61,25 | 61,05 | 61,18 | 62,14 | 64,29 | 66,99 | 70,30 | 73,62 | 75,71 |
| Départements | 21,86 | 20,68 | 19,51 | 18,67 | 18,73 | 17,36 | 18,16 | 19,26 | 20,48 | 21,90 | 24,77 | 26,95 |
| Régions | 8,85 | 8,30 | 7,90 | 7,66 | 7,82 | 8,42 | 9,44 | 10,14 | 11,11 | 12,66 | 13,99 | 15,68 |
| Ensemble des collectivités locales | 91,33 | 89,80 | 88,77 | 87,58 | 87,60 | 86,96 | 90,58 | 93,70 | 98,58 | 104,86 | 112,38 | 118,34 |

Source : DGFIP

* : Premiers résultats DGFIP

Poids de la dette rapportée aux recettes de fonctionnement (en %)

| | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009* |
|---|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Communes | 89,8 | 86,5 | 86,1 | 84,8 | 82,1 | 80,2 | 79,1 | 78,7 | 78,7 | 79,6 | 81,0 | 80,7 |
| Groupements de communes à fiscalité propre | 133,1 | 127,4 | 99,3 | 78,5 | 63,9 | 56,4 | 53,7 | 50,8 | 54,1 | 56,7 | 59,3 | 59,6 |
| Secteur communal : communes et groupements de communes à fiscalité propre | 94,5 | 91,3 | 90,5 | 87,5 | 83,3 | 79,9 | 78,1 | 78,3 | 79,2 | 80,4 | 82,0 | 81,4 |
| Départements | 71,7 | 64,4 | 61,0 | 57,5 | 53,5 | 46,0 | 40,3 | 40,5 | 39,7 | 40,3 | 44,0 | 47,1 |
| Régions | 92,5 | 81,9 | 77,6 | 73,0 | 63,8 | 67,2 | 69,5 | 64,3 | 64,5 | 64,5 | 66,8 | 73,0 |
| Ensemble des collectivités locales | 79,0 | 73,8 | 71,7 | 68,6 | 64,2 | 69,1 | 65,8 | 64,4 | 64,3 | 65,0 | 67,3 | 68,9 |

Source : DGFIP

* : Premiers résultats DGFIP

Dette publique au sens de Maastricht (*) (en milliards d'euros)

| | 1990 | 1995 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 |
|---|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| État | 263,1 | 484,5 | 655,4 | 683,1 | 743,3 | 806,8 | 847,0 | 894,5 | 892,5 | 928,7 | 1 036,2 | 1 162,6 |
| Organismes divers d'administration centrale | 2,2 | 33,4 | 51,4 | 49,7 | 45,1 | 55,3 | 91,1 | 94,5 | 90,7 | 97,7 | 95,5 | 115,3 |
| Administrations locales | 90,0 | 111,1 | 106,7 | 106,4 | 105,9 | 109,8 | 113,5 | 120,1 | 127,3 | 137,2 | 148,1 | 156,8 |
| Administrations de sécurité sociale | 8,3 | 33,9 | 12,9 | 12,4 | 16,5 | 31,5 | 25,3 | 36,3 | 39,5 | 45,3 | 35,4 | 54,3 |
| Total administrations publiques | 363,6 | 662,8 | 826,4 | 851,6 | 910,9 | 1 003,4 | 1 076,9 | 1 145,4 | 1 149,9 | 1 208,9 | 1 315,1 | 1 489,0 |

Source : Comptes nationaux - Base 2000, Insee

(*) Dette au 31.12 de chaque année, au sens du règlement 3605 de la Commission Européenne.

Dette publique au sens de Maastricht (*) (en % du PIB)

| | 1990 | 1995 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 |
|---|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| État | 25,5 | 40,6 | 45,5 | 45,6 | 48,0 | 50,6 | 51,0 | 51,8 | 49,4 | 49,0 | 53,2 | 61,0 |
| Organismes divers d'administration centrale | 0,2 | 2,8 | 3,6 | 3,3 | 2,9 | 3,5 | 5,5 | 5,5 | 5,0 | 5,2 | 4,9 | 6,0 |
| Administrations locales | 8,7 | 9,3 | 7,4 | 7,1 | 6,8 | 6,9 | 6,8 | 7,0 | 7,0 | 7,2 | 7,6 | 8,2 |
| Administrations de sécurité sociale | 0,8 | 2,8 | 0,9 | 0,8 | 1,1 | 2,0 | 1,5 | 2,1 | 2,2 | 2,4 | 1,8 | 2,8 |
| Total administrations publiques | 35,2 | 55,5 | 57,3 | 56,9 | 58,8 | 62,9 | 64,9 | 66,4 | 63,7 | 63,8 | 67,5 | 78,1 |

Source : Comptes nationaux - Base 2000, Insee

(*) Dette au 31 décembre de chaque année, au sens du règlement 3605 de la Commission Européenne.

DÉFINITION

La dette au sens de Maastricht couvre l'ensemble des **administrations publiques** au sens des comptes nationaux : l'État, les **organismes divers d'administration centrale (ODAC)**, les administrations publiques locales et les administrations de sécurité sociale.

La dette au sens de Maastricht est calculée dans le cadre des comptes nationaux mais elle est définie de façon spécifique. Elle ne comprend pas l'ensemble des passifs financiers mais uniquement les numéraires et dépôts, les titres autres qu'actions que sont les bons du Trésor (BTF et BTAN), les obligations assimilables du Trésor (OAT), les Euro medium term notes (EMTN), ainsi que les emprunts ; en sont exclus les produits dérivés et les autres comptes à payer et à recevoir.

C'est une dette brute au sens où on ne soustrait pas aux éléments de passifs retenus les actifs financiers des administrations publiques.

Elle est consolidée : sont donc exclus du calcul de la dette les éléments de dette d'une administration détenus par une autre administration.

C'est le cas par exemple des dépôts des administrations publiques au Trésor.

La dette au sens de Maastricht est évaluée en valeur nominale, c'est-à-dire à la valeur de remboursement du principal. Ainsi, les **intérêts** courus non échus ou les fluctuations des cours des titres ne sont pas compris dans l'évaluation des instruments, alors que la réévaluation de la valeur de remboursement des titres indexés sur l'inflation (OATi, BTANi et CADESi) est prise en compte.

Taux moyens d'imposition des collectivités locales de la métropole

(en %)

| | 1990 | 1995 | 2000 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 |
|---|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| COMMUNES | | | | | | | | | | | | |
| Taxe d'habitation | 11,17 | 11,43 | 12,26 | 12,99 | 13,37 | 13,59 | 13,66 | 13,69 | 13,78 | 13,85 | 14,16 | 14,37 |
| Taxe sur le foncier bâti | 13,75 | 14,5 | 15,69 | 16,53 | 17,01 | 17,35 | 17,47 | 17,50 | 17,64 | 17,76 | 18,20 | 18,49 |
| Taxe sur le foncier non bâti | 37,13 | 36,28 | 36,62 | 37,66 | 38,18 | 38,57 | 38,70 | 39,52 | 39,62 | 39,91 | 40,35 | 40,69 |
| Taxe professionnelle | 12,11 | 12,38 | 12,50 | 11,99 | 12,21 | 12,32 | 12,34 | 12,41 | 12,50 | 12,63 | 13,01 | s.o. |
| SECTEUR COMMUNAL : COMMUNES + GROUPEMENTS* | | | | | | | | | | | | |
| Taxe d'habitation | 12,00 | 12,58 | 13,47 | 13,78 | 14,00 | 14,17 | 14,29 | 14,38 | 14,44 | 14,53 | 14,94 | 15,16 |
| Taxe sur le foncier bâti | 14,73 | 15,90 | 17,13 | 17,51 | 17,82 | 18,11 | 18,22 | 18,37 | 18,49 | 18,63 | 19,20 | 19,51 |
| Taxe sur le foncier non bâti | 38,55 | 39,05 | 40,92 | 42,02 | 42,65 | 43,13 | 43,61 | 43,13 | 44,51 | 44,89 | 45,58 | 46,05 |
| Taxe professionnelle | 13,54 | 14,06 | 14,79 | 15,05 | 15,20 | 15,36 | 15,44 | 15,49 | 15,76 | 15,89 | 16,14 | s.o. |
| DÉPARTEMENTS | | | | | | | | | | | | |
| Taxe d'habitation | 5,25 | 5,57 | 5,92 | 6,06 | 6,27 | 6,35 | 6,60 | 6,88 | 6,97 | 7,04 | 7,38 | 7,53 |
| Taxe sur le foncier bâti | 6,78 | 7,65 | 8,13 | 8,42 | 8,74 | 8,84 | 9,21 | 9,70 | 9,83 | 9,94 | 9,76 | 10,08 |
| Taxe sur le foncier non bâti | 20,73 | 21,35 | 19,84 | 20,23 | 21,09 | 21,72 | 22,54 | 23,57 | 23,76 | 24,15 | 25,31 | 25,81 |
| Taxe professionnelle | 5,83 | 6,44 | 6,82 | 7,02 | 7,37 | 7,47 | 7,82 | 8,24 | 8,38 | 8,50 | 8,98 | s.o. |
| RÉGIONS | | | | | | | | | | | | |
| Taxe d'habitation | 1,80 | 1,49 | 1,58 | s.o. | s.o. | s.o. | s.o. | s.o. | s.o. | s.o. | s.o. | s.o. |
| Taxe sur le foncier bâti | 1,32 | 1,83 | 1,94 | 1,97 | 1,97 | 1,98 | 2,38 | 2,53 | 2,59 | 2,63 | 2,65 | 2,66 |
| Taxe sur le foncier non bâti | 4,85 | 4,53 | 4,88 | 4,86 | 4,93 | 5,10 | 5,93 | 6,37 | 6,46 | 6,59 | 6,64 | 6,65 |
| Taxe professionnelle | 1,32 | 1,83 | 1,95 | 1,99 | 2,02 | 2,04 | 2,48 | 2,68 | 2,76 | 2,81 | 2,83 | s.o. |

Sources : DGFIP, DGCL

s.o. : sans objet, la taxe professionnelle est supprimée à compter de 2010.

* groupements : EPCI à fiscalité propre et syndicats intercommunaux à contributions fiscalisées

10-13 Les produits de fiscalité locale

Produits d'imposition votés des collectivités locales (et compensation relais en 2010) de la métropole (en millions d'euros)

| | 1990 | 1995 | 2000 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 |
|---|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| COMMUNES | | | | | | | | | | | | |
| Taxe d'habitation | 4 434 | 5 222 | 6 422 | 7 264 | 7 765 | 8 151 | 8 539 | 8 876 | 9 285 | 9 654 | 10 326 | 10 731 |
| Taxe sur le foncier bâti | 4 331 | 6 294 | 8 065 | 8 954 | 9 539 | 10 002 | 10 477 | 10 893 | 11 367 | 11 829 | 12 671 | 13 273 |
| Taxe sur le foncier non bâti | 672 | 676 | 693 | 729 | 748 | 766 | 786 | 660 | 678 | 694 | 711 | 724 |
| Taxe professionnelle | 7 462 | 10 365 | 9 225 | 5 658 | 4 583 | 4 248 | 4 073 | 4 024 | 4 006 | 4 116 | 4 293 | s.o. |
| Compensation relais | | | | | | | | | | | | 4 279 |
| SECTEUR COMMUNAL : COMMUNES + GROUPEMENTS* | | | | | | | | | | | | |
| Taxe d'habitation | 4 761 | 5 750 | 7 057 | 7 704 | 8 133 | 8 504 | 8 929 | 9 321 | 9 736 | 10 132 | 10 893 | 11 321 |
| Taxe sur le foncier bâti | 4 634 | 6 903 | 8 810 | 9 486 | 9 993 | 10 440 | 10 957 | 11 436 | 11 914 | 12 408 | 13 367 | 14 008 |
| Taxe sur le foncier non bâti | 698 | 728 | 775 | 814 | 836 | 858 | 882 | 741 | 762 | 780 | 803 | 819 |
| Taxe professionnelle | 8 358 | 12 529 | 14 183 | 13 330 | 13 546 | 14 080 | 14 489 | 15 142 | 15 640 | 16 299 | 17 408 | s.o. |
| Compensation relais | | | | | | | | | | | | 18 847 |
| DÉPARTEMENTS | | | | | | | | | | | | |
| Taxe d'habitation | 1 943 | 2 575 | 3 118 | 3 405 | 3 640 | 3 826 | 4 127 | 4 468 | 4 699 | 4 910 | 5 384 | 5 647 |
| Taxe sur le foncier bâti | 1 887 | 2 919 | 3 706 | 4 037 | 4 341 | 4 540 | 4 915 | 5 376 | 5 643 | 5 902 | 6 693 | 7 116 |
| Taxe sur le foncier non bâti | 373 | 114 | 33 | 35 | 38 | 39 | 42 | 45 | 47 | 49 | 53 | 54 |
| Taxe professionnelle | 3 498 | 5 598 | 6 482 | 6 238 | 6 497 | 6 764 | 7 297 | 7 945 | 8 312 | 8 738 | 9 683 | s.o. |
| Compensation relais | | | | | | | | | | | | 9 837 |
| RÉGIONS | | | | | | | | | | | | |
| Taxe d'habitation | 454 | 732 | 883 | s.o. | s.o. | s.o. | s.o. | s.o. | s.o. | s.o. | s.o. | s.o. |
| Taxe sur le foncier bâti | 409 | 784 | 984 | 1 050 | 1 090 | 1 129 | 1 407 | 1 555 | 1 649 | 1 728 | 1 818 | 1 877 |
| Taxe sur le foncier non bâti | 87 | 8 | 9 | 9 | 9 | 10 | 12 | 12 | 13 | 14 | 14 | 14 |
| Taxe professionnelle | 868 | 1 729 | 1 994 | 1 895 | 1 900 | 1 962 | 2 488 | 2 740 | 2 887 | 3 047 | 3 213 | s.o. |
| Compensation relais | | | | | | | | | | | | 3 334 |
| TOUTES COLLECTIVITÉS | | | | | | | | | | | | |
| Taxe d'habitation | 7 158 | 9 057 | 11 057 | 11 109 | 11 773 | 12 330 | 13 056 | 13 789 | 14 435 | 15 043 | 16 277 | 16 969 |
| Taxe sur le foncier bâti | 6 931 | 10 606 | 13 500 | 14 573 | 15 424 | 16 109 | 17 279 | 18 367 | 19 206 | 20 037 | 21 878 | 23 001 |
| Taxe sur le foncier non bâti | 1 157 | 849 | 816 | 858 | 883 | 907 | 936 | 798 | 821 | 843 | 871 | 887 |
| Taxe professionnelle | 12 724 | 19 856 | 22 659 | 21 463 | 21 943 | 22 806 | 24 274 | 25 827 | 26 839 | 28 085 | 30 304 | s.o. |
| Compensation relais | | | | | | | | | | | | 32 018 |

Sources : DGFIP, DGCL

s.o. : sans objet, la taxe professionnelle est supprimée à compter de 2010.

* groupements : EPCI à fiscalité propre et syndicats intercommunaux à contributions fiscalisées

Les compensations et dégrèvements en matière de fiscalité directe locale 10-14

Compensations et dégrèvements au titre des 4 taxes pour l'ensemble des collectivités locales de la France

(en millions d'euros)

| | 1990 | 1995 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 |
|---------------------------------------|--------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| COMPENSATIONS | | | | | | | | | | | | |
| Taxe d'habitation | - | 1 006 | 1 143 | 2 044 | 2 090 | 2 111 | 1 141 | 1 164 | 1 189 | 1 207 | 1 227 | 1 233 |
| Taxe sur le foncier bâti | 434 | 298 | 244 | 334 | 325 | 339 | 357 | 371 | 377 | 388 | 402 | 350 |
| Taxe sur le foncier non bâti | 0,15 | 273 | 335 | 332 | 334 | 332 | 330 | 332 | 492 | 491 | 446 | 404 |
| Taxe professionnelle | 3 397 | 2 830 | 5 473 | 7 133 | 9 606 | 10 732 | 1 806 | 1 894 | 1 804 | 1 698 | 1 390 | 1 119 |
| Total | 3 831 | 4 406 | 7 196 | 9 843 | 12 355 | 13 513 | 3 634 | 3 761 | 3 862 | 3 783 | 3 465 | 3 105 |
| DÉGRÈVEMENTS LÉGISLATIFS | | | | | | | | | | | | |
| Taxe d'habitation | 1 638 | 1 016 | 3 212 | 2 247 | 2 334 | 2 356 | 2 728 | 2 774 | 2 918 | 3 013 | 3 048 | 3 148 |
| Taxes foncières | 274 | 59 | 29 | 75 | 147 | 337 | 561 | 503 | 563 | 574 | 730 | 672 |
| Taxe professionnelle | 808 | 4 769 | 5 923 | 5 681 | 5 341 | 6 238 | 6 659 | 7 257 | 8 877 | 9 159 | 11 929 | 13 641 |
| Total | 2 720 | 5 844 | 9 164 | 8 003 | 7 822 | 8 932 | 9 948 | 10 534 | 12 358 | 12 746 | 15 707 | 17 461 |
| CONTRIBUTIONS BRUTES DE L'ÉTAT | | | | | | | | | | | | |
| Taxe d'habitation | 1 638 | 2 022 | 4 355 | 4 290 | 4 424 | 4 467 | 3 869 | 3 938 | 4 107 | 4 220 | 4 275 | 4 380 |
| Taxes foncières | 708 | 629 | 608 | 741 | 806 | 1 008 | 1 247 | 1 206 | 1 432 | 1 453 | 1 578 | 1 426 |
| Taxe professionnelle | 4 205 | 7 599 | 11 396 | 12 814 | 14 947 | 16 970 | 8 465 | 9 151 | 10 681 | 10 857 | 13 319 | 14 760 |
| Total | 6 551 | 10 250 | 16 359 | 17 846 | 20 177 | 22 445 | 13 582 | 14 295 | 16 220 | 16 530 | 19 172 | 20 566 |

Sources : DGFIP, DGCL

10-15 Les effectifs des collectivités locales

Les effectifs de la fonction publique territoriale (effectifs au 31/12)

| | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 |
|---|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| Organismes régionaux et départementaux | 225 906 | 233 873 | 245 762 | 262 580 | 276 011 | 287 824 | 297 383 | 306 032 | 310 451 | 335 229 | 401 343 | 457 582 |
| - dont départements | 163 861 | 168 488 | 172 487 | 176 871 | 181 436 | 187 199 | 191 544 | 195 233 | 198 190 | 213 053 | 246 569 | 281 717 |
| - dont régions | 9 087 | 9 733 | 10 492 | 10 955 | 11 596 | 12 514 | 13 329 | 14 073 | 15 169 | 22 599 | 54 467 | 73 843 |
| Organismes communaux et intercommunaux | 1 230 326 | 1 254 949 | 1 272 830 | 1 312 235 | 1 325 114 | 1 362 297 | 1 378 277 | 1 397 356 | 1 421 076 | 1 453 767 | 1 479 797 | 1 485 279 |
| - dont communes | 1 014 924 | 1 032 655 | 1 045 214 | 1 074 591 | 1 077 772 | 1 092 833 | 1 085 918 | 1 086 037 | 1 094 014 | 1 106 978 | 1 117 101 | 1 112 603 |
| - dont groupements de communes (1) | 114 446 | 120 428 | 124 508 | 131 088 | 138 155 | 155 789 | 174 989 | 189 719 | 201 699 | 215 113 | 225 895 | 233 145 |
| - dont autres (centres communaux d'action locale, caisses des écoles, autres établissements publics locaux) | 100 956 | 101 866 | 103 108 | 106 556 | 109 187 | 113 675 | 117 370 | 121 600 | 125 363 | 131 676 | 136 801 | 139 531 |
| Ensemble des administrations locales (2) | 1 456 232 | 1 488 822 | 1 518 592 | 1 574 815 | 1 601 125 | 1 650 121 | 1 675 660 | 1 703 388 | 1 731 527 | 1 788 996 | 1 881 140 | 1 942 861 |
| Autres organismes (3) | 63 126 | 64 422 | 64 903 | 66 644 | 67 234 | 69 126 | 71 998 | 73 840 | 73 429 | 75 023 | 76 764 | 77 001 |
| ENSEMBLE DES EMPLOIS (2) | 1 519 358 | 1 553 244 | 1 583 495 | 1 641 459 | 1 668 359 | 1 719 247 | 1 747 658 | 1 777 228 | 1 804 956 | 1 864 019 | 1 957 904 | 2 019 862 |

Source : Insee (Enquête annuelle auprès des collectivités locales au 31 décembre de l'année)

(1) Groupements à fiscalité propre et syndicats

(2) hors organismes privés d'administrations locales tels que les organismes d'aménagement, de type syndicat d'initiative, d'action sociale, de loisir...

(3) Groupements d'intérêt public, OPHLM, Caisses de crédit municipal, EPIC, OPAC, associations syndicales autorisées

Champ : **emplois principaux et secondaires**, tous statuts y c. les emplois aidés et emplois jeunes.

Les dépenses de personnel des collectivités locales

(en milliards d'euros)

| | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009* |
|---|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Communes | 22,27 | 22,52 | 23,33 | 24,22 | 25,40 | 26,00 | 26,85 | 27,90 | 29,00 | 30,38 | 31,25 | 31,92 |
| Groupements de communes | | | | | | | | | | | | |
| à fiscalité propre | 1,50 | 1,56 | 1,59 | 1,85 | 2,29 | 2,82 | 3,07 | 3,50 | 3,85 | 4,20 | 4,51 | 4,94 |
| Départements | 3,73 | 3,98 | 4,18 | 4,47 | 4,82 | 5,21 | 6,13 | 6,56 | 7,07 | 8,33 | 9,93 | 10,67 |
| Régions | 0,34 | 0,37 | 0,40 | 0,43 | 0,47 | 0,52 | 0,57 | 0,62 | 0,78 | 1,60 | 2,35 | 2,68 |
| Ensemble des collectivités territoriales et de leurs groupements à fiscalité propre | 27,84 | 28,43 | 29,50 | 30,98 | 32,98 | 34,54 | 36,62 | 38,57 | 40,70 | 44,51 | 48,04 | 50,21 |

Source : DGFIP

* résultats provisoires

Coordination Maquette : DPID - DGCL

Réalisation : Imprimerie Moderne de l'Est (IME)

Achévé d'imprimer en avril 2011

Directeur de la publication : Eric JALON

ISBN : 978-2-11-098391-6

Imprimé par I.M.E. certifiée ISO 14001

